

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA COLOMBIE ÉCONOMIQUE

Avec un extrait du Code minier colombien
et du projet de loi sur l'exploitation des forêts,
deux graphiques et deux cartes.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 23 mars 1914, à 4 heures 1/2

PAR

RENÉ ROGER

Président : M. TRUCHY, *Professeur*.

Suffragants { MM. LESEUR
DESCHAMPS

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
22, Rue Soufflot, PARIS (5^e Arr^t)

LÉON TENIN
DIRECTEUR

LIBRAIRIE
R. ROGER & F. CHERNOVIZ
95, BOULEVARD RASPAIL, 95
et
38, RUE DE FLEURUS, 38
PARIS (VI^e)

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA COLOMBIE

ÉCONOMIQUE

Avec un extrait du Code minier colombien
et du projet de loi sur l'exploitation des forêts,
deux graphiques et deux cartes.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 23 mars 1914, à 4 heures 1/2

PAR

RENÉ ROGER



Président : M. TRUCHY, *Professeur*.

Suffragants { MM. LESEUR
 DESCHAMPS

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
22, Rue Soufflot, PARIS (5^e Arr^e)

LÉON TENIN
DIRECTEUR

LIBRAIRIE
R. ROGER & F. CHERNOVIZ
95, BOULEVARD RASPAIL, 95
et
38, RUE DE FLEURUS, 38
PARIS (VI^e)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

Le célèbre *Eldorado*, devenu synonyme de pays riche et enchanteur, n'était pas autre chose que la Colombie actuelle. L'étymologie de ce mot est assez curieuse pour mériter d'être rappelée ici. Nous la rencontrons dans la remarquable étude que *M. Vicente Restrepo* a consacrée à la tribu des Chibchas :

Une coutume très répandue chez ces Indiens consistait à enduire de graisse le corps du Cacique nouvellement élu, puis à le couvrir entièrement d'or ; le chef se baignait ensuite dans un lac sacré, le *Guatavita*, dont les eaux se doraient du métal précieux. De là, le nom que donnèrent les Espagnols à toute cette région : *Tierra de El Dorado* (pays de l'homme doré). Elle fut longtemps, en raison de cette richesse, l'objet de leurs convoitises.

La Colombie, qui n'a pas encore comme République

indépendante un siècle d'existence, est un des pays du monde les plus favorisés, au point de vue des richesses naturelles, de la fertilité du sol et de la variété des climats. Elle possède des mines de toutes sortes : l'or, l'argent, les émeraudes, le platine, le cuivre, le fer, etc., s'y rencontrent en abondance. Les cultures y sont exubérantes : le cacaoyer, le caféier, le caoutchoutier, la canne à sucre, le maïs, le bananier, les arbres précieux et quantité d'autres plantes, croissent sans peine dans la plupart des départements. Enfin, elle est aussi le pays de l'élevage et des cultures européennes. On peut y acclimater la plupart des races d'animaux domestiques, y cultiver les céréales et les légumes d'Europe et y planter les arbres fruitiers les plus variés. La Colombie est à l'état d'équilibre au point de vue des subsistances ; elle peut se passer complètement de l'importation étrangère.

Elle présente, de la mer au sommet de ses Cordillères, une variété infinie de climats. A *Santa Marta*, sur la mer des Antilles, la température moyenne est de 30 degrés centigrades ; à *Tunja*, capitale du département de Boyacá, elle n'est plus que de 13 degrés ; sur les hauts plateaux, elle est froide. Le champ qu'elle offre au cultivateur se prête donc à l'agriculture la plus variée. Toutes les races d'hommes peuvent y vivre : c'est le pays, marqué entre tous, pour l'immigration.

Presque toutes les industries peuvent être établies avec succès en Colombie. Le gouvernement favorise

leur développement par la concession de privilèges ou de monopoles, ou par la franchise de droits, pendant plusieurs années, sur les matières premières destinées à l'industrie naissante. Trop pauvres et en nombre insuffisant pour exploiter eux-mêmes leurs richesses, les Colombiens ont besoin de bras et de capitaux.

Une amusante légende, rapportée par M. Antoine Redier¹, et très populaire au Brésil, nous montre d'une façon humoristique le mal dont souffrent l'Amérique du Sud et la Colombie en particulier : l'insuffisance d'habitants : « Un homme habitait, dit la légende, une misérable hutte, faite de bambou et de terre glaise. Il aurait préféré se construire un palais et cela ne lui eut pas été impossible, car au fond d'une profonde citerne, située sous sa hutte, se trouvait un énorme lingot d'or, sa propriété incontestable. Il se croyait ainsi immensément riche, et pourtant il était obligé de rester dans sa pauvre cabane, car il ne pouvait pas, à lui seul, retirer son trésor. Il lui eut fallu l'aide de cinq personnes au moins, avec lesquelles il eut dû partager sa fortune, ce à quoi il ne voulait point consentir. Un jour, il crut avoir trouvé cinq compères assez sots pour lui rendre le service gratuitement. Déjà ils avaient élevé jusqu'au jour le bloc d'or, lorsque tout à coup l'idée leur vint de s'enquérir de leur salaire. Là-dessus le désaccord se fit, et les cinq gaillards, ayant laissé

1. *Le Correspondant*, 25 septembre 1901. Antoine Redier, *La Colombie et le Vénézuéla*.

tomber le trésor au fond du puits, s'en allèrent. » Le lingot d'or, c'est la richesse non encore exploitée, au vrai sens du mot, de ces régions merveilleuses de l'Amérique du Sud. Quant aux cinq compères, ce sont les colons européens, qui veulent bien travailler pour la prospérité des Républiques latines, mais à la condition de faire rapidement leur fortune. C'est là d'ailleurs chose bien légitime, et toute nation avisée se garderait bien de s'en plaindre. Le gouvernement colombien, pour sa part, ne demande qu'à encourager l'immigration et le prouve en accordant aux étrangers des concessions gratuites de terres aux mêmes conditions qu'à ses nationaux.

Depuis le décret du 28 juillet 1860, nous ne pouvons plus obtenir en Algérie de cessions de biens domaniaux qu'à titre onéreux. Au Maroc, il n'y a encore pour le colon aucune sécurité. Il est vraiment regrettable de constater que nous nous obstinons à porter tous nos efforts en Afrique, alors qu'il existe dans l'Amérique du Sud des contrées particulièrement fertiles où nous pourrions coloniser, sans dépenser 300 millions par an et immobiliser 100.000 hommes ! Avec les puissants steamers qui traversent aujourd'hui l'Océan, l'Amérique n'est plus pour nous un pays d'exil, et quelques jours de navigation de plus ne doivent compter pour rien dans le choix de celui qui veut réellement demander à la terre de lui procurer une vie facile. D'ailleurs le mouvement d'émigration vers l'Amérique du Sud est

nettement dessiné maintenant et nous devons le suivre, si nous ne voulons pas nous faire supplanter partout par nos puissants voisins.

« L'Amérique latine, » a dit M. Hanotaux¹, en attirant à elle le flot de l'émigration européenne, en se constituant un outillage économique moderne, en mettant en valeur ses richesses naturelles, prend rang désormais auprès de ses sœurs de l'Ancien continent... »

C'est vers ces pays neufs, et en particulier vers la Colombie, dont nous allons essayer de mettre en valeur la variété de richesses, que doit tendre notre activité commerciale et industrielle. Avec le percement de l'isthme de Panama, une ère de prospérité va s'ouvrir pour cette République située aux portes du canal. La paix politique semble maintenant bien établie : les partis rivaux ont déposé les armes et tous les efforts tendent à relever le pays de l'état de prostration où l'ont plongé une série de guerres civiles. Que ce calme se maintienne, et il ne faudra pas beaucoup d'années à la Colombie pour prendre dans le monde la place qu'elle devrait y occuper depuis longtemps.

Nous manquerions à la reconnaissance, si avant de commencer cet ouvrage, nous n'adressions nos bien sincères et respectueux remerciements aux illustres amis qui ont bien voulu nous fournir des documents

1. *Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} août 1909.

précieux. Que Sa Grandeur Mgr Bernardo Herrera, archevêque de Bogota, primat de Colombie, Son Excellence M. le docteur Francisco José Urrutia, ministre des Affaires Étrangères, et M. J. Pablo Uribe, consul général de Colombie à Paris, reçoivent ici l'expression de toute notre gratitude.

Paris, 1^{er} février 1914.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERTINI. Etude de la concession minière de Timbiqui. Paris, 1899.
- ALVAREZ. El gobierno de Colombia y el papel moneda, 1901.
- ARBOLEDA. Consideraciones acerca del invierno y del verano en la ciudad de Bogotá.
- ARCHIVES des affaires étrangères. Nouvelle-Grenade, etc.
- AUBERT GEORGES. Les Nouvelles Amériques, Paris (1901-?).
- AVENEL (H). L'Amérique latine. Paris, 1892.
- BECERRA (Ricardo). La República de Colombia.
- BLAKE WHITE R. Proceedings of the R. Geographical Society, mai 1883.
- BOLETIN de Estadística, etc. Año I, abril de 1912, n° 1.
- BOLETIN de Estadística de la República de Colombia. Año I, mayo de 1912. Numero 2. Bogotá, Imprenta Nacional, 1912.
- BOLETIN de Estadística, etc. Año I, junio de 1912, n° 3.
- BOLETIN del ministerio de Relaciones exteriores. Tomo V, abril y julio de 1913, número 1 y 2. Bogotá, 1913.
- BOLETIN del ministerio de Relaciones exteriores, abril a junio de 1912. Tomo IV, n°s 3 et 4.
- BOLETIN del ministerio de Relaciones exteriores. Tomo IV, julio á septiembre 1912, n°s 5 á 7.
- BOLETIN del ministerio de Relaciones exteriores de Colombia. Bogotá, 1911.
- BRETTES (Jos. de). Six ans d'exploration chez les Indiens du Nord de la Colombie. Le Tour du Monde, tome IV.

- BULLETIN of American Republics. Washington.
- CALDERÓN. La cuestion monetaria, 1905.
- CENSO general de la República de Colombia. Bogotá, 1912.
- CENTENARIO de la Independencia de Colombia, 1911.
- CODIGO DE MINAS colombiano y leyes vigentes que lo adicionan y reforman, edicion hecha bajo la dirección de Eduardo Rodríguez Piñeres. Bogotá, 1910.
- CUERVO Y VERGARA. Coleccion de Documentos ineditos sobre la Geografia y la Historia de Colombia. Bogotá, 1892.
- DAWSON. The South American Republic. New-York et Londres.
- DEMANGEON. L'Industrie aurifère en Colombie. Paris, 1907.
- DIARIO OFICIAL de la República de Colombia, 1912.
- DIAZ LEMOS (ANGEL M.). Compendio de Geografia de la República de Colombia, 6^e édition 1907 et Segundo Apendice, 1911.
- DOCUMENTOS para la historia de la Vida publica del Libertador, 14 volumes in-4^o. Caracas.
- FRASER (J.-F.). Panama, l'œuvre gigantesque. Paris (sans date).
- GEMNUGEN. Die Entwicklung der fabrikindustrie im lateinischen Amerika, 1910.
- HENAO Y ARRUBLA. Historia de Colombia. Bogotá, 1912.
- HOLGUIN JORGE. Desde cerca (asuntos colombianos). Paris, 1908.
- INFORME de la Junta de Conversion al Congreso, 1912. Bogotá.
- INFORME del ministro de Hacienda al Congreso, 1871. Bogotá.
- INFORME del ministro de Hacienda al Congreso, 1912. Bogotá.
- INFORME del ministro de Hacienda al Congreso, 1913. Bogotá.
- INFORME del ministro de Obras Publicas al Congreso, 1912. Bogotá.
- INFORME del ministro de Obras Publicas al Congreso, 1913. Bogotá.
- INFORME del ministro del Tesoro al Congreso, 1912. Bogotá.
- INFORME del ministro de Gobierno al congreso de 1912. Bogotá, 1912.
- JALHAY HENRI, consul général de Colombie à Bruxelles. La République de Colombie. Paris, 1909.
- JOURNAL DU PÉTROLE, mars 1905.
- LAS MISIONES EN COLOMBIA. Obra de los misioneros capuchinos, de la Delegacion apostolica, del gobierno y de la Junta arquidiocesana nacional en el Caqueta y Putumayo. Bogotá, 1912.
- LEANDER E. CHAMBERLAIN. Un chapitre de déshonneur national. New-York (?), 1912.

- LE BRUN. Chemins de fer colombiens. Paris, 1890.
- LISIMACO PALAU. Colombia en la mano. Bogotá, 1906.
- LORAINÉ PETRE F. The Republic of Colombia. London, 1906.
- MANCINI JULES. Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles, des origines à 1815. Paris, 1912.
- MANGE (FRANÇOIS). Le Canal de Panama et le tonnage maritime. (Revue de Paris, 1^{er} juillet 1912.)
- MAPA de las líneas telegraficas de la República de Colombia, por Francisco J. Fernández. Paris, 1908.
- MEMORIA del ministro de Instrucción Publica al Congreso de 1912. Bogotá, 1912.
- MEMORIA del ministro de Relaciones exteriores al congreso de 1912. Bogotá, Imprenta Nacional, 1912.
- MEMORIA del ministro de Relaciones Exteriores al Congreso de 1913. Bogotá, 1913.
- MENSAJE del Exc^{mo} Presidente de la República de Colombia. Bogotá, 1908.
- MENSAJE del Exc^{mo} Presidente de la República de Colombia al Congreso, 1912. Bogotá, 1912.
- MISIONES catolicas del Putumayo. Documentos oficiales relativos a esta Comisaria. Bogotá, 1913.
- MOLLIEN. Voyage dans la République de Colombia en 1823. 2 in-8°. Paris, 1824.
- NOGUERA (Dr Oscar). Gelbfieberepidemie in Kolumbien. Deihefte zum Archiv für Schiffs-und-Tropenhygiene. Leipzig, 1908.
- OLARTE CAMACHO VICENTE. Condicion legal de los extranjerios en Colombia, 2^e ed. Bogotá, 1913.
- ORJUELA (LUIS). Minuta Zipaquireña.
- PAZ Y PEREZ. Atlas geografico e historico de la República de Colombia. Paris, 1889.
- PEPPER. Report on Trade conditions in Colombia, 1907.
- PEREIRA R. S. Les États-Unis de Colombie, 1889.
- PEREIRA GAMBA. Riqueza mineral de Colombia. Bogotá, 1901.
- PEREZ (Felipe). Geografia general física y politica de los Estados Unidos de Colombia, 1883.
- PEREZ TRIANA. De Bogotá al Atlantico. Paris, 1897.
- QUIJANO WALLIS. Estudios, discursos y escritos varios. Paris, 1908.

- RECLUS. La Sierra Nevada de Santa-Marta. Paris.
- RECLUS. Nouvelle géographie universelle, tome XVIII. Paris, 1893.
- REDIER (Antoine). La Colombie et le Vénézuéla. (Le Correspondant, 25 septembre 1901.)
- REGEL (Dr FRITZ). Kolumbien. Berlin, 1899.
- RESTREPO ET STEVENSON. Relation d'un séjour de vingt ans dans l'Amérique du Sud.
- RESTREPO (Vicente). Estudio sobre las minas de oro y plata de Colombia. Bogotá.
- RÖTHLISBERGER (Prof. ERNST), El Dorado, Reise — und — Kulturbilder aus dem südamerikanischen Columbien. Bern, 1898.
- SAFFRAY. Tour du monde, 1872, 2^e semestre, livraison 606.
- SAINT-LÉGIER (marquis de). L'Argentine économique. Paris, 1913.
- V. SCHENCK. Petermann's Mitteilungen, 1883. Heft vi.
- SERRET. Voyage en Colombie, 1912. Paris.
- STEINHEIL. Reisen in Columbien, Petermanns Mitteilungen, 1877.
- STUART SLOAN OSWALD. Etude sur le commerce et l'agriculture en Colombie. Londres, 1901. (Cette brochure a été publiée en français.)
- THERESE Prinzessin von BAYERN. Reisestudien aus dem Westlichen Sudamerika. Berlin, 1908.
- TRIANA MIGUEL. Al Meta. Bogotá, 1913.
- TRIANA MIGUEL. Por el Sur de Colombia. Paris.
- TRIBUS que poblaron la Costa y modo de civilizarlas. Bogotá, 1912.
- URIBE (Dr A. José). Derecho Mercantil colombiano. Berlin, 1908.
- URIBE URIBE (Dr Rafael). Monografía del banano. Revista de la Sociedad de agricultores de Colombia. Bogotá, mayo 1908.
- VASQUEZ COBO. Pro Patria, cuestiones internacionales. Paris, 1910.
- VERGARA Y VELASCO. Nueva geografía de Colombia. Bogotá, 1901.
- VERGARA Y VELASCO (FRANCISCO J.). Division territorial vigente. Bogotá, 1911.
- WINTZNER. Les Allemands en Colombie. Munich, 1900.
- ZAMORA (Manual. M.). Guía de la Republica de Colombia. Bogotá, 1907.

LA COLOMBIE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

Aperçu historique¹.

Depuis son émancipation, la République de Colombie a été connue successivement sous le nom de République de Colombie (1819-1831), de République de la Nouvelle-Grenade (1831-1858), de Confédération Grenadine (1858-1863), d'États-Unis de Colombie (1863-1886), enfin de République de Colombie, nom qu'elle porte aujourd'hui.

À la suite de la découverte de l'Amérique, et des exploits sanglants des Conquistadores, la monarchie espagnole prit possession des nouveaux territoires,

1. Les détails qui suivent sont empruntés aux trois ouvrages suivants : Jules Mancini, *Bolivar et l'émancipation des colonies espagnoles, des origines à 1815*. Paris 1912 ; Henry Jalhay, consul général de Colombie à Bruxelles, *La République de Colombie*. Paris 1909 ; et Henao y Arrubla, *Historia de Colombia*. Bogotá 1912.

comme d'un simple domaine. C'est au nom du roi, que Découvreurs et Conquistadores avaient occupé les « Indes Occidentales ». Le pape, dispensateur suprême de tous biens terrestres, avait confirmé ce principe, dès le second voyage de Colomb, en « conférant à la couronne de Castille la pleine propriété des pays habités par les païens d'Occident », en même temps qu'il reconnaissait aux Portugais « la seigneurie de toutes les terres de l'Est en deçà des Açores et du Cap Vert ».

Mexico et Lima, dont Pizarre avait jeté les fondements, furent assignés comme résidences aux deux vice-rois, auxquels le roi d'Espagne déléguait son autorité sur son nouvel empire.

Au cours de son dernier voyage, en 1502, Colomb, cherchant le passage qui devait le conduire aux Indes Orientales, reconnut les côtes de la contrée, qui trois cents ans plus tard devait porter son nom. Après s'être limités aux côtes de la Colombie, les Espagnols, poussés par le désir de trouver le fameux *El Dorado*, dont la tradition voulait que ce fût le centre de toutes les richesses du monde, reprirent leurs expéditions. Vasco Nuñez de Balboa traversa, en plusieurs semaines, l'isthme de Panama, et découvrit l'Océan auquel il donna le nom de *Pacifique* en raison de la tranquillité de ses eaux (1513); Juan de Herrera remonta l'Orénoque et découvrit le Meta; Pedro de Heredia découvrit les régions aurifères du Sinu et du San Jorge

(1532) ; Francisco Cesar, Vadillo et Robledo parcoururent les régions de l'Antioquia et du Cauca ; enfin Quesada (1533-1544), parti de Santa Marta sur l'Atlantique en 1536, suivit une route voisine du Magdalena jusqu'au fleuve Opon, puis pénétra dans l'empire des Chibchas, qu'il conquit après des combats terribles. Cet empire était le plus civilisé de tous ceux que les Espagnols avaient rencontrés depuis le commencement de leurs conquêtes. Il comptait un million d'habitants, et sa capitale, Bacata (devenu Bogota), vingt mille constructions. Quesada appela le pays qu'il venait de conquérir, *Nouveau Royaume de Grenade*. Il y établit la domination espagnole. La Nouvelle-Grenade fut d'abord divisée en provinces, Panama, Veragua, comprises dans l'audience de Panama ; et Santa-Marta, Cartagena, Nouveau-Royaume et Popayan, comprises dans l'audience de Santa-Fé ; le tout dépendait du vice-royaume du Pérou, fondé en 1542. La Nouvelle-Grenade fut une présidence en 1564, une vice-royauté en 1719, une présidence en 1724, et, une vice-royauté en 1740, qui comprit également le Vénézuéla et l'Équateur, jusqu'en 1810 époque de l'Indépendance.

Quand parvinrent dans le Nouveau-Monde les succès des troupes françaises en Espagne, on crut la monarchie déchue et les créoles jugèrent le moment opportun pour engager l'action qui devait conduire à l'indépendance. C'est à Miranda que revient l'honneur d'avoir préparé, organisé et conduit la Révolution ; c'est lui

qui inspira Bolivar, San Martin et O'Higgins. Le mouvement eut pour point de départ la déposition du capitaine général du Venezuela, Emparán, à Caracàs, le 19 avril 1810, par les libéraux et le Cabildo¹. A peine constituée en « Junte conservatrice des Droits de Ferdinand VII² », la municipalité de Caracas, qui gouvernait le Vénézuéla, invitait par une proclamation tous les *cabildos* sud-américains à suivre son exemple. Le manifeste commençait par ces mots : « Les patriotes de Caracàs doivent être imités par tous ceux d'entre les habitants du Nouveau-Monde en qui la trop longue accoutumance de la servitude n'a point encore aboli toute espèce de relèvement... »

La municipalité de Santa-Fé était favorable à la révolution ; elle réclamait le *cabildo abierto* (municipalité ouverte).

Les révolutionnaires saisirent l'occasion de l'arrivée des commissaires royaux pour déclencher un mouvement populaire. Le vice-roi finit par accorder l'assemblée extraordinaire que réclamait le cabildo. Jusqu'à trois heures du matin, on discuta sans trêve. Le vice-roi se soumit aux décisions de l'assemblée ; à trois heures et demie du matin, le procès-verbal de la séance était signé et Santa-Fé avait sa junte indépen-

1. Le Cabildo était l'assemblée des représentants de la ville, l'équivalent de notre conseil municipal.

2. « Les droits de Ferdinand VII » étaient une formule, car les libéraux ne voulaient pas plus être soumis à l'autorité du roi déposé qu'à celle de Joseph.

dante, c'est-à-dire, en réalité, son gouvernement indépendant de la métropole.

Cependant, malgré les préoccupations que lui causait la guerre défensive, l'Espagne commençait à s'inquiéter de la situation de ses colonies. Elle ne se laissait plus aveugler par les protestations de fidélité à Ferdinand VII et se rendait enfin compte que le vent de révolte qui avait soufflé en Europe, secouait maintenant ses possessions d'outre-mer. Elle entra alors dans l'ère des concessions ; elle déclara solennellement, « que les Américains traités jusqu'à ce jour avec indifférence, victimes de l'ignorance et de la cupidité, se trouvaient désormais élevés à la dignité d'hommes libres et cessaient de demeurer soumis à un joug d'autant plus dur qu'ils avaient été éloignés du pouvoir central¹. » Les provinces d'outre-mer, bien que d'une façon restreinte, eurent leur représentation aux Cortès. L'égalité parfaite des droits des Américains et la légitimité de leur représentation, trouvaient leur confirmation dans un décret. Une amnistie générale aux insurgés des colonies, était promise par les Cortès ; bien plus, on leur faisait espérer qu'on romprait avec l'ancien système colonial. Tant et si bien, que les Américains présents à la séance, se livrèrent à une joie débordante. Elle ne fut pas de longue durée. Les progrès des idées révolu-

1. Manifeste de la Junte de Caracas à la Régence, 3 mai 1810. *Documentos para la historia de la Vida publica del Libertador*, 14 vol. in-4°, II, 449. Caracas. Dans la suite nous désignerons par la lettre D, le renvoi à ces documents.

tionnaires en Amérique effrayèrent les Cortès et les demandes des députés des colonies n'obtinent plus aucun succès. Les créoles durent renoncer à leurs espérances en ce qui touchait la refonte du système colonial et la liberté du commerce.

A la fin de 1812, dans la Nouvelle-Grenade proprement dite, la cause des libéraux, maîtresse en apparence de la plus grande partie du territoire, était cependant, en réalité, fortement compromise. D'abord, certaines provinces, Rio-Hacha, Veragua, Panama, Santa-Marta, ou n'avaient jamais fait cause commune avec la Révolution, ou comme la dernière, s'en étaient retirées. Cependant Santa-Fé, chef-lieu de la province de Cundinamarca, capitale de l'ancienne vice-royauté, consciente de sa situation prépondérante, voulait rester à la tête du nouvel Etat. Aussi la Junte de Santa-Fé, le 29 juillet 1810, avait-elle prié les vingt-deux provinces du royaume d'envoyer des députés à une junte générale, dont le rôle principal était de convoquer le Congrès constituant ! Mais les jalousies et les rivalités éclatèrent. Carthagène ne voulut pas laisser à Santa-Fé l'honneur de régler l'organisme du nouveau gouvernement et invita les provinces à se gouverner d'après leurs propres lois et à se réunir en congrès à Medellin. Les villes du Popayan à leur tour choisirent Cali pour y envoyer leurs représentants. C'était l'anarchie avant l'organisation, et cette division devait faciliter la tâche des Espagnols et leur permettre d'arrêter la liberté nais-

sante et d'en reculer l'avènement définitif de plusieurs années. Ce fut d'abord une lutte fratricide entre les *congressistes* ou *fédéralistes* avec Camilo Torrès pour chef et les centralistes dirigés par Nariño, chef de l'État de Cundinamarca, dont Santa-Fé était la capitale. Après des alternatives de succès et de revers, la paix fut conclue entre le Congrès siégeant à Tunja et l'État de Cundinamarca, mais les provinces restaient ennemies, alors que l'Espagnol, vainqueur de la révolte de ses autres colonies, était à leurs frontières.

C'est alors qu'entre en scène Simon Bolivar. Il quitte Curaçao au début de novembre 1812 et débarque à Carthagène, où le président Torices lui confirme son grade de colonel (acquis au Vénézuéla) et le place sous les ordres du commandant en chef Labatut. A cette époque Bolivar publie un mémoire remarquable où il expose les fautes commises depuis la révolte des colonies, leur cause, et comment il faut s'organiser à l'avenir. Il excite les Grenadins à la lutte à outrance en paroles vibrantes : « La Nouvelle-Grenade, dit-il, doit à son honneur de poursuivre ses envahisseurs jusque dans leurs derniers retranchements. Elle doit à sa gloire de libérer le Vénézuéla, berceau de l'indépendance colombienne. Grenadins, ne restez pas insensibles aux lamentations de vos frères. Courez venger les morts et rendre la vie aux mourants, délivrez les

1. D'après Restrepo et Stevenson, dans *Relation d'un séjour de vingt ans dans l'Amérique du Sud*, tome I, chap. II.

« opprimés et vous donnerez ainsi la liberté à tous !¹ »

Donnant l'exemple, il débute par une série de victoires. Il occupe successivement, quelquefois sans coup férir, Ténérife, Mompóx, El Banco, Chiriguaná, Tamalamèque, Puerto-Real, Ocaña. Il culbute à San-José-de-Cucuta le colonel espagnol Correa, et met les royalistes en fuite. Ce fut le signal d'un relèvement du patriotisme. Camilo Torrès, bien que fédéraliste, ne put s'empêcher d'admirer le jeune colonel, et les dissentiments entre le Congrès et le gouvernement de Cundinamarca s'apaisèrent. Les représentants du Cundinamarca, réunis en assemblée extraordinaire à Santa-Fé, le 16 juillet 1813, proclamèrent leur indépendance absolue de l'Espagne². La province d'Antioquia, le 11 août suivant, se déclara de même complètement indépendante de la monarchie espagnole.

Mais les rivalités et les jalousies paralysèrent les efforts de Bolivar. Le colonel Castillo, ancien ami du Libérateur, malgré les efforts de Camilo Torrès, empêchait l'assemblée de donner l'ordre qu'il réclamait, de marcher sur le Vénézuéla et ne lui laissait pas comprendre que le sort de la Nouvelle-Grenade était intimement lié à celui du Vénézuéla. Pourtant, le 7 mai 1813, l'autorisation si attendue du Congrès de Tunja vint enfin — ainsi que celle du Cundinamarca. Mais Carthagène sommat Bolivar de lui renvoyer les

1. D., IV, 724.

2. D., IV, 847.

hommes qu'il avait levés dans ce département. L'armée du Libérateur se trouvait donc réduite à 650 hommes, 4 pièces de campagne, 1.400 fusils de rechange, 140.000 cartouches et 5 obus. C'est avec ces pauvres ressources qu'il partit à l'attaque du Vénézuéla, fortement garni de troupes espagnoles. Ce fut cependant une marche triomphale qui se termina par l'entrée victorieuse des patriotes à Caracas le 6 août 1813.

Mais la guerre n'était pas finie. Bóves et Morales, anciens républicains passés à l'ennemi à la suite de maladroites commises à leur égard, et le colonel Yañez réunissaient des hommes et continuaient la lutte. Vainqueurs à Mosquitero, vaincus à Barquisemeto, les patriotes remportaient une éclatante victoire à Araure et échouaient au siège de Puerto-Cabello.

En même temps la contre-révolution gagnait du terrain. Bolivar sentit la nécessité de chercher un appui au dehors ; il envoya des ambassades aux États-Unis et en Europe ; mais ce n'est guère qu'en France, que ses efforts furent appréciés. Napoléon avait toujours été sympathique à la cause sud-américaine et il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler ici deux manifestations de cette amitié. Nous les reproduisons en abrégeant :

« Vous témoignerez — écrit Napoléon le 13 décembre 1810 à son ministre des affaires étrangères —
« dans votre prochaine lettre à notre plénipotentiaire

« aux États-Unis, la satisfaction que j'ai éprouvée à la
 « lecture des dernières lettres d'Amérique... Vous y
 « ferez connaître... que je désire en général tout ce qui
 « peut favoriser l'indépendance de l'Amérique espa-
 « gnole. Vous ferez la même communication au chargé
 « d'affaires d'Amérique qui écrira en chiffres à son gou-
 « vernement que je suis favorable à la cause de l'indé-
 « pendance des Américains, etc.¹ ».

L'année suivante, le 16 septembre 1811, M. Serrurier, ministre de France à Washington, était averti que « le gouvernement impérial ne se bornait plus à
 « approuver le principe de l'indépendance des colonies
 « espagnoles, mais se proposait d'aider à le mettre à exé-
 « cution par des envois d'armes et par tous les secours
 « qui dépendraient de lui, pourvu que l'indépendance
 « de ces colonies fût pure et simple et qu'elles ne
 « contractassent avec les Anglais aucun engagement
 « particulier². »

Un ancien officier, député de l'État de Carthagène, fut dépêché d'abord aux États-Unis, ensuite à Paris, où le duc de Bassano le reçut fort bien. Napoléon paraissait de plus en plus disposé à intervenir en faveur de l'Indépendance et à y intéresser le pape Pie VII. Mal-

1. Napoléon à M. de Champagny, ministre des affaires étrangères, 13 décembre 1810. *Correspondance de Napoléon I^{er}*, publiée par ordre de l'empereur Napoléon III, 32 in-8, Plon, t. XXI. (Rapporté par M. Mancini.)

2. Le duc de Bassano à M. Serrurier, 16 septembre 1811. Archives des Affaires Étrangères, Nouvelle-Grenade, etc., 1806 à 1821, f^o 36. (Rapporté par M. Mancini.)

heureusement pour la France et pour la cause des libéraux, la coalition contre l'Empereur et sa chute réduisirent à néant tout espoir d'intervention. Bolivar dut renoncer à l'assistance étrangère et ne compter que sur ses propres ressources. En janvier 1814, il se réconcilia enfin avec l'intraitable Nariño, auprès duquel il avait fait de si nombreuses tentatives, mais il était trop tard.

Les désastres s'accumulaient; malgré des combats acharnés où souvent les patriotes gardaient l'avantage, la catastrophe était proche. L'armée libératrice ne comptait plus qu'un millier d'hommes que les Espagnols, dont les troupes étaient concentrées à Barinas, à Maracaibo et à Caracas, attendaient en masse formidable. C'était la guerre à mort inévitable; l'Amérique devint un véritable champ de carnage; dans les deux camps les atrocités les plus épouvantables furent commises.

Le 26 mai 1814, Bolivar remportait une grande victoire dans les plaines de Carabóbo, mais elle ne pouvait écarter la tempête qui paraissait à l'horizon. Il était sans forces contre les levées en masse des Espagnols et contre l'apathie des populations, découragées par la misère croissante. Un combat meurtrier livré le 14 juin à La Puerta par le général espagnol Bóves contre Nariño et Bolivar, aboutit à l'écrasement des patriotes. Puis ce furent les défaites des libéraux à Valencia (19 juillet 1814), à Aragua (18 août), la

révolte de Rivas et Piar contre leurs chefs Nariño et Bolivar, le départ de ceux-ci pour Curaçao et Carthagène, et enfin l'extermination des patriotes à Cumana et à Maturin.

En cette fin de l'année 1814, l'Espagne paraissait être sur le point de restaurer son autorité sur ses anciennes colonies d'Amérique.

Ferdinand VII était rentré en possession de sa couronne, et ce retour du roi légitime suffisait à lui seul à soumettre à l'obéissance le peuple et à faire réfléchir les créoles. Ceux-ci tenaient à leurs biens par-dessus tout et préféraient encore décidément l'ancien régime qui présentait plus de sécurités que les assemblées et les dictateurs à la fortune changeante, et, pour la plupart d'entre eux, aux programmes incertains.

Après avoir achevé la pacification de la province de Quito, Montes, président de Quito, rassembla 2.000 hommes dont il confia le commandement au général Samano. En août 1813, Popayan était tombé aux mains des royalistes, et l'invasion menaçait le Haut-Cauca et l'Antioquia. Quand le général Baraya et Nariño avaient signé la paix, comme nous l'avons vu, il avait été convenu que le Cundinamarca contribuerait aux expéditions que le Congrès de Tunja lancerait pour conjurer le danger des invasions royalistes. Nariño, après avoir aidé l'expédition de Bolivar, offrit au Congrès de commander en personne l'armée qu'on venait de rassembler à Santa-Fé. Le Congrès le nomma lieu-

tenant général de l'Union. Il se mit aussitôt en route vers le Sud à la tête de 2.000 hommes, et fut vainqueur du général espagnol Sámano à Popayán, Bajo-Palacé et Calibío ; le 29 avril 1814, il mit en déroute le général Aymerich aux environs de Pasto. Mais il commit l'erreur de couper son armée : l'avant-garde fut détruite par l'ennemi et le gros de la troupe, pris de frayeur, s'enfuit sur la route de Popayan. Nariño fait prisonnier fut envoyé en prison à Cadix.

Les Espagnols reprirent alors l'avantage. Au mois de décembre, l'armée de Sámano reprit Popayán. Menacée de nouveau du côté du Sud, la Nouvelle-Grenade se trouvait, à la fin de 1814, dans le même danger que deux ans plus tôt. Toute la côte de Puerto-Caballo à Panama, sauf Carthagène, était en possession des Espagnols, et, depuis la capture de Nariño, le gouvernement de Cundinamarca et les confédérés de Tunja étaient redevenus ennemis. C'était donc pour eux l'investissement aussi prochain qu'inévitable.

Nous avons insisté un peu sur toute cette période de 1810 à 1815, parce qu'elle constitue en réalité, malgré la réaction qui suivit, la naissance des républiques sud-américaines, et si nous avons été amenés à raconter des luttes dont le théâtre fut le Vénézuéla, c'est que l'histoire des deux républiques de Colombie et de Vénézuéla est trop intimement liée pour qu'on puisse parler de l'une sans l'autre. La victoire ou la défaite des patriotes au Vénézuéla devait entraîner le succès ou la

perte de ceux de la Nouvelle-Grenade, et c'est précisément ce qui arriva.

Carthagène fut investie par la flotte espagnole et l'armée du général Morillo. Villavicencio, gouverneur de Tunja en 1815 et de Mariquita en 1816, commandant en chef les troupes républicaines, fut battu au combat de Honda le 30 avril 1816 et fusillé à Santa-Fé le 6 juin suivant. Les frères Carabaño, qui avaient suivi Bolivar à la Jamaïque, au mois de mai 1815, furent faits prisonniers et exécutés l'un à Ocaña le 9 février 1816 et l'autre à Mompóx le 11 mars 1816. La campagne du Cauca, pendant l'année 1815, fut désastreuse pour les patriotes, et le meurtrier combat de la Cuchilla del Tambo acheva de les anéantir et fut le signal de la terreur bogotane.

Les Espagnols, vainqueurs et maîtres enfin de la Nouvelle-Grenade, passèrent impitoyablement par les armes les patriotes qu'ils traitèrent en révolutionnaires et non en ennemis. D'ailleurs dans cette guerre de l'Indépendance des atrocités sans nom, qu'il n'y a pas lieu de relater ici, furent commises de part et d'autre. A Santa-Fé, de nobles figures de l'histoire de la Nouvelle-Grenade périrent : Camilo Torres, président des provinces unies de 1812 à 1816, condamné et fusillé le 5 septembre 1816; Miguel de Pombo, exécuté le 1^{er} juillet 1816; Joaquin Camacho, membre en 1814 du pouvoir exécutif de la Nouvelle-Grenade, paralysé, aveugle, emprisonné par le

conseil de guerre qui fonctionnait à Santa-Fé, en 1816, sous la direction du général Morillo, condamné à mort et exécuté le 31 août de la même année; Morales Fernandez, etc. — A Popayan, Montufar, le héros de la campagne du Cauca, fut exécuté le 3 septembre 1816.

Mais comme toujours, de l'excès de la répression et de la terreur, naquit une nouvelle révolution. L'exécution d'une femme, Policarpa Salabarrieta, qui conspira, en 1816, contre la restauration espagnole et fut mise à mort à Santa-Fé, le 17 novembre 1817, sur les ordres du général Sámano, mit l'exaspération des patriotes à son comble et fut le point de départ du soulèvement général dont la conclusion fut enfin l'indépendance définitive.

[.] L'expédition qui devait affranchir pour toujours la Nouvelle-Grenade partit des Cayes (Haïti), en 1816, sous la direction de l'intrépide Bolivar.

C'est une des figures les plus curieuses de l'Histoire que celle de ce grand patriote, aux desseins si vastes, à la témérité extraordinaire, voyant échouer son œuvre à différentes reprises, et la reprenant toujours sans jamais se laisser abattre par un découragement qui eût été pourtant tout naturel. Il avait rêvé l'indépendance de l'Amérique du Sud et il y parvint. — Une nouvelle guerre, plus sanglante peut-être encore que les précédentes, aboutit à la victoire de Boyaca, le 7 août 1819, où Bolivar terrassa le général espagnol Barreiro. — Cette fois, la colonie était définitivement

perdue pour l'Espagne et il ne restait plus qu'à organiser la Nouvelle-République. Bolivar conçut le projet, mis à exécution par le Congrès de Ciudad Bolivar (autrefois Angostura), de réunir en un seul État, sous la dénomination de République de Colombie, le vice-royaume de Grenade, la présidence de Quito et la capitainerie du Vénézuéla (Constitution du 27 décembre 1819). Bolivar fut élu président par le congrès de la Nouvelle République. Malheureusement des jalousies inévitables amenèrent au bout de quelques années la dissolution de cette grande République. Ce fut le Vénézuéla qui se retira le premier en 1829.

Peu après, les Péruaniens s'étant emparés de Guayaquil, essuyèrent une défaite sanglante à Tarqui, que leur infligèrent les troupes de la Grande République commandées par le général Sucre ; mais cette victoire, qui aurait dû resserrer l'union entre la Nouvelle-Grenade et l'Équateur, n'empêcha pas celui-ci de se retirer de la Confédération en 1830. Après une nouvelle révolution causée par la dictature du général Urdaneta, celui-ci finit par céder le pouvoir au général Caicedo, qui prêta de nouveau serment le 3 mai 1831. Les provinces qui restaient, après le démembrement de la République fondée par Bolivar, envoyèrent alors des députés à un congrès qui se réunit le 20 octobre 1831 et fonda, le 4 novembre de la même année, la *République de la Nouvelle-Grenade* : elle comprenait le territoire actuel de la Colombie. Ce ne fut pas sans diffi-

cultés : il fallut faire violence à l'Équateur pour l'obliger à laisser les provinces de Popayan, du Chocó, de Pasto et de Buenaventura qu'il voulait conserver. Il finit par y consentir et un traité de paix, amitié et alliance, fut signé entre les deux Républiques en 1832.

Sous la présidence de José Ignacio de Márquez, qui avait succédé au général Santander, alors que le pays entraît dans une ère de prospérité, une nouvelle révolution éclata au début de 1840, à propos de la suppression de plusieurs couvents de Pasto. Cette guerre, qui dura deux ans, fut désastreuse pour la Nouvelle-Grenade. Les revenus de l'État diminuèrent, les budgets ne purent plus s'équilibrer. L'industrie et le commerce furent ruinés et la valeur des exportations diminua visiblement, pendant qu'en même temps la population était décimée par la peste et la faim.

Les réformes libérales des trois présidents qui remplirent successivement la première magistrature du pays, Herran, Mosquera et Lopez, amenèrent une autre guerre civile. Obando, leur successeur, qui avait fait approuver une constitution libérale, fut renversé par le dictateur Melo en 1854. Les conservateurs revinrent au pouvoir avec Mallarino (1855) et Ospina (1856). Durant la présidence de ce dernier, fut promulguée la constitution fédérale de la République, qui prit alors le nom de *Confédération grenadine*. Certaines lois du nouveau gouvernement provoquèrent la révolution libérale de 1860, dirigée par Mosquera. Celui-ci, après

sa victoire, établit un gouvernement provisoire et réunit une Convention nationale en 1863, qui vota une nouvelle constitution. Cette constitution, dite de Rionegro, érigea les départements de la République (Cundinamarca, Boyaca, Antioquia, Cauca, Bolivar, Tolima, Santander, Magdalena et Panama) en États souverains, avec le droit d'avoir chacun leur armée particulière, d'exercer la souveraineté et de remplacer les lois fédérales. Ce furent les *États-Unis de Colombie*.

Les résultats de cette fédération ne furent pas ce que l'on espérait et il fallut aboutir à un changement complet en 1886. Une nouvelle constitution fut votée cette même année; elle subsiste encore aujourd'hui, avec quelques modifications sur la durée du mandat des députés et les conditions de l'électorat. De fédératif, le gouvernement devint au contraire central et unitaire; les départements remplacèrent les États, et la dénomination du pays fut : *République de Colombie*, nom qu'il porte maintenant.

Pendant toute la période qui s'étend de 1830 à 1903, ce furent toujours des contestations de frontières avec les pays limitrophes et des révolutions. La révolution est malheureusement à l'état chronique dans les pays latins d'Amérique et elle cause le plus grand tort à leur développement économique. La dernière révolution en Colombie fut la plus terrible; elle dura trois années consécutives, de 1901 à 1903, et laissa le pays dans un état de prostration lamentable : les finances dans le

marasme, par suite des dépenses de la guerre civile et de l'émission d'un milliard de piastres de papier-monnaie, tous les services dans le désordre, l'agriculture ruinée par les passages incessants des troupes et le départ des hommes valides à l'armée, le commerce arrêté, les travaux publics suspendus, etc., etc.

Pour comble de malheur, à la fin de cette période troublée, la Colombie fut mutilée : elle dut, devant la force brutale, subir l'émancipation d'une de ses plus belles provinces, qui s'érigea en République de Panama, le 4 novembre 1903. Bien que ne se trouvant plus sous la souveraineté de la Colombie, le canal de Panama est appelé à jouer un rôle si important dans l'avenir économique de cette nation, que nous croyons utile de lui consacrer un chapitre spécial. Nous ne parlerons donc pas maintenant de son histoire, de son état présent et de sa condition future.

Malgré les heures cruelles qu'elle a traversées, la Colombie ne s'est pas laissé abattre. Le sang latin qui coule dans les veines de ses enfants, est celui d'une race forte qui a conquis le monde et a toujours su réparer ses désastres. La vaillante République s'est mise courageusement à l'œuvre et, en quelques années, tout est rentré dans l'ordre. Elle a équilibré son budget, sans impôts nouveaux ni augmentation des contributions (— exemple que nos honorables députés devraient bien méditer —); elle a cessé d'émettre du papier-monnaie et a retiré peu à peu celui en circula-

tion ; elle a rétabli son crédit par le paiement régulier des arrérages de sa dette ; réorganisé ses services administratifs, augmenté ses voies ferrées, créé de nouvelles routes, etc., etc. Avec le temps, la main-d'œuvre et les capitaux, ainsi que nous le disions dans notre avant-propos, elle pourra mettre en valeur ses immenses richesses et prendre rang, au point de vue économique, parmi les premières nations du monde.

CHAPITRE II

Situation géographique et climatérique.

La République de Colombie est située au Nord-Ouest de l'Amérique du Sud. Elle est limitée au Sud-Ouest par la République de l'Équateur, à l'Ouest par l'Océan Pacifique, la République de Panama, au Nord par la mer des Antilles, à l'Est par le Vénézuëla, à l'Est et au Sud-Est par le Brésil. Son nom lui a été donné en mémoire de Christophe Colomb. Le territoire de Colombie s'étend entre les tropiques, depuis les $5^{\circ} 8'$ de latitude Sud jusqu'aux $12^{\circ} 25'$ de latitude Nord; et depuis les $8^{\circ} 4'$ de longitude Est jusqu'aux $4^{\circ} 53'$ de longitude Ouest du méridien de Bogota, sa capitale.

Le méridien de Bogota s'est mis en rapport, pour la première fois, en 1911, avec les observatoires du monde : d'abord de Cartagena (port de la Colombie sur

l'Atlantique) par différents échanges de signaux télégraphiques directs, ensuite de Washington, Panama, Buenaventura et Bogota par télégraphe et câble, avec observations simultanées en chaque lieu. Ces deux épreuves¹ coïncidèrent parfaitement, et leur moyenne donna la longitude suivante de Bogota à l'Ouest de Paris : 5^h 5^m 44. 3° 1.

La superficie de la Colombie d'après Angel M. Diaz Lemos², sans compter Panama, peut être évaluée à 12.510 myriamètres carrés. Le tableau présenté par le *Censo general*³ de 1912 donne le chiffre de 12.888 myriamètres carrés, mais peut-être Panama est-il compris; nous ne le croyons cependant pas. Selon la carte de Codazzi, elle serait d'environ 1.570.000 kil. carrés. (Note n° 3891 du 6 juin 1912 de la section 1^{re} du ministère de Gouvernement). Il est difficile de la connaître très exactement, car certaines frontières n'ont pas encore été arrêtées d'une façon très précise. Le gouvernement colombien a le plus grand désir d'arriver à une exacte délimitation et il est intéressant de signaler, à ce point de vue, le contrat intervenu le 19 juin 1912 et approuvé par le conseil des ministres le 27 juin 1912, entre le ministre des Affaires étrangères, M. J.-M. Gon-

1. La description de ces observations a été publiée dans le *Bulletin du ministère des Affaires étrangères de Colombie*, décembre 1911.

2. Angel M. Diaz Lemos, *Compendio de geografia de la República de Colombia*, 6^e édition, 1907.

3. « Censo general » de la República de Colombia levantado el 5 de mayo de 1912. Bogotá 1912.

zalez Valencia, et M. Perez Sarmiento dont voici le premier article :

« Le contractant s'engage à examiner et étudier l'archive générale des Indes de Séville et les archives de Cadix, d'accord avec les instructions que lui donnera le ministre des Affaires étrangères, afin d'obtenir des renseignements et des documents *pouvant contribuer à élucider les questions pendantes sur les limites de la République de Colombie*¹. »

Quelles que soient les limites définitives de la Colombie, elle restera certainement une des plus grandes républiques de l'Amérique du Sud. « On peut considérer la Colombie comme une des plus grandes nations de l'Amérique du Sud, dit Reclus, et elle ne cesserait pas de l'être, même si elle perdait tous les procès qu'elle soutient avec ses voisins, parce que dans les limites que personne ne lui conteste, se trouve contenu un territoire de 1.250.000 kil. carrés, soit deux fois et demie la superficie de l'Espagne². »

Afin qu'on puisse se rendre compte facilement de l'importance du territoire colombien, nous donnons ci-contre une reproduction d'un tableau dressé par le vice-président de la commission centrale de recensement national, M. Rodriguez Perez, sur lequel figure

1. *Memoria del ministro de relaciones exteriores al congreso de 1912.* Bogotá, Imprenta Nacional, page 107.

2. E. Reclus. *Nouvelle Géographie universelle*, tome XVIII.

à gauche la superficie de la Colombie comparée à celle des principaux pays européens (Russie excepté), et à droite la superficie de la Colombie comparée à celle des autres pays latins d'Amérique. Signalons une erreur typographique sur la superficie de l'Allemagne; c'est 540 et non 340 qu'il faut lire. En outre l'omission de la Russie est regrettable, et, peut-être n'est-ce pas à un oubli qu'il faut l'attribuer, mais au désir patriotique qu'a eu M. Perez de voir figurer la Colombie à la base de la colonne.

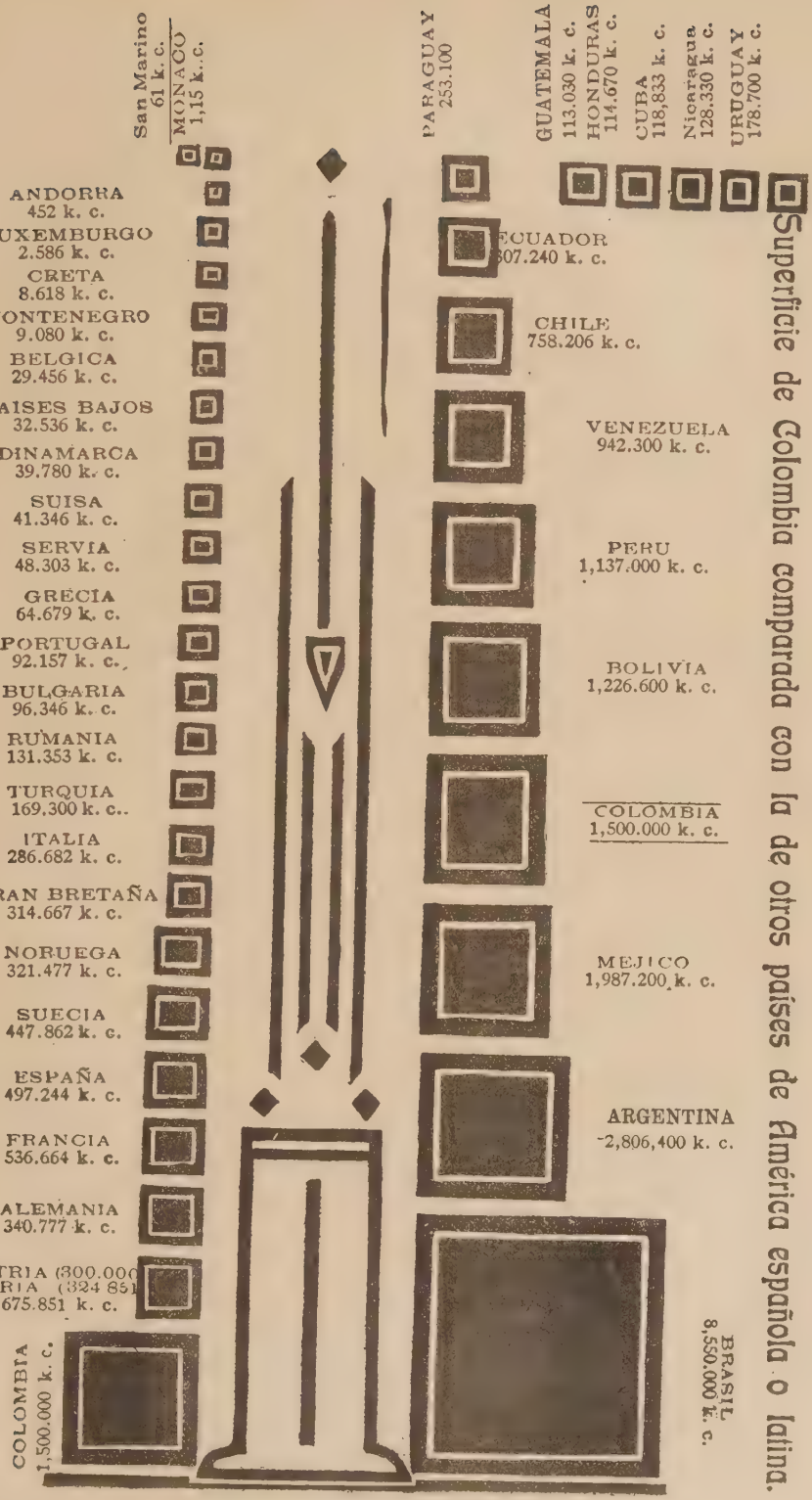
Quoi qu'il en soit, on remarquera que la Colombie est trois fois plus grande que la France, plus grande par conséquent que les principales nations d'Europe, et qu'elle arrive au quatrième rang parmi les républiques latines. Son territoire lui permet donc de nourrir une nombreuse population et d'accueillir sans compter les émigrants de tous les continents pendant un nombre indéterminé d'années.

Topographiquement on peut diviser la Colombie en deux grandes régions : une montagneuse à l'Ouest et une autre plate à l'Est. La première, probablement par la douceur de son climat, est plus peuplée que l'autre. On y distingue les contrées suivantes :

1° La vallée du fleuve *Magdalena*, qui représente la contrée la plus étendue, occupe le centre de la région et se confond au Nord avec celle du Cauca ; 2° la vallée

1. Extrait de *Informe del ministro de gobierno al congreso de 1912.*

Superficie de Colombia comparada con la de otros países europeos



Superficie de Colombia comparada con la de otros países de América española o latina.

du fleuve *Cauca*, à l'Ouest, et presque parallèle à la précédente ; 3° les vallées des fleuves *Mira*, *Patía* et autres qui arrosent les côtes du Pacifique jusqu'à Buenaventura ; 4° les vallées des fleuves *San Juan* et *Atrato*, avec la côte jusqu'à Panama et le littoral qui entoure le golfe d'Uraba ; 5° La fertile contrée du fleuve *Simí* avec tout le littoral atlantique jusqu'à la baie de Cartagena ; 6° la vallée du *Riohacha* qui comprend les versants septentrionaux et méridionaux de la Sierra de Santa Marta et de la Goajira, et 7° la contrée du Nord-Est qui embrasse les terres de Cúcuta et Ocaña et les vallées des fleuves *Catatumbo* et *Zulia* dans la partie qui dépend de la Colombie. Dans cette contrée on peut faire entrer les hauts-plateaux que forme la Cordillère orientale¹.

L'immense région orientale, presque déserte, est comprise entre la Cordillère orientale des Andes et les fleuves *Arauca*, *Orinoco*, *Rionegro*, *Amazonas* et *Napo*.

Par le fleuve *Guaviara*, on peut la diviser en deux grandes contrées : la septentrionale avec pente à l'Est et au Nord-Est, voit courir ses eaux jusqu'à l'*Orinoco*, et la méridionale avec inclinaison au Sud-Est, envoie ses eaux généralement au fleuve *Amazonas*. Ces deux régions, de sol très fertile et traversées par de grands fleuves, renferment d'immenses richesses natu-

1. Ces détails et ceux qui suivent sont empruntés au *Compendio de geografia de Colombia*, de Angel M. Diaz Lemos, 6^e éd., 1907.

relles qui offrent un magnifique avenir aux Colombiens qui les exploiteront.

Les montagnes de Colombie appartiennent, pour la plupart, au grand système de la Cordillère des Andes, qui traverse toute la côte occidentale de l'Amérique, depuis le détroit de Magellan au Sud jusqu'à celui de Behring, dans l'Amérique du Nord. La partie principale de cette cordillère touche au Sud la frontière colombienne au glacier de *Cayambe*; elle marque la limite entre l'Équateur et la Colombie jusqu'aux environs de Tulcán, et, à l'entrée du département de Nariño, entre le pic de *Huaca* et le volcan de *Chiles*, forme un grand nœud appelé *los Pastos*, d'où partent deux rameaux qui se dirigent au Nord-Est.

Le rameau de gauche, appelé Cordillère *Occidentale* ou du *Chocó*, après avoir donné passage aux eaux du fleuve Patía, s'en va vers le Nord sur une longueur de près de 100 myriamètres, entre les eaux du fleuve *Cauca* et la côte du Pacifique. Le rameau de droite, appelé Cordillère *centrale* ou du *Quindío*, est le plus élevé et de caractère volcanique; il se dirige vers le Nord sur une longueur de plus de 100 myriamètres, séparant les bassins hydrographiques des fleuves *Cauca* et *Magdalena*, et va mourir au confluent de ces deux grands fleuves, dans le département de Bolivar.

Un peu au Nord, dans les départements de Caldas et Antioquia, spécialement dans ce dernier, il forme un réseau très compliqué de nœuds, de gradins et de

contreforts, qui, à l'égal de ceux qui en face forment la Cordillère *orientale* dans les départements de Boyacá et Santander, constituent peut-être le sol le plus accidenté de Colombie.

La Cordillère *orientale* ou de *Sumapaz* se détache de la *centrale* au massif colombien, source des fleuves *Cauca*, *Magdalena* et *Caquetá*, se dirige à l'Est jusqu'au pic de la Fragua et incline ensuite au Nord-Est, séparant la grande région orientale du bassin hydrographique du fleuve *Magdalena* et laissant des deux côtés de nombreuses ramifications.

Elle est très riche en mines de sel et émeraudes; sa longueur totale est d'environ 125 myriamètres et sa plus grande altitude (5.000 m.) se trouve dans la *Sierra Nevada de Chita*, à Tundama.

Dans le désert de Santurban, au S.-O. de Pamplona, la Cordillère orientale se divise en deux branches, dont une se dirige au N.-E. et entre au Vénézuéla et l'autre continue vers le Nord et va se terminer à la Goajira.

Indépendamment des *Andes*, il faut noter : dans le département du Magdalena, la gigantesque *Sierra Nevada de Santa Marta*, grand massif de Cordillères qui s'étend sur un espace réduit en forme d'étoile, près de la mer, et dont le centre est formé par cinq pics neigeux, dont le principal mesure 5.800 mètres de hauteur; et dans la Goajira, quelques petites montagnes de moyenne hauteur (700 m.) qui s'élèvent nues et accidentées sur un territoire stérile.

Les montagnes colombiennes occupent le tiers du territoire du pays.

Les plaines les plus étendues de Colombie se trouvent dans la région orientale, qui renferme les plaines forestières des *Caquetá*, *San Martín* et *Casanare*. D'autres vallées de moindre dimension se rencontrent dans la Goajira, au Valledupar et dans les contrées baignées par les fleuves *Cesar* et *Rancheria*; dans le Zulia et dans les bassins des fleuves Magdalena, Cauca, Atrato, Sinú et San Jorge. Dans l'État de Bolivar, on distingue les belles et fertiles plaines du Corozal.

Comme hauts-plateaux il faut citer ceux de *Pasto* et *Túquerres* dans le département de Nariño; *Popayán* dans le Cauca; *Bogotá*, *Ubaté*, *Simijaca* dans le Cundinamarca; *Juan Díaz* dans le Cundinamarca; *Santa Rosa* dans l'Antioquia; *Herveo* dans le Caldas; *Tunja*, *Chiquinquirá*, *Sogamoso* et *Cocuy* dans le Boyacá; *Dolores* dans le Tolima; enfin ceux de *Pamplona* dans le Norte de Santander, de *Jéridas* et *Mesa Rica* dans le Santander.

Pour compléter ce rapide exposé de la situation géographique de la Colombie, il nous faut dire deux mots de la division hydrographique.

Les eaux qui proviennent de l'intérieur de la Colombie peuvent être rattachées à quatre systèmes principaux suivant qu'elles sont recueillies par les océans ou par les bassins hydrographiques des plus grands fleuves. Ce sont :

1° *Le système du Pacifique*, formé par toutes les eaux qui ont leur cours à l'Ouest de la Cordillère Occidentale et qui se jettent pour la plupart dans ledit Océan, et par celles qui, comme l'*Atrato* et le *Sinú*, vont à l'Atlantique.

2° *Le système central du río Cauca*, comprenant toutes les eaux qui venant des Cordillères centrale et occidentale, se jettent dans ce fleuve. Il comprend également les eaux du *San Jorge*.

3° *Le système central du río Magdalena*, formé par les eaux des versants orientaux de la Cordillère centrale et des versants occidentaux de l'orientale, débouchant dans ce fleuve. A ce système il faut rattacher les bassins du Cesar, du Ríoacha et autres eaux qui de la Nevada et la Goajira vont à l'Atlantique.

4° *Le système oriental*, formé de toutes les eaux qui descendent de la Cordillère Orientale à l'Est et au Sud-Est et se déversent les unes dans l'*Orinoco* et les autres dans l'*Amazonas*. Dans ce système il faut comprendre les eaux qui sortent par le N.-E. de la Colombie et se jettent dans le lac de Maracaïbo.

Les principaux fleuves qui débouchent dans le Pacifique sont les suivants :

Le *Baudó* qui prend naissance dans la montagne de ce nom et peut communiquer avec l'*Atrato* par le *Suruco*; le *San Juan*, fleuve important qui sort du mont Caramanta, se dirige au Sud dans la direction opposée à l'*Atrato*, est navigable pendant 23 myriamètres et

peut communiquer avec l'Atrato par le fleuve *Quito*. Il est très riche en or et en platine et ses principaux affluents sont : le *Tamand*, le *San Agustín* et le *Calima*.

Le *Dagua* qui prend naissance dans les rochers de Cali et après un parcours de 15 myriamètres à travers rocs et ravins, débouche dans la baie de Buenaventura. Il est à signaler parce que c'est de ses rives que part la ligne qui va à Cali, chemin de fer très important qui donnera vie et prospérité à la région du Cauca.

Le *Micay* et l'*Iscuandé*, navigables en leur partie basse.

Le *Patía*, le second fleuve par l'abondance de ses eaux parmi ceux qui vont au Pacifique ; mais son bassin est plus étendu et plus peuplé que celui du San Juan ; il reçoit de nombreux affluents, parmi lesquels le *Telembi*, navigable par vapeurs jusqu'à Barbacóas.

Enfin le *Mira*, qui vient de l'Équateur et arrose le département de Nariño sur un parcours de 12 myriamètres, dont 5 sont navigables par vapeurs.

Les fleuves se jetant dans la mer des Antilles qu'il est intéressant de signaler sont :

L'*Atrato*, un des fleuves les plus importants de Colombie. On peut le naviguer avec plus de sécurité et de commodité que le *Magdalena* ; il représente la meilleure voie qu'on puisse trouver pour établir une communication interocéanique et la région qu'il baigne est la plus riche en mines d'or, d'argent et de houille.

A l'heure actuelle il y a service régulier de vapeurs entre Barranquilla, Cartagena et Quibdo.

Le *Sinú*, qui dessert une région fertile et renfermant beaucoup de richesses minérales et végétales. Il est navigable par grands vapeurs jusqu'à Lorica et par petits jusqu'à Montería.

Le fleuve *Magdalena*, sans aucun doute, le plus important du pays. Il est navigué par un grand nombre de vapeurs et représente la grande voie commerciale de la République, dont il baigne dix départements. Il prend naissance dans le désert de las Papas; se dirige d'abord à l'Est, puis s'en va toujours vers le Nord jusqu'à la mer des Antilles, dans laquelle il se jette par deux bouches, après un parcours total de 470 myriamètres. Il reçoit près de 500 affluents. Nous parlerons de sa navigation dans le chapitre que nous consacrerons aux moyens de communication.

L'affluent du Magdalena qui a le cours le plus long (435 myriamètres) et les eaux les plus abondantes est le rio *Cauca* qui prend naissance dans la lagune de Buey; puis court vers le Nord entre les Cordillères centrale et occidentale. Il baigne les départements de Cauca (auquel il donne son nom), d'El Valle, de Caldas, d'Antioquia et de Bolivar, où il se jette dans le Magdalena, après avoir reçu 200 affluents. Le Cauca est navigable dans sa partie haute : la navigation s'y fait régulièrement entre Cali et Cartago, par deux vapeurs qui rendent d'importants services au commerce des départe-

ments d'El Valle, de Caldas, Antioquia et Cauca. Les vapeurs venant de Barranquilla naviguent aussi régulièrement par les eaux du Cauca jusqu'au port de Valdivia et par celles du *Nechí* jusqu'à Zaragoza, dans l'Antioquia.

Dans le lac de Maracaibo débouchent quelques fleuves importants qui ont une grande partie de leur cours en Colombie et facilitent le commerce qui se fait par le Nord-Est; tel est le *Catatumbo*, qui reçoit les eaux du *Zulia*, qui baigne l'importante vallée de Cúcuta et est navigable depuis le port de Villamizar, où parvient le chemin de fer, jusqu'à la frontière vénézuélienne.

L'*Orinoco* est un des plus grands fleuves de l'Amérique du Sud; il prend naissance au Vénézuéla et marque en partie sa limite avec la Colombie, depuis l'embouchure du *Guaviare* jusqu'à sa réunion avec le *Meta*. Il est navigable sur tout ce trajet. Il est accessible aux grands vapeurs jusqu'à Orocué, et en hiver jusqu'à l'embouchure de l'*Humea*. Il reçoit, entre autres affluents, l'*Arauca* qui forme également limite avec le Vénézuéla et est navigable par grands vapeurs jusqu'à Arauca, où se trouve une douane nationale.

L'*Amazonas*¹, par l'abondance de ses eaux, est le géant

1. Ce fleuve est universellement connu en France sous le nom de « fleuve des Amazones », mais nous avons estimé devoir dans tout cet ouvrage laisser les noms originaux, car certains n'ayant jamais été traduits en français, nous serions quand même obligés de les conserver en espagnol, et il en résulterait un manque complet d'uniformité.

des fleuves du monde. Il naît au Pérou sous le nom de *Marañón*, et forme au Sud-Est la limite de la Colombie avec l'Équateur, le Pérou et le Brésil. Son parcours total est de 666 myriamètres, dont 500 sont navigables par navires de haut bord. Il reçoit parmi ses affluents le *Napo* qui marque les limites du Sud, et le *Putumayo*, de navigation facile et dont le Pérou voudrait faire sa frontière.

Avant de terminer cet exposé géographique, nous devons dire un mot des ports, étant donné leur importance au point de vue économique. Nous les diviserons en ports maritimes et ports fluviaux :

Les *ports maritimes*¹ qui servent au commerce et où se trouvent des douanes sont : Ríoacha, Santa Marta, Sabanilla ou Puerto Colombia et Cartagena sur l'Atlantique; Puerto Cesar, Buenaventura, Nuquí avec douane dépendant de Buenaventura, Guapi et Tumaco sur le Pacifique. Il y a encore : Bahíahonda, Tolú, Zapote et Turbo au Nord et Cupica et Charambirá à l'Ouest, mais ils ne sont pas encore pourvus de douanes (*habilitados*).

Les *ports fluviaux* de trafic important sont : *Barranquilla* qui possède la première douane nationale et est réunie à Puerto Colombia par un chemin de fer; *Calamar* réuni à Cartagena par une autre voie ferrée; Mompós, Puerto Nacional, Puerto Wilches, Barranca-Bermeja, *Puerto Berrío*, *La Dorada* réuni à Honda par

¹ 1. Nous reparlerons plus en détail des ports maritimes dans notre chapitre consacré au commerce de la Colombie.

chemin de fer; Ambalema, Girardot uni à la Sabana par un autre chemin de fer, et *Neiva* sur le fleuve Magdalena; *Magangué*, *Cáceres*, *Valdivia* sur le fleuve Cauca; *Zaragoza* sur le Nechí; *Lorica*, *Cereté* et *Montería* sur le Sinú; Los Cachos et *Villamizar* réuni à Cúcuta par chemin de fer, sur le fleuve Zulia; *Arauca* sur le fleuve de ce nom; *Puerto Santos* sur le Lebrija; *Marta* sur le Sogamoso; *Orocué* et *Cabuyaro* sur le Meta; *Barbacoas* sur le Telembí; *Istmina* sur le San Juan, et *Quibdó*, *Napipi* et *Murindó* sur l'Atrato.

Les ports secs de grand mouvement commercial et où il y a deux importantes douanes sont : *San José de Cúcuta* à la frontière de Vénézuëla et *Ipiales* à celle de l'Équateur.

Après avoir ainsi sommairement exposé la position géographique de la Colombie, le développement de ses chaînes de montagnes, l'importance et l'orientation de ses grands fleuves, nous sommes amené tout naturellement à parler de son climat.

Bien que située sous les tropiques, la Colombie possède un climat très varié, grâce à la bonne distribution de ses eaux, au libre passage des vents et à la différente élévation de ses contrées. On y trouve tous les climats des différentes zones, et, selon l'altitude des terres au-dessus du niveau de la mer, on peut les répartir en climats chauds, tempérés et froids.

La région chaude, insalubre en général, comprend, d'une façon générale, les côtes des mers, les plaines

et les vallées des grands fleuves, soit tout territoire dont l'altitude ne dépasse pas 1.000 mètres au-dessus du niveau de la mer. La température moyenne est de 22 à 30° centigrades.

La région tempérée comprend les hautes vallées et les versants des Cordillères, entre 1.000 et 2.600 mètres de hauteur, avec une température moyenne de 15 à 22°.

La région froide comprend la partie la plus élevée des Cordillères, à partir de 2.600 mètres, avec une température maxima de 15°.

En Colombie il n'y a pas de saisons à proprement parler; mais on a l'habitude de donner le nom d'été à la période de sécheresse et celui d'hiver à l'époque des pluies. Ces saisons alternent en général, de trois en trois mois; mais dans quelques points du Nord et dans les plaines de l'Est, l'été et les pluies durent quelquefois six mois de suite, et dans les régions du Chocó et de l'Atrato, il pleut presque toute l'année.

Par sa situation géographique, par ses différents climats, la Colombie, pays neuf, est appelée à un grand avenir et à un grand développement économique. Déjà en 1893, le grand géographe Reclus l'annonçait en termes précis :

« ...La Colombie, disait-il, garde la promesse de devenir tôt ou tard l'un des grands chemins du monde entre l'Orient et l'Occident... Comme pays de peuplement pour des colons de toute race, le territoire colombien présente des avantages exceptionnels.

De même que le Mexique, il offre, de la mer au sommet de ses montagnes, l'étagement régulier de tous les climats : chaleur, température modérée, froidures, combinées suivant les versants, avec divers degrés de sécheresse ou d'humidité. Mais, tandis qu'au Mexique, le contraste de climat à climat se fait brusquement et comme d'un saut, des terres brûlantes aux terres froides, et que la zone tempérée, la plus favorable à l'homme et à ses cultures, y est représentée seulement par des bandes étroites, la Colombie, singulièrement privilégiée, prolonge ses plateaux et ses avant-monts à une grande distance du massif central, et les régions dont le climat peut être assimilé à celui de l'Europe occidentale pour la température moyenne y occupent une étendue considérable, assez vaste pour nourrir des habitants par dizaines de millions. A l'exception du groupe de Santa-Marta, les chaînes de Colombie se sont ramifiées en éventail vers le Nord et le Nord-Est, de manière à présenter des terrains de culture à tous les étages, sous toutes les latitudes et toutes les longitudes de la contrée : partout les gens des hauteurs et ceux des basses plaines ont des plateaux intermédiaires où l'acclimatement peut se faire sans danger. *La Colombie serait donc prête à recevoir des immigrants en foule si des routes d'accès s'élevaient de la mer vers les régions inhabitées ou faiblement peuplées des aires tempérées et froides¹...* »

1. Reclus, *Géographie*, tome XVIII, chapitre iv. Paris 1893.

Reclus écrivait cela en 1893, mais depuis le réseau des routes et des chemins de fer s'est développé, et il le sera beaucoup plus encore dans quelques années, car le gouvernement colombien, sachant fort bien que l'avenir économique du pays en dépend, a mis à son programme la conclusion rapide des lignes ferrées et des routes déjà commencées, et la construction de nouvelles voies de communication. Nous étudierons plus loin, dans un chapitre spécial, les chemins de fer, les rivières navigables et les routes. Pour le moment nous voulons seulement insister sur ce point que les Européens peuvent trouver en Colombie le climat qui leur convient et les cultures qu'ils connaissent; qu'en prenant possession dès maintenant des vastes territoires que le gouvernement cède dans des conditions extraordinairement avantageuses, ils trouveront tout de suite leur subsistance, et dans un avenir peu éloigné, quand les moyens de communication seront bien établis, la fortune. « Dans l'ensemble, dit Reclus, la zone tempérée, comprise entre le 24^e et le 15^e degré, de l'échelle thermométrique, embrasse, en dehors des *llanos* (plaines), la part la plus considérable de la surface colombienne¹... » Or, c'est cette zone qui nous convient le mieux, et le grave obstacle du climat, qui a découragé tant de Français, en Afrique et en Indochine, n'existe plus ici.

1. Reclus, *op. cit.*

CHAPITRE III

Population. — Immigration.

La race prédominante en Colombie est la race blanche, d'origine espagnole, mélangée en grande partie avec la race indigène. La proportion des races est la suivante : race blanche avec métis et mulâtres, 50 pour 100; race noire, 35 pour 100 et race américaine (Indiens), 15 pour 100¹.

« A l'exception du Brésil, dit M. Jalhay, la Colombie a une proportion plus grande et relativement plus homogène qu'aucun des autres États de l'Amérique méridionale; en effet, alors que dans l'Équateur, au Pérou et en Bolivie, presque les deux tiers de la population sont de race indigène et qu'au Vénézuéla la race européenne est en minorité, en Colombie la race blanche issue des conquérants et mêlée en grande partie à la

1. Diaz Lemos, *op. cit.*

race indigène entre pour 50 pour 100 dans la population... »

Les noirs ont été amenés d'Afrique sous le règne d'Isabelle la Catholique. Quant aux aborigènes de race pure, ils ne figurent plus que pour 300.000 dans la population du pays¹.

La population de la Colombie est en voie de croissance constante et il est probable qu'avec le calme politique et la prospérité économique, ces deux grands facteurs de la natalité, elle va s'accroître bien plus rapidement encore au cours de ce siècle.

Déjà en 1893, Reclus signalait cette augmentation constante de la population de la Colombie :

« La population de la Colombie, écrivait-il, s'accroît avec régularité, d'année en année, de décade en décade. Malgré les guerres civiles meurtrières, malgré l'insalubrité des plaines basses, des vallées chaudes et humides, non aérées par les vents, la période de doublement, depuis la proclamation de l'Indépendance, peut être évaluée à une cinquantaine d'années. Beaucoup plus lent que celui d'autre pays du Nouveau-Monde, États-Unis, Chili, Argentine, Uruguay, le mouvement est bien supérieur à celui de la Bolivie et du Pérou, pour ne parler que d'autres républiques andines; dans le département du Cauca, les habitants ont octuplé depuis 1778; dans celui de l'Antioquia, ils sont devenus douze fois plus nombreux...

1. Jalhay, *op. cit.*

« La population rurale constituant encore la très grande majorité des Colombiens, le paupérisme industriel épargne la Colombie; quoique ce pays ait aussi ses pauvres, il n'a point de prolétaires : tous ont le pain assuré. Sauf dans les régions froides, la culture, poursuivie seulement dans les terres de choix, donne de merveilleuses récoltes, plus que suffisantes aux besoins¹. »

Voici d'après M. Rodríguez Pérez, vice-président du Comité de recensement de 1912, le tableau de l'accroissement de la population de la Colombie depuis 1770.

Année.	Habitants.
1770	806.209
1778	828.775
1787	1.046.641
1803	2.000.000
1810	1.400.000
1825	1.223.598 ²
1835	1.686.038
1843	1.955.264
1845	2.050.137
1846	2.090.941
1851	2.243.054
1869 et 1871	2.951.111
1905	4.533.777

1. Reclus, *op. cit.*

2. L'abaissement du chiffre de la population entre 1803 et 1810 ne peut s'expliquer que par un recensement inexact ou une différence entre les frontières marquant la limite du recensement. Entre 1810 et 1825, il s'explique facilement par la guerre meurtrière de l'Indépendance.

Pour 1912, voici les chiffres par départements, intendances et commissariats que nous donne le dernier recensement, récemment publié¹ :

Département d'Antioquia	740.937	habitants.
— Cundinamarca	713.968	—
— Boyacá.	586.499	—
— Bolivar.	420.730	—
— Santander	400.084	—
— Panamá	400.000	—
— Caldas	341.198	—
— Nariño.	292.535	—
— Tolima.	282.426	—
— El Valle	217.159	—
— Cauca	211.756	—
— Norte de Santander	204.381	—
— Huila	158.191	—
— Magdalena	149.547	—
— Atlántico	114.887	—
Intendance du Meta	29.309	—
— du Chocó	68.127	—
Commissariat de la Goajira	53.013	—
— de Arauca	4.922	—
— de Jurado	8.207	—
— de Putumayo	31.380	—
— de Caqueta	24.543	—
— de Uraba.	6.476	—
— de Vaupes	5.545	—
Lazaret de Agua de Dios	3.746	—
— de Contratación	2.899	—
— de Caño de Loro	148	—
Total.	5.472,613	habitants.

1. *Censo general de la República de Colombia*, levantado el 5 de marzo de 1912. Bogotá, Imprenta nacional, 1912.

Ce dernier recensement a été fait d'une façon très sérieuse. La loi 2 de 1911¹, obligeant le gouvernement à procéder au démembrement général de la population, lui a consacré un crédit de \$ 50.000 or² pour répartir entre les départements et les municipalités, afin d'aider à ce travail. — Un comité central, ayant son siège à Bogota, a assumé la lourde tâche de centraliser les renseignements des comités départementaux et de tous les sous-comités. On a pu dire sans exagération que dans les opérations du recensement, près de 300.000 personnes intervinrent. Le résultat de ce travail, difficile dans un pays où certaines régions très vastes sont encore mal desservies et où l'administration ne possède pas tous les moyens d'action de pays comme le nôtre, peut donc être considéré comme exact. Il a donné le chiffre de 5.472.613 habitants pour tout le territoire et de 150.000 habitants pour la capitale, soit près de 4 habitants par kilomètre carré³.

1. En Colombie les lois sont désignées, par un numéro d'ordre et l'année ou elles ont été promulguées, et non comme en France par le quantième et le mois.

2. La piastre (peso \$) or vaut 5 francs de notre monnaie. Il ne faut pas la confondre avec la piastre papier qui vaut cent fois moins.

3. Comme point de comparaison, il n'est pas inutile de rappeler ici la densité des principaux pays. Les chiffres qui suivent sont extraits du cours d'Économie nationale, professé par M. le doyen Cauwès, pendant l'année scolaire 1911-1912.

Densité de population des principaux pays du globe (par kil. carré) : Belgique : 2.270. — Java : 2.200. — Angleterre : 2.150. — Hollande : 1.570. — Japon : 1.200. — Italie et Allemagne : 1.130. — Chine : 1.050. — Autriche-Hongrie : 870. — Indes : 800. — France : 730. — Russie : 240. — États-Unis : 116. — Algérie : 103. — Mexique : 60. —

En 1883, le savant Perez évaluait la population de la Colombie à 4 millions, soit 3 habitants par kilomètre carré ou 13 habitants par kil. carré de territoire habité¹. En 30 ans, la population de la Colombie s'est donc accrue de près de deux millions d'habitants.

Ces chiffres sont d'autant plus intéressants que jusqu'à présent l'augmentation de la population de la Colombie est due presque totalement à ses propres moyens, l'immigration y étant très faible et nullement en comparaison avec celle des États-Unis et de l'Argentine. Dans ce dernier pays, dont la population était en 1911 de 7.288.227 habitants, l'immigration a atteint en cette même année le chiffre de 225.772 immigrants. De 1906 à 1911, elle a atteint le chiffre énorme de 1.458.073. L'immigration ne date en Argentine que de l'Indépendance. On ne possède de statistiques officielles que depuis 1857. De 1857 à 1911 elles fournissent le chiffre de 4.019.180, soit plus de la moitié de la population totale, sans parler de l'immigration de l'Indépendance à 1857 dont nous n'avons pas les chiffres².

Le tableau suivant³, extrait du *Censo general de la*

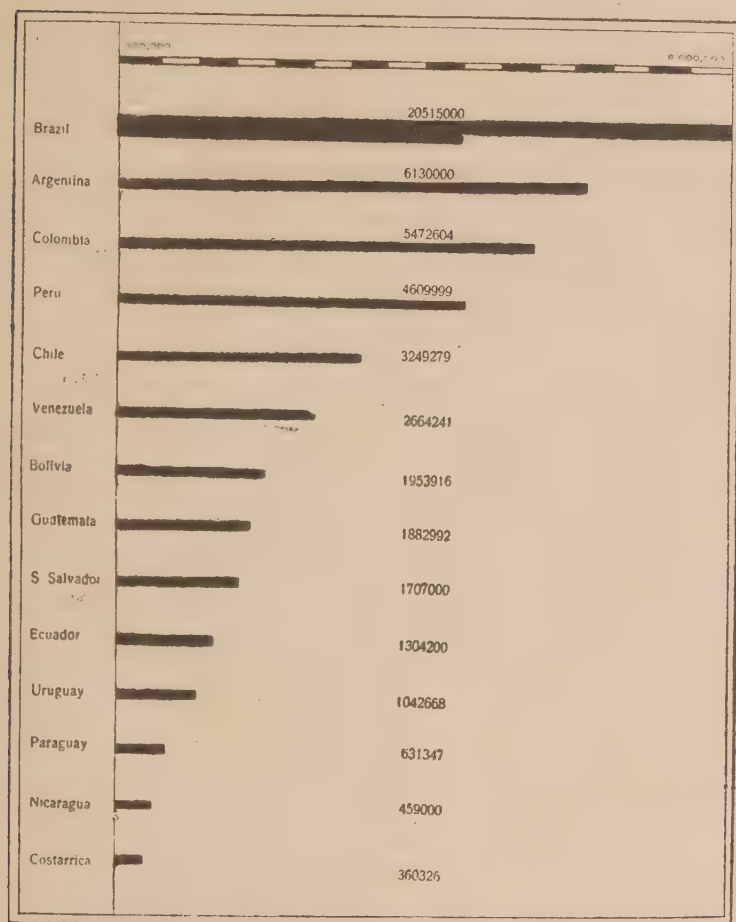
Espagne : 35. — Brésil : 25. — Argentine : 15. — Norvège : 9. — Canada : 5.

1. Rapporté par Jalhay, *op. cit.*

2. Voir marquis de Saint-Légier, *L'Argentine Économique*. Paris 1913. Roger et Chernoviz. Le *Censo general* donne 6.130.000 pour la population de l'Argentine.

3. On a porté par erreur le chiffre de 5.472.604 au lieu de 5.472.613 que donne le total de la population des départements, intendances et commissariats.

República de Colombia, permet de comparer la population de la Colombie avec celle des autres Républiques de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale :



Si la Colombie, qui peut offrir aux immigrants des richesses égales sinon supérieures à celles de l'Argentine, pouvait arriver à diriger sur ses ports un

pareil courant d'émigrants, elle aurait résolu la première partie du problème de sa richesse économique. Comme nous le disions en commençant, quand la Colombie aura des bras et des capitaux en quantité suffisante pour mettre en exploitation son sol et son sous-sol, elle sera un des plus riches pays du monde. Il faut reconnaître que le Parlement colombien a fait tout ce qui était en son pouvoir pour attirer les étrangers et faciliter l'immigration, et les avantages qu'on leur offre sont des plus appréciables. Nous manquerions notre but qui est d'attirer les yeux des Français vers ce beau pays, véritable ami de la France, si nous n'exposions pas ici brièvement quelles sont les lois et dispositions qui facilitent l'immigration en Colombie.

Les étrangers peuvent acquérir en Colombie toute sorte de biens meubles et immeubles, à titre individuel bien entendu, car les gouvernements étrangers ne peuvent pas acquérir de propriété foncière en Colombie (loi 2 de 1886). Étrangers ou Colombiens ont différents moyens d'acquérir des terres ¹ par adjudication : En déclarant au gouvernement la portion de territoire qu'ils désirent obtenir, et après s'être conformés à la procédure administrative, en donnant en paiement soit des bons territoriaux, soit de l'argent, soit des titres de dette publique intérieure de l'État; comme colons et agents d'immigration, en raison de la quan-

1. Voir Vicente Olarte Camacho, *Condición legal de los extranjeros en Colombia*, 2^e éd. 1913, Bogotá.

tité de terre qu'ils occupent ; comme cultivateurs ayant apporté des améliorations et créé des cultures artificielles sur les terres qu'ils sollicitent.

Dès les premiers temps de la République, les législateurs, pour provoquer le développement de l'agriculture dans le pays, accordèrent à chaque *Grenadin* établi sur les terrains vagues (*terrenos baldios*¹) des lots qui allèrent jusqu'à dix fanègues². Cette disposition a été insérée dans le Code fiscal. Vint ensuite la loi 61 de 1874 dont l'article 1^{er} disposait que tout individu occupant des terrains vagues, acquierrait droit de propriété sur toute la zone qu'il cultiverait. La loi 48 de 1882 a amplifié cette loi, tout au moins pour la protection accordée aux cultivateurs³.

Le moyen le plus simple pour les Colombiens comme

1. L'expression *terrenos baldios*, que nous traduisons par terrains vagues et qui reviendra fréquemment au cours de cet ouvrage, désigne à proprement parler les territoires appartenant à l'État, aussi bien ceux qui sont arides que ceux plantés d'arbres ou d'un sol riche exception faite des forêts qui ont leur législation spéciale. C'est l'équivalent de notre domaine *privé* de l'État. Quand nous parlons de terrains vagues en France, nous entendons plus spécialement des terres abandonnées comme impropres à la culture.

2. La fanègue (fanega ou fanegada) est une mesure agraire équivalant à 64 ares 6.

3. La question ayant été soulevée le 2 avril 1883 par le secrétaire d'Etat du ministère des Finances (*ministerio de Hacienda*) de savoir si les étrangers jouissaient des mêmes droits que les Colombiens, les premiers textes parlant seulement de *Grenadins* et *Colombiens*, le procureur général de la nation, auquel ce point de droit était soumis, répondit le 7 mai 1883 « que les étrangers venus en Colombie, qui ne se sont pas réclamés des lois spéciales sur les Immigrants, n'y sont pas soumis, et jouissent, s'ils cultivent et peuplent des terrains vagues, des mêmes droits que les cultivateurs colombiens. »

pour les étrangers qui ne se réclament pas de la qualité d'émigrants, pour acquérir des terres à titre gratuit, est donc de prendre possession de territoires faisant partie du domaine de l'État, d'y installer une exploitation en règle et ensuite de réclamer l'adjudication gratuite. Cette méthode, à notre avis, est préférable pour les étrangers, que celle qui consiste à se réclamer de la qualité d'émigrant. En effet, sans tenir compte de la petite défaveur qui est attachée à ce nom par les gens tenant un certain rang dans la société, il faut considérer que l'émigrant ne choisit pas sa place, est limité tout au moins au début dans sa concession et peut être empêché de s'agrandir, s'il est entouré d'autres concessions, enfin est astreint à certaines règles, parmi lesquelles figure au premier rang l'obligation de cultiver. Puisqu'il faut toujours en arriver là, mieux vaut cultiver avant l'adjudication et rester tout à fait indépendant que de cultiver après la concession et d'être soumis aux lois des émigrants.

Les lois sur l'immigration étrangère, particulièrement la loi 80 de 1871, à laquelle se réfèrent les lois de 1872 et 1873, ont eu plus pour objet d'augmenter la population du pays que de développer la culture des terrains vagues. La concession de terres que font ces lois aux immigrants, constitue surtout une faveur pour allécher les étrangers et les stimuler à quitter leur patrie et à venir peupler le territoire colombien. Ce désir a été si vif de la part du législa

teur, qu'il a autorisé dans la loi 80 de 1871 (article 6) le pouvoir exécutif à accorder aux immigrants jusqu'à 25 hectares par tête.

Le Parlement colombien s'est constamment occupé de cette question si importante de l'immigration; plusieurs lois en font foi. C'est d'abord la loi 33 de 1873 sur la protection des immigrants étrangers; c'est ensuite la loi 65 de 1887 qui a accordé certaines exemptions aux étrangers, agriculteurs ou artisans, qui arrivent dans le pays; c'est enfin la loi 117 de 1892, la dernière en vigueur sur cette matière, que nous croyons intéressant de reproduire ici in extenso :

ARTICLE PREMIER. — Le pouvoir exécutif introduira dans le pays par les moyens qu'il jugera convenables, des travailleurs pour la culture du café, de la canne à sucre et autres industries agricoles et minérales.

ARTICLE 2. — Le pouvoir exécutif pourra procéder à l'introduction de ces travailleurs de concert avec les entrepreneurs qui la solliciteront et qui s'engageront à ce que les conditions des contrats signés avec les immigrants soient remplies et à rembourser au trésor public le tiers des frais occasionnés par cette immigration.

ARTICLE 3. — L'administration de l'immigration sera à la charge d'un Comité qui se composera du ministre des Finances, président, et de quatre agriculteurs pratiques, nommés : deux par le gouverne-

ment et deux par les entrepreneurs qui demandent des travailleurs. Dans les départements, le Comité sera présidé par le gouverneur.

ARTICLE 4. — Le pouvoir exécutif est autorisé à dépenser jusqu'à cent cinquante mille piastres (\$150.000) annuellement pour l'exécution de cette loi. Les sommes dépensées, dans la limite de la quantité fixée, seront comprises dans le budget de dépenses, à compter du prochain exercice économique (loi 117 de 1892).

M. Simon Araújo, ministre des Travaux publics, a déposé en 1912 sur le bureau de la Chambre des représentants¹ un projet de loi sur la colonisation des terrains vagues, dont certains articles méritent d'être signalés² :

ARTICLE 2. — Seront privilégiées³ en faveur des travailleurs les adjudications de terrains vagues de deux à cinquante hectares, sous les conditions suivantes : 1° le lot de terrains vagues doit être occupé au minimum par trois personnes au-dessous de soixante-dix ans. 2° Dans la première année, le tiers au moins du lot sollicité doit être cultivé. 3° Une habitation doit être construite dans les trois premières années.

1. La Chambre des représentants est l'équivalent de notre Chambre des députés.

2. Nous avons donné la loi de 1892 comme la dernière en vigueur parce que nous n'avons pas trouvé la promulgation du projet de loi de M. Araújo dans le *Journal officiel* de 1912, mais il est possible qu'il ait été adopté dans le courant de 1913.

3. Nous comprenons par ce mot que les travailleurs auront droit à l'adjudication des terres qu'ils occupent de préférence à d'autres.

ARTICLE 3. — Le gouvernement, par l'entremise de l'ingénieur de chaque département, est chargé de lever les plans de ces petites adjudications et de faire le nécessaire pour obtenir en faveur du cultivateur l'*adjudication définitive*.

ARTICLE 6. — Si le colon privilégié prouve avoir cultivé le tiers du terrain qui lui a été adjugé, il aura droit à recevoir du gouvernement, à titre de dépôt, une vache mère, dont il sera propriétaire deux années après, si pendant ce temps il a continué à cultiver la terre sans interruption.

ARTICLE 9. — Pour concession pour colonisation et fondation de villages, on pourra accorder jusqu'à cinquante mille hectares de terrains vagues, aux conditions suivantes :

1° Obligation d'installer des travaux au plus tard un an après l'adjudication.

2° Obligation de laisser une extension d'au moins cinq mille hectares par are de population¹.

3° Obligation d'établir au minimum un colon par cinq hectares.

4° Obligation de fournir à chaque colon deux outillages et une vache mère.

5° Obligation d'établir convenablement les travaux d'exploitation, c'est-à-dire d'une façon appropriée et pratique, tout en fournissant aux travailleurs habi-

1. Par « are de population » la loi entend certainement un are d'habitations (ville, village ou bourgade).

tation hygiénique, alimentation abondante, service médical et médicaments en cas de maladies graves ou d'accidents sérieux.

6° Obligation de n'employer qu'aux travaux domestiques les enfants au-dessous de douze ans.

7° Défense d'imposer plus de sept heures de travail aux femmes et neuf heures aux hommes.

8° Défense de détruire les arbres de corozo, caoutchouc, résines, etc., et par conséquent obligation de replanter cinq arbres pour chaque arbre détruit¹.

9° Défense de détruire les arbres de bois précieux qui ne sont pas arrivés à la complète croissance d'exploitation.

10° Obligation de replanter quatre arbres de bois précieux pour chacun de ceux qui étant arrivés à leur complet développement seront exploités.

ARTICLE 18. — La cession du terrain nécessaire devra être demandée par un groupe d'au moins vingt-cinq habitants, chefs de famille, indiquant le nombre d'hectares nécessaires pour fonder la nouvelle colonie ou pour les nouveaux colonisateurs, avec les preuves que les terrains sont bien des terrains vagues.

ARTICLE 22. — Le pouvoir exécutif est autorisé à organiser une commission scientifique, composée de

1. Ce n'est pas une conséquence. Il eût été mieux de dire « ou obligation de replanter », car on défend d'une part de détruire les arbres et d'autre part on semble le tolérer, moyennant qu'on replantera cinq arbres.

deux ingénieurs et deux naturalistes, chargée d'explorer les régions du Chocó, Darién, Ariguaní et Carare ; de lever un plan général de chacune de ces régions, et d'indiquer autant que possible l'existence des bois exploitables, des mines d'asphalte, pétrole, charbon, or, argent, etc. ; le cours des rivières importantes, les populations indigènes, l'étendue des terres cultivables, les conditions climatériques et tous autres renseignements qui peuvent être utiles pour apprécier la richesse des dites contrées.

ARTICLE 24. — Le gouvernement fera connaître les travaux de la Commission par une grande publicité dans le pays et à l'étranger, et offrira de conclure des contrats pour l'exploitation des richesses que renferment les terrains étudiés. Ces contrats seront soumis à l'approbation du Congrès.

ARTICLE 26. — Les terrains vagues de la région de Ariguaní sont réservés pour la vente. Une fois levés les plans de cette région, le gouvernement procédera à la vente des terres cultivées en lots de 200 hectares maximum.

Pour les parties de terrains qui ne sont pas propres à la culture des fruits d'exportation par leur position ou pour toute autre cause, mais qui le seraient pour l'élevage et l'engraissement du bétail, le gouvernement pourra faire des concessions jusqu'à 10.000 hectares de superficie.

Le gouvernement pourra aussi faire des concessions

jusqu'à 20.000 hectares pour fonder des colonies et développer la colonisation dans les termes de la présente loi.

.

Cette loi, qui sera sans aucun doute votée par le Congrès, qui l'est même peut-être à l'heure actuelle, est évidemment conçue dans un esprit très large et de nature à augmenter à la fois la population du pays et son développement économique. Le chiffre de 25 chefs de famille exigé à l'art. 18 pour fonder une colonie, nous paraît excessif, tout au moins dans les débuts. Nous trouvons plus pratique l'idée de M. Jalhay qui recommande l'introduction de groupes de cinq à dix familles, qui formeraient la base de colonies de cinquante à cent foyers. De même, des compagnies qui, avec des capitaux suffisants, acquerraient de grandes étendues de terres pour les livrer à la culture et s'occuperaient simultanément de la construction de voies de communication, réaliseraient de grands bénéfices par la plus-value des terrains, le rendement des cultures et l'exploitation des voies de communication, entreprises auxquelles un brillant avenir est réservé en Colombie.

Nous pensons que la meilleure façon de conclure ce chapitre et de montrer que la Colombie est bien un *pays de grand avenir économique*, est de terminer par la citation suivante d'Élisée Reclus :

« Toute la Colombie réclame des colons. Et est-il donc nécessaire de plaider pour un pays si beau, si

admirablement pourvu de toutes les richesses de la terre? Jadis, bien des milliers d'Espagnols ont bravé la mort pour aller conquérir ce monde, que Colomb leur avait fait surgir du sein des mers comme une autre planète accouplée à la nôtre; maintenant, on semble plus indifférent pour l'ancienne Nouvelle-Grenade qu'on ne l'était il y a trois siècles. Dans notre vieille Europe, la surabondance de population obstrue à tout nouvel arrivant les avenues du bien-être; trop à l'étroit sur notre petit continent, nous ne pouvons faire un pas sans empiéter sur la propriété d'autrui, et, par la force même des choses, nous achetons le bonheur aux dépens du prochain. Murailles, barrières, règlements, enceintes, restrictions, tout nous enferme comme les replis du fleuve infernal. Là-bas, dans la jeune république américaine, il n'y a pas de convives malheureux au grand banquet : la terre féconde nourrit généreusement tous ses enfants¹. »

1. Elisée Reclus, *La Sierra Nevada de Santa-Marta*.

CHAPITRE IV

Voies de communication.

Chemins de fer. — Rivières. — Routes.

Il n'y a pas de développement économique possible pour une nation sans un réseau très étendu de routes, de voies ferrées et de canaux. Tous les États le savent, et le nombre de kilomètres de chemins de fer qui ont été construits depuis l'invention de la locomotive, est prodigieux. — « Le développement des chemins de fer, dit avec raison M. de Saint-Légier¹, a été l'un des principaux agents du développement économique colossal de l'Argentine; ils ont eu pour résultats de donner un essor nouveau aux richesses du pays, et si l'agriculture et l'élevage occupent aujourd'hui une place si importante dans le commerce mondial, c'est grâce

1. De Saint-Légier, *op. cit.*

aux voies ferrées qu'il le doivent. Par les chemins de fer, les terres nouvelles ont été fertilisées, la pampa a été transformée, le mouvement de colonisation s'est accru considérablement, les provinces les plus lointaines ont connu l'activité; ce sont eux qui seront pour de longues années encore les principaux agents de peuplement et ils continueront le rôle civilisateur qu'ils ont si brillamment commencé. »

Il serait injuste de dire que le gouvernement colombien n'a pas été justement préoccupé par cette question des chemins de fer; malheureusement son budget est restreint, et, en raison de la nature du pays, l'établissement des voies ferrées est très coûteux. Néanmoins un grand effort se donne en ce moment, et il y a tout lieu d'espérer que dans quelques années, le réseau desservira les principales régions agricoles et minières. Ceux qui dès maintenant auront su prendre possession à bon compte des riches contrées, qui, plus tard, auront leurs chemins de fer, verront leur fortune s'accroître dans des proportions considérables.

Voici quelle était en 1912¹ la situation des voies ferrées colombiennes tant exploitées que partiellement construites et non encore exploitées; les six premiers chemins de fer sont à voie de 1 mètre de large, les autres à voie de 0 m. 914 :

1. Ces renseignements sont extraits du Mémoire présenté au Congrès de 1912 par le ministre des Travaux publics. Nous le désignons dans la suite de ce travail par : *Informe del Ministerio de obras públicas*.

Chemin de fer de la Sabana	40 kilomètres.
Chemin de fer du Sud	30 —
Chemin de fer du Nord, jusqu'à Nemo- cón	62 —
Chemin de fer de Cúcuta	71 —
Chemin de fer de Barranquilla . . .	27 —
Chemin de fer de Puerto Wilches . .	20 —
Chemin de fer de Girardot.	132 —
Chemin de fer de La Dorada	111 —
Chemin de fer de Tolima	25 —
Chemin de fer d'Antioquia.	135.701 mètres.
Chemin de fer d'Amagá	24 kilomètres.
Chemin de fer de Cartagena	105 —
Chemin de fer du Pacifique	120 —
Chemin de fer de Santa Marta . . .	98 —
Total.	1.000.701 mètres.

Si on compare ce chiffre à celui d'autres nations, on ne peut que le trouver très faible. La France, par exemple, dont la superficie est le tiers de celle de la Colombie, compte 50.000 kilomètres de voie ferrée; mais il faut considérer que les montagnes colombiennes occupent le tiers du territoire et que la navigation de certains grands fleuves, qui traversent le pays d'un bout à l'autre, supplée, dans une certaine mesure, aux chemins de fer. En outre, 318 kilomètres sont en cours de construction :

Chemin de fer du Nord jusqu'à Chi- quínquirá	95 kilomètres.
---	----------------

Chemin de fer de Puerto Wilches jus-		
qu'à Bucaramanga	134	kilomètres.
Chemin de fer de Santa-Marta.	100	—
Chemin de fer d'Antioquia	65	—
Chemin de fer d'Amagá	46	—
Chemin de fer du Cauca	78	—

Par rapport à la superficie totale du pays, il y a en Colombie 1 kilomètre de chemin de fer pour 1.500 kilomètres carrés. Pour se faire une idée du petit développement du réseau, il est intéressant de rappeler ici que le monde entier compte près d'un million de kilomètres de chemins de fer qui se répartissent ainsi : 335.000 à 340.000 en Europe et 490.000 pour les Amériques. Seulement, si on a égard aux superficies des États, c'est à l'Europe que la prépondérance réelle est conservée. Celle-ci possède en effet 3 kilomètres par myriamètre carré de superficie, tandis que pour l'Amérique, c'est un demi-kilomètre, soit la proportion de 1 pour l'Amérique à 6 pour l'Europe ¹.

Il est regrettable que les voies ferrées colombiennes aient été construites en deux largeurs différentes ; ce sera un écueil très sensible à l'économie et à la rapidité des transports quand les chemins de fer de Santa-Marta et de Cúcuta, les chemins de fer d'Antioquia et du Nord se raccorderont. Aussi la question s'est-elle déjà posée d'unifier la largeur des voies dans tout le

1. Cauwès, *Cours d'Économie nationale*, professé à la Faculté de droit de Paris, pendant l'année 1911-1912.

pays, et c'est probablement ce qui sera décidé. Malheureusement on sera obligé d'adopter la voie de 3 pieds (0 m. 914), car la plus grande partie du réseau construit à l'heure actuelle, les trois quarts, sont en voie de cette largeur.

La fixation du maximum des tarifs de fret et leur diminution progressive est un point des plus importants, qui s'impose pour des raisons primordiales, surtout en ce qui concerne les articles de production nationale. Malheureusement, comme l'a fait remarquer M. Simon Araujo¹, ministre des Travaux publics, la construction des chemins de fer colombiens a été et sera excessivement coûteuse; et la nécessité urgente de veiller à leur conservation et à ce que les capitaux engagés commencent à rapporter, oblige les entrepreneurs à adopter le système de tarifs si élevés, que dans beaucoup de circonstances et dans de nombreux trajets, le transport à dos de mulets ou en chariots attelés de bœufs, leur fait une sérieuse concurrence.

Dans des pays comme la Colombie, les transports doivent être très bon marché, si on désire que les chemins de fer développent les industries existantes et en fassent naître de nouvelles. En Colombie, où l'on rencontre presque toutes les zones climatiques du monde, le simple échange des produits du sol entre eux, suffirait à alimenter les voies ferrées qui les met-

1. Voir *Informe del Ministerio de obras publicas*, 1912.

tent en communication entre elles et à donner la richesse aux habitants.

Les chemins de fer dont les tarifs sont peu au-dessous des mules et chariots, mais assez cependant pour amener leur disparition partielle, font plus de tort que de bien. En effet, ils privent de leur emploi quantité de bras et de petits capitaux, qui n'ont même pas la ressource de se porter à d'autres industries, dont le manque de transports à bas prix amène la stagnation, et, par suite, sinon la disparition, tout au moins le stationnement.

Mais si les chemins de fer colombiens réussissaient le problème du transport à tarif réduit, si la pomme de terre et le blé des hautes régions pouvaient circuler à raison de \$ 0.01 ou moins par tonne et par kilomètre, ils remplaceraient dans les vallées chaudes des grands fleuves les produits étrangers ; le mouvement intérieur du pays serait très important, les terres aujourd'hui incultes seraient mises en rapport, et quant aux terres fertiles, leurs belles récoltes cesseraient d'être une ironie pour l'agriculteur qui ne sait qu'en faire. — A l'heure présente, il arrive que, faute de moyens de transport, les très belles années ruinent les producteurs, dont les frais de récolte sont très augmentés et dont, au contraire, les produits sont vendus à vil prix par suite de la forte quantité et de l'impossibilité d'expédier au loin.

Sous la protection de tarifs bas, dit très justement

M. Araujo, naîtraient mille transports auxquels on ne peut seulement pas penser aujourd'hui : le charbon, le pétrole, l'asphalte, le marbre, la pierre, les minéraux qui se trouvent dans des régions éloignées et mille autres objets, seraient un abondant aliment des voies ferrées.

Obtenir le fret bas doit être le vœu de tout le monde, même quand les Compagnies devraient y perdre et être indemnisées par l'État ; en effet, la charge qu'aurait à supporter le fisc pendant quelques années, serait compensée indirectement avec avantage par le développement des industries et l'augmentation de la richesse publique. M. le ministre des Travaux publics de Colombie a fait à ce sujet une expérience intéressante : en janvier 1912, il obtint du chemin de fer de Girardot une réduction partielle du prix des frets des articles de production nationale ; un mois après, il put commencer à noter une augmentation dans la quantité transportée de ces articles ; cette augmentation alla en crescendo, et, en avril, représenta \$ 10.000 or ; des articles qui n'étaient jamais venus au chemin de fer, commencèrent à être transportés en abondance ; des stations et habitations, qui vivaient sans aucun mouvement, ont commencé à se mouvoir sous l'impulsion des transports relativement bon marché, et des régions éloignées, où les produits de la nature se perdaient ou ne se cultivaient pas, se sont unies aux marchés de consommation, grâce à la baisse du fret, qui leur a permis d'utiliser la voie ferrée.

Des lignes ferrées colombiennes, deux seulement peuvent être considérées comme terminées :

La ligne de *Puerto Colombia à Barranquilla* sur le rio Magdalena et celle de *Cartagena à Calamar* sur le même fleuve. Les autres, construites ou en construction, ne peuvent être considérées comme terminées, parce qu'elles ne sont point arrivées à leurs points terminus, ou parce que des différents points du pays, des centres de population qui ne se trouvent ni sur les trajets desservis, ni sur ceux en perspective, demandent instamment la voie ferrée. La question des chemins de fer est de telle importance au point de vue économique, que nous ne croyons pas inutile de développer quelque peu ce chapitre. Nous allons donc dire quelques mots des lignes construites ou en cours de construction et des lignes projetées. Ce sont :

Le Chemin de fer d'Amagá, qui doit unir Medellin, capitale du département d'Antioquia, ville importante de 56.000 habitants, à Amagá, non loin du rio Magdalena. La ligne compte déjà 25 kilomètres terminés et est livrée à l'exploitation de Medellin à Caldas. Pendant l'année 1912, elle a transporté 709.758 voyageurs, donnant un rapport de \$ 82.627 ; 10.400 tonnes de marchandises rapportant \$ 14.087.

Le Chemin de fer d'Antioquia, de Puerto Berrio sur le fleuve Magdalena à Medellin. De ce chemin de fer de 1875 à 1913, 144 kilomètres ont été construits. Lorsqu'elle eut atteint le point appelé Cisneros, près de

la dépression de la Cordillère orientale, appelée La Quiebra, l'entreprise décida, en 1909, de reprendre les travaux au delà de ce point, à Botero, et de les pousser jusqu'à Medellin. Pour assurer la liaison entre les deux tronçons de voie ferrée, elle construisit un chemin carrossable de 28 kilomètres, où circulent deux trains Renard et une automobile de charge.

Les travaux de Botero à Medellin, commencés en 1911, ont déjà donné 27 kilomètres de chemin de fer, qui fonctionnent avec régularité. — Malheureusement pour le développement économique de cette riche région de l'Antioquia, les tarifs sont très élevés, tout au moins dans le tronçon le plus long, celui de Puerto Berrio à Cisneros, qui n'est pas soumis comme l'autre à la concurrence des mules et autres moyens de transports. — On a critiqué la liaison opérée par une route entre les deux portions de chemin de fer, mais l'idée a été très sage, car le passage de la Cordillère par la voie ferrée eût absorbé toutes les ressources disponibles ; d'autant plus que dans un délai très court, sitôt le dernier tronçon terminé, on ne manquera pas de réunir par rails les deux chemins de fer, aujourd'hui unis par la route ¹.

Le chemin de fer d'Antioquia a transporté pendant

1. Le chemin de fer d'Antioquia vient de contracter à Paris un emprunt de \$ 2,500.000, qui va lui permettre de réunir les deux tronçons de sa ligne et de mettre une limite à l'élévation de ses tarifs de transports.

l'année 1912¹, 75.010 passagers donnant \$ 25.618, et 33.410 tonnes de marchandises ayant rapporté \$ 491.430, ce qui donne une idée du trafic très important qu'il pourra faire une fois terminé. Les frais ont été de \$ 265.929.

Le Chemin de fer de Barranquilla à Puerto Colombia.
C'est l'ancien chemin de fer de Sabanilla à Barranquilla, destiné à mettre en communication la côte avec le rio Magdalena. Le chemin de fer a été prolongé jusqu'à Puerto Colombia, et c'est là maintenant que font escale les transatlantiques. Il a transporté, pendant l'année 1912², 186.491 voyageurs pour \$ 23.336, et 103.280 tonnes de marchandises ayant produit \$ 259.912; les frais ont été de \$ 147.659. Mais la Compagnie ayant d'autres revenus que l'exploitation de la voie ferrée, son véritable produit brut a été de \$ 310.046 et son produit net de \$ 162.387. Nous avons également le trafic complet de l'année 1911, qu'il est intéressant de comparer à celui de 1912. Il a été de 166.026 voyageurs payant \$ 19.773, et de 57.042 tonnes de marchandises payant \$ 136.485. Le transport des marchandises et leur produit brut a donc doublé d'une année sur l'autre, ce qui montre l'essor économique que commence à prendre la Colombie, car ce chemin de fer est une des principales voies que suivent importations et exportations.

1. *Informe del ministerio de obras publicas* 1913.

2. *Informe del ministerio de obras publicas* 1913.

Le Chemin de fer de Cartagena (25.000 habitants), sur la mer des Antilles, à Calamar. Cette ligne est terminée. Le trafic en 1911 a été le suivant :

Voyageurs transportés	39.429
Tonnes de marchandises	45.121
Produit total brut	\$ 189.588 or

Pendant l'année 1912, il a été de 36.794 voyageurs et 103.280 tonnes, produisant ensemble \$ 278.248, en augmentation très sensible sur 1911. L'accroissement des importations a surtout porté sur l'outillage industriel.

Le Chemin de fer de Cucuta (15.300 habitants), comprenant 3 sections : la section de Puerto Villamizar, le tramway et la section du Táchira. Ce chemin de fer sera prolongé d'une part jusqu'à Pamplona (20.000 habitants) en Colombie, et d'autre part continué dans le Vénézuëla jusqu'à San Carlos. Les 3 sections ont transporté en 1911 : 194.022 voyageurs, 21.771 tonnes de marchandises ayant produit brut \$ 514.197 et coûté \$ 266.808 de frais. Pendant l'année 1912, les 3 sections ont transporté 58.914 voyageurs et 22.803 tonnes ayant produit \$ argent de 0.835 : 515.341. Les frais ont été de 238.644; le rendement net, en tenant compte des revenus divers de la Compagnie, de \$ 278.565¹.

1. Le produit des années 1911 et 1912 donné ci-dessus est compté pour la totalité en \$ argent de 0.835. Il y a quelques années, la monnaie d'argent a 0.835 équivalait, comme valeur, à la moitié de la monnaie d'or. Dans le second appendice de sa Géographie, daté de 1911, M. Diaz Lemos semble dire qu'elle est assimilée à la monnaie d'or.

Le Chemin de fer de Girardot sur le rio Magdalena, qui vient d'être réuni dernièrement à la ligne de Bogota à Facatativá, mettant ainsi en communication directe la capitale avec le rio Magdalena. — Dans le courant de 1912, le chemin de fer de Girardot a été très bien administré avec économie et régularité ; les voies ont été vérifiées de sorte que les mauvaises saisons ont passé sans que le trafic soit interrompu. Aussi le nombre des passagers a-t-il augmenté d'une façon considérable. — L'administration a eu l'idée assez ingénieuse d'établir un train hebdomadaire qui suit la voie en vitesse ralentie et prend et laisse des marchandises sur tous les points de la ligne, en dehors des stations et des haltes. Ce train a transporté en 17 voyages 1.090.148 kilogrammes. En outre, la Compagnie a baissé le tarif des vivres. Cette baisse a produit une augmentation des transports de vivres, d'au moins \$ 10.000 or chaque mois depuis avril 1912, et on peut compter que cette augmentation croîtra encore. Ce notable accroissement occasionné par la baisse de tarif, confirme une fois de plus la thèse que la réduction du transport est avantageuse pour le public et pour les entreprises, et que les chemins de fer n'atteignent leur but que par des frêts bon marché¹.

Il y a également, dit-il, des monnaies d'argent et de nickel. Les premières de valeur d'un *peso fuerte* (c'est le peso d'or valant le 1/5 d'une £ anglaise), demi-peso et real, etc. Bien qu'il ne dise pas *peso fuerte* d'or, il est certain que c'est à celui-là qu'il fait allusion.

1. *Informe del Ministerio de obras publicas*, 1912.

Le trafic en 1911 a été le suivant : 95.605 voyageurs, 2.546 têtes de bétail, 29.161 tonnes de marchandises ayant donné, en y ajoutant des revenus divers \$ 382.714,41, d'où il faut retrancher \$ 293.307,47, soit net \$ 89.406,94. On a noté en 1912 : 103.540 voyageurs et 47.579 tonnes de marchandises ayant produit ensemble, en y ajoutant les revenus divers de la Compagnie : \$ 500.174 brut et \$ 248.741 net.

Le Chemin de fer de La Dorada, qui unissait La Dorada à Honda (9.500 habitants) sur le rio Magdalena, parcours de 22 kilomètres seulement, et qui vient d'être prolongé jusqu'à Ambalema (83 kil.). Le but principal de ce chemin de fer était d'éviter le danger que présente pour la navigation le saut de Honda. Mais il y a quelques années, le gouvernement colombien conçut le projet de continuer la ligne jusqu'à Girardot, idée très intéressante, car il aurait ainsi été raccordé à la ligne de Girardot à Bogotá. En établissant un pont de chemin de fer sur le Magdalena et en unifiant la largeur des voies, on aurait pu ainsi n'avoir depuis l'embarquement des marchandises à Sabanilla qu'un seul transbordement pour la capitale. Malheureusement ce projet n'a pas encore abouti, et le point terminus de la ligne est à Ambalema; des vapeurs continuent à faire le service entre cette ville et Girardot.

Il eût mieux valu évidemment prolonger le chemin de fer de Girardot jusqu'à Ambalema, que de prolonger jusqu'à cette ville celui de La Dorada. On aurait évité

de cette façon la navigation très difficile du Haut-Magdalena entre Ambalema et Girardot, tandis que celle comprise entre Arrancaplumas (un peu au-dessus de Honda en remontant le courant) et Ambalema ne présente pas de réelles difficultés. Comme, par suite du déboisement aux sources du Magdalena ou pour toute autre cause, le courant d'eau de ce fleuve a considérablement diminué et par suite la navigation est devenue de jour en jour plus difficile et plus intermittente, le gouvernement colombien a compris l'urgence qu'il y avait à reprendre le projet de prolongement du chemin de fer de La Dorada jusqu'à Girardot, et, dans cette idée, a signé un contrat avec la Compagnie du chemin de fer de La Dorada, ou mieux a remis en vigueur l'ancien contrat, profitant des circonstances pour obtenir une diminution considérable sur le tarif maximum du fret, et un rabais progressif sur les taux de transports des articles de production nationale. Le ministère se propose, paraît-il, de faire adopter cette forme de réduction de tarif aux compagnies avec lesquelles cela est possible en raison de leurs conventions avec le gouvernement.

Le mouvement sur cette ligne a été en 1911 de près de 100.000 voyageurs, de 9.843 têtes de gros bétail, de 56.895 tonnes de marchandises, qui ont donné, en y ajoutant diverses ressources, \$ 355.024,76 brut et net \$ 161.505,09.

Pendant l'année 1912, le chiffre des voyageurs a été

de 107.741 et des tonnes de marchandises de 72.677, donnant un produit brut, avec les ressources diverses, de \$ 445.220. Les frais ont été de \$ 184.664 et le rendement net de \$ 260.556. Le jour où La Dorada sera reliée directement à Bogota, il est hors de doute que cette ligne prendra une importance considérable, en même temps que les régions qu'elle desservira se développeront elles-mêmes très rapidement.

Le chemin de fer de Manizales au rio Cauca. Le 2 décembre 1911 un contrat a été signé entre le gouverneur du département de Caldas et le gouvernement national, par lequel celui-ci s'engage à subventionner chaque kilomètre de chemin de fer qui se construira dans le département de Caldas, entre Manizales et le rio Cauca, pour un montant de \$ 9.950,02, en bons, conformément aux stipulations de la loi 61 de 1896, et sur une longueur approximative de 100 kilomètres¹. Les travaux préparatoires de cette ligne ont à peine commencé et il est à souhaiter pour le pays qu'elle soit rapidement terminée, car Manizales est une ville qui compte déjà 25.000 habitants et prend de jour en jour plus d'importance ainsi que la région avoisinante.

Le chemin de fer du Nord, qui unit Bogota à Nemocon (62 kilomètres). Les tarifs élevés font que le mouvement n'est pas aussi actif qu'il devrait l'être sur cette

1: Informe del ministerio de obras publicas, 1912.

ligne et que les transports par route continuent comme par le passé. Et cependant les tarifs très bas sont plus utiles dans la région desservie par ce chemin de fer que dans n'importe quelle autre ; c'est là en effet que se trouvent les salines nationales, et pour le sel il faut des prix de transport réduits si on veut agrandir le rayon de consommation. En outre cette région a un commerce assez étendu de divers articles de production nationale, qu'il serait patriotique de développer.

M. Simon Araujo, dans son rapport, insiste presque à chaque page sur cette question de la baisse des tarifs, mais, il est juste de reconnaître qu'il voit juste en cette matière. « La baisse des tarifs de transport des articles nationaux, dit-il, est l'objectif qu'il faut poursuivre au prix de n'importe quel effort, parce que c'est elle qui pour une grande part, pourra amener la rédemption économique de la nation ¹.

Un prolongement de la ligne de Nemocón à Chiquinquirá (20.000 habitants) a été décidé, mais les travaux n'ont pas encore été commencés.

Le trafic en 1911 a été de 119.026 voyageurs et 58.490 tonnes de marchandises ; le produit brut a été, y compris différents revenus, de \$ 222.525 brut. Pendant l'année 1912, il a été de 437.451 ² voyageurs et

1. *Informe del ministerio de obras publicas*, 1912.

2. *Informe del ministro de obras publicas al congreso de 1913*. Bogotá 1913. Imprenta Nacional.

39.070 tonnes, produisant y compris divers revenus \$ 261.326.

Le chemin de fer de Puerto Villamizar à Tamalameque. — Ce chemin de fer, qui doit unir les contrées du département du Nord de Santander avec le rio Magdalena, n'est plus qu'à l'état de simple projet.

La loi 89 du 16 novembre 1912¹ a décidé la construction d'une voie ferrée pour faire communiquer le département Nord de Santander avec le rio Magdalena. Faculté est laissée au gouvernement pour traiter la construction et l'équipement de la ligne ferrée, laquelle partira de Cucuta ou Puerto Villamizar dans le département Nord de Santander et se terminera au point le plus convenable du Rio Magdalena. Pour subvenir à ces travaux, on leur affectera 25 pour 100 du produit de la douane de Cucuta et 2 pour 100 du produit brut des douanes de l'Atlantique.

Le chemin de fer de Puerto Wilches à Bucaramanga (23.000 habitants), dont 23 kilomètres seulement sont construits. — C'est du côté de Bucaramanga que la ligne n'est pas terminée, bien que les délais qu'avait la Compagnie concessionnaire d'après son contrat de 1906, aient été révolus. La Compagnie en a rejeté la faute sur le gouvernement et le ministre des Finances d'un précédent ministère. Ce n'est pas la place ici de relater l'interminable discussion qui eut lieu entre le

1. *Diario oficial* du 23 novembre 1912.

gouvernement actuel et la *Great Northern Central Railway of Colombia Limited*. Il suffit de dire qu'un accord est intervenu le 8 juillet 1912 et qu'il y a lieu d'espérer que non seulement le trajet de Puerto Wilches à Bucaramanga sera terminé promptement, mais encore que le chemin de fer sera prolongé de Bucaramanga à Bogota, (ce qui représente 300 kilomètres de voie ferrée) pour le plus grand bien des départements de Santander, de Boyaca et de Cundinamarca¹. Le gouvernement colombien semble désirer que rien ne vienne entraver l'accord convenu, et le jour même de la signature du contrat, le ministre des Travaux publics demandait au Conseil des ministres l'ouverture d'un crédit extraordinaire, pour pouvoir faire face aux engagements pris vis-à-vis de la Compagnie, ajoutant que s'il n'en était pas ainsi « on donnerait lieu à ce que le gouvernement fût justement censuré pour avoir manqué à ses engagements et que cela causerait des préjudices que pour le moment il n'est pas facile d'évaluer². »

Nous ne possédons aucune statistique officielle du rendement de ce chemin de fer, ni pour 1911, ni pour 1912, ce qui nous fait supposer qu'il n'est pas encore en exploitation, contrairement à ce que dit

1. L'itinéraire de ce chemin de fer n'étant pas arrêté d'une façon officielle, à notre connaissance du moins, nous ne l'indiquons pas sur notre carte.

2. *Diario oficial*, 22 août 1912, n° 14.673.

M. Diaz Lemos, qui donne les 23 kilomètres construits comme étant « en service ¹ ».

Le chemin de fer du Pacifique (ou du Cauca) destiné à réunir le port de Buenaventura (12.000 habitants) à la ville de Cali (35.000 habitants), capitale du département d'El Valle.

Les travaux de cette ligne ont marché assez rapidement : 134 kilomètres ont déjà été livrés au gouvernement ; 120 kilomètres de rails ont été posés. La Compagnie espérait inaugurer en 1912 la station de La Cumbre, le point le plus haut de la ligne, terminer la voie jusqu'à Cali et la livrer à l'exploitation en juillet 1913 ². Malheureusement à la fin d'octobre 1912, une crue exceptionnelle du rio Dagua a détruit de grandes parties de la voie ferrée, ce qui a obligé la Compagnie à consacrer tous les éléments, dont elle disposait aux travaux de reconstruction de la voie et l'a par suite empêchée de pousser aussi activement qu'elle l'aurait voulu l'achèvement de la ligne à Cali.

La Compagnie n'a pas donné de bénéfices, ce qui n'est pas étonnant dans cette période de formation ; mais ses pertes vont en diminuant. Elles ont été de \$ 127.522,62 en 1910, et seulement 75.984,08 en 1911. Pendant l'année 1912, le trafic a été de

1. Diaz Lemos, second appendice, *op. cit.*

2. Pour fêter l'arrivée de la ligne à Cali, le Congrès a décidé qu'une exposition d'agriculture, bétail, mines, beaux-arts, industries extractives, etc., aurait lieu à Cali en juillet 1914. Loi 56 de 1912. *Diario oficial* du 13 novembre 1912, n° 14.742.

11.945 voyageurs et 24.704 tonnes de marchandises ayant produit, avec diverses ressources, \$ 186.324. Les frais ont été de \$ 220.541, et par suite le déficit de \$ 34.217, en diminution sensible sur les années précédentes.

Le 14 décembre 1911¹, le gérant de la Compagnie du chemin de fer du Pacifique a fait savoir au ministre des Travaux publics, que la Compagnie commencerait dès le mois de janvier 1912, les études nécessaires pour chercher la voie la mieux appropriée à la prolongation du chemin de fer du Pacifique de Cali à Girardot².

Si cette ligne de Cali à Girardot peut être terminée en quelques années, ce sera pour l'avenir économique de la Colombie un appoint de grande importance. En effet, elle mettra en communication Buenaventura, c'est-à-dire le commerce du Pacifique, avec la capitale de la République³ et elle rejoindra par Honda le trafic du rio Magdalena et, par suite, de l'Atlantique. Ce serait aussi pour la Colombie, si les États-Unis lui

1. *Diario oficial*, 16 février 1912, n° 14.521.

2. Il est hors de doute que le chemin de fer passera par Palmira, ville très importante de 27.400 habitants, et par Cartago, ville de 16.000 habitants, toutes deux dans le département d'El Valle. Nous supposons qu'ensuite la voie se dirigera brusquement vers le S.-E., passera à Salento, puis ira directement à l'Est jusqu'à Ibagué, ville de 24.500 habitants, capitale du département de Tolima, et de là à Girardot.

3. D'après M. Restrepo Plata, ministre des Finances, ce chemin de fer mettra Bogota à 24 heures seulement de la mer. (*Informe del ministro de Hacienda*, 1912.)

créaient des difficultés sur le canal et le chemin de fer de Panama, le moyen de faire communiquer ses ports de la mer des Antilles avec ceux du Pacifique, et de desservir une partie de sa région occidentale, sans recourir à la navigation du Cauca. Ce chemin de fer aurait en outre l'avantage de faire communiquer le Cauca et le Magdalena, par Cartago et Girardot.

Le chemin de fer de la Sabane, qui unit Bogotá à Facatativá (10.000 habitants). La distance qui sépare ces deux villes est de 42 kilomètres ; nous avons vu que cette ligne avait été raccordée récemment à celle de Girardot. Malheureusement l'écartement des voies n'est pas le même, ce qui oblige à un transbordement. Le ministre des Travaux publics, dans son compte rendu aux Chambres de 1913¹, a proposé une baisse des tarifs du chemin de fer de la Savane, pour favoriser l'industrie et obtenir un rendement meilleur. Selon lui, les produits de l'exploitation ainsi augmentés, devraient être divisés en trois parts : une destinée au service de la dette du chemin de fer, une autre affectée à la construction de la station centrale et l'amélioration de toute la ligne, enfin la dernière employée à l'établissement d'un prolongement de Facatativa à Subachoque ou à la pose d'un nouveau rail pour permettre le passage des trains d'une compagnie à l'autre. Le mouvement de l'entreprise a été en 1911 de 276.474 voyageurs et

1. *Memoria del ministro de obras publicas al congreso de 1913.* Bogotá, 1913.

64.351 tonnes de marchandises donnant un produit brut de \$ 263.203 et un produit net de \$ 126.836¹. Pendant l'année 1912, il a été de 381.957 voyageurs et de 76.662 tonnes de marchandises pour une valeur brute, y compris divers revenus de la Compagnie de \$ 283.500, moins \$ 147.266 de frais.

Le chemin de fer de Santa Marta qui doit unir le port de ce nom (9.500 habitants), capitale du département de Magdalena, au rio Magdalena. — Cette ligne, d'après la loi 61 de 1903, devait être terminée le 31 octobre 1911, sous peine de révocation du privilège de la Compagnie. Comme elle ne l'était pas à cette date, le gouvernement pouvait exercer son droit qui est d'obliger la Compagnie à vendre la ligne soit au département de Magdalena, soit à lui-même, soit à une autre Compagnie. Il a hésité à le faire, car en admettant même que la Compagnie ne se défendit pas et ne provoquât pas un procès, le département ou lui assumeraient une charge très lourde, car seuls, le chemin de fer de Barranquilla et celui du Sud donnent un bénéfice suffisant pour assurer le service de la dette que contracterait le gouvernement en cas de rachat. — Une autre solution serait d'obliger la Compagnie concessionnaire à vendre à une autre Compagnie, mais celle-ci serait forcément étrangère, ce que ne veut pas le gouvernement, qui cherche à nationaliser les voies

1. *Informe del ministro de obras publicas*, 1912.

ferrées colombiennes. Nous disons qu'elle serait forcément étrangère, parce qu'une Compagnie nationale aurait à payer aux capitaux empruntés une rente de 12 à 15 pour 100, ce qui représente l'intérêt minimum en usage dans le pays, rente qui serait à peu près égale au rendement net de l'entreprise, tandis qu'une Compagnie étrangère placerait ses titres dans son propre pays, à des capitalistes qui se contenteraient de 7 pour 100 maximum.

Dans cette alternative, le gouvernement a pris un moyen terme et a préparé un nouveau contrat avec la Compagnie concessionnaire, où il est dit que si la Compagnie n'a pas poussé la ligne jusqu'à Anguaní dans un délai déterminé ou a donné des préférences à certains chargeurs, son privilège sera limité aux portions de la voie construite et en exploitation. Le même contrat, dans son article 3967, oblige la Compagnie à charger dans le premier train qui passe les fruits et autres comestibles susceptibles de se détériorer et, dans son article 40, met à sa charge la valeur totale de la marchandise non transportée, en cas d'infraction à l'article précédent ¹.

1. La grande utilité des dispositions de ce contrat apparaîtra plus clairement quand on saura le scandale de presse qui a éclaté dans ces dernières années à propos du chemin de fer de Santa Marta. Cette Compagnie a été accusée de subir l'influence prépondérante de la Compagnie fruitière (*United Fruit Company*), influence qui aurait occasionné la ruine d'innombrables agriculteurs colombiens de la région. Voulant avoir le monopole à tout prix, la Compagnie fruitière agissait de telle façon, dit-on, qu'en beaucoup de circonstances les bananes des particuliers n'étaient pas transportées si ceux-ci ne les

En janvier 1912, 98 kilomètres étaient construits et 100 en construction. Le trafic pour l'année 1911 a donné 170.047 voyageurs ayant rapporté \$ 65.355, et 136.287 tonnes de marchandises ayant produit \$ 435.743. Le produit brut a été de \$ 13.937 et les frais de \$ 618.974. Pendant l'année 1912, il y a eu 180.252 voyageurs et 135.698 tonnes de marchandises; le produit brut y compris divers revenus de la Compagnie a été de \$ 509.716 et les frais de 395.392, laissant un produit net de \$ 114.324.

Le chemin de fer du Sud qui met en communication Bogotá avec Soacha. Il a été racheté par l'État Colom-

vendaient pas à la dite Compagnie à prix très réduit : prétextant tantôt une raison, tantôt une autre, les trains passaient, paraît-il, par les stations sans prendre les fruits appartenant à certaines personnes, ou négligeaient d'y passer pour ne pas se voir obligés à les prendre. Nous ne savons pas ce que peuvent avoir de fondé ces accusations, mais il est certain que la Compagnie fruitière étant le principal client du chemin de fer, la Compañía de Santa Marta aura toujours des considérations particulières pour la Compagnie fruitière; seulement cela ne doit pas être au détriment d'autres chargeurs.

La United Fruit Company, à la fin de 1912, a mis en demeure la Compagnie du chemin de fer de Santa Marta de ne transporter sur les embranchements lui appartenant, que les fruits provenant de son exploitation ou achetés par elle. A la suite d'un long échange de télégrammes entre la Compagnie de chemin de fer, la *United Fruit Company* et le ministre des Travaux publics, celui-ci a décidé le 2 juin 1913 que « la *United Fruit Company* était bien propriétaire de son embranchement dit *Tablazo*, mais que le chemin de fer de Santa Marta devrait effectuer les transports (par conséquent sans restriction aucune) sur tous les embranchements qui se raccordaient à la ligne principale et que si la *United Fruit* se croyait lésée, son recours était ouvert devant le pouvoir judiciaire. »

bien en vertu de la loi 73 du 13 novembre 1912 approuvant le contrat passé par le gouvernement avec *The Colombian Southern Railway C^o L^d* et la *Compañía Colombiana del Ferrocarril del Sur*. Ses voies sont raccordées aux lignes du Nord et de la Savane, et comme l'écartement (1 mètre) est le même pour les trois chemins de fer, il s'en suit un trafic assez important entre elles. Suivant les études de l'ingénieur Enrique Morales, il sera possible de relier le chemin de fer du Sud à celui de Girardot¹.

Cette ligne a beaucoup d'importance, car la partie Sud de la Savane de Bogota est des plus fertiles : on y cultive notamment beaucoup de caféiers qui passent pour donner la meilleure qualité de toute la Colombie.

Le ministère des Travaux publics² a commencé la construction de 9 kil. de ligne pour prolonger le chemin de fer jusqu'au saut de Tequendama, ce qui augmentera beaucoup les bénéfices de l'entreprise, avec les mêmes éléments qu'elle possède aujourd'hui. Cette branche du réseau desservira en effet, les mines de charbon les plus riches et de la meilleure qualité qui soient exploitées sur le territoire de Cundinamarca et transportera de nombreux touristes à la fameuse cataracte du rio Funza, une des merveilles de l'Amérique du Sud. Ensuite on prolongera la ligne jusqu'à Fusagasuga, station charmante où villégiature la société de

1. Jalhay, *op. cit.*

2. Décret n° 346 du 8 avril 1913.

Bogota, et jusqu'à Pandi. De là, on ira peut-être jusqu'à Girardot.

Le trafic en 1911 a été de 82.180 voyageurs et de 31.996 tonnes de marchandises ayant produit \$ 64.441 y compris différents revenus. Cette ligne donne annuellement environ \$ 40.000 net. Pendant l'année 1912, il y a eu 97.022 voyageurs et 36.947 tonnes de marchandises. Le produit brut, y compris divers revenus, a été de 74.899 et le produit net de \$ 35.245.

Le chemin de fer du Tolima, qui unit Girardot et El Espinal (25 kilomètres). La loi 48 de 1911 a décidé qu'il serait construit un chemin de fer qui mettrait en communication le port de Girardot avec la ville d'Ibagué, et les habitants d'Espinal avec ceux de Neiva¹.

En vertu de la loi 71 de 1912 le gouvernement a pu acheter toute la partie déjà construite du chemin de fer de Tolima, et va maintenant exploiter lui-même ce réseau, qui présentera un grand intérêt au point de vue du développement industriel du département de Tolima.

Le chemin de fer du Nariño. La loi 65 du 6 novembre 1912² a décidé ce qui suit : « Est reconnu

1. Nous avons raison de dire plus haut, à propos de la prolongation de la ligne Buenaventura-Cali, qu'après Palmira et Cartago, elle irait sur Girardot par Ibagué. Elle doit forcément aller à Ibagué puisqu'elle peut trouver, quand les travaux arriveront à ce point, la ligne Ibagué-Girardot terminée, et par conséquent se raccorder avec elle.

2. *Diario oficial* du 20 novembre 1912.

ouvrage d'utilité publique l'établissement d'un chemin de fer allant de l'Océan Pacifique au point que le gouvernement choisira sur le fleuve Putumayo. Le chemin de fer passera par Pasto, et s'il y a une difficulté à cela, de toutes façons il sera fait un embranchement pour cette ville. Pour la construction de ce chemin de fer, on affectera : 25 pour 100 du produit brut des douanes du Pacifique, depuis la ville de Guapi jusqu'au Nord ; 30 pour 100 du produit brut des douanes du Pacifique qui existent au Sud de Guapi et dans le reste du Sud de la République. Ce 30 pour 100 précédemment destiné à améliorer le port de Tumaco et à ouvrir la route du Sud, ne sera appliqué au chemin de fer qu'après l'achèvement des dits travaux. Le chemin de fer sera construit pour le compte de la nation et du département de Nariño dans la proportion que chacun y mettra. »

Comme le fait remarquer avec raison le ministre des Finances M. Restrepo Plata¹, l'Équateur s'occupe de prolonger jusqu'à la frontière son grand chemin de fer, ce qui rendrait le département de Nariño tributaire de Guayaquil. Cet état de choses pourrait entraîner pour la Colombie de graves périls que son devoir est de conjurer en dotant cette région d'une ligne ferrée allant à la mer et lui permettant de développer ses précieuses industries et d'exploiter ses richesses natu-

¹ *Informe del ministro de Hacienda*, 1912, LXXI.

relles, tout en resserrant les liens de l'unité nationale.

Tels sont les chemins de fer construits, en construction ou en simple projet de la République de Colombie.

Il faudra évidemment, pour arriver jusqu'au bout du plan tracé, beaucoup de temps, de peine et de capitaux. Mais le jour où le grand réseau de chemin de fer existera dans son ensemble, la Colombie n'aura plus qu'à recueillir le fruit de ses efforts et deviendra un des plus riches pays du monde.

Nous pensons qu'il peut être intéressant pour terminer cette partie de notre chapitre, de dire deux mots du chemin de fer Panaméricain.

Nous empruntons les détails qui suivent à l'ouvrage de M. Loraine Petre sur la Colombie¹, paru en 1906.

Le général Reyes, depuis président de la République de Colombie², dans le rapport qu'il lut lors du second Congrès panaméricain, en 1901-1902, à Mexico, a donné quelques détails au sujet du chemin de fer Panaméricain. Voici un tableau des nations par lesquelles il doit passer, des sections et des distances en milles :

1. F. Loraine Petre, *The Republic of Colombia*. London 1906.

2. Il ne l'est plus maintenant. Ses pouvoirs, exceptionnellement portés à sept ans, ont duré de 1904 à 1911. C'est maintenant M. Carlos E Restrepo le premier magistrat de la République.

Pays.	Sections.	Milles.
États-Unis	New-York à Laredo	2.094
Mexique	Laredo à Ajutilla	1.644
Guatemala	Ajutilla à Hachadura	170
Salvador	Hachadura à Rio Guscoran	230
Honduras	Rio Guscoran à Rio Negro	71
Nicaragua	Rio Negro à Peña Blanca	209
Costa-Rica	Peña Blanca à Rio Golfito	360
Panama et Colombie	Rio Golfito à Rio Carchi	1.354
Équateur	Rio Carchi à Rio Canchus	658
Pérou	Rio Canchus à Desaguadero	1.785
Bolivie	Desaguadero à Guiaca	577
Argentine	Guiaca à Buenos-Aires	1.061

soit au total 10.213 milles de voie ferrée.

Sur ce trajet, il y avait, lorsque le général Reyes lut ce document, 4.772 milles en exploitation, depuis New-York jusqu'à la frontière du Costa-Rica et de Panama.

Sur la ligne principale, il y aura un embranchement reliant Cartagena à la voie ferrée dans la vallée du Cauca, et un autre de Guiaca (Bolivie) à Lima (Pérou) et Valparaiso (Chili).

Un autre embranchement en projet est celui de la vallée Nord-Est du Cauca par Medellin, traversant le Magdalena, et allant jusqu'à Merida et Caracas (Vénézuéla).

Un article récent du journal *Le Matin*¹ a démontré

1. *Le Matin*, numéro du 30 novembre 1911.

le danger que couraient les Républiques du Mexique, du Centre-Amérique et de l'Amérique du Sud au point



de vue national, et l'Europe au point de vue commercial par la construction du Panaméricain. Les chemins de fer purement nationaux sont toujours une source de richesses, sinon pour ceux qui les exploitent, tout au moins pour ceux qui en usent; les chemins de

fer internationaux sont souvent d'une grande utilité économique pour les nations qu'ils traversent, et ne présentent pas de dangers au point de vue national, quand ces différents États sont également forts; mais il en est tout autrement quand une des extrémités de la ligne est tenue par une Nation forte, riche, entreprenante et conquérante, et qu'au contraire les autres pays du parcours ne sont à aucun point de vue, même réunis, capables de lutter contre le dominateur. C'est pour eux le commencement d'une mainmise qui doit aboutir fatalement sinon à l'annexion, tout au moins à la servitude commerciale.

Il est inutile de reproduire in-extenso l'article auquel nous faisons allusion ci-dessus; nous nous contenterons d'en extraire ce qui suit, faisant remarquer au préalable que le chiffre indiqué pour le nombre de milles achevés n'est pas en parfaite concordance avec celui de M. Lorraine Petre :

« L'une des raisons, et non la moindre, qui ont poussé les États-Unis à intervenir dans la politique intérieure du Mexique est celle des chemins de fer... Le gouvernement de Washington, habitué aux vastes programmes, ne perd pas de vue, en effet, l'engin de domination que, depuis longtemps, il médite, afin de s'annexer commercialement, et par suite politiquement, l'Amérique du Centre et du Sud. Il s'agit du *chemin de fer Panaméricain*, qui constituera la ligature d'acier entre le Nord et le Midi, comme le « détroit de Pa-

nama » (le canal à écluses n'aura qu'un temps) formera le lien maritime entre l'Est et l'Ouest.

« Le Panaméricain — qui de New-York à Buenos-Aires couvrirait une longueur de 9.158 milles anglais ou 14.739 kilomètres, soit à peu près la distance de Paris-Pékin par le Transsibérien, et une longueur de 10.858 milles ou 17.475 kilomètres s'il était poussé jusqu'à Punta-Arenas (détroit de Magellan) — passerait, si l'on en croit les très intéressants travaux de M. Désiré Pector, membre de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye, par les États suivants :

« 1^o *Amérique Centrale*, — Mexique, Guatemala, San-Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica, Panama, soit les sept États de cette zone, sans exception.

« 2^o *Amérique du Sud*. — Colombie, Équateur, Pérou, Bolivie, Argentine, soit cinq États sur dix (sans compter les trois Guyanes), le Vénézuéla, le Brésil et le Chili demeurant en dehors de la ligne directe.

« ... Que le lecteur ne s'imagine pas d'ailleurs qu'il se trouve en présence d'un programme idéaliste, tel que notre Transsaharien, de célèbre mémoire. Près de la moitié du Nord-Sud américain est dès maintenant construite et il ne s'agit plus que de raccorder des tronçons exploités. En effet, même si l'on envisage la distance la plus longue entre New-York et le détroit de Magellan, 4.629 milles sont achevés, contre 6.229 en projet... Sur le territoire de la Colombie — rives du Pacifique et de l'Équateur, intérieur des terres — tout

est à construire. Au Pérou la petite ligne de Puño est le seul anneau que l'on puisse relier à la chaîne, et, en Bolivie, il faut aller jusqu'à la voie ferrée de Titicaca pour en rencontrer un autre... A partir de Quiaca, c'est le raccordement avec le réseau argentin.

« Par le Panaméricain — indispensable instrument de la doctrine de Monroë — le commerce du nord vers le sud et du sud vers le nord, échangeant les produits manufacturés contre les productions alimentaires, achèvera d'éliminer l'importation européenne, qui, actuellement, rapporte à l'Angleterre, à l'Allemagne, à la France elle-même, de si formidables profits... »

Nous avons dans un chapitre précédent indiqué quels étaient les principaux fleuves de Colombie ; notre intention n'est donc pas ici, à propos des moyens de communication, d'en recommencer l'énumération. Nous nous contenterons de parler des principales rivières qui, sont, en totalité ou en partie, navigables d'une façon constante et par suite prêtent au pays un concours précieux pour la circulation de ses produits. Avec les voies ferrées, les fleuves navigables sont les auxiliaires indispensables de la production, en facilitant et canalisant la répartition.

Le plus grand fleuve de Colombie et le plus important de tous au point de vue économique est le *Rio Magdalena*. Traversant le pays de part en part, du Nord au Sud, soit directement, soit par son affluent

le Rio Cauca, il dessert presque toutes les régions de la République. C'est lui qui, au moyen du chemin de fer de Girardot, met la capitale en communication avec le monde entier. Son parcours total est de 1.700 kilomètres ; évidemment tous ne sont pas navigables, mais la plupart le sont et si, par hypothèse, la navigation devenait impossible sur ce fleuve, quel formidable chemin de fer la Colombie devrait construire pour ne pas rester séparée du monde civilisé ! Le nettoyage et la canalisation de cette rivière doivent donc être l'objet des soucis constants du gouvernement.

La loi 18 de 1907 a très sagement décidé que le produit des impôts de navigation serait appliqué, déduction faite des frais d'inspection, à l'entretien de la voie fluviale qui les alimente. Mais l'impôt de tonnage, établi par décret 899 de 1907, en exécution de cette loi, a été, pour ainsi dire depuis sa fondation, perçu au moyen de timbres, ce qui a empêché d'en appliquer le produit, comme le voulait la loi, à l'entretien de la rivière. De nombreuses plaintes se sont élevées dans la République au sujet de l'état dans lequel se trouvait le lit du fleuve. Le gouvernement, comprenant qu'il était de toute nécessité d'y faire droit, a nommé par décret n° 35 de 1912, une direction technique des travaux du Magdalena, afin qu'il y soit procédé dans l'avenir d'une façon sérieuse, méthodique et scientifique. Deux hypothèses se présentent au sujet de ce fleuve : ou faire de grands travaux pour arriver au nettoyage complet et à

la canalisation parfaite, ou se borner à la conservation et à l'amélioration de la voie avec les éléments et ressources dont dispose le gouvernement sans engager l'avenir. A notre avis, dans l'intérêt économique du pays, c'est la première hypothèse qu'il faudrait envisager. Il en résulterait une plus grande rapidité et sécurité dans les transports, et, par suite, un trafic beaucoup plus important. Mais ce serait une grosse dépense, à laquelle l'État ne pourrait faire face qu'en recourant à un emprunt à l'étranger et en donnant comme garantie tout ou partie des produits des impôts de navigation.

La navigation sur le Rio Magdalena et plusieurs de ses affluents est assurée par la *Alianza de Transportes Fluviales*¹. Ces Compagnies possèdent une flotte collective de 32 vapeurs, pouvant transporter environ 6.500 tonnes, et 45 pirogues et radeaux qui ont une capacité de plus de 2.000 tonneaux; au total, cela représente un tonnage de 8.500 tonneaux.

Les Compagnies réunies font le service du Bas-Magdalena tous les trois jours, de chacun des points terminus, avec haltes, pour marchandises, courriers et passagers; elles sont en mesure de faire autant d'arrêts que l'exigent les nécessités du trafic; ces arrêts,

1. Cette Union comprend trois compagnies, dont deux anglaises et une colombienne. Ce sont : The Colombia Navigation Company Ltd, The Magdalena River Steamboat Company Ltd, et la Empresa Colombiana de navegacion fluvial; — elle a un capital de £ 450.000.

aussi bien les fixes que les supplémentaires, représentent un grand avantage pour le public en général et le commerce en particulier. En raison des facilités que présentent ces compagnies de navigation, de l'activité de leurs bureaux et de leur bon service, aussi bien sur le Bas que sur le Haut-Magdalena, joint au concours efficace que leur apportent les chemins de fer de Cartagena et Barranquilla, les marchandises d'exportation et d'importation se mobilisent rapidement des points les plus reculés de la République et y pénètrent de même.

Les Compagnies réunies emploient environ 1.250 Colombiens sur leurs navires et dans leurs bureaux, ateliers, etc.

L'*Alianza de transportes fluviales* possède et exploite les vapeurs qui parcourent le Haut-Magdalena, entre les ports de Beltran et Girardot, mettant ainsi, avec le concours des chemins de fer de La Dorada et Girardot, l'intérieur de la République en communication avec la mer. Depuis quelque temps elle assure le transport de l'intérieur du pays aux ports maritimes avec connaissance direct et vice versa¹. Ces mêmes compagnies ont établi récemment² la navigation à vapeur entre les ports de Girardot, Neiva³ et Purifica-

1. *Boletín del Ministerio de Relaciones exteriores*. Sección del Informacion nacional. Abril a Junio de 1912. T. IV n^{os} 3 et 4.

2. Le premier voyage (voyage d'exploration) a été accompli par le vapeur *Neiva* le 22 mai 1912 et le second voyage le 13 juin 1912. (*Informe del ministro de obras publicas*, 1912).

3. Le contrat entre les entrepreneurs et le gouvernement est du 2 février 1912. *Diario oficial*, 7 février 1912, 14513.

ción, dans la partie la plus haute du Magdalena, où jusqu'à présent la navigation avait été très primitive. Les tarifs d'exportation sont basés sur un prix de soixante-quinze centimes de centavo ¹ par tonne et kilomètre, prix qu'aucun autre système de transport ne pourrait appliquer. L'Alliance des Compagnies annonce même dans son rapport au ministre que si la canalisation parfaite du Magdalena était réalisée, il y aurait une diminution de 25 pour 100 des tarifs actuels. Elle estime qu'on pourrait mener à bien cette œuvre en ne dépassant pas \$ 4.000.000 or. Ainsi serait conservée la valeur matérielle que représente pour la Colombie le rio Magdalena et que certaines publications faites à Bogota ont évaluée à 378 millions de dollars.

Nous avons vu qu'il y avait un service de vapeurs entre les ports de Girardot, Neiva et Purificacion; il y en a un également de Purificacion à Beltran, et de Beltran à Girardot.

Les vapeurs qui font le service du fleuve sont à roue à l'arrière, de quille plate, avec deux ponts pour les passagers. Ils jaugent de 80 à 100 tonneaux et généralement transportent de 60 à 70 tonnes. Ils se servent comme combustible du bois qui se trouve sur les rives, mais qui devient plus rare de jour en jour, les forêts cédant la place à l'agriculture, ce qui oblige à l'aller

1. Le centavo est la centième partie du *peso fuerte de oro*, lequel vaut le cinquième d'une livre sterling anglaise. La £ étant environ de 25,20, cela met le centavo à environ cinq centimes de notre monnaie.

chercher de plus en plus loin des bords de la rivière. Le manque de wagons du chemin de fer de Girardot a empêché jusqu'à présent le transport du charbon qui abonde dans la région qu'il traverse.

La navigation du Haut-Magdalena dessert une partie très importante de la République par les ports suivants :

Neiva, dont les environs renferment de nombreuses plantations florissantes de cacao, qui approvisionnent les fabriques de chocolat de Bogata, et de grandes plaines où le bétail des plateaux s'engraisse en attendant d'être envoyé plus tard dans différents centres. Par Neiva passe le chemin qui conduit à Popayán, au département de Nariño et à l'Équateur. En ce moment, on construit rapidement un chemin de Neiva à l'Ortiguasa, tributaire du Caquetá, ce qui permettra à la riche région amazonique de Colombie d'avoir un débouché. Neiva compte 18.000 habitants et est distante de la capitale de 300 kilomètres.

Natagaima est le centre d'une autre région importante où abondent des dépôts d'asphalte et de pétrole. Il est très probable que si cette partie du fleuve progressait, on installerait une machine pour extraire le pétrole. Étant donné le besoin toujours plus grand de pétrole dans l'industrie et même dans la vie domestique, Natagaima ne tarderait pas à être un centre industriel de grande importance.

Purificación, centre d'agriculture à travers lequel passent les cafés de la région du Chaparral et le caout-

chouc du district d'Uribe, aux environs des sources du Guayabero qui se jette dans l'Orinoco. Dans cette région l'élevage du bétail est très important, et sur les bords du fleuve, entre Purificación et Girardot, il y a des mines de pétrole d'une importance considérable.

Girardot, le port le plus important du Haut-Magdalena. C'est de là que vient l'excellent café récolté dans ses environs et c'est par lui que passent les marchandises des autres pays destinées au haut-plateau de Bogota. — Le chemin qui conduit à Ibagué, la vallée du Cauca (Cali, Cartago et Buga) commencent à Girardot. Si le chemin de fer du Tolima est raccordé avec la ligne du Cauca¹, l'importance de Girardot sera considérable, parce que cette ville se trouvera située dans la courbe formée par le Magdalena et les chemins de fer de Bogota au Pacifique.

Ambalema, station terminus au sud du chemin de fer de la Dorada. Aux alentours de ce port, on cultive un tabac très fin, dont une partie se fabrique sur place et le reste est exporté, principalement sur les marchés allemands.

Beltrán, port de transit où la marchandise passe des vapeurs au chemin de fer et vice versa.

Il est certain que par rapport aux distances qu'ils parcourent, malgré le bon marché du frêt, les vapeurs sont d'un prix élevé, mais il faut considérer qu'il y a

1. Voir *supra*.

peu de temps encore, les assurances n'étaient pas inférieures à 12 schellings pour 100, que le bois à brûler coûte environ 8 schellings le mètre cube et que la montée des rapides occasionne beaucoup de frais et cause des dommages dans les chaudières et la machinerie. Avec l'amélioration du fleuve entre Neiva et Arrancaplumas, le trafic augmentera considérablement, et les tarifs pourront être baissés. A l'heure actuelle il atteint 25.000 tonnes, y compris café, cuirs, caoutchouc et sel et les marchandises d'importation pour Bogota et les ports du Haut-Magdalena¹.

Toutes les marchandises d'importation à destination de Bogotá ne passent pas encore par le Haut-Magdalena; environ 60 pour 100 débarquent à Honda et prennent le vieux chemin muletier jusqu'à Pacatativa; mais quand le chemin de fer de Girardot sera bon marché, tout ira par le Haut-Magdalena.

Le déblayage du lit du Rio Magdalena, est de la plus grande importance, car les rapides sont si violents en certains endroits qu'ils détachent tout ce qu'ils trouvent sur les rives, parfois jusqu'à des arbres. Si on laissait le fond de la rivière s'encombrer, la navigation arriverait peu à peu à être interrompue et la République perdrait non seulement une de ses principales voies de communication, mais la plus indispensable, la plus vitale. Ce serait la ruine du pays. Pour donner une

1. *Boletín del Ministerio de Relaciones exteriores*, t. IV, avril à juin 1912, n° 3 et 4.

idée de ce que représente l'encombrement du lit de ce fleuve, nous ne pouvons mieux faire que de citer le compte rendu de la session ordinaire du 15 février 1912 du *Comité directeur de nettoyage et canalisation du Rio Magdalena*. Il y est rapporté qu'un télégramme a été reçu du capitaine de la drague *Magdalena*, de Puerto Berrio, où celui-ci dit avoir retiré de la rivière, du 10 janvier au 8 février, 149 troncs des plus volumineux, dans les endroits les plus difficiles pour la navigation¹.

Le gouvernement colombien s'est ému à juste titre des dangers qui menaceraient le pays si la navigation sur ses grandes artères fluviales venait à être suspendue. L'article 2 du décret n° 167 de 1912 en date du 3 février, a décidé que le directeur technique des travaux de nettoyage et canalisation, nommé par décret n° 35 de 1912 (5 janvier) serait chargé de présenter au ministre des Travaux publics un projet de travaux, d'abord relatif au Rio Magdalena, ensuite aux autres voies, composé de deux parties, savoir :

a) Une comprenant les travaux qu'il jugera urgents et nécessaires à la navigation immédiate.

b) Une autre comprenant tous les travaux sérieux, permanents et scientifiques qui devront avoir pour résultat l'amélioration continue et progressive de la

1. *Diario oficial*, 1^{er} mars 1912, n° 14533. Deux autres dragues, *Concordia* et *Bolívar* et un remorqueur *Canalización* travaillent également au déblaiement de la rivière.

voie fluviale. L'article 3 ajoute que le directeur technique sera également chargé de la préparation et de la présentation au même ministère des budgets contenant les éléments et ressources nécessaires pour l'exécution des travaux, en tenant compte du montant des revenus dont le gouvernement peut disposer pour ces grands ouvrages¹.

Le Rio Cauca est après le Magdalena, la principale artère fluviale de la Colombie. Ses sources sont voisines de celles du Magdalena et son cours est presque parallèle à celui de ce fleuve. Sur 1.350 kilomètres qu'il parcourt, 500 sont navigables. Le Haut-Cauca est navigable depuis le point appelé *Paso de la Balsa* au Sud de Cali, à la limite des départements de Cauca et Valle, jusqu'au port de *La Virginia*, situé au delà de Cartago, dans le département de Caldas. La navigation interrompue à ce point reprend au port de Valdivia et se continue sans interruption jusqu'à Barranquilla, mettant ainsi toute la région de l'Antioquia en communication avec le chemin de fer de Barranquilla à Puerto Colombia, et par conséquent avec l'Atlantique. De même le département de Valle, grâce au rio Cauca, sera mis en communication avec le Pacifique par le chemin de fer de Buenaventura à Cali. Toute la vallée du Cauca est des plus riches et des plus fertiles; les gommiers, bananiers et arbres précieux abondent sur

1. *Diario oficial*, 8 février 1912, n° 14514.

ses rives. On comprendra donc quelle importance le gouvernement colombien doit attacher à la conservation et à l'amélioration de la navigabilité de ses fleuves.

La loi 18 de 1912 (21 septembre)¹ a attribué \$ 60.000 or à l'achat de dragues et autres machines nécessaires au nettoyage et à la canalisation du Rio Cauca, depuis le point appelé *Paso de la Balsa* jusqu'au port de La Virginia, et depuis les bouches de El Guamal, confluent du Cauca avec le Magdalena, dans le département de Bolivar, jusqu'au port de Valdivia, dans le département d'Antioquia. Avec l'excédent de la somme votée on devra commencer les divers travaux projetés. La somme indiquée ci-dessus devra être répartie par parts égales entre les deux entreprises.

Les travaux devront consister principalement dans la destruction des troncs, palissades et bancs de sable qui obstruent le lit du fleuve et peuvent empêcher la navigation l'été pour des vapeurs calant six pieds ; dans la suppression des boucles de la rivière qui allongent inutilement son trajet en rendant difficile la navigation, et dans la construction de digues ou murs pour empêcher dans certains endroits l'épandage des eaux. Enfin les impôts de tonnage présents ou futurs devront être exclusivement affectés à la canalisation du fleuve et à la conservation des travaux effectués.

D'après une étude très approfondie du directeur

1. *Diario oficial*, 2 octobre 1912, n° 14708.

technique du nettoyage et de la canalisation des voies fluviales¹, les difficultés que présente le Haut-Cauca pour sa navigation en certains endroits, sont de deux sortes :

1° Celles qui proviennent des bas-fonds formés par des bancs de sable ou par du gravier, dont la persistance est due au peu de pente que présente le lit de la rivière. Ces formations se présentent sous la forme de barres qui traversent la rivière ou sous forme d'îles ou encore sont accotées à l'une ou l'autre rive, restreignant ainsi le chemin des bateaux. Elles proviennent surtout de matériaux arrachés par les affluents qui, ayant une pente plus forte que le Cauca, viennent les y apporter.

2° Les autres difficultés sont motivées par les troncs qui, séjournant dans le lit de la rivière, sont la cause de la rupture des bateaux et de la formation de plages inutiles. Comme la vallée du Cauca est déboisée et cultivée, et contient de nombreux pâturages, les troncs sont beaucoup moins abondants que dans le Magdalena, où, spécialement dans la partie basse, les rives sont couvertes de forêts. Pour le Cauca, les troncs ne peuvent provenir que des quelques parties de ses rives où existent encore des forêts, ou de ses affluents.

Une autre difficulté, mais que l'ingénieur ne considère pas comme sérieuse, réside dans les fortes boucles

1. *Diario oficial*, 2 décembre 1912, n° 14758.

de la rivière et dans les virages. Ces boucles de la rivière ne présentent pas en elles-mêmes de difficultés, mais comme il y a de brusques changements de direction, il se forme des barres d'eau qui obligent les vapeurs à décrire des courbes et les exposent à rencontrer des troncs arrachés des rives par le courant. Mais, malgré tout, il ne faut pas songer à supprimer les boucles du fleuve, ainsi qu'il en est question dans la loi 48 de 1912, en raison des différences de niveau qui amèneraient des rapides et rendraient la navigation plus difficile.

Ce qu'il faudrait, ce serait corriger les virages difficiles pour que les navires puissent suivre les sinuosités de la rivière, sans courir le risque de heurter contre les rives. De cette façon, on pourrait se servir de bateaux plus grands que ceux actuellement employés et augmenter le trafic de cette riche région.

Des nombreux affluents du Cauca, un seul est intéressant au point de vue qui nous occupe, c'est le *Nechi*, qui est navigable sur une longueur de 130 kilomètres et arrose le département d'Antioquia. Les vapeurs venant de Barranquilla peuvent le remonter jusqu'à Zaragoza, et la riche région minière de l'Antioquia est ainsi mise en communication avec le monde entier.

Comme fleuves navigables, présentant de l'intérêt au point de vue économique, nous devons encore citer : le *Sinú*, qui se jette dans la mer des Antilles, entre l'embouchure du Magdalena et le golfe d'Urabá.

« Comparé aux deux cours d'eau qui limitent son bassin, le Magdalena et l'Atrato, dit Reclus¹, il n'a qu'une faible longueur et qu'une étroite zone d'écoulement, mais le massif de montagne dont il reçoit les eaux est fort important par sa position centrale entre la partie navigable du Cauca et les deux versants de l'Atlantique et du Pacifique ; en outre, nulle région de la Colombie ne dépasse ses vallées en fécondité... Le débit du Sinú est évalué, par Vergara y Velasco, à 320 mètres cubes par seconde, soit à peu près autant que le Tibre. Les bateaux à vapeur peuvent remonter le Sinú, pendant la plus grande partie de l'année, jusqu'à 180 kilomètres de l'embouchure, et des barques pénètrent plus avant, à une soixantaine de kilomètres ; cependant, les dangers que présentent certains passages et ceux de la barre maritime, précédés par les bas-fonds du golfe, rendent la navigation très incertaine. Le fleuve est surtout utilisé pour le flottage des bois, et la prospérité même de cette industrie, coïncidant avec la destruction des forêts, correspond à une détérioration graduelle du régime fluvial, plus brusque dans ses crues, plus appauvri et pour une durée plus longue pendant les sécheresses. » Le danger que signalait Reclus, il y a déjà vingt ans, ne doit pas laisser indifférent le gouvernement colombien, car, dans toute la région qu'arrose le Sinú, il n'y a pas de chemins de fer ; laisser compro-

1. Reclus, *Géographie Universelle*, tome XVIII. Paris 1893.

mettre la navigabilité de ce fleuve, serait donc exposer tout le bassin du Sinú à manquer de moyens de communication avec l'extérieur.

L'*Atrato*, qui prend sa source dans la Cordillère occidentale et se jette dans le golfe d'Urabá, dans la mer des Antilles. Il dessert plusieurs villes d'une certaine importance, telles que Lloro, Quibdó, Bete, Tebada, Curbarado, Sucio, et est navigable sur presque tout son cours qui mesure environ 665 kilomètres. En raison des pluies très abondantes de la région qu'il traverse, son volume d'eau est toujours considérable. La région de l'*Atrato*, dit avec raison M. Jalhay¹, encore peu connue, est, toutes proportions gardées, la terre la plus riche en mines d'or, d'argent et de houille, mais aussi l'une des plus insalubres pour le blanc. Les immenses richesses de ses forêts restent inexploitées.

La partie haute du rio *Atrato* est très rapprochée du rio *San Juan*, également navigable, qui se jette dans le Pacifique, de sorte qu'en mettant en communication par un canal ces deux fleuves, on pourrait relier l'Atlantique au Pacifique. Bien avant qu'on se soit arrêté au tracé du canal de Panama, cette idée avait hanté les cerveaux. « L'*Atrato*, dit Reclus², a été souvent mentionné comme une des voies futures de navigation entre l'Atlantique et le Pacifique. » En 1793,

1. Jalhay, *op. cit.*

2. Reclus, *op. cit.*

Fidalgo¹ mentionnait déjà l'*arrastradero*, le « portage » de San Pablo, où la coupure du terrain sur l'espace d'un « peu plus d'un mille » aurait suffi pour faire communiquer les deux cours d'eau navigables, Atrato et San Juan. Plus tard, Humboldt insista sur la facilité que présenterait en cet endroit la tranchée du seuil bas, au ravin de la Raspadura, et vers le milieu du siècle, nombreux furent les explorateurs de l'Atrato, Trantwine, Porter, Michler, Selfridge, Lull, Collins, qui proposèrent le creusement de tunnels et de fossés à travers la chaîne côtière, entre le Pacifique et des affluents de l'Atrato, le Truando ou le Napipi. Tous ces projets furent abandonnés après que le percement de l'isthme de Panama eût été décidé, et l'insuccès de cette grande œuvre ne les a pas fait revivre². Le fleuve Atrato, *qui pourrait avoir si grande importance comme route de commerce, est à peine utilisé...* »

Le *San Juan*, et ses affluents présentent une navigabilité d'environ 500 kilomètres. Ses sables sont riches en or ; une très forte partie du platine employé dans le monde entier vient de la haute vallée du San Juan³.

Le *Dagua*, qui se jette dans le Pacifique au sud du San Juan, et dont la navigation est difficile, ne présente plus le même intérêt depuis que le chemin de fer

1. Voir *Coleccion de Documentos ineditos sobre la Geografia y la Historia de Colombia*, par Cuervo y Vergara.

2. Il faut se rappeler que Reclus écrivait, en 1892, au moment où l'entreprise du canal semblait abandonnée.

3. Reclus, *op. cit.*

de Buenaventura à Cali peut être considéré comme terminé. Le *Micay*, le *Patía* et le *Telembí*, qui vient des frontières de l'Équateur et se jette dans le *Patía*, sont des fleuves dont la navigation peut être perfectionnée. Les assemblées et les gouverneurs des départements du Cauca et de Nariño ont demandé au gouvernement national de vouloir bien veiller à la navigation et au nettoyage des fleuves *Micay*, *Pitía* et *Telembí*. Le ministère des Travaux publics a mis à l'étude de cette demande tout l'intérêt possible, et pour mieux y réussir, a demandé aux autorités supérieures des départements ci-dessus indiqués, un rapport, le plus détaillé possible, sur l'état de ces fleuves et l'importance que pourrait avoir le trafic. Quand le ministre possédera ces renseignements, il verra ce qu'exigent scientifiquement ces voies fluviales, et s'empressera de rendre effectives les prescriptions législatives du Congrès à leur sujet¹.

Nous venons de voir rapidement quels étaient les fleuves navigables sur le versant occidental du *Magdalena*. Nous allons voir maintenant quelles sont les voies fluviales navigables sur son versant oriental. Nous nous contenterons de citer, en remontant du Sud au Nord :

Le *Putumayo*, dont la navigation ne présente pas de difficultés, et qui constituerait, d'après le Pérou, sa limite avec la Colombie ; c'est la grande voie

1. Memoria al Congreso de 1912 del Ministerio de Obras publicas.

commerciale du Sud de la République ; sur les 2.230 kilomètres qu'il mesure, les vapeurs peuvent en parcourir 2.000. Il dessert une région riche en caoutchouc, cacao, quinquina, salsepareille, bois de toutes sortes et en minéraux. Les explorations entreprises par les frères Reyes¹ dans la région du Putumayo ont été très importantes, parce qu'ils ont mis la Colombie en communication avec l'Amazone, et fait connaître la navigabilité du fleuve Putumayo pour les bâtiments à vapeur.

Le Caqueta, qui compte sur le territoire colombien 1.960 kilomètres navigables (sur 2.200) ; de Colombie il passe au Brésil.

Le Rionegro, qui parcourt la République sur 720 kilomètres, et peut être navigué sur la plus grande partie de son cours.

L'Orinoco, un des plus grands fleuves de l'Amérique du Sud. Venant du Vénézuéla, il marque partiellement la limite de cette République avec la Colombie, depuis l'embouchure du Guaviare jusqu'à sa réunion avec le Meta. Sur tout ce trajet, il est navigable. Il reçoit de nombreux affluents, parmi lesquels le *Guaviare*, navigable sur près de 700 kilomètres ; l'*Arauca*, navigable sur 280 kilomètres en Colombie, et le *Meta*, dont la longueur atteint 1.100 kilomètres, navigables en grande partie. Les rives de ce fleuve sont d'une grande ferti-

1. Jalhay, *op. cit.*

lité ; on y récolte du café, du coton, du tabac, du cacao, de la canne à sucre.

Le Sogamoso qui traverse une contrée très industrielle et en même temps très peuplée. Malheureusement, sur les 125 kilomètres que mesure le fleuve au-dessous de la réunion de ses deux branches, 50 kilomètres seulement sont d'une navigation facile.

Le Zulia, dont nous avons déjà parlé à propos du projet de chemin de fer de Tamalameque à Villamizar. On peut le naviguer sur une longueur de 180 kilomètres dans le Vénézuéla et de 70 kilomètres en Colombie. C'est par la vallée du Zulia que s'établissent les relations d'affaires entre la région est de la Colombie et le Vénézuéla ; quand le chemin de fer sera achevé, toutes les régions que dessert le Magdalena pourront communiquer facilement avec Maracaïbo.

Le Lebrija, gros affluent du Magdalena. Dans la partie où son cours est parallèle au Magdalena, il peut servir à la navigation. — Au confluent, le grand fleuve emprunte sa vallée, et, comme dit Reclus, c'est le Magdalena qui se jette dans sa rivière affluente.

Il ne nous reste plus pour terminer cet exposé hydrographique, qu'à mentionner le grand fleuve *Amazonas*, si connu sous le nom de fleuve des Amazones. Il prend sa source au Pérou, où on le désigne sous le nom de *Marañon* et forme la frontière de la Colombie, au Sud-Est, avec l'Équateur, le Pérou et le Brésil, depuis son confluent avec le Napo jusqu'à l'embouchure de l'Ava-

tiparana. Sa longueur totale est de 666 myriamètres dont 500 sont navigables par des navires de haut bord. C'est le plus grand fleuve du monde et si on parvenait à le rendre navigable d'un bout à l'autre, il mettrait en communication directe le Pérou, l'Équateur et la Colombie avec l'Océan Atlantique !

.
Nous avons vu quels étaient les chemins de fer en exploitation, en construction ou à l'état de simple projet et quelles étaient les principales rivières navigables de Colombie. Il nous reste maintenant, pour terminer le chapitre des voies de communication, à parler *des routes*.

Dans un pays comme la France, sillonné de toutes parts de chemins carrossables et où souvent plusieurs voies parallèles réunissent deux grandes villes, il serait à la fois inutile et interminable de parler des routes. Il suffirait de dire que le réseau est complet et qu'il n'existe pas deux villages qui ne soient reliés à une grande artère. En Colombie, il en est tout autrement. La plupart des routes sont des chemins muletiers, mauvais pendant la saison hivernale et c'est là le grand écueil à la prospérité économique de la République. Des richesses sans nombre sont inexploitées ou périssent sur place faute de moyens de communication faciles et peu coûteux, et c'est chose navrante de voir le cercle vicieux où les Colombiens se débattent : le gouvernement manque d'argent pour cons-

truire des routes parce que son budget est trop restreint ; le budget est restreint parce que les impôts rendent peu ; et les impôts rendent peu parce que le développement économique du pays ne peut avoir lieu faute de routes. Il faudrait que les capitalistes européens fissent confiance à la Colombie et acceptassent de souscrire un gros emprunt, dont l'intérêt très modique au début pour ne pas surcharger le budget, croîtrait de période en période, au fur et à mesure que, les travaux achevés, la richesse commencerait à circuler et les revenus de l'État à croître. Ce seraient à notre avis, des capitaux moins aventureux que beaucoup de placements orientaux, et susceptibles peut-être, dans l'avenir, d'un accroissement sérieux.

Les transports sur routes, qui ont précédé les chemins de fer, peuvent encore les suppléer et même les concurrencer. En Italie notamment, malgré un réseau assez développé de voies ferrées, le charroi est considérable. Il est évident que la lenteur du transport par routes est en partie compensée par les délais de livraison qu'exigent les chemins de fer pour la petite vitesse ; si avec cela les entrepreneurs de camionnage peuvent arriver à demander un fret moins élevé que par voie ferrée, ils sont bien placés pour concurrencer les grandes Compagnies. A défaut de chemins de fer¹, ou

1. D'ailleurs les frais d'établissement des chemins de fer en Colombie ne sont pas aussi élevés qu'on pourrait le croire ; d'après M. Jalhay, ils le seraient moins que dans beaucoup de parties des États-Unis.

en attendant que toutes les lignes projetées ou utiles soient construites, la Colombie pourrait donc, avec un bon réseau de routes, mettre en valeur ses richesses, exception faite de celles qui sont vite périssables. En les établissant suffisamment larges, en évitant les pentes trop rapides et les virages trop brusques, grâce aux fourgons automobiles et aux trains Renard, elle pourrait très bien attendre une ère plus prospère pour compléter ses voies ferrées ; et, en vertu du raisonnement que nous exposons tout à l'heure, cette prospérité ne se ferait pas attendre.

Le gouvernement colombien l'a d'ailleurs fort bien compris. De 1905 à 1908, 1.220.000 piastres or ont été consacrées tant à la construction qu'à la remise en état des grandes routes destinées à unir entre eux les départements ou à les faire communiquer avec les rivières navigables. Jusqu'en 1910, 1.380.000 piastres étaient inscrites au budget pour mener à bonne fin ces travaux, soit en tout, pour cette période de 1905 à 1910, 2.600.000 piastres or ¹.

Dans le devis établi par les ingénieurs américains pour l'établissement d'une ligne intercontinentale (voir *supra*), la Colombie figurait pour les chiffres suivants : de Quito (Équateur) à la Bolsa, 440 milles, \$ 32 000 le mille ; de la Bolsa à Cali, 47 milles, \$ 16.000 le mille ; de Cali à Cartago, 124 milles, \$ 13.000 le mille ; de Cartago à Poblano, 100 milles, \$ 32 000 le mille ; de Poblano à Antioquia, 70 milles, \$ 24 000 le mille ; d'Antioquia à Cartagena, sur la mer des Antilles, 375 milles, \$ 22.500 le mille.

1. En 1907, 135 kilomètres de routes carrossables et 310 kilomètres de routes muletières ont été construites ou refaites, pour un montant de \$ 531 206 (*Mensaje del Excmo Presidente de la Republica*, 1908).

Il y a déjà plusieurs routes de voitures construites dans la Savane de Bogota : la plus longue est celle qui relie Bogota à Santa Rosa de Viterbo, dans le département de Boyacá. Dans le département d'Antioquia, une route unit Caldas à Yarumito ; dans le Cauca, une autre relie Cali à Palmira. Dans le département de l'Atlantico, deux routes mettent en communication la capitale Barranquilla avec Usiacurí et Soledad. Dans le nouveau département de Valle, il y a une bonne route entre Cali et Palmira. Dans le Quesada, une route passant par Chocontá met en communication ce département avec celui de Boyacá, une autre unit Zocancipá et Zipaquirá. Enfin, dans l'ancien département de Tundama, une route venant du Boyacá va jusqu'à Duitama, et d'autres mettent cette ville en communication avec Santa Rosa et Belén de Cerinza au Nord, Tibasosa et Sosamoso au Sud.

De très nombreux chemins et routes sont en cours de construction ou de réfection. Ce sont :

La route de Pasto au fleuve Putumayo, qui doit mesurer 223 kilomètres et passer par les villages de Santiago, Sibundoy, San Francisco et Mocoa. — C'est un décret du 30 novembre 1905 qui a ordonné d'entreprendre l'exploration et le tracé de la route ; les travaux ont coûté \$ 12.472,81 pendant les années 1906 et 1908. La construction proprement dite du chemin a été ordonnée par le ministère des Travaux publics le 21 septembre 1909. On lui a affecté les crédits suivants :

en 1909, \$ 10.744 ; en 1910, \$ 8.850 ; en 1911, \$ 56.000. Pour 1912, on avait alloué aux travaux un crédit de \$ 56.000, qui, s'étant trouvé épuisé au mois de juin de la même année, a été complété par un autre crédit de \$ 56.000. En 1913, on a inscrit au budget \$ 53.795 pour la continuation des travaux. En 1912, la section de Pasto à Mocoa¹ (121 kilomètres) était déjà construite et livrée à la circulation ; celle de Mocoa à Puerto Asis (80 kilomètres) est en cours de construction, avec un personnel de mille travailleurs². Au cours de l'année passée, les 43 premiers kilomètres étaient déjà construits, de Mocoa jusqu'aux environs de Puerto Umbría. La section de Pasto à Mocoa a été construite avec une pente maxima de 12 pour 100 dans les trajets courts et de 8 à 10 pour 100 pour le reste, une largeur de 3 à 4 mètres et des déboisements de 10 mètres de chaque côté de la route ; les écoulements d'eau sont bien établis et le chemin est en général d'une solidité suffisante. On doit signaler un travail intéressant sur le parcours de cette route : c'est un trajet de 20 kilomètres, taillé dans le roc, entre Bijagual et Campucana, à 10.000 mètres de Mocoa.

Ce chemin présente un grand intérêt, car il y a déjà à Puerto Asis la base d'une colonie et beaucoup de richesses à exploiter. On y a semé 20.000 plants de platanes, 20 hectares de canne à sucre et une grande

1. Cette section a coûté \$ argent 1.000 le kilomètre.

2. On évalue les frais de cette dernière partie de la route à \$ 50.000 or.

quantité de maïs et de yucca¹. Quand le chemin de fer de Pasto à Tumaco sera construit², toute la région de Puerto Asis pourra facilement exporter ses produits par le port de Tumaco.

Le chemin du Caqueta, appelé chemin de Florencia, qui part de Guadalupe au Sud du département de Huila et doit aboutir au fleuve Ortegusa, affluent du Caqueta. Les travaux ont été repris en 1911 et ont absorbé \$ 102.000³. Dans le budget de 1912, on leur a affecté un crédit de \$ 125.000⁴ et dans celui de 1913, de \$ 42.000. — En 1913, la route, qui doit mesurer 105 kilomètres, arrivait déjà à Florencia, au kilomètre 94, et 5 kilomètres étaient terminés entre Florencia et La Muralla; on peut dès maintenant la considérer comme terminée, car la partie restant à faire jusqu'aux rives du fleuve est plate dans sa presque totalité. Ce qu'il est intéressant de signaler, c'est que dès le début du travail, des familles entières se sont groupées et ont été jusqu'à Florencia. On en rencontre tous les jours sur la route nouvelle et on peut estimer à plus de trois mille les colons établis aux alentours, avec un nombre égal de bêtes à cornes de gros bétail. C'est la première⁵ fois que

1. *Memoria del Ministro de obras publicas*, 1912.

2. Voir *supra*.

3. Voir la décision officielle dans le *Diario oficial* n° 14247 du 13 mars 1911.

4. On a calculé que le mètre linéaire de cette route avait coûté \$ 2 or.

5. Informe del Jefe de la oficina de longitudes, relatif aux travaux

dans le pays, 75 kilomètres de bonne route ont été construits en un an. Mais, comme l'a fait remarquer dans un rapport adressé au ministre des Travaux publics, M. Enrique Garcès, il ne suffit pas de construire la route, il faut l'entretenir. « Le système des cantonniers, écrivait-il, dont les résultats sont si connus, en France surtout, est efficace et économique; mais dans notre cas, je crois qu'on pourrait en adopter un qui, tout en étant semblable, développerait la colonisation de ces régions; je veux parler de colons cantonniers...¹ » Cette idée a été bien accueillie par le ministre des Travaux publics, qui a décidé en date du 17 avril 1912 la création de colons cantonniers, le gouvernement leur donnant la jouissance gratuite pendant 5 ou 10 ans d'un minimum de 5 hectares et leur fournissant des outils, moyennant, de leur part, l'engagement de se construire une habitation, d'y installer au moins 3 personnes de chaque sexe et d'entretenir en bon état un minimum de 2 kilomètres de route². En outre le gouvernement a pris d'autres dispositions pour mener à bonne fin la fondation de colonies à *Sucre* et *Andalucía* et sur les bords des fleuves *Ortiguasa* et *Caquetá*³.

Le chemin de Quibdó, capitale de l'Intendance natio-

du chemin de Guadalupe et Florencia. *Diario oficial*, 30 avril 1912, n° 14580.

1. *Diario oficial*, 1^{er} mai 1912, n° 14581.

2. *Diario oficial*, 24 avril 1912, n° 14575.

3. *Memoria del ministro de obras publicas*, 1912.

nale du Chocó, à Bolivar (département d'Antioquia), par Carmen (Intendance du Chocó) 105 kilomètres.

Les travaux de cette route ont commencé en 1908.

En 1912, on avait déjà construit dans de bonnes conditions :

De Quibdó au point appelé <i>La Troje</i> .	11.500 mètres
De <i>La Troje</i> à <i>Tutumendo</i>	12.500 —
De <i>Tutumendo</i> à <i>La Calera</i>	16.000 —
De <i>Raicero</i> à <i>El Venado</i>	4.000 —
De <i>Habita</i> à <i>Toro</i>	2.500 —

soit au total 46.500 mètres. Il restait à construire 56.000 mètres. De septembre 1907 à juin 1913, on a employé \$ 44.281,07 pour les travaux de cette route.

Le chemin de Campoalegre, dans le département de Huila, au port de San Vicente sur la fleuve Caguán, dans le territoire du Caqueta.

Sa longueur est d'environ 140 kilomètres. Il traverse des terrains très accidentés, notamment dans la Cordillère orientale, et en nombre d'endroits les pentes sont de 45 degrés d'inclinaison, ce qui est inacceptable dans un bon chemin muletier. Il y a donc lieu de rendre cette route plus facile, d'en défricher les abords, de construire des ponts et de donner un écoulement aux eaux de pluie. On peut estimer qu'avec 90 ouvriers pendant un an, le chemin serait mis en état et que la dépense atteindrait environ \$ 18.000 or. Les travaux de réfection, au 30 juillet 1912, en étaient au kilo-

mètre 31¹. Dans le courant de 1913, 51 kilomètres étaient terminés et 19 autres en cours d'achèvement.

La grande route centrale du Nord qui traverse le département de Boyaca du Sud au Nord, et va jusqu'à Santa Rosa. C'est une des principales routes du pays ; elle doit être prolongée jusqu'à Cucuta : les villes de Tunja (9.000 habitants) Sogamoso et Santa Rosa (9.000 habitants) communiquent avec la capitale par un bon service d'automobiles et par des voitures qui vont jusqu'à Nemocón, où le chemin de fer leur fait suite. Les principales villes du département de Boyaca et leurs environs sont ainsi reliés au Magdalena et, par suite, aux grands ports colombiens, par cette route très importante. Dans le budget national de 1911, \$ 36.000 ont été votés pour la conservation, l'amélioration et la continuation de cette route. La loi 64 du 27 novembre 1911 a accordé à son tour une somme mensuelle de \$ 13.000 dans la même intention. En mars 1912, a commencé le trafic par voitures jusqu'à Belén. Vers le milieu de l'année dernière (1913), 262 kilomètres étaient déjà livrés au roulage. Il ne restait plus à construire que le trajet compris entre La Paz (département de Boyacá) et Soatá (même département), et les sections correspondant aux deux départements de Santander. Le trésor national a versé en 1912 et 1913 pour aider à la construction de cette

1. *Diario oficial*. Rapport de l'ingénieur Cardoso, 28 septembre 1912, n° 14705.

route \$ 199.200¹. Enfin, en vertu d'un décret du ministre des Travaux publics du 24 février 1912, on doit procéder à l'achèvement du chemin transversal à la grande route centrale du Nord, qui doit faire communiquer les villes de Palerme et de Santiago. Un crédit de \$ 300 a été affecté à cette œuvre².

La route du Carare. La loi 47 du 10 novembre 1909 a déclaré de « nécessité et utilité publiques » la construction de cette route qui doit relier Tunja à Puerto Aquiles sur le rio Carare, en passant par Arcabuco, Moniquirá et Velez. Elle a décidé également que les travaux seraient exécutés par les départements intéressés, Boyaca et Santander del Sur, et qu'il leur serait attribué une subvention de \$ 600 par kilomètre.

La loi 50 du 18 novembre 1911 réformant la loi 47 a doublé la contribution de l'État. On s'est mis à l'œuvre dans le département de Boyacá et plusieurs kilomètres de route sont actuellement construits. En dehors des villes qu'il desservira, ce chemin présentera beaucoup d'intérêt, car il mettra Tunja en relations avec le Magdalena par le fleuve Carare, en évitant l'immense détour par Bogotá, Girardot et Hunda.

Le chemin de Calarcá. La loi 25 du 18 octobre 1911 a déclaré route nationale celle qui partant d'Ibagué (24.500 habitants) dans le département de Tolima, et passant par la dépression de Calarcá dans la Cordillère

1. *Memoria del ministro de obras publicas*, 1913.

2. *Diario oficial*, 28 février 1912, n° 14531.

et par la ville du même nom, doit se terminer à Armenia, dans le département de Caldas. Elle a affecté à l'exécution des travaux une somme de \$ 140.000, à raison de \$ 20.000 par an. Le 25 mars 1912, un décret est intervenu pour prescrire les travaux de construction de la route¹. Nous savons que les études du tracé définitif de la voie sont activement poussées par l'ingénieur et que déjà la première partie de la route est en construction². Elle mesurera 80 kilomètres, et, aura une certaine importance, car les environs d'Ibagué sont pourvus de mines d'or, d'argent et de soufre. Les produits des vallées du Magdalena et du Cauca aboutissent à Ibagué. C'est une région saine, agréable et riche. Aux xvi^e et xvii^e siècles, les mines de San Anton ont produit beaucoup d'argent; on y trouvait même dans quelques endroits de l'argent massif. Les alluvions aurifères de Miraflores, situées aussi près d'Ibagué, étaient également si abondantes autrefois, que l'on recueillait l'or à pleines mains entre les racines des arbres et des herbes³.

Le gouvernement colombien attend que les travaux d'ouverture de cette route soient terminés, pour ordonner, en exécution de la loi 17 de 1912, l'exploration et le tracé d'un autre chemin, destiné à mettre en communication Calarcá et la province de Tuluá

1. *Diario oficial*, n° 14358 du 30 mars 1912.

2. *Memoria del ministro de obras publicas*, 1912.

3. Jalhay, ouvrage cité.

département de Valle) en passant par les villes de Calcedonia et San Luis¹.

Le chemin de Puebloviejo à Fundación, par la Sierra Nevada de Santa Marta. La loi 42 du 14 novembre 1911 a décidé que le gouvernement ferait exécuter cette route et a attribué un crédit de \$ 10.000 aux travaux de construction. Le ministre ayant autorisé le gouvernement du département de Magdalena à faire exécuter les travaux, celui-ci les mit en adjudication, mais personne ne se présenta. Il faut espérer qu'ils sont commencés maintenant.

Le chemin de Calón, port du rio Magdalena, à Sonsón, dans le département d'Antioquia, (110 kilomètres), auquel la loi 47 du 18 mai 1911, et le budget de 1913 ont accordé respectivement \$ 3.600 et \$ 2.400 pour aider à son achèvement.

Le chemin de Micay. Pour l'ouverture de cette route qui met en communication la ville de Popayán avec Puerto Sergio sur le rio Micay, et mesure 162 kilomètres, le Congrès a voté la loi 43 du 9 septembre 1910 affectant \$ 30.000 à ces travaux, mais il en a été dépensé \$ 68.000. Pendant l'année 1911, les travaux indispensables pour que le transit puisse s'opérer entre les deux points extrêmes ont été menés à bonne fin; en 1912 on a fait les consolidations, ponts, améliorations et élargissements nécessaires, avec un budget de

1. *Memoria del ministro de obras publicas al Congreso de 1913.*

\$ 3.000 mensuels. Le 13 décembre 1912 sont arrivés à Popayan les premiers charrois venus par le chemin de Micay. Depuis, en deux mois, 1.500 colis qui étaient dans les magasins de Puerto Sergio, ont été introduits par cette route dans l'intérieur du pays. Elle a cela d'intéressant qu'elle relie Popayan au Pacifique par le rio Micay sans être obligé de remonter à Cali et à Buenaventura. Popayan, par sa situation, se trouve être l'entrepôt des marchandises de Pasto et de Quito (Équateur). Il est donc important qu'elle soit bien desservie comme moyens de communication.

La route du Sud dans le département de Nariño. En attendant le chemin de fer qui ira de Pasto à Tumaco¹, la capitale du département de Nariño va être reliée au Pacifique par Barbacoas, au moyen d'une route de voitures, avec ramifications à Ipiales, La Unión et La Cruz. La loi 43 du 4 novembre 1909 a attribué 25 pour 100 du produit de la douane de Tumaco pour aider aux travaux de cette route, qui restent sous la dépendance du gouvernement du Nariño. Le trésor a déjà versé de ce chef de 1909 à 1913 inclus une somme de \$ 36.000².

L'embranchement de la route sur Tuquerres aura une grande importance, car il desservira les régions prodigieusement fertiles de Túquerres et Obando, les plus peuplées du département de Nariño. Cette route

1. Voir *supra*.

2. *Memoria del ministro de obras publicas*, 1913.

aura 75 kilomètres de long, avec des pentes ne dépassant pas 10 pour 100. Jusqu'au fleuve Guáitara, elle sera la même pour Tuquerres et Ipiales, et là, elle bifurquera. Elle sera d'une utilité incalculable pour le commerce et l'agriculture de ces régions. L'influence de la Colombie sur le Nord de l'Équateur grandira, car déjà la route va presque au río Carchi; il suffirait d'un léger sacrifice de l'Équateur pour terminer ce qui est en cours et se raccorder avec la route colombienne. On a calculé que pour communiquer avec Tulcán (Équateur) il manque à peine 2 kilomètres représentant une dépense de \$ 2.500 or. D'après le représentant du domaine de l'État, en mai 1912, 35 kilomètres auraient été achevés, avec une dépense moyenne de \$ 2.758 or, au kilomètre¹.

Le chemin du Nord-Ouest. Les travaux de reconstruction, d'amélioration et de conservation de cette route ont été divisés en cinq sections : 1° Section de Chiquinquirá, de La Palestina à Santa Elena (16 kilomètres). 2° Section de Puente Nacional, de Santa Elena à Puente Nacional (25 kilomètres). 3° Section de Güepsa de Puente Nacional à Güepsa (20 kilomètres). 4° Section de San Benito, de Güepsa à Puente Restrepo. 5° Section de Suaita, de Puente Restrepo à Guadalupe. D'octobre 1910 à juin 1913, on a attribué à ces travaux

1. *Diario oficial*, n° 14704 du 27 septembre 1912. Informe rendido por el señor Procurador de Hacienda acerca de la carretera del Sur.

§ 101.150 et à la construction de trois ponts : § 15.121¹.

La route de Samacá. Par contrat en date du 18 novembre 1910, la Fabrique de Tissus de Samacá a accepté d'abandonner pour la construction de la route qui doit relier Samacá au pont de Boyaca, sur la grande route centrale du Nord, la subvention mensuelle de § 400 que le gouvernement lui accordait en vertu d'un contrat du 6 juin 1906. Les travaux de construction de la route ont été décidés par un décret du 1^{er} décembre 1910². Elle doit mesurer 19 kilomètres. En 1913, 15 kilomètres étaient déjà construits, représentant une dépense de § 17.935. La loi 49 de 1912 a accordé un crédit de § 2.000 annuels pour les travaux de cette route, mais ils n'ont pu être payés en 1913, le chapitre correspondant ayant été omis dans le budget de 1913.

Le chemin de Muzo entre Alto de Sumangá et le río Minero. Sur la demande du ministre des Finances, la viabilité du chemin qui conduit aux mines de Muzo, compris entre Alto de Sumangá et le río Minero, a été décidée le 31 mai 1911³. Pour ce travail, un crédit de § 4.000 a été voté.

Les chemins de Tierradentro, Las Papas et San Sebastián au Caquetá. Les lois 29, 41 et 46 de 1911 ont eu pour but de faciliter au gouvernement l'établissement de ces trois routes : la première de la ville de La

1. *Memoria del ministro de obras publicas*, 1913.

2. *Diario oficial*, n° 14171 du 12 décembre 1910.

3. *Diario oficial*, n° 14319 du 9 juin 1911.

Plata (département de Huila) aux villes de Corinto et Caloto (département du Cauca) à travers la région de Tierradentro, avec un crédit de \$ 10.000. La deuxième de San Agustín (département de Huila) à San Sebastián (département du Cauca), par la région de Las Papas, avec un crédit de \$ 30.000; et la troisième de San Sebastián à Santa Rosa (département du Cauca) et de là à un point à déterminer du río Caquetá ou du río Orteguasa, avec un crédit de \$ 7.200.

Le chemin de Ituango à Buriticá, aux sources du río Simú. L'ouverture de cette route a fait l'objet d'un contrat entre le gouvernement et un particulier, en dates des 13 juin 1905 et 11 août 1912¹. Le prix du travail a été fixé à \$ 250 or et 1.000 hectares de terrains vagues par lieue de route. Jusqu'en 1912, on a construit sept lieues et demie.

Le chemin de l'Humea de Bogota à Choachi, Chivaté, Chingaza, San Carlos, Cumaral et Upín.

Le chemin de Puebloviejo à Tauramena, par la saline de Chámeza. La reconstruction du chemin qui conduit de Puebloviejo, dans le département de Boyacá, à Tauramena, dans les plaines de Casanare, en passant par la saline de Chámeza a été adjugée à un particulier le 16 septembre 1912². L'adjudicataire a déjà reconstruit et remis officiellement les deux premières sections de la voie comprises entre Pueblo-

1. *Diario oficial*, n^{os} 12949 et 13541 des 16 mai 1907 et 5 février 1909.

2. *Diario oficial*, 26 septembre 1912.

viejo et El Gaque, mesurant 34 kilomètres et demi.

Le paiement des travaux doit se faire avec les produits nets de la Saline de Chámeza, au fur et à mesure que l'entrepreneur terminera et livrera les sections reconstruites de la route.

Le chemin de Palermo à Santiago. A la demande des intéressés le ministère des Travaux publics a décidé, le 24 février 1912, l'achèvement du chemin transversal à la grande route centrale du Nord, qui doit mettre en relations les villes de Palermo et Santiago. Les travaux de cette route sont sur le point d'être terminés; elle aura coûté dans son ensemble \$ 388, 97.

Le chemin du Sarare. L'ouverture de cette route présente une importance toute spéciale pour les populations du département de Santander del Norte et les régions de Casanare et Arauca; elle doit faire communiquer directement la ville de Pamplona avec la population de Tame, dans les plaines de Casanare. Étant donné l'urgence et l'importance de mener à bonne fin l'ouverture de cette route, et pour arriver à éviter les taxes insupportables établies par le gouvernement de Vénézuéla sur le bétail provenant des régions de Casanare et Arauca, le ministre a pensé qu'on devait voter sans retard une loi autorisant le gouvernement à continuer et terminer cette œuvre si importante tout en lui accordant les crédits nécessaires.

Les routes d'Albán à Villeta et de Sibaté à Fusagasugá. L'Assemblée du département de Cundinamarca,

dans la session du 22 avril 1912, a pris la résolution suivante : « L'Assemblée de Cundinamarca décide de
« demander très respectueusement au Congrès
« National, de lui accorder l'aide suffisante pour l'achèvement de la route entre Albán et Villeta, en passant
« par Sasaima, et l'établissement de celle qui doit aller de Sibaté à Fusagasugá, en suivant l'itinéraire de l'ingénieur Pavon, demandant en même temps que ces routes soient déclarées d'utilité publique. »

La route de Chiquinquirá au rio Magdalena. La loi 49 de 1912 (26 octobre) a attribué § 20.000 or pour l'établissement et l'achèvement de ce chemin¹.

La route du Progrès dans le département de Boyaca, qui unit les capitales des provinces de Neira et Ramiriqui. La loi 25 du 11 octobre 1912 a destiné § 600 or à l'achèvement et à la conservation de cette route.

Nous citerons enfin parmi les routes intéressantes, à l'état de simple projet ou en cours d'exécution, celle de Zapatoca à Barrancabermeja, sur le Magdalena; celle de Medellin, capitale de l'Antioquia, au Choco; celle de Palmira à Neiva, de Sincelejo à Tolu et de Soata à Belen.

Nous ne parlerons pas des nombreux chemins muletiers qui sillonnent le pays d'un bout à l'autre, car, nous estimons qu'au point de vue économique, ils ne présentent qu'un très médiocre intérêt. La lenteur des

1. *Diario oficial*, n° 14737, du 7 novembre 1912.

trajets à dos de mulet, la difficulté de transporter des colis lourds ou encombrants qui ne peuvent se fractionner, enfin le coût élevé que représente forcément ce moyen de locomotion, ne permettront jamais à un pays ne possédant pas d'autres moyens de communication, de se développer au point de vue économique. Seuls les chemins de fer, les rivières navigables, et à défaut les routes carrossables sont intéressants, au point de vue qui nous occupe.

.

Nous avons étudié jusqu'à présent l'histoire de la Colombie, sa situation géographique et ses voies de communication. Par l'histoire nous avons vu que nous avions en face de nous une race forte, patriote et persévérante, capable des plus grands efforts ; par la géographie nous avons reconnu que la Colombie était admirablement située, jouissait de tous les climats et pouvait aborder toutes les cultures ; enfin nous avons vu en étudiant les voies de communication présentes et futures que cette République pouvait déjà mais pourrait surtout bientôt faire circuler ses richesses. Nous allons voir maintenant en quoi consiste la fortune de la Colombie et parlerons successivement de son sous-sol et de son sol.

CHAPITRE V

Le sous-sol de la Colombie.

La Colombie est peut-être, après la Californie, le pays le plus riche du monde en mines de toutes sortes. Nous ne pouvons les étudier toutes en détail, sans sortir des limites que nous nous sommes assignées; nous nous contenterons donc de parler des principales : ce sont les mines d'or, d'argent, d'émeraudes, de fer, de cuivre, de plomb, de platine, de nitrate de soude, de mercure, d'étain, de manganèse, de soufre, de plâtre, de chaux, d'antimoine, de zinc, de sel, de houille, de pétrole, d'asphalte, d'ardoise, d'acide sulfurique, de marbre, etc.

Mines d'or. La connaissance de l'or en Colombie remonte à l'époque des conquérants : à chaque expédition les Espagnols revenaient chargés d'or, qu'ils avaient pris non dans les mines, mais aux Indiens, et

l'appât des richesses du Nouveau-Monde, n'était pas le moindre stimulant des nouveaux *Conquistadores*. On a placé un peu partout le fameux El Dorado¹ (l'homme doré), mais il est probable qu'il résidait en Colombie. A la veille de la découverte du Nouveau-Monde, l'or était fort rare; c'était l'argent qui servait à la plupart des transactions. La Nouvelle-Grenade fut donc toujours considérée par les Espagnols comme le berceau du métal précieux. « Si l'on juge, dit M. Demangeon, que la millième partie, à peine, de ses mines est exploitée par des moyens primitifs, dans un pays manquant à la fois de communications, de bras et de capitaux, et que cependant ce pays se classe immédiatement après les quatre principaux producteurs du globe, on peut se rendre assez exactement compte de l'opulence de la région². »

L'or se trouve en grandes quantités dans les départements d'Antioquia, Cauca, Caldas, Nariño, Tolima, Huila, Santander, Bolivar, Magdalena et l'intendance de Chocó. La Cordillère centrale est certainement une des plus riches régions du monde en métaux précieux; le massif d'Antioquia seul renferme probablement les mines aurifères les plus riches du globe: il n'attend que des capitaux et des bras pour le prouver.

1. Voir avant-propos.

2. « L'industrie aurifère en Colombie », par Demangeon. Extrait du *Bulletin de la Société française des ingénieurs coloniaux*. Paris 1907.

Humboldt et Chevalier¹ calculaient que le produit des mines d'or jusqu'en 1845 s'élevait à £ 71.200.000. Le professeur allemand Sætber l'estimait à £ 169.422.750. La dernière autorité en cette matière est M. Vicente Restrepo, grand industriel colombien qui possède de larges connaissances pratiques en ce qui touche les opérations minières et connaît très bien son pays, principalement le département d'Antioquia. M. Restrepo, dans son ouvrage sur les mines d'or et d'argent de Colombie², trouve l'évaluation de Humboldt et Chevalier trop basse et celle de Sætber trop élevée. Prenant une moyenne, il estime que la production totale des mines de Colombie et Panama réunies a dû être de £ 127.800.000 en or et de £ 6.600.000. en argent. En excluant Panama, il donne les chiffres suivants, par départements, représentant la production totale en or et en argent jusqu'en 1886.

	Livres sterling.
Antioquia	50.000.000
Cauca	49.800.000
Tolima	10.800.000
Santander	3.000.000
Bolivar	1.400.000
Cundinamarca	360.000
Magdalena	200.000
Boyaca	40.000
Total	115.600.000

1. Loraine Petre, *The Republic of Colombia*. London 1906.

2. Restrepo (Vicente), *Estudio sobre las minas de oro y plata de Colombia*. Bogotá.

En comparant ce tableau à la carte de Colombie, on remarque tout de suite que la plus grande partie de la production vient des districts ouest du Magdalena et que les Cordillères de l'Est ont donné très peu. Les districts les plus riches du Cauca sont ceux de *Barbacoas* et *Chocó* : ce dernier a produit, après le xvi^e siècle, à lui tout seul, plus d'or que le reste du Cauca. Voici quelle a été la production d'or de la Colombie (Panama compris) pendant trois siècles et demi :

	Livres sterling.
xvi ^e siècle.	40.600.000
xvii ^e siècle	34.600.000
xviii ^e siècle	41.000.000
xix ^e siècle (jusqu'à 1886) . .	41.600.000
Total	<u>127.800.000</u>

Il est intéressant de rapprocher de ces chiffres ceux que donne le *Bulletin de statistique de la République de Colombie* pour les exportations d'or en 1908¹ :

	Dollars.
Or amalgamé.	28.881 91
Or d'alluvion	388 00
Or en barres	2.856.288 40
Or en barres et en poudre . .	15.124 76
Or en poudre	980.581 55
Total	<u>3.881.264 62</u>

soit environ (en comptant le dollar 5 francs et la livre

1. *Boletín de Estadística de la República de Colombia*. Año I, mayo de 1912. Numero 2. Bogotá. Imprenta Nacional, 1912.

anglaise 25 francs) £ 776.253, sans tenir compte de l'exportation désignée sous la rubrique « or et argent », car rien n'indique la part de chacun de ces métaux. Sur ces chiffres, il est entré en France :

	Dollars.
Or amalgamé.	1.000 00
Or en barres	110.711 19
Or en poudre.	217.012 82

Enfin M. H. Avenel¹ estime à 3 milliards et demi la quantité d'or et d'argent extraite jusqu'en 1892. La Colombie partage et partagera longtemps encore, dit cet auteur, avec le Brésil le privilège d'alimenter d'or le marché du monde entier. Or, si on considère que le kilo d'or vaut près de 3.500 francs², on voit que l'exploitation scientifique et continue des mines de Colombie peut amener l'enrichissement rapide de cette République. Mais jusqu'à présent l'exploitation scientifique n'a été qu'exceptionnelle en Colombie. La plupart des mines, dans la région de Remedios, par exemple, sont exploitées avec toutes les routines techniques ou économiques qu'on se transmet de père en fils³. Ce sont en général de petites exploitations, montées sans grand capital, travaillant avec le moins de frais possible et allant droit au minerai payant sans s'inquié-

1. H. Avenel, *L'Amérique latine*. Paris 1892.

2. Or en bare 1000/1000. Le kilog, 3 437 francs. (*L'Économiste français*, 19 avril 1913.)

3. Demangeon. *L'industrie aurifère en Colombie*, op. cit.

ter beaucoup de l'avenir. Ces petites sociétés, il est vrai, et ceci à leur louange, ignorent les krachs retentissants des compagnies du vieux continent. Certaines sociétés européennes possèdent des moulins californiens et un assez bon outillage, mais il y en a qui entreprennent l'exploitation d'une mine sans l'avoir précédée d'une prospection sérieuse. M. Demangeon cite le cas d'un ancien garçon épicier de la maison Félix Potin, envoyé par une Compagnie en qualité de « jeune homme » aux fonctions vagues, devenu, l'audace aidant, un directeur de mines et qui ruina en six mois ses commanditaires, lui-même et la réputation de la concession qu'il exploitait.

Quelques sociétés exploitent des filons, d'autres, en petit nombre, exploitent les alluvions de la région. Mais en général ces derniers gîtes, assez pauvres, ne sont exploités qu'individuellement ou par des groupes de 3 à 6 mineurs¹ au plus, travaillant ensemble, préférant au salaire des compagnies leur liberté et l'espérance de trouver un trésor. Pendant l'été, lorsque les eaux sont basses, ils travaillent la rivière dont le sable charrie les parcelles d'or, et de temps à autre, ils vont à la ville voisine vendre leur récolte et acheter les objets nécessaires à leur existence.

Il arrive aussi² que certains gisements appartiennent à de riches compagnies ou grands propriétaires, qui,

1. Demangeon, *op. cit.*

2. Demangeon, *op. cit.*

ne les exploitant pas eux-mêmes, préfèrent les morceler et en louer les parcelles à de petits entrepreneurs, à charge par ces derniers de leur payer une location déterminée. C'est généralement un tant pour cent (de 10 à 15 pour 100) de la production brute.

Une autre mode de production de l'or consiste dans l'exploitation des résidus déjà traités par les grandes compagnies. Certaines usines sont établies pour traiter 50 à 70 tonnes de minerai par jour. Sur une telle quantité il y a fatalement de la perte et l'impossibilité de tout extraire. Aussi les déchets des grandes usines sont-ils donnés à l'entreprise à la sortie de l'usine, en autant de canaux qu'il y a d'entrepreneurs. On évalue à 1 gramme et demi ou 2 grammes la production de cette sous-exploitation par homme et par jour.

Enfin, il y a une dernière sorte de laveurs d'or. Ce sont ceux qui, autorisés ou non, lavent à la batée les sables des rivières, les résidus des usines et les résidus des résidus déjà travaillés, comme nous venons de l'indiquer. Ces pauvres gens s'installent dans la rivière même, recueillent le sable et le lavent ensuite dans la batée. Leur gain s'élève à peine de 0 fr. 50 à 1 franc par jour !

Notons en terminant cette énumération des divers moyens d'obtenir l'or, que le titre varie suivant le mode d'extraction employé. Le minerai filonien traité par simple lavage donnera toujours un titre plus élevé que ce même minerai traité par amalgamation, en rai-

son d'une certaine quantité d'argent perdue dans le premier cas et que récupère le second ¹.

Nous avons indiqué plus haut quels étaient les départements colombiens producteurs d'or. Le plus riche de tous est celui d'ANTIOQUIA, extrêmement montagneux et coupé en tous sens par des filons qui presque tous sont aurifères.

Comme centres de production importants, nous nous contenterons de citer : *Remedios*, où on dit que les rues elles-mêmes contiennent des veines d'or (altitude 900 mètres), *Zaragoza* (205 mètres) qui fut fondée en 1581 en raison de la richesse en or du Bas-Néchi. M. Loraine (*op. cit.*) relate que ces mines ont produit, dit-on, en 18 ans, £ 1.200.000 et celles de Remedios autant en 26 ans. *Zea* (alt. 694 mètres), arrosée par les trois rivières les plus productrices de Colombie : le Porce, le Nechi et le Tenche ; *Guamoco* (250 mètres) exploité surtout par des lavadores ; *Anorí* (1.535 mètres), où se trouve le plus grand nombre d'exploitations individuelles établies chaque année sur le Rio Porce, véritable « Pactole ». On raconte que certaines batées de limon aurifère recueillies dans le Porce ont produit jusqu'à une livre d'or par batée, mais le fait est assez rare ². *Amalfi* (1.745 mètres), *Santa Rosa de Osos* (2.610 mètres), *Yarumal* (2.276 mètres), *Yolombo* (1.369 mètres), *Santo Domingo* (1.778 mètres) qui jouit d'une grande

1. Demangeon, *op. cit.*

2. Demangeon, *op. cit.*

réputation auprès des mineurs colombiens. Beaucoup de mines faciles sont épuisées maintenant et celles qui subsistent sont abandonnées faute de capitaux. Quelques régions de ce district sont cependant particulièrement riches : on prétend que les alluvions des fleuves Nare et Nusito peuvent rivaliser avec celles du Nechi. Certaines mines de cette contrée ont donné des revenus fabuleux à leurs actionnaires¹. *Titiribi* (1.580 mètres), région minière d'une importance toute spéciale située en plein terrain houiller. Voici à titre documentaire le produit d'une mine de cette région, en grammes, pendant treize ans :

1899.		86.474
1900.		266.185
1901.		197.520
1902.		101 419
1903.		136.996
1904.		184.666
1905.		165.759
1906.		121.900
1907.		126.871
1908.		115 885
1909.		110.009
1910.		105.030
1911.		81.199

1. C'est intentionnellement que nous ne donnons pas les noms des différentes mines d'or auxquelles il est fait allusion dans notre travail. Étant donné la spéculation qui se fait autour des actions de mines d'or, nous ne voulons pas, de près ou de loin, paraître faire de la publicité pour telle ou telle compagnie, d'autant que nous estimons

soit près de deux tonnes d'or en treize ans, sans compter la valeur des minerais concentrés ¹.

La teneur générale des minerais de cette mine, en or libre, est de 10 grammes, en moyenne, ce qui est une bonne proportion.

Pour terminer l'énumération des centres miniers de l'Antioquia, citons encore : *la montagne de Buriticá* qui jouit d'une grande renommée pour la richesse de ses filons et *Frontino*, à l'Ouest de Buriticá, sur le co-teau qui du versant des Cordillères de l'Ouest va vers l'Atrato.

Il y a donc en somme, dans le département d'Antioquia, comme le fait très justement remarquer M. Loraine ², trois grands districts producteurs d'or :

1° Celui du Nord, comprenant les vallées du Porce et du Nechi et les terrains d'alluvion en procédant, du côté de Zaragoza et Cruces. Remedios, du côté Est du versant, en fait également partie.

2° Celui du Sud où il y a également de l'argent en abondance, comprenant la région de Titiribi.

3° Celui de l'Ouest comprenant Buriticá et Frontino ³.

que nous plaçant au point de vue purement économique, ce qui est intéressant, c'est de signaler les régions productives de l'or, et non les sociétés qui les exploitent.

1. *Boletín del ministerio de Relaciones Exteriores*, tome IV, n° 3 et 4, avril à juin 1912. Bogotá, Imprenta Nacional, 1912.

2. Loraine, *op.cit.*

3. De 1739 à 1912, 12.728 mines, la plupart des mines d'or, ont été déclarées. (*Censo general de la Republica de Colombia*. Bogotá 1912.)

Le chemin de fer ¹ de Puerto Berrio à Medellin, entièrement terminé, sauf le passage de La Quiebra assuré par un train Renard, dessert la première zone. Si on le prolongeait jusqu'à la vallée du Cauca, il passerait tout près du second district. Notons aussi que deux laboratoires pour essayer les métaux précieux ont été installés à Medellin en 1880 et 1881, par la famille Restrepo, ce qui permet aux inventeurs ou adjudicataires de mines de connaître la valeur des gisements avant d'en commencer l'extraction. Une raffinerie, employant la méthode de l'électrolyse, a été aussi fondée en 1885 par un autre Restrepo.

Après le département d'Antioquia, se place comme importance minérale celui du CAUCA. Ses produits minéraux sont plus abondants et plus variés que dans aucun autre département et on peut même dire que le Cauca égale l'Antioquia pour sa richesse en métaux précieux. L'or qu'on y trouve en abondance est de la meilleure qualité.

Sous le régime colonial, Popayan dut sa prospérité à ses mines d'or. Reclus ² attribue aux tremblements de terre, principalement à celui de 1887, l'arrêt du progrès de cette ville. Mais cette appréciation date d'une vingtaine d'années et on peut espérer que maintenant Popayan retrouvera sa richesse d'antan. Elle a en effet le grand avantage d'être située sur la voie naturelle qui

1. Voir *supra*.

2. Reclus, *Géographie universelle*, *op. cit.*

mène de Quito à Bogota, et ses moyens de communication se sont beaucoup développés depuis quelques années. Reclus lui reprochait de ne pas avoir un chemin facile descendant au Pacifique, soit par la voie du Patia ou de l'Isquandé, soit mieux encore par le Micay, en franchissant la Cordillère. Ce reproche n'aurait plus sa raison d'être aujourd'hui, car la loi 43 de 1910 a ordonné la construction d'un chemin de Popayan à Puerto Sergio par le Micay. Cette route qui doit mesurer 162 kilomètres est déjà très avancée, et son trafic se développe en proportion de l'avancement des travaux. Déjà on a commencé à transporter des charges à la fin de l'année 1912¹, ainsi que le constate un télégramme d'Alfredo Garces, gouverneur du département, du 13 décembre 1912, à l'adresse du ministre des travaux publics². La ville comptait dernièrement 28.500 habitants, ce qui est une population importante pour la Colombie et démontre qu'heureusement les pronostics de Reclus ne se sont pas réalisés.

Dans le DÉPARTEMENT DE CALDAS, les mines d'or et d'argent abondent. Il y en a plus de 150 à l'étude dans les régions de Marmato, Riosucio, Supia, Nevia, Pacaro, Santarrosa, Anserma et autres points³. Les mines nombreuses d'or, d'argent et d'autres métaux, qui percent le rocher en galeries horizontales, seraient

1. *Memoria del ministro de obras publicas*, 1913.

2. Voir *supra*.

3. Diaz Lemos, *op. cit.*

d'après Reclus¹ connues depuis longtemps et les Indiens y auraient travaillé avant la conquête. Le versant opposé, à la base de l'Herveo et jusqu'aux montagnes de l'Alto San Miguel, est aussi fort riche, dit cet auteur, en gisements miniers.

Tous les témoignages sont d'accord sur la richesse minière du Caldas. Dans la région de Marmato et Rio-sucio, selon le rapport officiel publié en annexe dans le *Bulletin des affaires étrangères*², il existe des gisements minéraux si précieux que les ingénieurs représentants de maisons anglaises, qui les ont visités, ont déclaré que ces gisements sont plus riches que ceux du Transvaal connus cependant très bien d'eux puisqu'ils y ont travaillé et qu'il ne manque pour pouvoir les exploiter qu'un chemin de fer permettant d'y apporter la machinerie moderne et puissante qu'on emploie aujourd'hui dans le travail des mines.

Dans les environs de Túquerres et Samaniego, dans le DÉPARTEMENT DE NARIÑO, on a découvert des mines d'or de filon qui sont exploitées actuellement et donnent un très fort rendement, et qui, à en juger par les renseignements que l'on possède, promettent des résultats flatteurs³.

Reclus n'a pas omis de signaler dans sa *Géographie*

1. Reclus, *op. cit.*

2. *Boletín del ministerio de Relaciones exteriores*, tome IV, n° 3 et

4. Bogotá 1912.

3. *Boletín del ministerio de Relaciones Exteriores*, *op. cit.*, 1912.

*universelle*¹ que les vallées environnantes du Bas-Patia, ont des sables aurifères encore exploités.

Toute la province de Barbacoas, dit M. Diaz Lemos², arrosée par de nombreux fleuves, possède un territoire aurifère. La quantité d'or qui s'extraît mensuellement des nombreuses mines en exploitation est considérable, et quelques-unes d'entre elles ont donné des rendements fabuleux. On trouve aussi de l'or vers le Mayo, et, comme nous le disions plus haut, vers le Patia. M. Triana, auteur colombien très apprécié, estime que si les habitants de la région de Barbacoas disposaient de capitaux suffisants, le rendement serait magnifique. Dans la vieille cité de Barbacoas, dit-il, on note une culture sociale qui surprend au milieu d'une forêt... Au Liceo Nariño, nous eûmes le plaisir de connaître la société choisie de ce peuple : race intelligente, de manières courtoises, très au courant des choses du monde ; beaucoup ont été élevés en Europe et ont des idées avancées en matière de progrès ; mais *tous sont dans l'impossibilité économique d'arracher au trésor sur lequel ils marchent le miracle de la civilisation matérielle*³....

Dans la zone de Timbiqui, estimée à 650 kilomètres carrés, les essais que l'on a faits dans les parties aurifères ont donné une moyenne supérieure à 260 francs

1. Reclus, *op. cit.*

2. Diaz Lemos, *op. cit.*

3. Miguel Triana, *Por el Sur de Colombia*. Paris.

d'or au mètre cube. Malheureusement les communications avec le port de Buenaventura sont défectueuses ou tout au moins l'étaient en 1899¹. On se plaignait des arbres et autres impedimenta qui encombraient le fleuve Timbiqui, des rapides, des différences de niveau, etc. Le prix de la main-d'œuvre à cette époque était pour le *frentero* (mineur à l'avancement) de 8 à 10 reales par journée de 10 heures, non nourri; pour le *peon* (manœuvre) de 6 et 7 reales; pour les femmes de 5 reales; soit de 2 fr. 40 à 1 fr. 20 pour ces divers salaires, le réal valant 0 fr. 24. Les bois si nécessaires à une exploitation minière par galeries sont très abondants dans le domaine de Timbiqui et l'eau ne manque sur aucune partie de la concession minière.

On a estimé qu'après une année d'exploitation², à raison de 3 mètres cubes de gravier aurifère par poste, dans telle mine de cette zone, 80 postes arriveraient à fournir par jour 240 mètres cubes et, pour 250 jours de travail par an, 60.000 mètres cubes, ce qui, en comptant 100 francs au mètre cube (et ce n'est pas exagéré), donnerait un produit de 6 millions de francs. En admettant une teneur en or de 50 pour 100 inférieure à la moyenne donnée par les essais et 250.000 francs de frais d'exploitation par an, cette mine rapporterait encore annuellement 2.750.000 au bas mot. Or la mine à laquelle nous faisons allusion n'est pas la

1. Albertini, *Etude de la concession minière de Timbiqui*. Paris 1899.

2. Albertini, *idem*.

vingtième partie de la concession minière du Domaine de Timbiqui, et Timbiqui de son côté est loin d'être la seule région minière de Colombie. On peut donc juger par cet exemple du produit fabuleux que peuvent donner les mines d'or de la Colombie.

Dans certains endroits, les nègres provoquent d'énormes éboulements à l'aide des eaux de falaises qui déplacent parfois plusieurs centaines de mètres cubes, afin de soustraire la richesse de la couche aux regards indiscrets des étrangers. Cela est encore une preuve de l'importance de la richesse minière, car les travaux de déblai et la mise en état des chantiers exigent souvent des semaines, voire des mois durant lesquels ces gens-là se résolvent à ne rien récolter de rémunérateur et vivent de ce qu'ils ont amassé antérieurement. Il faut certes que l'or soit abondant pour que ces noirs, en principe ennemis de tout effort inutile et de tout travail non rémunérateur, se résignent ainsi à un labeur tel que celui du déblaiement et qu'ils consentent à se passer si longtemps de tout profit ¹.

Dans le DÉPARTEMENT DE TOLIMA, il y a de l'or à Chaparale et à Ibagué et dans les fleuves Saldaño, Coello, Luisa et Anaime; dans le DÉPARTEMENT DE HUILA, on trouve également le métal précieux, spécialement dans la vallée du fleuve Plata.

Dans les DÉPARTEMENTS DE SANTANDER et NORTE

1. Albertini, *op. cit.*

DE SANTANDER on distingue particulièrement les mines d'or de Pamplona, Giron et Bucaramanga. Il y a dans cette contrée deux districts miniers importants¹ : 1° Celui qui est situé dans la partie de la Cordillère orientale séparant les villes de Pamplona et de Bucaramanga et qui a pour centre les villages de Baja et Vetas.

2° Les vastes et épaisses couches d'alluvions aurifères de la vallée de Bucaramanga qu'arrosent la Sureta et le Giron, dont les sables contiennent beaucoup d'or. Tout le plateau sur lequel est bâtie Bucaramanga forme un dépôt alluvionnaire riche en or. L'or de Bucaramanga est le plus beau et le plus pur qui existe. Il renferme 0,98 d'or chimiquement pur et seulement 0,02 d'argent. Les régions arrosées par le *Lebrija* et le Corcovada, affluents du Corare, renferment également de riches alluvions aurifères.

L'INTENDANCE DU CHOCÓ est une région très riche, peut-être la plus riche du continent. C'est ce que déclarait Humboldt au commencement du siècle dernier ; c'est ce que récemment encore a affirmé Vicente Restrepo dans son remarquable livre sur les *Mines de Colombie*. D'ailleurs tout le littoral colombien du Pacifique est formé d'alluvions aurifères, dont quelques-uns sont en exploitation. Il est certain que quand cette région sera mieux connue et les difficultés du travail

1. Jalhay, *op. cit.*

diminuées, il se formera là aussi un centre de grand mouvement minier.

Reclus, dans sa *Géographie universelle*, rappelle que Quibdo est le principal marché où se fait l'échange de la poudre d'or avec les gens des forêts dans tout le Haut-Atrato. Il indique également que la ville de Novita, située sur un affluent du San Juan, est un marché central pour les orpailleurs, ce qui s'explique facilement, car la rivière de Novita roule une grande quantité d'or.

Dans le DÉPARTEMENT DE BOLIVAR, la Fundacion, colonie établie sur le fleuve du même nom, affluent de la Ciénaga par l'Aracataca, n'était peuplée jadis que de chercheurs d'or. Aujourd'hui encore l'industrie des orpailleurs est très prospère dans certaines vallées, à la sortie des gorges profondes de la Sierra. La Cienaga de Oro contient des sables aurifères ; on trouve l'or également dans les régions du Sinu, de l'Ayapel, du Guamocó et de San Martin de Loba.

Il y a, dans ce département, dix mines d'or en exploitation et soixante déclarées¹.

Enfin, dans le DÉPARTEMENT DE MAGDALENA, on trouve de l'or à San Juan del Cordoba et dans quelques fleuves qui descendent de la Sierra Nevada².

Mines d'argent. On évalue la production d'argent de la Colombie dans le passé, aux chiffres suivants :

1. *Censo general de la Republica de Colombia*. Bogota 1912.

2. Diaz Lemos, *op. cit.*

xvi ^e siècle.	£ 1.300.000
xvii ^e —	£ 1.800.000
xviii ^e —	£ 300.000
xix ^e —	£ 3.200.000

TOLIMA est par excellence le département de l'argent. A la Plata, dans la partie sud, sur la rivière du même nom, dans la zone qui s'étend jusqu'à la rive gauche du Magdalena, les Espagnols exploitèrent pendant quelques années des mines d'une grande renommée. Mais les Indiens détruisirent la colonie et comblèrent les mines. Elles furent déblayées au cours du xix^e siècle, mais elles ne semblent pas avoir beaucoup de valeur. C'est surtout dans les environs de Mariquita, assez près de Honda, que des mines d'argent ont été exploitées avec succès autrefois, et le sont encore aujourd'hui¹. Ce ne sont pas les seules ; il nous faut encore signaler les mines qui sont en exploitation dans les municipalités suivantes : *Ibaqué* (mines d'or et d'argent)² ; *Anaïme* (or et argent) ; *Libano* (or et argent) ; *Santa-Ana* (mines d'argent de Frias et El Cristo, et mines d'or et d'argent) ; *San Luis* (or et argent).

Mentionnons également les mines de *la Platilla*, de *Calamante*, de *la China*, de *San Sebastian de la Plata*, d'*Organos*, de *la Argentina*, etc.

Dans le département d'ANTIOQUIA, les mines du

1. Loraine, *op. cit.*

2. Quand nous disons *mines d'or et d'argent*, nous entendons désigner des mines où l'or et l'argent sont mêlés.

Zancudo (district de Titiribi) renferment en dehors de l'or, des filons argentifères qui parsèment les schistes stériles et qui eux-mêmes ne sont pas absolument dépourvus d'or. Dans le même district se trouve la mine de *Otra Mina*. On trouve l'argent aurifère dans les zones de *Sonsón*, *Remedios*, *Caramanta* et dans la direction de *Manizales*, au sud du département.

Sans compter la valeur des exportations faites par quelques compagnies minières établies à Remedios, Segovia et Frontino, et dont les produits sont abondants, on peut évaluer le restant des exportations à \$ 300.000 or, mensuels, représentés en barres d'or et d'argent. La seule maison de Nacey Brotters a expédié à l'étranger du 1^{er} janvier au 31 juillet 1912 (exportation dont le montant n'est pas compris dans le calcul ci-dessus), 92 barres d'or, 63 sacs d'argent et 8 sacs de minéral, représentant 1.413.328 grammes et £ 36.073¹.

Dans le département de BOLIVAR, les mines d'argent se trouvent à *Arboletes*, *Sincelejo*, *San Andrés* et *Galerazamba*; dans le BOYACA, douze mines d'argent ont été déclarées; dans les départements de CALDAS et CAUCA, les mines d'argent abondent et il y en a en exploitation dans les régions de *Marmato* et de *Supía* (mines d'Echandia, La Candelaria, Aguasclaras, San Antonio), dans le district de *Pacora* (mine Dureo) et dans le district de *Manizales* (mines El Diamante et

1. *Censo general de la Republica de Colombia, op. cit.*, 1912.

Toldafria). Il y a encore des mines d'argent dans les zones de *Riosucio*, *Neira*, *Santarrosa*, *Anserma*, etc. Dans le CUNDINAMARCA, on trouve des mines d'or et d'argent dans la province de *Zipaquirá*; dans le département de SANTANDER, on a déclaré 63 mines de filon d'argent, d'or et de cuivre. Dans le NORTE DE SANTANDER, la province de *Cúcuta* renferme différentes mines d'argent, mais on n'a pas de renseignements précis sur elles. Dans le département d'EL VALLE, de 1910, année où fut créé ce département, à 1912, on a déclaré 165 mines d'or et argent.

Les exportations d'or et d'argent en 1908 ont été les suivantes¹ :

Or et argent.	\$ 200
Or et argent en barres . .	\$ 159.240 88
Argent.	\$ 150
Argent en barres	\$ 159.055 39

Sur ces chiffres la France a importé :

Or et argent.	\$ 200
Or et argent en barres . .	\$ 13.587 89
Argent en barres	\$ 5.270 14

Mines d'émeraude. — « La Colombie, dit très exactement M. Demangeon², est avec la Russie (Oural) le seul pays produisant des émeraudes marchandes, propres à la bijouterie; parmi ces dernières, celles de

1. *Boletín de Estadística*, mayo de 1912, n° 2.

2. Demangeon, *op. cit.*

Muzo sont de toutes les plus appréciées. On cite des lots d'émeraude de Muzo qui ont été payés 500 francs et plus le carat. Plusieurs pierres choisies ont même atteint dans les jours de vogue le chiffre de 1.000 francs le carat. »

Ce n'est pas à notre époque seulement qu'on s'est occupé d'exploiter les mines d'émeraude. « La vallée du Carare, dit Reclus¹, qu'on appelle *Minero* dans la haute partie de son cours, traverse de riches contrées minières, entre autres celles de Muzo, qui *produit les plus belles émeraudes du monde*. La carrière à ciel ouvert où l'on cherche les émeraudes avec succès divers depuis 1558, est située au bord du torrent, à 6 kilomètres à l'ouest du village; on y trouve les restes d'une galerie, exploitée du temps des Espagnols, puis abandonnée après un éboulement : c'est le souterrain des morts... »

On trouve des émeraudes à *Yacopi* (dans l'ancien département de Quesada), mais c'est surtout le département de Boyaca qui renferme les plus belles mines d'émeraudes. 157 mines ont été déclarées. A *Coper*, on exploite une mine appartenant à des particuliers; à *Muzo*, *Coscuéz* et *Somondoco*², le gouvernement exploite lui-même.

Avant 1875, il s'était réservé la propriété de toutes

1. Reclus, *op.cit.*

2. Somondoco est situé sur les coteaux Est des Cordillères, au milieu des affluents du Rio Upia, affluent lui-même du Meta.

les mines d'émeraude ; il a renoncé aujourd'hui à ce monopole, mais les mines qu'il exploite sont des plus riches et lui assurent un revenu intéressant.

« On trouve certainement, écrit M. Loraine Petre ¹, ces pierres précieuses ailleurs, — à Salzburg, en Sibérie et dans l'Inde, — mais celles de la Colombie sont les seules qui ont cette couleur vert foncé qui est la caractéristique des meilleures émeraudes. Même en Colombie, les plus belles, on les trouve seulement à présent à Muzo, la terre des émeraudes et des papillons. L'aspect des mines donne l'idée du cratère d'un volcan éteint : on y trouve les émeraudes au fond et sur les côtés. »

La mine de *Muzo* emploie de 350 à 400 ouvriers et exploite trois bancs : El Amarillo, el Central et Los Chulos par le système de « taille ouverte. » Le budget de 1911 prévoyait pour le travail de la mine les sommes suivantes :

Appointements . . .	\$ 19.910
Alimentation . . .	\$ 27.165
Salaires	\$ 26.156
Matériaux	\$ 6.874

L'administrateur de la mine estime dans son rapport que cette dernière somme est insuffisante et devrait être de \$ 12.000 ². En attendant qu'une route soit faite

1. Loraine Petre, *op. cit.*

2. *Informe del administrador de las minas de Muzo y Coscuez*, 27 mai 1912, publié dans « *Informe del ministro de Hacienda* ». Bogotá 1912.

jusqu'au pont qui existe sur le rio Minero, le marché des émeraudes a lieu à la mine elle-même.

Le *Bulletin de statistique de la République de Colombie*¹ donne le chiffre de \$ 66.610 pour les exportations d'émeraudes en 1908 en Angleterre.

L'émeraude n'est pas la seule pierre précieuse qu'on recueille en Colombie. On trouve dans la Cordillère de Sumapaz, des diamants, des cornalines, du jais, des grenats, des rubis et des améthystes; sur le rio Mayo, des mines de saphirs. Reclus² signale que les ruisseaux du district de Santa Rosa mêlent à leurs graviers des cristaux de grenat, des rubis et des diamants. Enfin Díaz Lemos³ nous apprend qu'aux environs de Pasto, on trouve des grenats en grande quantité, des rubis, des saphirs et des améthystes, et, dans le département d'Antioquia, des grenats, des rubis et autres pierres fines dans les fleuves *Grande* et *Chico*.

Le commerce des pierres précieuses est, mais pourrait être encore beaucoup plus, une somme importante de revenus pour la Colombie.

Mines de fer. Il y a des gisements répartis dans toute la République. Selon M. Lorraine Petre, jusqu'à présent on ne les aurait pas travaillés efficacement.

Dans le département de Cundinamarca, dans les provinces de Facatativa et Zipaquira, on trouve de

1. *Boletín de estadística*, etc. Mayo de 1912, n° 2.

2. Reclus, *op. cit.*

3. Díaz Lemos, *op. cit.*

grands gisements de minerai de fer, qu'ont exploités les forges de *La Pradera* et *Pacho*¹. On dit² que le fer de *La Pradera* est mou et vaut un peu plus de £ 20 la tonne. On est arrivé, avec ce fer, à fabriquer des rails pour le chemin de fer du Nord. Reclus³ fait le plus grand cas des mines de *Pacho* : « La ville de *Pacho*, écrit-il, située près des sources du Rio Negro, sur le revers des montagnes qui dominant *Zipaquirá*, appartient au groupe industriel dont cette ville est le centre, et ses mines de fer lui ont donné le premier rang dans l'industrie métallurgique de la Colombie. » Dans ce même département de *Cundinamarca*, il existe aussi des gisements à *La Calera* et à *Subachoque*.

Dans l'*Antioquia*, on trouve le fer et la houille exploités à *Titiribi* et à *Amagá*. Il existe de nombreux gisements inexploités, près de *Zaragoza*, dans la région dite de *Guamoco*⁴.

Dans le département de *El Valle*, il y a une mine de fer aux environs de *Cali*; il y a des gisements dans le département de *Magdalena*, notamment à *Rio Hacha*; dans le département de *Santander*, principalement à *Bucaramanga* et *Giron*; et dans le Norte de *Santander* (dans la province de *Cucuta*). Enfin M. Jalhay⁵ nous

1. *Pacho*, située sur une pente douce de la vallée du Rio Negro, affluent du *Magdalena*, est la capitale de la province du Rio Negro.

2. F. Loraine Petre, *op. cit.*

3. Reclus, *Geog.*, xviii, p. 334.

4. Demangeon, *op. cit.*

5. Jalhay, *op. cit.*

indique comme gisements intéressants ceux de Beceril, Tamalameque et de Floresta, réputés très riches.

Mines de cuivre. Il y a en Colombie des mines de cuivre très riches, qui firent l'admiration d'Humboldt, à *Moniquirá* (département de Boyacá). Moniquirá, dit Reclus¹, située au Nord-Ouest de Leiva, est un centre minier pour l'exploitation du cuivre, et dans toute la Colombie le premier par ordre d'importance. Dans le même département la ville de *Leiva*, située à l'Est de Chiquinquirá, possède des mines de cuivre. On en trouve également à *Guateque*, à *Tunja* (2.793 mètres) et dans le district de *Chiquinquirá*, ville située à 2.614 mètres d'altitude. D'après le Censo general de la República de Colombia², il y a 10 mines de cuivre connues dans le département de Boyaca.

Dans tout le Cundinamarca, il y a des mines de cuivre disséminées. On en trouve notamment à *Zipaquirá*, ville située à 2.650 mètres d'altitude et à 49 kilomètres seulement de Bogotá, à *La Palma*, à *Villeta*, à *Tocaima*, à *Anapoima* et dans bien d'autres lieux encore.

Le département d'Antioquia, si célèbre par ses mines d'or, est moins riche en mines de cuivre. Le cuivre natif, provenant de la petite ville d'*Anza*, sur la rive gauche du fleuve Cauca, est cependant de première qualité. Il y a aussi des mines à *La Ceja* et à *Concepción*.

Dans le Cauca, on rencontre le cuivre, plus particu-

1. Reclus, *op. cit.*

2. Censo general, etc., *op. cit.*

lièrement dans la province de *Caldas*. Il y en a aussi dans la vallée du fleuve *Supia*, du côté de *Marmato*.

Dans le département Norte de Santander, il existe plusieurs mines de cuivre dans la province de *Cucuta* et dans celle d'*Ocaña* (1.465 mètres d'altitude).

Le cuivre se rencontre en abondance dans le département de Nariño et dans le département de Tolima, particulièrement à *Lérida* et à *Chaparral*. Il faut signaler aussi les mines de *Natagaima*, qui présentent le grand avantage d'avoir une petite rivière comme force motrice et le fleuve Magdalena comme moyen de transport. Les départements de Huila et de Magdalena en renferment également (mines de *Jagua* et de *Fonseca*.)

Dans le département de El Valle, le Censo general nous informe que de 1940, année où fut créé le département à 1912, on a déclaré une mine de cuivre. Enfin Reclus signale que les collines des environs de *Quibdo* (Intendencia del Chocó) renferment des veines de cuivre.

Mines de plomb. Les mines de plomb ne sont pas très exploitées en raison de leur bas prix. On en rencontre près de *Medellin*, dans le département d'Antioquia ; dans les départements de Santander et Norte de Santander, dans les régions de *Charala* et de *Zapatoca* et dans la province d'*Ocaña*. Dans tout le Cundinamarca, il y a des mines de plomb disséminées ; on le trouverait, dit-on, à *Zipaquirá*, aux environs d'*Anolaima*.

Dans le département de Huila, il y a du plomb et dans le département de Tolima, on le rencontre aux environs d'*Ibagué*. Enfin, il y a des mines de plomb à *Andágueda*, dans le Cauca.

Mines de platine. On sait que le platine est un métal très précieux, dont le cours arrive quelquefois à dépasser celui de l'or. Il est donc intéressant, pour la richesse d'un pays, de savoir s'il possède des mines de ce métal. La Colombie est encore favorisée à ce point de vue : elle renferme du platine en abondance.

En 1720, écrit M. Loraine Petre¹, à Popayan, on reconnut le platine et on le sépara de l'or, et on dit que là comme à Bogota, une fois la séparation faite, on jeta les deux métaux dans les rivières.

D'après M. Jalhay², c'est dans les mines du Chocó (Intendencia del Chocó) que le platine a été découvert pour la première fois en 1737, 80 ans avant qu'on ne le rencontrât en Russie. Il contient 80 à 85 pour 100 de métal. Il se trouve en abondance dans la région du Choco, où il n'est pas travaillé comme il devrait l'être. Le plus pur se rencontre dans les rivières *Opogado*, *Iró* et *Condoto*, affluents du San Juan, aux environs de Novita. Une très forte part du platine employé dans le monde, dit R. Blake White³, vient de la haute vallée

1. Loraine Petre, *op. cit.*

2. Jalhay, *op. cit.*

3. R. Blake White, *Proceedings of the R. Geographical Society*, mai 1883.

du San Juan. Il est probable que les placers du Condoto sont les plus riches gisements du monde. La production atteindrait donc des chiffres énormes, si on substituait notre outillage moderne à l'exploitation qui se fait aujourd'hui par le lavage au baquet. M. V. Restrepo évalué la production annuelle du platine, dans la région du Chocó, à environ 50.000 piastres. Il est expédié en Europe par le port de Carthagène. Il y a également des mines de platine dans le département de Mariño, dans le district de *Barbacoas*; dans la région de l'Atrato, et dans le département de El Valle, où de 1910, année de sa création, à 1912, on a déclaré 30 mines de platine¹.

Un décret paru aux environs de 1909 a décidé que toutes les mines de platine qui seraient découvertes à l'avenir constitueraient un monopole du gouvernement. Nous ignorons s'il a été rapporté.

Voici quels ont été en 1908 les exportations de platine par les ports de Barranquilla, Buenaventura et Cartagena :

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne.	7 034	3.606
Pour les États-Unis.	84 366	36.135
Pour la France.	147 086	65.989 38
Pour la Grande-Bretagne	27 614	9.181
Pour les autres pays	4 500	916
Soit au total.	267 600	115.827 38 ²

1. Censo general de la Rep. de Colombia, etc., *op. cit.*

2. *Boletín de estadística de la República de Colombia*, mayo 1912, n° 2.

Mines de nitrate de soude. On a découvert dans la vallée *Dupar* (province de Santa-Marta) des gisements de nitrate de soude, dont la qualité et l'aspect les rapprochent de ceux du Chili. Selon le *Star and Herald* de Panama, ces nouveaux dépôts occuperaient une superficie d'environ 75 kilomètres carrés. D'après M. Jalhay¹, on peut estimer la masse propre à la préparation du nitrate à 7.380.000 tonnes avec un rendement en nitrate pur de 1 à 13,50 pour 100. Les dépôts sont situés d'une part du côté du rio *San Sebastian*, qui communique avec la mer par le lac Cienaga, et d'autre part auprès de la ville *La Cienaga*, d'où leur transport est facilité par le chemin de fer.

Mines de soufre et salpêtre. On rencontre des mines de soufre aux environs de *Manizales* (département de Caldas), dans le département de Cauca, et dans le département de Santander. Dans ce dernier département, on trouve également du salpêtre.

Dans le département de Nariño, dans la province de *Túquerres*, il y a à la cime du volcan *Azufra*² des dépôts de soufre.

On rencontre le soufre dans le département Norte de Santander, et à *Gachalá*, dans le Cundinamarca. Ce département est assez riche en cette matière. *Gachetá* (province de Guavio) possède aussi une mine de soufre. On en trouve également à *Ibaqué*, province de Com-

1. Jalhay, *op. cit.*

2. *Azufra* vient du mot *azufre* qui veut dire : soufre.

bema (département de Tolima). Reclus signale aussi des mines de soufre à *Leiva*, ville située à l'Est de Chiquinquirá. Il y a du salpêtre dans le département de Boyacá.

Mines de chaux. Il y a du sulfate de chaux dans le département de Bolívar et du phosphate de chaux dans l'île de *Providencia*.

On rencontre là chaux dans les départements de Cauca, de Huila, de Nariño et de Tolima.

Mines de plâtre. On trouve du plâtre en Colombie, principalement dans les départements de Bolívar, de Cauca, de Huila, de Santander et de Norte de Santander.

Mines d'asphalte. Il y a des mines d'asphalte disséminées dans tout le département de Cundinamarca, et des dépôts importants dans la vallée du *Lebrija* (département de Santander), et à Umpalá (province de Los Santos, même département).

On en trouve également dans le département de Tolima, spécialement à *Lérida* et à *Chaparral*. La Home land and Mining Co de New-York exploite près de Chaparral une usine d'asphalte et expédie par an 2.000 tonnes, moitié aux États-Unis, moitié en Allemagne. L'asphalte est dur et contient 99,45 à 99,65 pour 100 de bitume et se prête très bien à la confection des peintures et des vernis. On l'expédie ordinairement en sac et on le vend à New-York 65 dollars la tonne tous droits payés, ce qui est un prix beaucoup

plus élevé que celui de la Trinité. Le fret pour l'Océan est d'environ 5 dollars par tonne pour l'asphalte de Colombie, ce qui est également plus cher que pour celui de la Trinité. Les mines de Chaparral sont à un kilomètre environ de la rivière Saldaña se jetant dans la Magdalena, à quelques milles au-dessous de Girardot. Des radeaux servent au transport de l'asphalte jusqu'à Honda et de là, par steamer, on l'expédie à la côte ¹.

Un décret récent paru dans le *Diario oficial*, écrit M. Loraine Petre², annonce la concession d'autres mines d'asphalte dans le département de Santander. La Compagnie est tenue de faire produire un minimum de 1.000 tonnes tous les deux ans.

Natagaima sur le Magdalena est également le centre d'une région importante où abondent les dépôts d'asphalte. Enfin, on rencontre aussi ce produit dans les départements de Boyaca et de Huila³.

Mines d'ardoise, de zinc, etc. On trouve en Colombie des mines d'ardoise à *Ubalá* (département de Cundinamarca), des mines de zinc, dans l'Antioquia, malheureusement peu exploitées en raison de l'abondance des métaux précieux dans ce département qui font dédaigner les mines de valeur moindre, des mines de sulfure de

1. Extrait du *Journal du Pétrole*, n° du 1^{er} mars 1905.

2. Loraine Petre, *op. cit.*

3. L'asphalte, généralement en espagnol *asfalto* ou *betún*, est fréquemment désigné en Colombie sous le nom de *neme*.

mercure dans le département d'Antioquia, à *Retiro*, province de Trédonia, qui malheureusement sont inexploitées, et de l'acide sulfurique dans le département du Cauca.

L'étain¹, le manganèse, l'antimoine, le talc, etc., se rencontrent sur divers points du territoire colombien.

Carrières de marbre. Le marbre n'est pas rare en Colombie; on le rencontre dans différents départements. Le Censo general de la República de Colombia signale 2 carrières de marbre dans le département de Boyaca. Diaz Lemos prétend qu'on en trouve dans les fleuves *Nare*, *Claro* et *Cocorná*, dans les départements d'Antioquia, et du Cauca. Quoi qu'il en soit, les difficultés et les frais de transport rendront toujours difficile son exportation en Europe.

Mines de houille et de charbon. La houille est très abondante en Colombie et cela a une grande importance puisqu'il n'y a pas d'industrie possible pour les pays qui n'ont pas le charbon chez eux ou tout au moins la facilité de l'importer, à moins qu'ils n'aient la houille blanche en abondance. La Colombie possède l'une et l'autre.

Dans le département d'Antioquia, à *Titiribi*, il y a un immense massif de houille. On en trouve près des mines d'or de *Supia* et *Marmato*, sur le Rio Sucio, affluent de l'Atrato. La houille se rencontre un peu

1. D'après M. Loraine Petre, on le travaille sur le *Andágueda*, dans le Chocó.

partout dans le district et dans les environs à *Corcorado*, *Sabaletas*, etc. *Pacho*, dans la province de Rionegro, possède une importante mine de charbon. On le trouve aussi en abondance à *Cáceres*, *Santa Bárbara*, *Sopetrán*, *Amagá* et *Heliconia* et dans la province du Suroeste, à *Caramanta*. Étant donné le grand centre minier qu'est le département d'Antioquia, il est très important qu'on y rencontre la houille en abondance.

Il y a du charbon minéral dans la province de *Cúcuta* (département Norte de Santander), dans la province d'*Ocaña* (même département) et non loin de *Socorro*. La zone qu'occupait l'ancien département de Galán (aujourd'hui département de Santander) renferme de la houille. Dans ce même département de Santander, à côté de la frontière du Vénézuéla, entre les fleuves *San Miguelito* et *San Miguel*, on trouve des houillères. De même sur les bords du rio *Carare*, affluent du Magdalena.

Le département de Cundinamarca est aussi très favorisé. Il y a des mines de charbon à *Guaduas*, dans la province du même nom, et d'inépuisables dépôts dans la zone de l'ancien département de *Quesada*.

Tout près de *Bogotá*, il y a du charbon dans la colline de *Monserate*, et aux environs de la cascade de *Tequendama*, qu'on extrait tout simplement au moyen d'un pic et d'une pelle.

Aux environs de *Facatativa*, la Compagnie de *La Pradera* extrait un charbon à aspect bitumeux, dont

elle se sert dans ses établissements métallurgiques.

A *Girardot*, tête du chemin de fer du Magdalena à Bogotá, on exploite une mine située un peu au-dessous de cette ville. Il y aurait, paraît-il, plus de charbon encore aux environs d'*Hospicio*.

Il y a des mines de houille importantes à *Riohacha*, dans le département de Magdalena, et à *Galerazamba*, dans le département de l'Atlántico.

La houille n'est pas rare dans les départements de Boyacá et de Huila. L'*Aracataca*, qui prend sa source dans la Sierra Nevada de Santa Marta, abonde en mines de charbon.

Près de *Cali* (département de Valle) M. Lorraine Petre¹ dénonce l'existence d'un vaste gisement qui serait le plus renommé bien que n'étant pas encore exploité. On croit, dit-il, que les mines de charbon sont d'une grande étendue et que la qualité doit être très bonne. Si c'était vrai, ce serait très avantageux pour le pays, car on pourrait transporter ce combustible par le chemin de fer de Buenaventura jusqu'au Pacifique où l'on est actuellement obligé d'acheter le charbon d'Europe ou de l'Amérique du Nord à des prix très élevés.

Enfin Reclus, dans sa *Géographie universelle*, indique que les collines des environs de *Quibdo* (Intendance du Chocó) renferment des gisements de houille et que *Fredonia*, *Sabanetas*, *Titiribi* (que nous avons déjà

1. Lorraine Petre, *op. cit.*

signalé) et *Amaga* possèdent des veines de charbon utilisées pour la fabrication du fer.

Mines de pétrole. On sait l'importance que prennent de jour en jour les moteurs à explosion. Non seulement l'industrie privée, les voitures automobiles, les batteuses et botteleuses dans l'agriculture en font usage, mais voici que les gros navires eux-mêmes songent à remplacer leurs machines à vapeur par des moteurs à essence. Dans un très intéressant article, M. François Mange¹ signale que pour les moteurs, nous sommes à peine au début d'une complète transformation. « Le bateau à vapeur, dit-il, adopte la turbine qui occupe moins de place; il chauffe au pétrole, dont un litre contient 10.000 calories alors que le volume correspondant de charbon Cardiff en offre 6.000. A même capacité de soutes, le rayon d'action avec chauffage au pétrole est augmenté de 50 pour 100. Les huiles minérales et les essences annoncent déjà un nouveau progrès par l'application du moteur à gaz dans ses nombreuses variétés. Nulle part ailleurs que sur un navire l'emploi de la calorie ne doit atteindre un plus haut rendement... »

*La Nature*² signalait à ce propos, au début de 1912, qu'on venait de lancer en Angleterre, pour le compte d'une compagnie danoise, un navire de 10.000 tonneaux avec deux hélices mues par des moteurs Diesel de 3.000 chevaux. Le « *Jutlandia* » n'a aucune installation

1. *Revue de Paris*, 1^{er} juillet 1912.

2. *La Nature*, n° du 3 février 1912.

de chaudière... Le remplacement de la vapeur par des moteurs à combustion interne a permis de réduire des deux tiers l'encombrement de la machinerie.

Dans un récent article paru dans le *Figaro*, M. Marc Landry appelait l'attention de nos gouvernants sur le chauffage au pétrole de la flotte anglaise. « Jusqu'ici, en Angleterre comme en France, dit cet auteur, le chauffage au pétrole n'était appliqué que sur les contre-torpilleurs et encore sur certains contre-torpilleurs. M. Winston Churchill a fait savoir que les quatre grands dreadnoughts du programme 1912-1913, ainsi que celui offert par la Malaisie pour la défense de l'Empire, emploieraient du pétrole au lieu de charbon. Donc les grandes unités de combat anglaises vont commencer à utiliser le combustible liquide...¹ » Si la chauffe au pétrole s'impose surtout aux croiseurs-cuirassés, c'est qu'elle permet, sans augmenter leur déplacement, de leur donner, avec le même armement et la même protection que les cuirassés de combat, une vitesse beaucoup plus grande. Il faut se souvenir, en effet, que les avantages inhérents à l'emploi du pétrole sont les suivants : diminution considérable de l'encombrement, d'où possibilité, à puissance égale, de réduire le tonnage, ou, si l'on veut au contraire conserver le même tonnage, possibilité de reporter à son gré, soit sur l'armement, soit sur la protection, soit sur la puissance

1. *Le Figaro*, juillet 1913.

des machines, l'économie de place réalisée sur le combustible et le poids.

Cette économie de place est de la plus grande importance. Les navires qui traverseront le canal de Panama devant payer les droits en raison du tonnage, auront tout avantage à perdre à bord le moins de place possible et à transporter le maximum de fret. Ils seront donc amenés à remplacer leur chaufferie à vapeur par le pétrole. La Colombie, placée aux portes du canal, aura donc, si elle exploite hardiment ses mines de pétrole, une clientèle assurée auprès des navires qui passeront de l'Atlantique au Pacifique ou vice versa. Elle aura en outre la clientèle répartie sur toute la surface du globe, puisque la consommation grandit de jour en jour.

Si on en croit les témoignages des voyageurs, le sous-sol de la Colombie contient d'inépuisables gisements pétrolifères¹. Le code fiscal, dans son article 112, dispose que les mines de pétrole qui se trouvent dans des terrains vagues (*baldios*) ou ont été adjugés de la même façon, postérieurement à la loi 30 de 1903, peuvent être déclarées par leurs inventeurs, suivant la même procédure et en payant le même impôt que pour les mines d'or alluvion. L'application de cette disposition présente, selon le ministre des travaux publics², de sérieuses difficultés et de grands dangers, parce que la

1. Serret, *Voyage en Colombie*, 1912, Paris.

2. *Memoria del ministro de obras publicas*, 1913.

nature des mines de pétrole est entièrement distincte de celle des mines d'or. D'autre part, le gouvernement estime que le sous-sol de la République renferme de grands gisements de pétrole, dont l'exploitation demande des capitaux importants et un outillage de prix, et qu'il est plus prudent de réserver à l'État ces richesses inexploitées qui peuvent devenir pour lui une source de revenus. Pour atteindre ce but, le Pouvoir exécutif, après avoir entendu la commission législative, a signé le décret n° 393 de 1913. Il a en outre présenté aux Chambres, en vue de le leur faire approuver, un projet de contrat entre le gouvernement et la société « S. Pearson et son Limited » de Londres, dont l'objet est de faire des explorations pour déterminer l'existence des sources et des dépôts de pétrole et hydrocarbures en général et de déterminer leurs conditions d'exploitation. Si la Colombie sait mettre en valeur ses gisements de pétrole, et cela, sans attendre, car en ce moment la demande est supérieure à l'offre, elle pourra se créer de magnifiques sources de revenus.

On trouve des mines de pétrole en différents endroits, mais principalement dans les départements de Cundinamarca, Tolima, Antioquia, Cauca, Santander, Magdalena et Atlántico.

Natagaima est le centre d'une région riche en mines de pétrole. Il est certain que si cette zone du rio Magdalena progresse, on installera une machine pour extraire le pétrole ; Natagaima sera alors très vite une

importante ville industrielle. Sur les bords du Magdalena, entre Purificacion et Girardot, on trouve des mines de pétrole d'une très grande importance. Dans le Tolima, les mines sont à *Chaparral* et, dans le Huila, à *Yaguará*; dans le département de Santander, on a découvert d'abondantes sources de pétrole, entre les fleuves *Sogamoso* et *Carare*; au nord du département Norte de Santander, les sources de pétrole sont en exploitation. Dans la province de *Cucuta*, on compte plusieurs mines de pétrole. Dans le département de l'Atlántico, il n'y a à l'heure actuelle en exploitation qu'une mine de pétrole, située dans la Corregidorerie de Las Perdices. Enfin dans ce même département, il y a des sources à *Tubará* et *Rotiné*.

Mines de sel, sources salées, etc. Le sel représente une des principales productions de la Colombie et un des meilleurs revenus du gouvernement. « Cuivre, plomb, fer, dit Reclus¹, la Colombie possède tous les métaux, mais après l'or, la principale industrie minière est celle des salines, qui pourraient produire bien davantage, mais le gouvernement, possesseur du monopole, se borne à satisfaire la consommation locale. » Il faut dire que Reclus écrivait en 1893 et que depuis l'industrie du sel a pris en Colombie un grand développement². On l'extrait de trois façons différentes : des importants gisements que l'on rencontre principalement des deux

1. Reclus, *op. cit.*

2. Voir *infra*, loi 44 de 1910.

côtés de la Cordillère Orientale et dans les départements de Cundinamarca, Boyaca, Tolima et dans l'Intendance de Meta ; des sources salées qui se trouvent dans le Tolima, le Cauca, l'Antioquia et autres points, et enfin des salines maritimes.

Il y a dans le CUNDINAMARCA quatre salines principales : celles de *Zipaquirá*, *Nemocón*, *Sesquilé* et *Tausa*.

La loi 44 de 1910 sur la libre exploitation des salines terrestres et le décret n° 849 de la même année qui la réglemente, ont donné de très bons résultats en ce qui touche les revenus. Les producteurs de sel ont commencé à appliquer dans leur industrie, des procédés modernes qui procurent à la fois économie de temps et de combustible. Le moment est proche où le public et les industries tributaires du sel, le consommeront à des prix inférieurs à ceux actuels.

Le ministre des Finances, dans son rapport de 1912, constate avec plaisir qu'avec l'établissement de la libre exploitation et l'achèvement des travaux nécessaires, il y a lieu d'espérer que le revenu de la saline de *Zipaquirá* atteindra promptement un degré intéressant de prospérité. Ainsi en témoigne le fait que le produit net de 1911 a été supérieur à celui de 1910 de \$ 56.532,30.

La saline de Zipaquirá a produit en 1910 :

Produit brut	\$ 474.221 61
Frais.	157.466 59
Produit net.	<u>\$ 316.755 02</u>

Les frais se sont élevés à 33 pour 100 du produit.

En 1911 :

Produit brut	\$ 460.896 73
Frais.	87.609 41
Produit net.	<u>\$ 373.287 32</u>

Les frais se sont élevés à 19 pour 100 du produit.

Comme on le voit, bien qu'il y ait eu une diminution de \$ 13.324,98 dans le produit brut, comme les frais ont baissé considérablement, il en est résulté l'augmentation du produit net indiqué ci-dessus¹.

En 1912, les résultats ont été encore bien meilleurs. Le produit brut a été de \$ 573.559,47; les frais ont atteint 100.632,96, ce qui a laissé un produit net de \$ 472.926,51, supérieur de \$ 100.000 à l'année précédente².

Pour donner une idée de la richesse de cette saline, nous extrayons de l'ouvrage de M. Luis Orjuela³ les renseignements suivants :

« Selon les ingénieurs Gonzáles Benito et Davison, le banc de sel représente une masse de près d'un milliard de tonnes, et encore en supposant qu'il n'y a pas de sel sous le plan de la base du cône tronqué qui forme le banc. Si la consommation se maintenait dans la proportion qui a existé jusqu'à présent, il y aurait là du sel

1. *Informe del ministro de Hacienda al congreso*, 1912. Bogotá.

2. *Informe del ministro de Hacienda al congreso*, 1913. Bogotá.

3. Luis Orjuela, *Minuta Zipaquireña*.

pour mille fois cent trente années, soit, 1.300 siècles, environ 18 fois l'existence que l'on suppose au monde. »

D'après Ortiz (tableau statistique) le montant du sel vendu à Zipaquirá, de 1778 à 1887 inclus (cent dix ans) monte en *tonnes* au chiffre de 521.311.

Selon Arboleda (statistique nationale 1899) le sel vendu de 1888 à 1897 inclus (dix ans) a dépassé 111.746.

Suivant Parra (statistique annuelle 1907) le mouvement de sel vendu, de 1898 à 1905 inclus (huit ans) représente un poids de 71.024.

Enfin d'après l'Office de statistique nationale, le poids de sel vendu dans les deux années de 1906 et 1907, monte à 35.139.

Soit au total en *tonnes* 739.220.

La valeur en or du sel vendu en cent trente ans, s'élève à la somme de \$ 24.187.017 jusqu'à 1907¹.

L'exploitation de la riche mine de *Nemocón* se fait encore par des procédés rudimentaires. On monte le sel au moyen d'échelles et à dos d'homme, d'une profondeur de 180 mètres. Le ministère des Finances a obtenu qu'il soit installé un ascenseur électrique, qui offrira commodité et économie, et à cet effet, l'administrateur principal étudie un projet présenté par un ingénieur compétent.

Les résultats d'exploitation de la saline ont été les suivants :

1. *Censo general de la República de Colombia*, 1912. Bogotá.

En 1911 :

Produit brut	\$ 236.726 19
Frais.	23.751 23
Produit net	\$ 212.974 96

On voit que les frais s'élèvent à un peu plus de 10 pour 100 du produit brut¹.

En 1912 :

Produit brut :	\$ 231.861 06
Frais.	27.168 02
Produit net.	\$ 204.693 04

Le gouvernement est d'avis qu'il vaut mieux, en raison des frais, ne pas exploiter pour le moment la mine de *Sesquilé*, située à peu de distance des autres mines du Cundinamarca, qui donnent surabondamment l'approvisionnement général². En principe, nous ne sommes pas de cet avis, car, il ne faut jamais négliger, même si les débuts sont difficiles une source de revenus. C'est ainsi d'ailleurs qu'a conclu M. Santiago Lleras, inspecteur spécial chargé de la visite de la mine de *Sesquilé* : « On pourrait, dit-il, approuver la fermeture de la mine dans le cas seul où son exploitation causerait préjudice ou charge au trésor, mais il est démontré que pareille chose ne peut arriver en aucun cas, surtout quand le gouvernement est décidé à admi-

1. *Informe del ministro de Hacienda, 1912, op. cit.*

2. *Informe del ministro de Hacienda, 1912, op. cit.*

nistrer le domaine public avec l'habileté et l'honorabilité qui sont nécessaires et qu'il a déjà montrées... L'exploitation du sel de *Sesquilé* empêchera que le prix de cette denrée s'élève au-dessus du prix qui doit être quand la concurrence règle les marchés¹... »

D'après M. Regel², il y a quelques années, la saline de *Sesquilé* produisait annuellement de 1.200 à 1.300 tonnes.

Par décret n° 390 du 29 mars 1912, la distribution de l'eau salée de *Tausa* a été fixée au prix de \$ 0,06 or le décalitre, conformément à la loi 44 de 1910 et en raison de la basse saturation des sources salées. On a perçu pendant l'année 1911, pour affermages de cette saline, la somme de \$ 2.928,30, rendement qui correspond à une production moyenne de 1.464 arrobes³ de sel compact pendant les mois qui se sont écoulés de décembre 1911 à mars 1912⁴. Regel évalue, dans son ouvrage qui remonte à 1899, la production de la saline de *Tausa* à un chiffre qui varie entre 500 et 800 tonnes⁵.

La saline de *Gachetá* a donné pour l'année 1911

1. *Diario oficial de la República de Colombia*, n° 14759, 8 mars 1912.

2. Dr Fritz Regel, *Kolumbien*, Berlin, 1899.

3. *Arrobe*, mesure de poids équivalant à 11 kilog. 500. S'emploie aussi pour les liquides et équivaut à 16 litres 137 pour le vin et 12 litres 564 pour l'huile.

4. Le compte de production part du mois de décembre parce que le gouvernement, après la rupture de contrat, a repris la saline à cette époque seulement, en vertu de la résolution n° 64 du 3 novembre 1911.

5. Regel, *op. cit.*

un produit de \$ 4.770,85; les frais sont montés à \$ 1.602,50 ce qui a laissé un produit net de \$ 3.168,35. Le produit brut est résulté de la vente de 3.356.312 décalitres d'eau salée. Le produit net a été du double de celui de l'année précédente qui était seulement de \$ 1.832,31. Malgré un produit brut bien supérieur (§ 5.244,05) l'année 1912 n'a donné qu'un produit net de \$ 3.149,06, en raison des frais beaucoup trop élevés, qui ont atteint \$ 2.049,99. — Regel évalue la production annuelle de cette saline entre 500 et 600 tonnes.

Le fermier des deux sources salées de *Mámbita* et *Barital* s'est trouvé en présence de nombreuses difficultés résultant du manque de bras, de routes et par-dessus tout de l'absence de pont sur le rio Guavio. Malgré la mauvaise volonté d'individus ayant exploité les salines autrefois en contrebande et lui créant toutes sortes de difficultés, le fermier a pu payer régulièrement le montant de ses fermages soit \$ 360 correspondant à neuf mois de 1911, et \$ 480 pour 1912.

La saline de *Cumaral* et *Upín* a produit en 1911 \$ 7.378,20. Les frais se sont élevés à \$ 4.492,55 laissant un bénéfice net de \$ 2.885,65. Le produit brut est résulté de la vente de 4.637 arrobes de sel de cuisine et de 13.315 arrobes de sel gemme de première qualité. En 1912, le produit brut a été de \$ 7.022,10 et le produit net de \$ 2.309,07.

Dans le département de *Boyacá*, il y a des sources salées à *Chita*, *Muneque*, *Chámezo*, *Pajarito*, *Recetor*,

Mongua, Pauto, Chaquípay et Pizarra. Reclus signale aussi le district de *Santa Rosa* comme renfermant de riches salines iodifères. Les salines du département de Boyaca représentent une grande valeur, et constituent, avec celles du Cundinamarca, un des principaux revenus du gouvernement.

La saline de *Chita et Muneque* a donné pendant l'année 1911 un revenu brut de \$ 84.472,44, d'où il faut déduire \$ 70.758,62 de frais, ce qui laisse un revenu net de \$ 13.713. Ces sommes ont été produites par la vente de 1.297.787 kilog. 500 de sel compact et par 66.739 décalitres d'eau salée. En 1912 le produit brut n'a été que de \$ 49.494,50 et le produit net de 7.642,54, en baisse sensible sur l'année 1911.

Les salines de *Chámeza et Recetor* ont continué à être exploitées librement, les particuliers payant un droit au gouvernement par chaque arrobe de sel qu'ils produisent, et pouvant user de la matière première sans limitation aucune. Un projet de contrat, dont la reconstruction du chemin qui conduit à Puebloviejo est une des bases, a été préparé avec un particulier pour exploiter ces salines sur une grande échelle.

Leur rendement brut en 1911 a été de \$ 4.403,48 ; les frais ont atteint \$ 1.988,60 et le produit net a été de \$ 2.414,88. Ce rendement représente une production de 22.000 arrobes environ, en comptant à \$ 0,20 les droits d'élaboration par chaque arrobe. En 1912, bien que le rendement brut ait été supérieur (\$ 4.780,32) le

rendement net n'a été que de \$ 1.107,98 parce que les frais, beaucoup trop élevés, ont atteint \$ 3.672,34.

Les salines de *Pizarrá* présentent un intérêt spécial : le gouvernement est disposé à accepter une proposition de contrat présentée par une personne sérieuse qui se propose de coloniser la riche et fertile région de l'Ouest du département de Boyacá, et a déjà commencé dans cette idée à ouvrir des chemins. Elle prétend amener à la vie civilisée diverses tribus indigènes qui habitent là, établir la consommation du sel des sources de *Chaquipay* et *Pizarrá* dans les régions de Minero et Carare et établir des colonies agricoles, etc. Tout cela pourrait se réaliser avec l'appui du gouvernement, qui donnerait au contractant l'usufruit des sources salées pendant cinq ans, à charge par celui-ci de remettre au gouvernement, à l'achèvement du contrat, les salines parfaitement installées et en état de produire au minimum mille arrobes mensuelles, et deux chemins pour conduire le sel aux lieux de consommation.

Dans le département de TOLIMA l'affermage de la saline de *Coello* a été adjugé à un particulier pour la somme de \$ 600 or annuels¹. Il y a aussi des salines à *Chaparral* et à *Lérida*.

Le sel ioduré du département d'ANTIOQUIA² est très apprécié, non seulement pour les usages économiques, mais encore comme substance médicinale, pré-

1. *Diario oficial*, n° 14498, 1912.

2. Diaz Lemos, *op. cit.*

servatrice du goître et autres maladies. On l'extrait des sources salées qui se trouvent de tous côtés, mais les principales salines se trouvent à *Retiro*, *Andes*, *Ríonegro*, *Carmen*, *Cocorná* et *Heliconia*, dont le sel ioduré, très salulaire et très recherché, est exploité depuis le temps de la conquête.

Sopetrán, capitale de la province du même nom, possède de riches salines. On en rencontre également à *Sonsón*, capitale de la province de Aures; *Santa-Bárbara* (province de Santa-Bárbara); *Betulia* (province de Occidente); *Urrao* (province du même nom), sur les bords du Penderisco; *Barbosa* (province du Centro), sur les bords du río Medellín; *San-Rafael* (province de San-Rafael), et *Santa-Rosa-de-Osos* (province du Nordeste). A *Cañasgordas* (province de Urabá), les habitants s'emploient au travail de quelques salines.

Dans le département de NARIÑO, il y a, en beaucoup d'endroits, de riches sources salées, mais l'exploitation en est assez réduite. On s'en sert principalement pour abreuver les troupeaux.

Dans le département de CALDAS, aux environs de *Manizales* (province du même nom), il y a des salines. *Salamina*¹ possède des gisements de sel et est le point de départ d'une route qui pénètre dans le bassin du Magdalena par le paramo de Herveo.

Le département du CAUCA possède des salines, no-

1. Reclus, *op. cit.*

tamment à *Tulud* (province du même nom). Dans le NORTE DE SANTANDER, il y a des sources salées à *Sardinata*, et dans le département de BOLÍVAR de riches salines.

Dans le département de l'ATLÁNTICO, il faut signaler les salines de *Galerazamba*, et dans le MAGDALENA, celles situées à l'Est et à l'Ouest de *Rio Hacha*, dont Reclus disait qu'elles étaient suffisantes pour alimenter des millions d'hommes.

Le revenu des **salines maritimes** a dépassé de beaucoup en 1911 celui de 1910. En 1910, il a été de \$ 534.779,07, avec une dépense de \$ 140.337,07, donnant un produit net de \$ 394.441,46; et en 1911, de \$ 565.459,63, avec une dépense de \$ 54.128,44, donnant un produit net de \$ 511.331,19, soit une augmentation dans le produit net de \$ 116.889,73.

En 1912 le revenu a été très inférieur, car la sécheresse de 1911, facilitant la cristallisation du sel, avait fait de cette année, une année exceptionnelle, ce dont tout le monde avait profité pour faire des provisions abondantes, au détriment de revenus de l'année suivante.

Durant l'année 1911, on a transporté dans les départements du Pacifique, d'accord avec le décret 203 de 1911, 11.138 sacs de sel exploité dans les salines de l'Atlantique, qui ont donné, en faveur du trésor, une recette de \$ 3.547,55. Mais en 1912, d'accord avec la loi 30 de 1911, on a introduit le sel de l'Atlantique

dans ces départements, sans aucun droit en faveur du fisc. Depuis la promulgation de la loi de 1911, la quantité introduite a été considérable, et elle ira toujours en augmentant jusqu'à déloger complètement le sel de provenance étrangère. Le ministre des Finances, dans l'intérêt du Trésor, désire voir rétablir un droit de \$ 0,10 par 12 kilog. 500 de sel, et, en même temps, pour protéger la production nationale, faire élever à \$ 0,30 l'impôt mis dans les ports du Pacifique sur le sel d'importation étrangère¹.

De l'étude que nous venons de faire des salines de différentes espèces que possède la Colombie, il résulte clairement que cette République ne devrait pas importer de sel. Voici cependant quelle a été l'importation de 1908² :

D'Allemagne.	169.775 kilos.
D'Espagne	42 —
Des États-Unis.	15.506 —
De France.	73.955 —
D'Angleterre.	474.651 —
D'autres pays	2.493.785 —

Avant de terminer ce chapitre, il nous paraît utile de donner quelques extraits du code minier Colombien. Cela ne peut manquer d'intéresser ceux de nos lec-

1. *Informe del ministro de Hacienda, 1912. Op. cit.*

2. *Boletín de estadística de la República de Colombia, Año I, junio de 1912, n° 3.*

teurs qui désirent porter leur activité et leurs capitaux sur le riche terrain minier de Colombie.

ARTICLE PREMIER. — Les mines existant sur le territoire de l'État appartiennent :

1° A la Nation, celles d'émeraude et de sel gemme ;

2° A l'État, celles d'or, d'argent, de platine et de cuivre¹, et

3° Au propriétaire du sol, toutes les autres de quelque nature qu'elles soient².

ARTICLE 2. — L'État cède la possession et propriété de ses mines, à tous les nationaux et étrangers, qui, conformément aux lois communes, ont la capacité légale pour acquérir la possession des choses, dans la forme et sous les conditions énoncées dans la présente loi...

ARTICLE 3. — Les mines sont partie intégrante du territoire où elles se trouvent, et leur adjudication légale renferme en soi la condition tacite en leur faveur de la servitude et usage du terrain nécessaire à leur exploitation, de même que des autres choses qui se trouvent dans le lieu où elles ont été décou-

1. Cette distinction entre la Nation et l'État étonne au premier abord, car, dans la forme républicaine, État est en quelque sorte synonyme de Nation. (Cf. *Biens nationaux, routes nationales*, etc.) Nous ne pouvons l'expliquer qu'en groupant ici sous le mot de *Nation* l'ensemble des citoyens de la République ayant le droit de posséder individuellement des mines d'émeraude et de sel gemme. Au contraire, nous verrons plus loin (page 232) que le projet de loi sur les bois de l'État, les désigne sous le nom de *bois nationaux*.

2. *Código de Minas Colombiano y leyes virgentes que lo adicionan y reforman*. edición hecha bajo la dirección de Eduardo Rodríguez Piñeres. Bogotá 1910.

vertes ou dans ses environs et qui sont nécessaires à leur mise en œuvre : le tout dans la forme et les termes établis dans la présente loi.

ARTICLE 4. — La possession ou propriété des mines s'acquiert d'une des façons suivantes :

1° Par l'adjudication que fait le Pouvoir exécutif, conformément à la présente loi ;

2° Par tout autre moyen translatif de possession¹, conformément aux lois communes, à la condition, toutefois, qu'au premier aliénateur, il ait été conféré le titre correspondant², ou que celui-ci soit obtenu conformément aux dispositions du chapitre VII de la présente loi.

ARTICLE 5. — Tout individu qui, conformément à la loi, peut acquérir la possession et propriété des mines, jouit du droit entier de chercher, découvrir et prospector toute mine de l'État, mais avec les restrictions suivantes... (suit une liste de restrictions qu'il serait trop long de donner ici et pour lesquelles nous renvoyons au Code lui-même).

ARTICLE 6. — On désigne, comme premier inventeur d'une mine, l'individu qui, le premier, a donné

¹ Le texte espagnol porte le mot *dominio*, qui veut dire exactement « possession », mais nous pensons cependant qu'il s'agit ici de propriété définitive, et que le *Codigo de minas* a employé indifféremment et à tort les mots *dominio* et *propiedad* (possession et propriété), qui, cependant, ne sont pas synonymes.

² C'est-à-dire qu'il ait eu des titres de propriété avant son aliénation.

l'avis dont parle l'article 8, tant qu'il conserve son droit, ainsi qu'il en est disposé à l'article 118.

Si celui qui a donné ledit avis perd son droit, on reconnaît alors, comme premier inventeur, le premier restaurateur (du droit), c'est-à-dire, le premier qui donne l'avis dont parlent les articles 346 et 367, tant qu'il conserve son droit, ainsi qu'il en est disposé aux articles 124 et 380.

Est reconnu également comme premier inventeur celui qui acquiert le droit à une mine, ainsi qu'il en est disposé aux articles 78 à 83, 350 et 351, etc.

ARTICLE 7. — Les découvertes des mines peuvent être faites, soit par l'individu qui demande l'adjudication pour lui-même, soit par un autre qui travaille en son nom et comme son mandataire; mais la dénomination et le caractère d'inventeur appartiennent toujours à l'individu pour le compte duquel se fait la découverte de la mine.

ARTICLE 8. — La première chose que doit faire l'individu qui désire acquérir une mine, est d'en donner avis, par lui-même ou par mandataire, au chef municipal du district où est située la mine qu'il a découverte, en indiquant la fraction ou localité et le point précis où elle est située.

ARTICLE 16. — Les mines, d'après leur formation et pour les effets de la présente loi, se divisent en trois catégories :

1° Mines de *filon*, telles que celles de pierres précieuses, argent et or, dites de *veta*¹.

2° Mines de *sédiment*, comme sont ordinairement les mines de fer et de cuivre.

3° Mines d'*alluvion* formées en couches alluviales par les pierres précieuses ou métaux arrachés par les eaux, et qu'on appelle généralement *corridos*².

ARTICLE 32. — L'inventeur d'une mine qui veut l'acquérir, devra la déclarer dans les 90 jours qui suivront celui où est censée avoir été faite la découverte, conformément à l'article 12.

ARTICLE 33. — La déclaration se fera au moyen d'un écrit adressé au président de l'État, dans la forme et avec les formalités suivantes :

1° On devra indiquer clairement le district, fraction, localité et endroit précis où est située la mine, et trois ou quatre des points les plus connus entourant celui dont il s'agit et rendant impossible son changement pour un autre.

2° Si le point où on a découvert la mine n'a pas de nom sous lequel il soit connu généralement, on donnera tous les renseignements nécessaires pour que, d'aucune façon, il ne puisse être confondu avec un autre. En cas de nécessité, l'intéressé pourra faire visiter par deux témoins le point où il a découvert la mine, afin que ces témoins, concourant à l'acte de pos-

1. Veta, en français : veine.

2. Corridos, mot à mot : qui a couru.

session, puissent justifier de l'identité du point indiqué, et il en sera fait mention dans l'écrit.

3° On donnera les renseignements exigés par les articles 24 et 29, pour la mesure de la mine.

4° On indiquera si la mine est dans un coteau absolument nouveau, ou si elle est nouvelle dans un coteau connu, ou si encore si elle est nouvelle dans un filon connu et travaillé dans d'autres parties, selon les définitions des articles 18, 19 et 20, cela dans le cas où la mine est de *veta*. Si elle est la continuation d'une autre, on indiquera le côté vers lequel la continuation est déclarée.

On indiquera les noms de tous les associés, quand la mine appartient à plusieurs personnes et le rôle que chacun représente ; ce qui n'empêche pas que des changements peuvent être apportés dans la suite.

6° Si la mine a été déclarée par une société ordinaire, on indiquera également dans l'écrit quel est le président ou directeur qui a été nommé, conformément aux dispositions de l'article 283.

7° A la suite de la signature du déclarant, on devra trouver une note signée par l'administrateur général du trésor et constatant que les droits établis ont été payés, s'il y en a eu, et que 48 grains d'or de la mine ont été déposés¹.

ARTICLE 37. — En même temps que l'acte de déclai-

1. La loi 38 de 1887 a supprimé cette dernière obligation.

ration, on présentera un échantillon du minerai, si la mine est de *veta*; avec tous ces échantillons il sera formé une collection bien réglée et méthodique, où chaque échantillon portera une étiquette indiquant le nom de la mine d'où il provient. Cette collection formera la base d'un cabinet minéralogique qui doit être créé dans l'État; et dans cette intention, on remettra tous les six mois au recteur du Collège de l'État, les échantillons qui auront été recueillis.

ARTICLE 40. — La déclaration des mines peut être faite par l'intéressé ou les intéressés directement ou par tout autre individu en leur nom.

ARTICLE 44. — L'acte de déclaration d'une mine étant établi avec les formalités énoncées à l'article 33, le pouvoir exécutif fera donner la possession de la mine au déclarant, quelle que soit la sorte de mine déclarée.

ARTICLE 48. — La personne chargée de donner la possession fera placer immédiatement dans le lieu public habituel, l'affiche annonçant qu'on va donner la possession de la mine. L'affiche restera placée pendant trois semaines consécutives, et portera des notes indiquant les dates de pose et d'enlèvement signées par la personne chargée de donner la possession et son secrétaire.

ARTICLE 51. — Si le temps de l'affichage s'écoule sans qu'il soit fait d'opposition, on donnera la possession de la mine au point même où elle aura été découverte, après avoir préalablement convoqué les pro-

priétaires ou déclarants de mines limitrophes ou immédiates.

ARTICLE 59. — Le délai qui s'écoule du moment où est reçue la déclaration d'une mine jusqu'au jour où doit être retirée l'affiche, est bon pour les oppositions, lesquelles doivent être formulées par écrit. Elles peuvent aussi être présentées oralement, le procès-verbal étant rédigé ensuite et dûment approuvé par tous ceux qui interviennent dans l'acte.

ARTICLE 70. — On entend par *titre* le document que délivre l'autorité compétente à celui qui déclare une mine, pour qu'il puisse justifier que l'État lui a cédé la possession et propriété de la dite mine.

On désigne également sous le nom de *titres* les documents et contrats qui renferment la propriété, conformément au Code civil.

De toutes façons on ne dit une mine *titularisée* que quand sa jouissance est assurée grâce au titre dont parle le paragraphe 1° de cet article.

ARTICLE 94. — Les titres délivrés conformément à la présente loi sont nuls dans les cas suivants :

1° Quand ils n'ont pas la signature du président de l'État et celle du secrétaire des Finances ;

2° Quand ils n'ont pas été dûment enregistrés ;

3° Quand il a été concédé une superficie plus grande que celle qui aurait dû être concédée ;

4° Quand la mine a été déclarée sous un nom différent de celui sous lequel était connu le lieu où elle est située ;

5° Quand la mine a été déclarée comme découverte nouvellement, alors qu'elle l'avait déjà été autrefois, hormis le cas des articles 350 et 351 ;

6° Quand on a omis le nom du dernier possesseur de la mine déclarée, le connaissant ; et également quand le dit nom a été remplacé par un autre ;

7° Quand on n'a pas cité à la prise de possession les propriétaires ou déclarants de mines voisines, alors qu'il y en avait, et,

8° Quand les pièces insérées dans le *titre* ne sont pas conformes aux originaux d'où elles ont été prises.

ARTICLE 95. — Il peut être remédié à la nullité dont parle le numéro 1 de l'article antérieur, etc...

ARTICLE 98. — La nullité dont parle le numéro 2 de l'article 94 peut être effacée en payant à nouveau les droits du titre et en le faisant enregistrer.

ARTICLES 142 à 145 (abrogés et remplacés par différentes lois, dont la loi 59 de 1909).

Loi 59 de 1909, article 2. — Il est établi un impôt sur les mines de la façon suivante :

1° Pour la *déclaration* d'une mine d'or et d'argent, le déclarant payera un droit de cinquante centimes or (§ 0,50) et les versera préalablement à l'office respectif du ministère des Finances ;

2° Pour le *titre* de concession d'une mine des dits métaux, le propriétaire payera quatre piastres or (§ 4) ;

3° Toute mine d'or ou d'argent de *veta*, qu'elle soit

ou non exploitée, payera un impôt annuel de une piastre or (§ 1) par chaque hectare.

4° Toute mine d'or *corrido*, dans les dimensions indiquées à l'article 28 du Code des mines¹, payera également une piastre or (§ 1) annuellement². Les mines de plus ou moins grande superficie payeront ce qui correspond proportionnellement à leur surface, mais l'impôt ne baissera pas au-dessous d'une piastre, même si la mine est de dimensions inférieures (à un hectare).

Loi 44 de 1888, article 3. — Pour chaque mine de pierres précieuses dont la surface n'excède pas celle indiquée à l'article 2 de la loi 38 de 1887, on payera 5 piastres (§ 5) annuellement. Les mines de cette sorte qui ont une plus grande superficie payeront cinq piastres (§ 5) par chaque kilomètre carré et en proportion pour l'excédent.

Loi 40 de 1905, article 2. — Les mines de cette catégorie³, déclarées jusqu'à ce jour, pourront être exploitées par leurs entrepreneurs, moyennant paiement au Trésor national d'un impôt de soixante mille piastres or par an, à compter du jour où la mine (ou les mines) a commencé à produire des émeraudes.

Décret exécutif n° 4.112 de 1905, article 2. — Pour le titre de concession d'une mine de platine, le pro-

1. L'article 28 indique que la superficie des mines d'or *corrido* ne doit pas dépasser un carré ayant pour base cinq kilomètres.

2. Par hectare, bien entendu, quoique le paragraphe 4 ne le dise pas.

3. Il s'agit des mines d'émeraude.

priétaire payera par hectare la quantité de vingt-cinq piastres or¹.

Loi 21 de 1907, article 8. — Les mines de cuivre ne payeront que la moitié des droits que payent les mines de métaux précieux.

ARTICLE 174. — Quiconque acquiert droit à une mine, soit qu'il la découvre ou qu'il l'acquière légalement par tout autre moyen, a droit de l'exploiter, et d'exécuter dans cette fin tous les travaux qui sont nécessaires, y compris la construction d'édifices et machines, et l'exécution de tous autres ouvrages qui ont pour but la dite exploitation.

ARTICLE 175. — Cependant les mines dont l'exploitation porte préjudice aux ouvrages publics, aux populations, aux eaux qu'elles emploient et aux demeures de particuliers ne peuvent être exploitées.

ARTICLE 181. — Toute mine jouit sur les autres propriétés de la servitude d'aqueduc nécessaire pour amener sur le lieu des travaux l'eau dont elle a besoin.

ARTICLE 247. — Les sociétés pour l'exploitation des mines peuvent être de quatre catégories : collectives, en commandite, anonymes et ordinaires².

ARTICLE 248. — La société collective est celle où

1. L'article dit « or, platine et argent », mais comme la loi 59 de 1909 a modifié ce qui a trait à l'impôt des mines d'or et d'argent, l'article ne demeure en vigueur que pour ce qui concerne les mines de platine.

2. Pour les sociétés étrangères, se reporter aux décrets législatifs 2 et 37 de 1906.

tous les associés administrent soit par eux-mêmes, soit par un mandataire choisi d'un commun accord.

ARTICLE 249. — La société en commandite est celle où un ou plusieurs des associés s'engagent seulement jusqu'à concurrence de ce qu'ils ont apporté à la société.

ARTICLE 250. — La société anonyme est celle où le fonds social est fourni par des actionnaires qui ne sont responsables que pour le montant de leurs actions, et qui est connue, non pas sous le nom d'un individu quelconque, mais par l'objet auquel elle se destine.

ARTICLE 251. — Les Compagnies ordinaires sont celles qui se forment habituellement pour le travail des mines, sans les formalités nécessaires pour qu'on puisse les considérer comme faisant partie d'une des catégories précédentes ; elles sont régies par les dispositions spéciales de ce chapitre¹, bien que leur existence ne soit pas reconnue par le Code civil.

ARTICLE 252. — Les Compagnies dont il est parlé aux articles 248, 249 et 250 seront régies par les règles ou statuts qu'elles ont établis ou acceptés, et à défaut par les dispositions du titre 28, livre IV du Code civil². En cas d'insuffisance seulement de ces dispositions, on observera celles de ce chapitre³.

1. Il s'agit du chapitre 16 du *Código de Minas*, intitulé : « Compagnies qui exploitent les mines. » Il serait trop long de donner ici les articles qui concernent cette dernière catégorie de sociétés ; nous nous contentons de renvoyer au chapitre 16.

2. Titre 27, livre IV du Code civil en vigueur.

3. C'est encore au chapitre 16 que renvoie certainement l'article 252.

ARTICLE 341. — Les seules mines qui sont réputées abandonnées ou désertes, sont celles pour lesquelles n'est pas payé l'impôt dont parle le chapitre XI, et qui ont été titularisées avant la mise en vigueur de la présente loi; et celles au sujet desquelles a été donné l'avis dont parlent les articles 8, 79, 346 et 367, pourvu que le droit ait été perdu, conformément aux dispositions du chapitre IX et aux articles 84 et 380.

On considère également comme désertes, les portions de mines que leurs propriétaires abandonnent dans les cas des articles 149 et 153.

Loi 59 de 1909, article 4. — Si le déclarant d'une mine ne fait pas accomplir, dans le délai d'un an à dater de sa déclaration, les formalités nécessaires pour lui donner cours, la mine sera tenue pour abandonnée. Cette disposition comprend les mines qui sont déclarées actuellement.

ARTICLE 346. — La première chose que doit faire celui qui veut acquérir une mine abandonnée, est de se présenter au chef municipal du district où elle est située, et de l'aviser qu'il veut acquérir la mine et qu'il pense la déclarer.

A cet avis s'appliquent toutes les dispositions des articles 8 à 14, étant entendu que les actes de nouvelles découvertes et de restaurations doivent être inscrits sur le même livre.

ARTICLE 451. — Celui qui prête à un propriétaire de mines une somme quelconque pour monter une mine,

aura un privilège sur tous les autres créanciers pour être couvert de cette somme et de ses intérêts, sur les produits et la valeur de la mine.

S'il y a concours de plusieurs créanciers¹, ils seront couverts de leurs créances au prorata... etc., etc.

1. Sous-entendu « qui ont prêté au propriétaire pour monter la mine », autrement on ne voit plus où serait le privilège, s'il s'agissait de créanciers quelconques.

CHAPITRE VI

Produits du sol.

Grâce à ses climats variés, la Colombie recueille les produits des zones tempérées comme des régions tropicales. On y rencontre tous les genres de culture, depuis le blé jusqu'au cacao. Étant donné l'étendue de son territoire, si tout était mis en culture et si les moyens de communication étaient suffisamment développés, elle pourrait concurrencer les États-Unis et l'Argentine pour l'approvisionnement du Vieux Continent.

Il est impossible d'étudier ici un par un tous les produits du sol colombien ; nous nous contenterons de parler des principaux, de ceux qui assurent l'existence de la population et dont l'exportation amène déjà une certaine richesse dans la République.

Le sol de la Colombie est d'une fertilité extraordinaire ; la végétation est riche et exubérante. Dans les

forêts se trouvent des bois de construction et ébénisterie, plus fins que dans toute autre partie du continent américain, tels que le cèdre, l'acajou, le grenadille, le bois de fer¹, le gaïac, etc., dont beaucoup font l'objet d'un grand commerce d'exportation. Comme types spéciaux de cette flore, on distingue les fougères arborescentes et la gigantesque graminée appelée bambou.

Parmi les plants dont la culture est la plus étendue on distingue : le cacao, la canne à sucre, le café, le maïs, le riz, le blé, l'avoine, l'orge, l'anis, les pommes de terre, l'igname, les haricots, les carottes et toutes sortes de produits de potagers.

On rencontre en Colombie une grande variété de fruits, tels que la grenade, le coing, l'orange, la prune, la pomme, le mangue, la pomme de paradis, le fruit du plaqueminier, de l'arbousier, le raisin, etc. Il y a des palmiers comme le cocotier, le dattier, le bananier, le corozo (*tagua*) dont les fruits s'exportent. Enfin parmi la multitude de plantes médicinales, de teintures, textiles, balsamiques et résineuses, il faut citer : les quinas de différentes espèces, l'ipécacuana, la salsepareille, la thérébentine, la vanille, le copahu, la coca, le tabac, le ricin, le guaco, l'indigo, le dividivi dont, selon Reclus, on recueille jusqu'à 5.000 tonnes de graines dans la Goajira, le campèche du Brésil, le coton, le lin, l'agavé, la caragne (sorte de résine), le caout-

1. En espagnol, quiebrahacha.

chouc, le baume de tolu et autres qui seulement se produisent en certaines régions, comme le vernis de Pasto, dans les forêts du Caqueta, et l'odoriférant « quereme » dans la vallée du Salada, près de Cali ¹.

Enfin la Colombie possède des pâturages immenses où se fait l'élève du bétail.

Ainsi que nous l'écrivions en commençant, on trouve en Colombie les productions de tous les climats. Comme le dit Reclus ², la flore colombienne rivalise avec celle du Brésil, par la variété des plantes, l'éclat du feuillage et des fleurs, et la comparaison des herbiers prouve que la Colombie ne le cède en rien aux plus riches districts forestiers du Mexique, ni pour l'exubérance de la végétation, ni pour la variété des types.

Nous allons prendre successivement les trois zones : zone chaude, zone tempérée et zone froide, et donner quelques détails sur les productions les plus intéressantes :

Zone chaude. La zone chaude est celle qui s'étend depuis le niveau de la mer jusqu'à une altitude de 1.000 mètres environ. La température moyenne varie de 23 à 30 degrés centigrades. C'est là naturellement que la flore est la plus riche et que la végétation est éternelle. Le sol ne s'épuise pas ; il se renouvelle constamment. Arrosé sans être inondé, il est exposé suc-

1. Diaz Lemos, *op. cit.*

2. Reclus, *op. cit.*

cessivement à la pluie et au soleil, premières conditions d'une fécondité exceptionnelle. Il n'est donc pas étonnant que la Basse-Colombie renferme tout ce que la flore peut comprendre de produits de valeur. Nous allons, aussi rapidement que possible, étudier les principaux :

Cacao. La culture du cacao a toujours très bien réussi en Colombie. Reclus rapporte¹ que des cacaoyers plantés au commencement du xix^e siècle, par un riche Espagnol dans la région du Patia, couvrent 40 hectares environ et que quelques arbres de cette forêt atteignent quarante mètres de hauteur, sans que les fruits aient dégénéré. Le cacao constitue une nourriture de premier ordre et est très apprécié de la classe pauvre, à tel point, nous dit M. Loraine Petre², que les domestiques à Bogotá le demandent toujours et ne sont pas satisfaits si à la place on leur donne du café. On le rencontre surtout dans les régions basses, plus près du niveau de la mer que celles où on cultive le café.

Dans le département d'ANTIOQUIA la production du cacao a été en 1911 de 326.200 kilos³. Dans ce département la production agricole est moins importante que la production minière en raison de l'aridité du terrain montagneux. Le cacao se rencontre aussi dans le département de l'ATLÁNTICO et dans celui de BOLÍVAR. Dans

1. Reclus, *op. cit.*

2. Loraine Petre, *op. cit.*

3. Censo general de la República de Colombia, 1912, *op. cit.*

Le département de CALDAS on produit et recueille tous les fruits des climats froids et chauds de la zone inter-tropicale colombienne. Manizales importe le cacao de la région, principalement de la vallée haute du Cauca : elle le réexpédie ensuite vers Antioquia. En 1880 elle a expédié 460.000 kilos d'une valeur de 300.000 pesos¹. Le cacao n'est pas rare dans le département de EL VALLE, principalement autour de *Buga*, province du même nom, et à *Roldanillo*, province de Arboleda. *Cartago*, province de Quindío, le produit en abondance. On l'exporte en grandes quantités par le port de Buenaventura, ce qui n'empêche pas ce département d'approvisionner une partie de l'intérieur de la République.

Neiva, dans le département de HUILA, a dans ses environs beaucoup de plantations florissantes de Cacao, qui assortissent les fabriques de chocolat de Bogota. Le cacao se cultive d'ailleurs sur une grande échelle dans ce département, tout le long de la vallée jusqu'à *Timand*.

Le département de Nariño est essentiellement agricole et c'est à cela qu'il doit la sûreté de sa prospérité. Sa production agricole est extrêmement variée, comme l'est le climat lui-même, qui va de 8 degrés à 30 degrés, selon l'altitude au-dessus du niveau de la mer. Dans la zone de 23° à 30°, on cultive le cacao, qui constitue un

1. V. Schenck, *Petermann's Mitteilungen*, 1883, Heft VI.

article d'exportation de valeur. On en recueille d'exquis dans les vallées du Patía.

Dans le NORTE DE SANTANDER, la province de Cúcuta produit annuellement 1.000 charges de cacao; le cacao de cette région est particulièrement réputé. *Ocaña*, province du même nom, en fait des exportations considérables. Le département de SANTANDER produit aussi le cacao en abondance, notamment dans la région représentée par l'ancien département de Galán, aux environs de *Zapatoca*, province de Suárez. On le cultive également autour de *Bucaramanga*, province de Soto, et à *Piedecuesta*, province de Los Santos.

Le cacao des vallées du Magdalena, dans le département de TOLIMA, est exquis. On en trouve aussi de nombreuses plantations dans l'ancien département de *Tundama*, aujourd'hui réparti entre le département de BOYACÁ et le territoire national de META.

« La culture du cacao, dit M. Loraine Petre¹, a très bien réussi depuis 1894 à *Santa Marta*, département de MAGDALENA, et ses environs : la qualité en est très bonne et atteint de très bons prix dans les marchés étrangers. Pendant longtemps cependant, la presque totalité du cacao est restée dans le pays, pour la consommation, car la production n'est pas égale à la demande. Le prix y est donc si élevé qu'on en importe de l'Équateur et du Vénézuéla et d'ailleurs. Étant donné

1. Loraine Petre, *op. cit.*

les facilités qu'on trouve en Colombie pour la culture du cacao, il est évident que cet état de choses n'est pas satisfaisant et que la région de *Santa Marta* pourrait très bien exporter de grandes quantités de cacao, après en avoir fourni pour la consommation locale. L'exportation du cacao de *Barranquilla* a été en 1904 de 1.000 sacs environ. De *Santa Marta*, on en expédie, principalement aux États-Unis, pour une valeur de £ 600 environ...

La Colombie qui ne produit pas assez de cacao pour sa consommation, pourrait très bien en exporter en grandes quantités, si elle le cultivait convenablement...

Cet extrait d'un rapport consulaire publié en 1904, montrera dans quelle profusion on trouve le cacao dans la région de *Santa Marta* : « ... Dans un autre endroit, écrit le consul anglais, à une demi-douzaine de milles vers l'ouest, pendant que je traversais la plaine dans la direction des plus hauts sommets de la *Sierra-Nevada*, je trouvai que le cacao sauvage prédominait sur les autres plantes. Là, je traversai une zone de cacao de 8 milles de large, répartie sur la plaine et sur les bas coteaux des montagnes, s'élevant de 300 à 1.300 pieds au-dessus du niveau de la mer... » ... »

Voici quelles ont été en 1908¹ les exportations de cacao, à destination de différents pays :

1. *Boletín de estadística de la República de Colombia*, 1912, op. cit.

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne. . .	127.010 600	43.772 90
Pour les États-Unis. .	159.843 970	64.644
Pour la France. . . .	15.334	4.731 70
Pour l'Angleterre. . .	303.598 040	128.351 85
Pour les autres pays .	15.150	4.690
Soit au total. . .	620.936 610	246.190 45

Bananes. La culture du bananier, dont les produits sont actuellement très recherchés et constituent au dire des médecins *un aliment complet*, a pris depuis quelques années en Colombie un très grand développement. Il y a là, pour ce pays, une source de richesses qu'il ne faut pas négliger, car la banane se vend cher par rapport à son petit volume, et supporte par conséquent très bien les frais d'exportation. En outre le bananier ne croît pas en Europe : l'Amérique du Sud n'a donc pas à supporter pour ce produit, comme cela lui arrive pour le blé, la concurrence du vieux continent et notamment de la Russie.

« Aux États-Unis, rapporte M. Serret¹, la consommation de bananes, à l'état de fruit ou de farine, est déjà si considérable, qu'une Compagnie, *The American Fruit Co*², qui est constituée au capital important de 120 millions de dollars, et dispose de nombreux navires spécialement construits pour le transport rapide de ces

1. Serret, *Voyage en Colombie*, Paris.

2. Le nom véritable de la Compagnie doit être *United Fruit Company*.

fruits, c'est-à-dire, munis d'installations frigorifiques, de chargeurs et déchargeurs automatiques, etc., arrive à peine à répondre aux demandes du marché américain, et cependant elle distribue, chaque année, de 20 à 25 pour 100 de dividende à ses actionnaires, ce qui donne une idée suffisante de l'importance et la prospérité croissante de ses affaires.

Jusqu'à maintenant, c'était, de Boca del Toro, de Colon, de Costa-Rica et du Honduras, qu'on exportait le plus de bananes aux États-Unis et en Angleterre ; mais depuis quelques années, la culture bananière s'est si rapidement développée dans la région de *Santa Marta*¹, grâce aux facilités des transports terrestres, à l'extraordinaire fertilité de son sol encore vierge et à la remarquable adaptation de celui-ci à ce genre de culture, qu'on peut prévoir le moment où elle sera le premier pays bananier du Nouveau-Monde. Déjà, quatre grands vapeurs de 3.500 à 5.500 tonnes, appartenant à l'*American Fruit Co*, partent régulièrement, chaque semaine, de Santa-Marta pour New-York, emportant dans leurs cales frigorifiques de 45.000 à 55.000 régimes chaque fois, sans compter ce qui est exporté en Angleterre ; soit un total mensuel de près d'un million de grappes de bananes.

Mais ces chiffres seront certainement doublés avant peu, lorsque les grandes plantations qu'on est en train

1. Santa-Marta est situé dans le département de Magdalena.

de créer dans les parages de Sévilla, d'Aracataca, de Buenavista, etc., seront en plein rapport.

C'est que tout est admirablement organisé par la grande Compagnie fruitière américaine, pour faire de la région de Santa-Marta l'un des fameux greniers dont parlait Humboldt, pour favoriser l'extension et l'exploitation des bananeries et faciliter le transport et l'écoulement de leurs produits : des crédits sont largement ouverts aux propriétaires qui n'ont pas les moyens de mettre leurs terrains en valeur ; des chemins de fer desservent toutes les grandes plantations et des trains y circulent nuit et jour, recueillant dans les nombreux dépôts installés le long des voies, les régimes qu'on y apporte incessamment en chars à bœufs ; à condition, toutefois, qu'ils ne soient pas maculés de boue, n'aient pas reçu de coups et soient complets ; car toute grappe à laquelle il manquerait une seule banane, serait rigoureusement refusée par les agents de l'*American Fruit Co.*

Les régimes sont, d'après le nombre, la grosseur et la qualité des fruits, divisés en deux classes distinctes : ceux de la première sont payés au planteur 1 fr. 75, ceux de la seconde 1 fr. 25.

Toute la production bananière de la région de *Santa-Marta* est acquise d'avance, aux prix ci-dessus, et suivant contrat, à la puissante Compagnie américaine. Si un planteur, épris d'indépendance, se proposait de vendre ailleurs ses bananes, il ne pourrait le

faire, pour la raison bien simple qu'il lui serait impossible d'obtenir de la Compagnie des chemins de fer, laquelle est sous le contrôle de celle des fruits, un seul wagon pour le transport de ses produits. Mais *cela n'a jamais lieu*¹, les prix que nous indiquons plus haut étant, pour le moment du moins, des plus rémunérateurs.

On a prétendu, bien des fois, que la banane laissait un bénéfice net de 5.000 à 6.000 francs par hectare ; mais il y a là quelque exagération. Ces chiffres sont peut-être exacts si l'on parle de petites plantations situées à proximité de grands centres de consommation, mais lorsqu'il s'agit de bananeries faisant de la culture extensive en vue de l'exportation, comme dans le cas qui nous occupe, les bénéfices se réduisent

1. L'auteur du *Voyage en Colombie* n'a peut-être pas été bien renseigné, si l'on en croit ce qu'a dit la presse officiellement et officieusement. (Voir *supra*, page 78.)

Le ministre des Travaux publics a déclaré que sans vouloir étudier si les faits incriminés étaient toujours exacts, il les acceptait comme tels, pour pouvoir exprimer son opinion au sujet du chemin de fer de Santa-Marta. Il a constaté que ces faits, insupportables en eux-mêmes, avaient été la base fondamentale de la forte opposition faite par l'opinion publique à la Compagnie fruitière et à la Compagnie du chemin de fer de Santa-Marta. Il a estimé que le moyen de corriger ce qu'il pouvait y avoir d'injuste dans l'influence de la Compagnie fruitière n'était pas de provoquer l'acquisition du chemin de fer par une autre compagnie, car tout administrateur, même sans se prêter à des abus, ne pourrait faire autrement que d'avoir une déférence particulière pour la Compagnie fruitière, son principal client. Pour lui, le seul remède serait l'acquisition du chemin de fer par l'État. (*Memoria del Ministro de Obras publicas*, 1912.)

à 800 francs, en moyenne, par hectare ; car il faut toujours compter avec certains risques ou aléas, tels que : la sécheresse, les inondations, l'excès de sel du terrain, les cyclones ou les vents violents, les sauterelles, etc., qui compromettent trop souvent le sort des récoltes. »

Les districts de la Ciénaga et Puebloviejo, sont les seuls, dans la province de Santa-Marta, où la culture de la banane ait pris un grand développement. Voici quels ont été les chiffres d'exportation pendant une période de dix années ¹ :

	Régimes
1902.	314.006
1903.	475.448
1904.	787 244
1905.	863.750
1906.	1.295.228
1907.	1.783.907
1908.	2.028 850
1909.	3.222.152
1910.	3.844.519
1911.	4.901.894

La superficie cultivée est d'environ 11.000 hectares, dont 3.000 appartiennent à la *United Fruit Company* ², mais on peut évaluer à 50.000 hectares

1. Rapport du gouverneur du département de Magdalena de 1912, inséré dans le *Boletín del Ministerio de Relaciones exteriores*. Bogotá 1912.

2. Voir la note ci-dessus, page 197.

minimum les terres aptes à la même culture. On chiffre à 5.000 le nombre des travailleurs de la région bananière.

Les terrains propres à la culture de la banane étant ici des terrains vagues (*baldios*), on peut les acquérir par les moyens et avec les formalités qu'a établis la législation nationale.

La culture de la banane a été la rédemption économique de la région de Santa-Marta, dont tous les habitants ont plus ou moins profité. Elle a largement influé sur la situation fiscale de la Côte Atlantique, car, en 1914, la valeur de l'exportation a atteint la somme de \$ 2.112.855,50 or américain.

Le coût de culture d'un hectare, pour le mettre en état de produire, est, plus ou moins, de \$ 100 or, ce qui donnerait une dépense de \$ 10.000 or pour 100 hectares ; selon les renseignements fournis par M. Juan Campelo, vingt-cinq hectares donnent un bénéfice de \$ 2.070 ; par conséquent, cent hectares donneraient un bénéfice de \$ 8.000 ¹. Selon des données d'autres provenances, le bénéfice annuel moyen d'une plantation de cent hectares est de \$ 10.000 or, ce qui revient à dire que dans la première année même de culture, on récupère la dépense de cette première année de travail, c'est-à-dire la mise en valeur des terres.

1. Voir *supra* les renseignements donnés par M. Serret.

La *United Fruit C^o* n'est pas la seule grande compagnie qui exploite le bananier : on peut citer aussi une compagnie française, la *Compagnie française immobilière et agricole de Colombie*, dont les plantations s'étendent avec rapidité et les affaires ne cessent de s'accroître.

Le département de MAGDALENA n'est pas le seul où l'on cultive la banane. On en a recueilli 2.803.200 kilos dans le département d'ANTIOQUIA en 1911, et on la cultive aussi dans le département de BOLIVAR.

Dans le département de CALDAS, on recueille tous les fruits des climats froids et chauds de la zone inter-tropicale colombienne. Dans les terres de température moyenne, on cultive le bananier.

La fertilité du territoire représenté par le département du CAUCA est incomparable : tout y pousse presque spontanément, notamment le bananier. Suivant Mosquera, dans la vallée du Cauca, 10.000 mètres carrés de bananiers fournissent 62.800 kilos de fruits, soit de quoi alimenter 57 personnes pendant un an, en supposant bien entendu qu'elles ne prennent pas d'autre nourriture.

Dans le département de NARIÑO, la zone dont la température varie entre 23 et 30 degrés, est propice à la culture du bananier. On le rencontre également dans le département NORTE DE SANTANDER et dans l'ancien département de Tundama (aujourd'hui Boyaca et Meta).

Dans le département de EL VALLE, la banane est la base de l'alimentation de la population. Le bananier pousse à l'état sauvage, sur beaucoup de points du département.

En 1908 l'exportation des bananes aux États-Unis par le port de Santa Marta a été de 52.285.935 kilos, représentant \$ 772.098,13. Il est probable qu'il ne s'agit que des bananes récoltées dans la région de Santa Marta. Cependant rien ne l'indique dans le *Bulletin*¹.

Caoutchouc. Tout le monde sait qu'à l'heure actuelle l'utilisation du caoutchouc devient de plus en plus générale. L'industrie des transports, de l'électricité, de la chirurgie, des vêtements, de la toilette, la chimie, la physique etc., sont tributaires du caoutchouc et la production suffit à peine à la consommation. Comme celle-ci ne fera que s'étendre, il y a pour les pays producteurs de caoutchouc, au nombre desquels figure la Colombie, un intéressant avenir économique.

Un article bien documenté paru dans le *Times financial and commercial supplement* en 1906², évalue le commerce du caoutchouc dans le monde à environ 65.000 tonnes par an. Dans ces sept dernières années il a encore beaucoup augmenté.

La Colombie se trouvant complètement dans la zone

1. *Boletín de Estadística de la República de Colombia*, 1912, *op.cit.*

2. *Times financial and commercial supplement*, 26 février 1906.

équatoriale, entre le 12° degré de latitude Nord et l'Équateur qui la traverse au Sud de part en part, à travers les départements de Nariño, du Cauca, de Huila, et le territoire du Caquetá, est située bien en dedans des limites extrêmes de la culture du caoutchouc qui sont les 25^{es} degrés de latitude Nord et Sud.

L'Amérique équatoriale¹ est la contrée qui a fourni et continue à fournir au monde la plus grosse quantité et les meilleures qualités de caoutchouc brut.

Il existe 3 espèces principales de caoutchouc :

1° le *Castilloa elastica*.

2° le *Manihot glaziovii*.

3° l'*Hevea brasiliensis*,

Le dernier donne le *Para*, le deuxième donne le *Ceara* et le premier donne le *Nicaragua sheets*, le *Guayaquil*, le *Nicaragua scraps*, etc.

C'est la classification généralement admise bien que défectueuse, parce que *Para*, *Ceara*, etc., ne sont que des lieux d'origine.

Les qualités de caoutchouc varient bien plus en raison du mode de préparation que par la diversité d'espèce des arbres producteurs. Quant aux qualités qui font la valeur des gommes, contrairement à ce que l'on croit généralement, elles existent aussi réellement

1. Nous empruntons les détails qui suivent à l'ouvrage de Oswald Stuart Sloan, *Étude sur le commerce et l'agriculture en Colombie*. Londres 1901.

et au même degré dans les produits du *Castilloa* que dans ceux de l'*Hevea*. Or, le *Castilloa* est l'espèce la plus répandue en Amérique et surtout en Colombie. On y rencontre d'importants massifs à l'état sylvestre, mais assez loin dans l'intérieur. Malheureusement en Amérique comme en Afrique, les indigènes et les « concheros » (chasseurs de caoutchouc) de toutes nationalités détruisent les caoutchoutiers pour obtenir plus vite un plus grand rendement¹. Aussi la fourniture du caoutchouc à l'industrie deviendrait-elle rapidement problématique si de nombreuses sociétés de culture ne se montaient maintenant un peu dans tous les pays.

Pendant des années on a procédé à l'exploitation par simple abatage, mais les forêts voisines des côtes ont été vite épuisées. En Colombie, l'indigène et particulièrement l'Indien ont fini par comprendre qu'ils se dépouillaient eux-mêmes et ont adopté la méthode par saignées, un peu tard malheureusement, car ils ne peuvent plus l'appliquer qu'à un nombre d'arbres restreint. Il faut dire aussi que les saignées trop fréquentes et mal faites ne tardent pas à tuer l'arbre².

1. Des faits analogues se sont produits pour les arbres à quinquina au moment où leur écorce a commencé à être très appréciée dans la thérapeutique. Les indigènes pour obtenir vite un gros rendement abattaient les arbres au lieu de se contenter d'en recueillir l'écorce.

2. Il est absolument défendu maintenant d'abattre les arbres, de les saigner dans les racines ou de toute autre façon qui puisse les épuiser. Les incisions ne peuvent être faites que dans l'écorce, sans pénétrer dans le tronc.

L'Hevea peut être saigné dès l'âge de six ans, mais il est mieux d'attendre la septième année. Son latex¹ donne environ 30 pour 100 de caoutchouc pur.

Le Castilloa présente sur tous les autres arbres à caoutchouc des avantages considérables. Il s'arrange de conditions très dissemblables pourvu qu'il se trouve dans la zone climatérique favorable et ne demande aucun des soins que nécessite notamment l'Hevea. Il se contente de 15 degrés centigrades pourvu que la moyenne ne soit pas inférieure à 25 degrés et il supporte très bien 40 degrés.

Il peut être planté dans les terrains bas et jusqu'à 500 mètres dans les contrées à saisons bien tranchées. On le trouve également jusqu'à 800 mètres d'altitude dans la Basse-Colombie, région à pluies constantes.

Il vient par semis, transplantations et boutures. Le latex de Castilloa peut donner jusqu'à 35 pour 100 de gomme pure. Un arbre adulte peut produire 1 kilo de caoutchouc par saignée, soit 2 kilos par an. Son latex peut être coagulé par enfumage et donner la qualité dite *Para*. Les indigènes préfèrent employer les réactifs chimiques, ce qui est moins long et moins fatigant. Le Castilloa atteint jusqu'à 20 mètres de hauteur avec 0m.50 de diamètre à la base.

L'étude des conditions générales du climat et du sol colombien, de la culture des arbres à gomme et du

1. Le latex est le suc qui coule de l'arbre par les saignées, comme la résine des pins.

marché caoutchoutier aboutissent en ce qui concerne la Colombie à cette triple conclusion :

1° Les conditions climatologiques sont très favorables.

2° L'existence à l'état naturel des caoutchoutiers aujourd'hui disséminés mais jadis nombreux, donne l'assurance de la parfaite convenance des terrains à leur culture.

3° Le placement des produits de cette culture à des prix rémunérateurs est assuré et le besoin absolu pour l'industrie de la création de grandes cultures lui assurant la production de la gomme nécessaire est un fait indéniable.

Avant de commencer une culture, la meilleure méthode est d'essayer quelques milliers de pieds dans des conditions tout à fait différentes, afin de se rendre un compte exact des besoins de l'arbre ou de la plante, etc. C'est le seul moyen d'éviter de coûteux échecs toujours pénibles ¹.

Avec une équipe de dix nègres, surveillés par un chef de culture, on peut défricher et planter 25 hectares par an. Pour une dépense annuelle d'environ 15.000 francs, on peut planter tous les ans 50 hectares, défrichement, soins et entretien compris, soit approximativement 30.000 arbres dont 15.000 à demeure.

1. La même méthode devra être employée pour le vanillier qui ne peut manquer de fournir un excellent rapport lorsqu'on se sera familiarisé avec sa fécondation très facile et sa préparation plus délicate, pour le cacaoyer et pour un arbre moins connu, le landolphia.

Les arbres qui existent déjà sont en quantité suffisante pour assurer dès le début la fourniture des graines ou plants nécessaires à l'établissement d'une importante pépinière. Les caoutchoutiers ne se gênant qu'au moment où leurs branches se confondent, on peut planter serré à deux mètres, et au bout de deux années supprimer la moitié des arbres plantés, ce qui donne un intervalle de quatre mètres, permettant aux arbres de croître, et laisse déjà un produit au bout de deux ans. Si à quatre ans, les arbres se gênent encore, il suffit d'en abattre d'autres.

Comme dans l'intervalle la surface de plantation s'accroît, on aura ainsi régulièrement chaque année un produit suffisant à lui seul pour exonérer l'exploitation de tous ses frais¹.

Ainsi comprise, une exploitation peut non seulement se suffire à elle-même, mais produire un bénéfice appréciable longtemps avant l'époque fixée pour la saignée des premiers arbres plantés.

A la deuxième année, l'abatage d'environ 15.000 arbres intermédiaires de deux ans, donnera un produit minimum de 5.000 kilos de caoutchouc; en l'estimant à 6 francs le kilo², nous avons un rapport brut de 30.000 francs, dédommageant des frais entiers de ces

1. C'est ce qu'on appelle en langage forestier la *coupe réglée*.

2. Cette estimation n'a rien d'exagéré. On cotait à Marseille, en novembre 1913, le Para fin de 9 fr. 10 à 9 fr. 20 le kilo (voir l'*Économiste Français* du 22 novembre 1913).

deux années. Pour n'être pas trop optimiste, admettons qu'avec l'imprévu, les dépenses annuelles atteignent 20.000 francs. Nous nous trouvons dès la deuxième année en présence d'un rapport annuel de 30.000 francs. Comme la saignée peut commencer à la septième année (mettons la huitième) on aura donc sur 8 années de dépenses à 20.000 francs par an, 6 années de rapport à 30.000 francs, soit 160.000 francs de dépenses et 180.000 francs de recettes. En mettant les choses au pis et en admettant que dépenses et recettes se balancent jusqu'à cette époque, l'intérêt du *modus operandi* que nous venons d'exposer n'en est pas moins très grand, si l'on considère qu'il permettra à la plantation de se suffire complètement en attendant l'époque de production réelle.

A la huitième année commencent les saignées. On peut alors compter sur une production moyenne de 500 grammes de caoutchouc par arbre pour les 50 hectares de première culture, soit 7.500 kilos de caoutchouc. (On peut même espérer le double). Avec les 5.000 kilos produits par l'abatage des plants intermédiaires de deux ans, cela fait un ensemble de 12.500 kilos à 6 francs, soit 75.000 francs.

La neuvième année produira :

1 kilo par arbre de 9 ans, soit 15.000 kilos pour l'ensemble.

0 k.500 par arbre de 8 ans, soit 7.500 kilos pour l'ensemble.

Abatage des arbres de deux ans, intermédiaires,
5.000. kilos pour l'ensemble.

Total 27.500 kilos ou 165.000 francs.

La dixième année produira :

3 kilos par arbre de dix ans, soit 30.000 kilos.

1 kilo par arbre de neuf ans, soit 15.000 kilos.

0 k. 500 par arbre de huit ans, soit 7.500 kilos.

Abatage des arbres de deux ans, intermédiaires,
5.000 kilos.

Soit 57.500 kilos ou 345.000 francs, avec un accroissement annuel de 30.000 kilos ou 180.000 francs pour toutes les années suivantes. La onzième année produira donc 525.000 francs, la douzième année : 705.000 ; la treizième : 885.000 ; la quatorzième : 1.065.000 francs. En admettant un accroissement de dépenses de 5.000 francs tous les ans à partir de la huitième année et d'autres frais, le bénéfice n'en sera pas moins considérable. En dehors du prix d'acquisition des terrains, 100.000 francs liquides, répartis sur deux ou trois ans, peuvent suffire à une plantation de cette importance.

Nous laissons bien entendu à M. Sloan l'entière responsabilité des chiffres qui précèdent, étant dans l'impossibilité, en présence d'une chose aussi technique, de les contrôler par nous-même. Cependant il est hors de doute qu'une culture bien conduite et bien surveillée, établie dans un terrain choisi après quelques expériences, et à la condition d'avoir à proximité des voies de communication relativement faciles

conduisant aux ports d'exportation, doit donner de très gros bénéfices. Ainsi que nous le disions plus haut, le marché du caoutchouc s'élargit tous les jours; les producteurs de cette résine n'ont donc pas à craindre de ne pas trouver de débouchés à leur production.

Les arbres à caoutchouc se rencontrent un peu partout dans la zone chaude de Colombie; sur les rives du Magdalena, ils poussent volontiers, ce qui est très appréciable, en raison des facilités de transport de la précieuse résine. Au-dessous des Cordillères, dans les immenses forêts du Sud-Est, de même que dans l'angle formé, en Colombie, par les frontières de l'Équateur et du Brésil, le caoutchouc se trouve partout. Voilà donc une source de richesse qui n'est pas près de s'épuiser.

Les départements les plus favorisés sont les suivants : d'abord le CHOCO¹ où l'industrie du caoutchouc rivalise avec celle des mines d'or. Ensuite le CAUCA, où, à *Timbiquí*, province de Buenaventura, le castilloa elastica, dont nous avons parlé plus haut, est dans son élément propre. N'étant pas une essence d'acclimatation, il n'a pas besoin de soins spéciaux; néanmoins la résine qu'il fournit est de qualité parfaite. Ainsi que le fait remarquer, M. Sloan², cette région est arrosée par quatre fleuves, les rios *Bubney*, *Timbiquí*, *Pichinambo*

1. On dit l'Intendance du Choco et non le département, mais c'est à peu près la même chose.

2. Sloan, *op. cit.*

et *Sursula*, ce qui constitue quatre routes pour la descente des produits jusqu'au pueblo de Santa-Barbara. Le rio *Timbiqui* est navigable jusqu'à la Trojaquemada, au confluent du San Miguel, pour un vapeur dont le tirant d'eau ne dépasse pas 1 m. 50. Le *Bubney* est navigable dans les mêmes conditions assez loin en amont; les deux autres fleuves, la *Sursula* et le *Pichinambo*, se parcourent aisément en pirogue très loin dans l'intérieur.

Cette région de Timbiqui présente en outre l'avantage que le terrain y est propre à la culture; de sorte qu'on peut mener de front l'exploitation du caoutchouc et l'élevage, la culture, etc.

Le département de NARIÑO où, dans la zone dont la chaleur varie entre 23 et 30 degrés, on cultive le caoutchouc que l'on extrait des forêts amazoniques et de celles du littoral du Pacifique. Son exportation dépasse 50.000 kilos¹.

Le département d'ANTIOQUIA, où la production a atteint en 1911 le chiffre de 376.720 kilos²; le département de CUNDINAMARCA, dont le commerce d'exportation consiste pour une bonne partie en caoutchouc³; le département de BOLIVAR, dont les forêts renferment cet arbre précieux; enfin le département de HUILA, où on trouve le caoutchouc, dans le district de Uribe, pro-

1. *Censo general de la República de Colombia*, 1912, op. cit.

2. *Idem.*

3. *Idem.*

vince de Neiva, près des sources du *Guayabero*, affluent de l'Orinoco.

Voici les chiffres que donne le *Bulletin de statistique* de la République de Colombie, pour l'exportation du caoutchouc en 1908 :

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne.	31.098	25.999
Pour l'Espagne.	13.468	13.585
Pour les États-Unis.	163.982 020	167.183 25
Pour la France.	36.272 600	28.531
Pour la Grande-Bretagne . .	69.675 120	76.395
Pour les autres pays	13.862 500	12.337 80
Total.	328.358 240	324.031 05

On voit que cela fait à peu près 5 francs le kilo, alors que M. Sloan, dans ses prévisions¹, l'évalue à 6 francs. Néanmoins il ne nous paraît nullement impossible que le caoutchouc de Colombie atteigne le cours de 6 francs.

L'exportation du caoutchouc, dont nous venons de donner les chiffres, s'est faite par les ports de Barranquilla, Buenaventura (sauf pour la France et l'Espagne), Cartagena (sauf pour l'Espagne), Cucuta (pour les destinations groupées sous la désignation « autres pays »), par Orocué (même remarque), par Ríoacha (idem), par Tumaco (pour tous les pays désignés ci-dessus sauf l'Espagne et « autres pays »).

1. Voir *supra*.

Canne à sucre. Après la culture du café, qui représente le produit principal de l'exportation colombienne¹, celle de la canne à sucre occupe indubitablement le deuxième rang.

On peut considérer que près de la moitié de la surface cultivable de la République est utilisable, avec avantage, pour cette branche importante de l'agriculture nationale. L'attention des Colombiens d'initiative et des étrangers, a commencé à se fixer sur ce genre de culture, quand l'*Ingenio Colombia*², que l'on croyait dans le principe une entreprise supérieure aux capacités industrielles du pays et par suite, irréalisable, est devenu un fait, démontrant éloquemment ce que peuvent l'énergie et la constance individuelles, secondées par des conditions exceptionnelles de fécondité, d'abondance d'eaux et de situation, comme en présente, pour ce genre de culture, le climat moyen et chaud de Colombie.

La Colombie renferme de vastes zones, spécialement propices à la canne à sucre, sur toute la côte du département de BOLIVAR ; sur les versants de la Sierra Nevada de Santa Marta et dans une grande partie du département de MAGDALENA ; sur toute la côte du Paci-

1. Malgré l'importance du café au point de vue économique, nous sommes obligés de ne l'étudier qu'un peu plus loin, parce qu'il se cultive dans la zone tempérée, qui fait suite à la zone chaude, par laquelle nous devons logiquement commencer, puisque c'est la première qu'on rencontre en arrivant en Colombie.

2. C'est le nom d'une société qui exploite la canne à sucre.

fique; dans le département d'ANTIÒQUIA, où la production a atteint, en 1911, 10.632.480 kilos¹ et dans le département de CAUCA. On dit, rapporte M. Loraine Petre², que dans la vallée du Cauca, il y a des terres d'une telle fertilité naturelle que la canne à sucre peut donner pendant huit ans successivement³ et contient plus de suc qu'aucune autre dans le monde entier. Les vallées des fleuves *Magdalena* et *Atrato* sont également aptes à cette culture. Il en est de même des provinces du département de SANTANDER que doit traverser le chemin de fer de Puerto Wilches à Bucaramanga⁴. Sur une longueur de plus de vingt-cinq lieues dans la région très fertile du Porce, de la *Quiebra* à *Fredonia*, qui sera bientôt favorisée par l'achèvement des voies ferrées de Puerto Berrio et Amaga, et sur plus de trente lieues, dans la partie plate des départements de HUILA et TOLIMA, la culture de la canne à sucre doit réussir admirablement.

Une partie considérable du district de *Cali*, département de EL VALLE, est plantée de cannes à sucre, dont le produit non seulement suffit pour la consommation locale, mais encore alimente des points éloignés, dans les départements voisins.

1. *Censo general*, etc., *op. cit.*, 1912.

2. Loraine Petre, *op. cit.*

3. M. Jalhay (*op. cit.*) prétend que la canne à sucre abonde dans les départements du Pacifique et qu'une même plante peut, sans engrais, produire pendant 80 ans. M. Diaz Lemos écrit que la canne à sucre dure des siècles sans qu'on la renouvelle !

4. Voir *supra*.

Un des éléments qui réserve à la Colombie un avenir aussi prochain que prospère dans la culture de la canne à sucre, est l'abondance de chutes d'eau dans la plupart des terres que nous venons d'indiquer comme cultivables. Ces chutes peuvent être utilisées non seulement pour l'irrigation aux époques de sécheresse, mais encore pour produire l'énergie électrique capable d'actionner de nombreuses machines.

L'*Ingenio*¹ *Colombia de Sincerín* (département de l'ATLANTICO) arrive à peine à satisfaire les commandes considérables qu'il reçoit de l'extérieur. Il y a là un enseignement pour les Colombiens qui craignent encore d'aventurer leur argent dans des entreprises de cette sorte, et un puissant stimulant pour les étrangers à la recherche d'occasions avantageuses pour le placement de leurs capitaux.

La Colombie qui payait un lourd tribut à l'étranger, en important des sucres raffinés de canne ou de betterave, est en voie de se libérer de cette charge, et elle le fera d'autant plus facilement, qu'à l'accroissement de la production nationale, viendront s'ajouter des tarifs sagement protecteurs.

L'ouverture du canal de Panama sera le facteur décisif du développement de l'industrie sucrière en

1. *Ingenio*, en espagnol, dans son sens habituel, signifie : génie, intelligence, etc. Mais il est employé aussi dans l'industrie sucrière pour désigner l'ensemble des appareils qui servent à extraire le sucre de la canne.

Colombie. Les côtes colombiennes de l'Atlantique et du Pacifique seront dans de meilleures conditions que celles du Pérou, de l'Équateur et du Vénézuéla pour l'établissement d'industries sucrières; et, si pendant les premières années de service de cette voie interocéanique, les capitaux nationaux ou étrangers s'emploient à établir, dans les zones dont nous avons parlé, des cultures et des machines, comme à Sincerín¹, il ne sera pas difficile à la Colombie d'obtenir et de s'assurer, sinon l'hégémonie, tout au moins une supériorité relative dans cette industrie, sur les pays du Centre et Sud Amérique, qui en font aujourd'hui un de leurs principaux éléments de richesse et prospérité.

Dans le département de CALDAS, dans les vallées et près des rives des fleuves, notamment sur la rive droite du Cauca, entre le *Chinchiná* et *La Vieja*, on cultive et on travaille la canne à sucre. Dans le département de NARIÑO, dans la zone dont la température varie entre

1. L'*Ingenio* de Sincerin peut produire jusqu'à douze mille arrobes en vingt-quatre heures, selon la sorte de sucre fabriqué. Aux époques de récolte et fabrication, cinq mille personnes vivent de l'*Ingenio Colombia*. L'entreprise a deux vapeurs de charge, passagers et remorquage et douze embarcations (la plus petite d'au moins vingt tonnes), pour le transport du sucre.

En raison de la grande concurrence d'autres pays producteurs, le prix du sucre exporté est très variable. Le prix de cette denrée dans le pays, avant l'installation de l'*Ingenio*, était de \$ 43 or le quintal : celui indiqué pour la vente de ce que fabrique à l'*Ingenio* est de \$ 4. Ce prix a dû hausser en raison d'une mauvaise récolte et des frais exceptionnels de l'entreprise, mais il ne s'agit là que d'une hausse temporaire. (*Boletín del ministerio de Relaciones exteriores*, tomo IV, abril a junio 1912, Bogotá.)

23 et 30 degrés, le sol est propice à la canne à sucre, source de revenus, soit par l'extraction de liqueurs, qui constitue aussi un gros bénéfice pour le département, atteignant \$ 375.549 argent annuels, soit sous forme de sucre, panelles¹, etc. Le sol est très fertile dans l'ancien département de Quesada, aujourd'hui fondu dans le CUNDINAMARCA, et la canne à sucre y pousse à merveille. Il en est de même de la région qui s'étend autour de Soatá (province du Nord) dans le département de BOYACÁ. Enfin le sucre n'est pas rare dans le département NORTE DE SANTANDER.

En résumé, la canne à sucre peut être cultivée dans toutes les régions basses de Colombie. M. Dickson² cite le cas d'un planteur de café ayant en même temps une plantation de sucre³. Cet individu faisait de tels bénéfices avec le sucre, qu'il pouvait payer avec eux tous les frais de la production du café qu'il vendait aux États-Unis, de sorte que le prix qu'il retirait de cette vente était du bénéfice net.

Une bonne quantité du jus de canne est employée pour préparer la « chicha », boisson populaire⁴.

Tabac. — Le tabac pousse facilement en Colombie

1. La *Panela*, sucre brun grossier, très foncé, s'obtient en faisant bouillir le suc de la canne et en le clarifiant et solidifiant ensuite.

2. Rapporté par Loraine, *op. cit.*

3. Le cas n'est pas très fréquent, car, comme nous l'avons dit *supra*, le café se cultive dans une zone relativement plus froide que la canne à sucre.

4. Loraine, *op. cit.*

et il y a là une source de revenus pour la République, qui, bien exploitée, pourrait devenir considérable, car, la qualité du tabac de Colombie vaut celle du tabac de la Havane. C'est dans le département de Tolima, dans la région du Haut-Magdalena, à *Ambalema*, que l'on récolte le meilleur tabac. Selon Mr. Scruggs¹, il y a en Colombie du tabac presque aussi bon que le meilleur de Cuba. Il dit avoir connu de vieux fumeurs ne pouvant pas distinguer les bons cigares d'Ambalema des cigares de la Havane. Il prétend aussi qu'une bonne quantité de cigares vendus en Europe sous l'étiquette Habana viennent d'Ambalema.

Reclus rapporte² que lors de l'abolition du monopole, la production s'accrut à Ambalema d'une manière presque soudaine. Selon cet auteur, on expédiait chaque année, principalement au marché de Brême, les ballots de tabac par millions de kilogrammes, et les sommes qui se distribuaient dans le pays s'élevaient à 10 ou 15 millions de francs, même dans une excellente année à 25 millions. Mais survint une maladie de la feuille qui diminua la qualité et la quantité du tabac, en sorte que les plantations de Tolima ne purent soutenir la concurrence avec les autres pays de production, notamment avec Java et Sumatra³...

1. Rapporté par Loraine, *op. cit.*

2. Reclus, *Géographie*, etc., *op. cit.*

3. Pour la production du tabac, ce sont les Etats-Unis qui dominent, dans le monde, avec 300 000 hectares. La moitié de leur production est exportée. (Cauwès, *op. cit.*)

L'industrie du tabac a repris heureusement depuis que la maladie de la plante a diminué et aussi depuis que n'existent plus les impôts exagérés mis sur la production.

Il y a à Ambalema trois grosses manufactures de tabac :

La Patria qui occupe journellement cent soixante-dix femmes et quarante-neuf hommes, dont la paye hebdomadaire atteint \$ 40.000 papier-monnaie. Elle fabrique 45.000 cigares par semaine, exporte 3.000 arrobes de tabac de première qualité et achète 6.000 arrobes à chaque récolte qui lui coûtent environ un million huit cent mille piastres papier-monnaie.

La Habanera qui occupe journellement cinquante apprêteuses, quatre-vingt-dix ouvrières et trente ouvriers, dont le salaire hebdomadaire atteint \$ 24.000 papier-monnaie. Elle exporte annuellement 100 arrobes de tabac préparé de première qualité, et 300 arrobes de tabac de troisième qualité. Elle fabrique par semaine 50.000 cigares.

La fabrique de Carlos Pinzón.

On cultive également le tabac dans le département d'ANTIOQUIA, notamment à *Santa Bárbara*, province d'Aures et à *Bolívar*, province du Nord. D'après le *Censo general*, ce département a produit en 1911, 424.336 kilos de tabac. Le département de l'ATLÁNTICO et celui de BOLÍVAR sont aussi producteurs de tabac. Les tabacs de *Carmen*, ville de la plaine (province du

même nom) située au nord de Corozal, rivalisent avec ceux d'Ambalema¹.

Dans EL VALLE, on peut citer le tabac de *Palmira*, comme un des meilleurs de Colombie. Il jouit d'une réputation universelle, dit Diaz Lemos, et est très recherché : on le cote à des prix élevés sur tous les marchés d'Amérique et d'Europe. *Cartago*, province de Quindio, ville avantageusement placée au croisement des chemins qui mènent à Buenaventura, Antioquia, Chocó, Caldas et Tolima et qui sera un jour une des cités les plus importantes de la République, cultive également le tabac. Il y a des fabriques de cigares dans les districts de la vallée, et de cigarettes à Popayán.

Parmi les principales sources de richesse du département de HUILA, il faut citer le tabac. A *Neiva*, province du même nom, il y a une fabrique de cigares en pleine prospérité. La fertilité du sol du département de MAGDALENA est extraordinaire, spécialement dans la région de la Sierra Nevada, où l'on rencontre des colonies agricoles. L'agriculture y a pris un grand développement et parmi ses produits, il faut citer le tabac, cultivé sur différents points et notamment dans la vallée du rio *Cesar*.

La production agricole du département de NARIÑO, est très variée, comme l'est le climat lui-même, où l'on trouve toutes les températures depuis 8 jusqu'à

1. Reclus, *op. cit.*

30 degrés de chaleur. La concurrence des États-Unis peut ainsi être évitée, et jusqu'à présent leurs produits agricoles ne trouvent pas de débouchés dans les villes de la côte. Parmi les cultures si variées de ce département, le tabac occupe un très bon rang.

Dans le NORTE DE SANTANDER, on récolte le tabac : on y compte une manufacture de tabac et cinq de cigarettes. Dans le département de SANTANDER, on le cultive aussi, notamment à *Zapatoca*, province de Suárez. A *Bucaramanga* et *Piedecuesta*, il y a des fabriques de cigares et de cigarettes.

Ce ne sont pas, bien entendu, les seules régions où l'on cultive le tabac en Colombie, mais il serait trop long de les énumérer toutes. Nous nous sommes contenté de donner les principales.

Voici quels ont été en 1908 les chiffres d'exportation du tabac par différents ports de Colombie¹ :

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne.	4.108.182	378.478
Pour la France	5.158	790
Pour la Grande-Bretagne .	22.527	3.030
Pour les autres pays . . .	5.481	1.736
Pour Panama	2.256	307
Soit au total	<u>4.143.604</u>	<u>384.341</u>

L'exportation des cigares a été de 3.679 kilos et de 1.178 piastres, celle des cigarettes de 542 kilos et de 1.080 piastres.

1. *Boletín de Estadística*, etc., 1912, *op. cit.*

Coton. — La « United Fruit Company » a fait des essais pour cultiver le coton en Colombie et les résultats ont été satisfaisants au moins en ce qui concerne les plants. Cependant on reproche au coton de Colombie d'être trop court; mais on pourra l'améliorer en important des plants d'une autre qualité¹.

On cultive le cotonnier sur différents points du territoire colombien, notamment dans les départements du NORTE DE SANTANDER, de BOYACA (région de l'ancien département de Tundama), de MAGDALENA et d'ANTIOQUIA. Dans ce dernier département, le coton commence à être l'objet d'une grande culture. En 1911, la production a été de 115.600 kilos². Les fabriques de tissus commencent à s'établir de différents côtés, ce qui encourage les cultivateurs de cotonniers et aura le grand avantage dans quelques années de ne plus rendre les Colombiens tributaires de l'Amérique du Nord et de l'Europe pour les draps de leurs vêtements³.

Le *Boletín de Estadística* donne les chiffres suivants pour l'exploitation du coton en 1908 :

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne	10.200	1.500
Pour la Grande-Bretagne . .	2.292	335
Soit au total	12.492	1.835

1. Loraine Petre, *op. cit.*

2. *Censo general*, etc., *op. cit.*, 1912.

3. Les Etats-Unis ont une sorte de privilège pour le coton; ils fournissent les trois quarts de la production mondiale, soit 14 millions de balles. Les Indes produisent 3 à 4 millions de balles, l'Egypte 1 à 2 millions. (Cauwès, *op. cit.*)

Corozo, en américain *tagua*¹. — L'ivoire végétal dont on se sert dans l'industrie, est fait avec les graines de cet arbre.

C'est une sorte de palmier qui croît en abondance sur les rives du grand fleuve Magdalena, du Patia et de l'Atrato. La récolte est à la fois facile et abondante.

On rencontre le *tagua* dans la zone chaude, entre 23 et 30 degrés, notamment dans les départements suivants :

Dans le département de NARIÑO, où il constitue une grande source de richesses pour les districts de *Tumaco* et de *Barbacoas*. Le commerce de la côte paye avec cet article la plus grande partie de ses nombreuses importations ;

Dans le département de HUILA, où les bois de toutes sortes abondent. Le *tagua* se trouve principalement dans la Cordillère orientale ;

Dans le CAUCA, dont les forêts renferment une multitude de bois de construction et autres.

Dans le département de BOLIVAR et dans tous ceux où abondent les essences les plus variées.

Voici les chiffres pour l'exportation en 1908² :

1. Nous disons « américain », car le mot n'est pas espagnol. Il ne figure pas dans le dictionnaire de l'Académie.

2. N'ayant pas compris pourquoi on avait mis à part dans la statistique *corozo* et *tagua*, qui pour nous sont la même chose, nous les avons réunis ici.

	Kilos	Piastres
Pour la France (corozo) .	1.615	42
Pour l'Allemagne (tagua) .	4.097.411	185.883 70
Pour les États-Unis (tagua). .	1.475.853 660	74.940 46
Pour la France (tagua) .	509.829	16.542
Soit au total . .	6.084.708 660	277.408 16

Maïs. — Le maïs pousse avec une facilité extraordinaire en Colombie dans les différentes zones. Dans la région du CAUCA, une graine de maïs peut en produire 300. Dans le département d'ANTIOQUIA, le maïs et le haricot sont les principaux produits de l'agriculture et la base de l'alimentation des habitants. La production a été en 1911 de 9.284.085 kilos. On récolte également le maïs dans les départements de BOLIVAR, de CALDAS, de CUNDINAMARCA, de SANTANDER, de EL VALLE, de MAGDALENA, de NARIÑO et dans les régions élevées des Cordillères. Dans le Nariño, le maïs est, parmi les céréales, celle dont la culture domine et dont le produit est le plus abondant dans les régions chaudes.

Les départements de HUILA, de BOYACA (principalement dans la région de l'ancien département de Tundama), de NORTE DE SANTANDER, etc., cultivent également le maïs.

Les exportations de maïs ont été peu importantes. Voici les chiffres que nous possédons pour 1908 ¹ :

1. *Boletín de estadística*, etc., 1912. *Op. cit.*

	Kilos	Piastres
Pour différents pays.	46.078	345 40
Pour Panama.	1.625	23
Total	47.703	368 40

Vanille, Indigo, etc. — On récolte la vanille principalement dans le département d'ANTIOQUIA. Celle du CAUCA est également très appréciée. Quant à l'indigotier, de la famille des légumineuses, on ne le cultive pas beaucoup en Colombie. Cependant l'indigo des départements de Cucuta, de Bucaramanga et d'Ibague est assez réputé.

L'agriculture tropicale présente pour la Colombie un puissant intérêt. Il est juste de dire qu'elle a retenu l'attention du gouvernement et des Chambres. Une loi du 16 novembre 1912¹ a décidé, d'accord avec le gouvernement du département de Magdalena, la création, dans la quinta de San Pedro Alejandrino et les terrains adjacents achetés par le département, d'une École d'Agriculture tropicale. Les gouvernements de chacune des sections départementales pourront envoyer deux élèves à l'École où ils recevront gratuitement l'instruction spéciale que l'on y donne.

Bois précieux, de construction, etc. — Les forêts de Colombie abondent en bois de toutes sortes : bois précieux, bois de construction et autres, et il y a là pour la République une source incalculable de richesses,

1. Loi 91, *Diario oficial* du 23 novembre 1912.

presque inexploitée en raison de la difficulté des transports.

Les bois précieux¹, tels que le cèdre, le gaïac (*guayacan*) le *carreto*, le rouvre (*roble*), le *campano*, l'*acajou*, le fromager (*ceiba*), etc., et les bois de teinture remplissent les forêts.

Le cèdre est très employé en Colombie. Il est d'un travail facile et n'est pas attaquable par le *comejan*, sorte de fourmi qui ronge le bois. Il sert principalement à la construction des maisons.

Le gaïac est un bois très dur, qui est utilisé pour l'établissement des billes de chemin de fer. La Colombie en exporte de grandes quantités à Cuba, dans l'isthme de Panama et dans l'Amérique centrale.

Le *carreto* est un bois très clair, très résistant, mais d'un travail difficile. Il est employé dans la construction, où il dure indéfiniment ; on peut aussi l'utiliser pour l'ameublement.

Le rouvre, sorte de chêne, de nuance claire et d'une grande résistance, est employé dans l'ameublement. Le *campano*, que l'on rencontre même dans les points très élevés, est employé dans la batellerie ; l'*acajou*, de belle couleur foncée et d'excellente qualité, est peu employé en Colombie ; enfin, le *ceiba*, de couleur rose, sert à la fabrication d'articles de ménage.

1. Voir Jalhay, *La République de Colombie*, op. cit.

Avec beaucoup de raison, le gouvernement colombien a réglementé, par décret du 13 août 1908, l'exploitation des forêts de l'État, qui risquaient d'être mises au pillage. Voici brièvement les obligations que créent aux exploitants de forêts, le décret ci-dessus et la loi sur l'exploitation des forêts de l'État :

« Les forêts qui renferment des bois précieux, du *tagua*, du quinquina, du caoutchouc, des gommes, résines et autres produits d'exportation facile que le gouvernement est susceptible de se réserver, sont considérées comme forêts de l'État.

Le gouvernement est libre de traiter avec des particuliers pour l'exploitation des forêts domaniales.

Tout individu voulant couper des bois, exploiter ou extraire le *tagua*, les gommes, écorces, résines, etc., dans les forêts domaniales, devra adresser une demande au ministère des Travaux publics, en indiquant le lieu de l'exploitation qu'il convoite, ses voies d'accès, limites, etc.

La durée de chaque concession pourra atteindre vingt ans; la superficie ne pourra excéder 3.000 hectares. Un même individu ou une même société pourront avoir plusieurs concessions de 3.000 hectares, à la condition qu'elles soient séparées entre elles par des lots de forêts d'une superficie au moins égale.

Les concessions de forêts ne sont accordées que pour des produits nettement déterminés, et ceux qui bénéficient d'une autorisation pour une essence d'arbre

déterminée ne peuvent en exploiter une autre, dans la même forêt, sans une nouvelle autorisation.

Le gouvernement aura soin d'imposer, de préférence aux concessionnaires, l'obligation de coloniser et de créer des centres de population dans les terrains faisant l'objet de la concession.

En ce qui concerne l'adjudication des forêts domaniales, voici quels sont les principaux articles du décret du 13 août 1908 :

« Tout individu qui sollicite l'exploitation de forêts devra indiquer la part qu'il réserve au gouvernement dans les bénéfices de l'entreprise.

Il pourra être accordé des concessions de petite superficie par le chef politique de la juridiction où elles sont situées.

Les conseils municipaux sont chargés de déterminer l'impôt qui frappera ces exploitations : celles-ci ne pourront excéder 500 hectares, ni être accordées pour plus d'un an, mais ce délai pourra au besoin être prolongé.

Les petites concessions ne pourront être accordées que dans des exploitations d'une superficie minimum de 3.000 hectares.

Toute personne peut solliciter de l'administration publique compétente la concession d'une petite exploitation, qui lui sera accordée, à condition qu'elle garantisse le paiement de l'impôt, qu'elle prouve que les forêts appartiennent à l'État, qu'elle indique le genre

d'exploitation qu'elle désire entreprendre, qu'elle observe le présent décret, ainsi que les ordonnances municipales, et se soumette à l'inspection des autorités; elle devra donner une garantie en rapport avec la valeur du produit qu'elle désire exploiter.

Pourront seuls être coupés les arbres ayant atteint leur complet développement et ayant produit de nombreuses semences ou de nouveaux pieds ou souches; il est absolument interdit d'abattre les jeunes arbres ou les jets pouvant servir à la reproduction.

Les entrepreneurs renseigneront les autorités compétentes sur l'espèce et la qualité du bois coupé et sur la voie adoptée pour la sortie du bois.

Il est strictement défendu de couper le palmier dit *tagua*, quels que soient son âge ou ses régimes, et cela sous peine d'une amende de 5 à 10 piastres or par quintal.

Nul ne pourra exploiter les forêts de *tagua* sans autorisation des autorités compétentes, sous peine d'une amende de 5 piastres or par quintal.

L'exploitation des plantes parasites (*orchidées*) ne sera autorisée qu'à la condition que les arbres ou les arbustes sur lesquels elles se trouvent ne seront pas détruits et qu'il sera laissé sur chaque arbre quelques plantes pour la reproduction.

Il est interdit d'exploiter les écorces en les arrachant des arbres sur pied.

Les salines, carrières, dépôts d'asphalte, de pétrole,

de talc, de phosphates et autres matières minérales ou non minérales, qui pourraient se trouver dans le sous-sol des forêts données en exploitation, devront faire l'objet d'un contrat spécial avec le gouvernement.' »

Un projet de loi sur l'exploitation des bois nationaux a été déposé sur le bureau des Chambres, au Congrès de 1912, par le ministre des Travaux publics¹. Il nous paraît intéressant d'en donner la teneur, car c'est cette loi qui va certainement régir maintenant les forêts domaniales :

« Sont considérées comme forêts nationales, ne pouvant être adjugées comme terrains vagues (*baldios*)², les plantations de caoutchouc, tagua, quina, les bois précieux pouvant être exportés, les résines, huiles et autres produits d'exportation, se trouvant sur les terres de la nation.

Pour qu'une zone de *baldios* puisse être considérée comme « bois nationaux », il est nécessaire qu'elle soit bornée par des accidents géographiques, qu'elle ait au moins trois mille hectares de superficie et que les plantations occupent au moins la moitié de la zone.

Le gouvernement est autorisé à affermer les bois nationaux, sans qu'il soit besoin de licitation, mais il

1. *Memoria al Congreso de 1912*. Ministerio de Obras Publicas. Segunda Parte, Documentos. Bogotá 1912. La loi n'ayant pas été discutée, a été représentée de nouveau par le ministre au Congrès de 1913.

2. *Baldios*. Voir *supra*, nos observations sur le sens de ce mot *Baldios*.

ne pourra les aliéner ni les affermer pour plus de trente ans, sans l'approbation du Congrès.

Les contrats d'affermage célébrés par le gouvernement produisent les effets civils prévus pour ce genre d'actes par le Code civil, mais en aucun cas le gouvernement ne sera responsable en ce qui concerne la propriété des forêts, dont la base repose sur l'exactitude des faits affirmés par le sollicitant, aussi bien en ce qui touche la déclaration qu'en ce qui concerne la superficie exprimée dans les plans et autres pièces respectives.

Pour assurer l'efficacité de l'article précédent, on accordera à qui la demandera, la permission d'explorer pendant le délai d'un an la région de forêts où il désire s'établir, en la désignant par son nom et par ses limites naturelles. Si la région ainsi déterminée dépassait 10.000 hectares, le gouvernement se réserverait la faculté d'accorder des permis d'exploration à toutes personnes qui les demanderaient.

Quiconque obtiendra la permission d'explorer des bois nationaux, sera dans l'obligation de présenter à la fin de l'année le plan, en double, de la zone qu'il désire avoir en ferme, bornée par des limites naturelles ou des accidents géographiques. Il devra déclarer : que les terrains où existent les plantations sont *baldios* et qu'il n'y a pas de colons établis sur eux ; qu'ils ne sont affectés à aucun service ni usage public et ne se trouvent pas dans la zone correspon-

dant à des mines ou à des sources salées, réservée à leurs exploitants ; qu'il ne se trouve là aucun produit de valeur dont le pays n'aurait pas eu connaissance. La preuve de la vérité de ces déclarations résultera du serment de cinq témoins, assistés de l'agent du ministère public, et du certificat de l'inspecteur des forêts.

Durant l'année d'exploration, les produits des bois nationaux peuvent être exploités, à la condition de verser entre les mains de l'employé désigné par le gouvernement, 7 pour 100 du produit brut de l'exploitation. Si le contrat est fait pendant la première année d'exploitation¹, le gouvernement n'aura droit qu'à la moitié du pourcentage stipulé dans le dit contrat.

... Les contrats d'affermage que conclut le gouvernement sont soumis aux conditions suivantes :

1° La superficie des forêts données en affermage à une seule personne ou société ne pourra dépasser 5.000 hectares.

2° Le temps de l'affermage ne pourra excéder trente ans.

3° Le montant du fermage ne pourra être annuellement inférieur à 7 pour 100 du produit brut.

Sont exceptées des dispositions antérieures les forêts situées dans la région orientale de la Colombie, allant du sommet de la Cordillère orientale aux limites du

1. Nous pensons qu'il aurait fallu mettre *exploration* et non *exploitation*.

Brésil et du Vénézuéla et de la vallée du rio Meta aux fleuves Napo et Amazonas. En ce qui concerne ces forêts, on laisse au pouvoir exécutif complète faculté de réglementation, pour qu'il puisse procurer les plus grandes facilités pour l'occupation, l'exploitation et la colonisation de ces terres. Cette faculté s'étend non seulement à la détermination de la superficie des bois affermés, mais encore au taux et à la durée du contrat.

Est exceptée également des dispositions générales de la présente loi, avec faculté de réglementation laissée au gouvernement, sur les mêmes bases, la région de forêts située sur la côte du Pacifique et dans le golfe de Urabá...

Les personnes qui exercent actuellement l'industrie de l'exploitation des forêts nationales pourront la continuer, en en prévenant la première autorité politique de la municipalité où se trouvent les bois qu'ils exploitent. »

En outre des bois que nous avons indiqués plus haut, la Colombie regorge des essences les plus diverses, telles que le laurier, le cocobolo negro, l'amarillo, le bois de rose, le bois de fer, le palisandre, le santal jaune, l'ébène, le cacique, le campêche, l'achiote, le dividivi, etc. Ces bois se vendent de 150 à 300 francs la tonne, sur les marchés d'Ham-bourg, d'Anvers et du Havre. Ils reviennent à quai dans l'un de ces ports, entre 50 francs et 80 francs la tonne, au maximum, laissant ainsi un bénéfice de

100 à 200 francs la tonne. Une bille (tronc équarri), pesant en moyenne de 1 à 6 tonnes, il est facile de se rendre compte de l'importance que peut prendre cette exploitation¹. Avec 1.000 tonnes, on peut charger un voilier doublant le cap Horn. Dans ces conditions, le transport des bois peut revenir à 50 ou 60 francs la tonne.

Nous donnons ci-dessous quelques chiffres d'exportations de bois en 1908, à titre de documentation, car les sommes qu'ils représentent, sont relativement peu de chose. Étant donné qu'il faudrait de très nombreuses années pour épuiser les forêts de Colombie, en admettant qu'on ne replantât pas, les chiffres d'exportation devraient être beaucoup plus importants. Il est à espérer que dans un avenir assez rapproché, avec le développement des moyens de transport, cette source de richesses, que représentent les forêts, ne sera pas négligée.

	Kilos.	Dollars.
Rocouyer (<i>Achiote</i>).	40	8
Avocatier (<i>Aguacates</i>).	24.455	1.451
Acajou (<i>Caoba</i>).	1.500	10
Chérimolier (<i>Chirimoyas</i>).	2.150	83
Cocotier (<i>Cocos</i>).	221.600	2.914

1. Sloan, etc. *op. cit.*

2. *Trozos* signifie exactement « morceau ». Le *Bulletin de statistique* veut évidemment désigner ici des troncs d'arbres de différentes sortes.

Bois (<i>Trozos</i> ¹) pour les États-Unis .	4.192.773	28.105
— — pour la France . . .	383.000	5.140
— — pour la Grande-Bre-		
tagne.	501.142	6.407
— — pour les autres pays.	162 320	1.400
— — pour Panama	951	»
Cèdre pour les États-Unis.	1.000	30
— pour la Grande-Bretagne. . .	276.114	2.760
Manguier (<i>mango</i>)	454	12
Platanes.	38.731	737 ¹

On trouve dans la zone chaude toutes sortes de fruits délicieux, tels que l'arbousier, l'ananas, la pastèque, l'orange, le citron, le melon d'eau, la sapotille, la papaye, l'anon, le mamei, le mango, le caimito, etc., etc.

Plantes médicinales. « Toutes les espèces tropicales de l'aire vénézolane et brésilienne se rencontrent en Colombie avec les formes andines et de l'Amérique centrale, venues du sud par les vallées des Cordillères ou bien du nord, par les régions isthmiques. En outre, les pentes moyennes et les plateaux supérieurs abondent en végétaux qui ressemblent à ceux de l'Europe tempérée, ou même des contrées polaires². »

Étudier en détail la flore colombienne et passer en revue toutes les plantes qui n'ont qu'un intérêt scientifique, serait sortir de notre sujet. Nous nous bornerons

1. *Boletín de Estadística*, etc., 1912, *op. cit.*

2. Ed. André, note à la *Végétation du globe*, par Grisebach.

donc à celles qui présentent un intérêt thérapeutique ou industriel, parmi lesquelles il faut citer :

Le *chinchona*, rubiacée, un des produits les plus considérables des forêts de Colombie, le gaiac (*guayacan*), dont nous avons déjà parlé, qui sert à la fois comme réactif chimique et sudorifique, et est employé dans le traitement de la syphilis, la *salsepareille*, le *clavier*, de la famille des Xanthoxylées, abondant sur la côte atlantique, dont l'écorce est utilisée comme diurétique et febrifuge, le *cédron* (*sinabra cedron*), qui renferme des propriétés tonifiantes analogues à celles du quinquina. Saffray prétend même qu'il est beaucoup plus efficace que la quinine contre les fièvres intermittentes nerveuses, le « fléau des terres chaudes », et ne laisse pas de trouble dans l'organisme après guérison¹.

Le cédron est aussi considéré par les indigènes comme anti-venimeux, de même que l'*aristolochia ringens*, le guaco ou *mikania*, et une douzaine d'autres espèces².

Le *quereme*, de la famille des « éricacées », renferme d'intéressantes propriétés médicinales. Sa fleur est utilisée principalement dans l'art dentaire, aussi bien comme anesthésique que comme désinfectant et antiseptique, très souvent avec plus de succès que le thymol et le permanganate de potasse. Il est aussi employé comme expectorant.

1. Saffray, *Tour du Monde*, 1872, 2^e semestre, livraison 606.

2. Reclus, *Géographie*, *op. cit.*

Le *tolu*¹ (*myroxilum tolufera*), qui produit le baume du même nom, l'*ipecacuanha*, dont le monde entier se sert comme expectorant, la *coca* péruvienne, fréquemment désignée sous le nom de *hayo* en Colombie, sont aussi très répandus. La coca, dit M. Serret², plante sacrée des anciens Incas, qui leur servait de dynamophore par ses propriétés excitantes, leur permettait de rester deux ou trois jours sans manger, comme nous avons pu le constater bien des fois en Bolivie parmi les Indiens actuels des hauts-plateaux andins. Nul d'ailleurs n'ignore la réclame médicinale qui s'est faite depuis quelque temps en France, autour de ce produit.

Citons encore : la *cabuya*, du genre agave, dont toutes les parties sont utilisées. — Le suc est employé comme cicatrisant, les racines, d'une grande amertume, sont utilisées par les Indiens, comme dépuratif, dans la thérapeutique des maladies vénériennes, les épines servent d'aiguilles à coudre, les feuilles servent à fabriquer des cordages, des hamacs, des filets, des sacs, etc., et les fleurs et les fruits servent dans la composition de différents plats ; — le baume de *copahu* (*copaifera officinalis*) ; la *carica papaya*, eupeptique très actif ; le *ricin*, le *gingembre*, le *malagueta* (*xylopia longifolia*), la *térébenthine*, etc.

1. Tolu est le nom d'une ville située près du golfe de Morosquillo. Elle a donné son nom à la plante et par suite au baume.

2. Serret, *Voyage en Colombie*, op. cit.

Voici pour terminer les plantes médicinales, quelques chiffres d'exportation en 1908 ¹ :

Baume de Copahu :

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne	1.611	1.189
Pour les États-Unis	3.201	1.877
Pour la France	640	429
Pour la Grande-Bretagne. . . .	936	718
Pour les autres pays.	616	403 20
Total.	7.004	4.616 20

Baume de Tolu :

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne	12.594	3 583
Pour l'Espagne	270	90
Pour les États-Unis	24.338 500	8.612
Pour la France	4.790	1.891
Pour la Grande-Bretagne. . . .	4.482	1 638
Total.	46.474 500	15.814

Racine d'Ipécacuanha :

	Kilos.	Dollars
Pour l'Allemagne	7.507	7.684
Pour les États-Unis	12.674	12.625
Pour la France	211	293
Pour la Grande-Bretagne. . . .	1.315	953
Total.	21.707	21.555

Orchidées. — On sait la valeur extraordinaire que ces plantes ont acquise en Europe et combien elles sont

1. *Boletín de Estadística*, etc., 1912, *op. cit.*

recherchées. La Colombie, si nous nous en rapportons à Reclus, aurait été et serait encore, dans les rares districts habités par les Indiens sauvages, le pays le plus riche du monde en orchidées. Mais, écrivait en 1893 le célèbre géographe, les chasseurs botanistes qui parcoururent méthodiquement le pays, pour le compte des jardiniers et des marchands princes de la Grande-Bretagne, de l'Europe continentale et des États-Unis, ont dévasté la contrée, au point de rendre introuvables quelques espèces de fleurs, et précisément les plus somptueuses. Un de ces chasseurs d'orchidées, qui a pourtant l'audace de récriminer contre la destruction systématique accomplie par ses rivaux, raconte avec orgueil comment, pendant une campagne de deux mois, il fit abattre quatre mille arbres, pour recueillir environ dix mille *odontoglossum*, changeant de campement dans la forêt, à mesure qu'il en avait enlevé la parure florale pour l'entasser dans ses caisses¹. Autour des endroits jadis réputés comme les plus riches, ajoute Reclus, il faut maintenant voyager pendant des journées avant de trouver quelque échantillon d'une plante malvenue, dédaignée par les chasseurs indiens aux gages des horticulteurs anglais.

Nous avons vu que le gouvernement colombien avait pris des mesures énergiques pour empêcher la continuation de cet état de choses lamentable et il faut

1. Albert Millican, *Travels and adventures of an orchid Hunter*.

espérer que cette source de richesses ne tarira pas pour la Colombie. L'exploitation des orchidées vaut celle des mines d'or, et elle présente l'avantage d'être plus facile et de ne demander ni machines ni capitaux. M. Loraine Petre¹ rapporte qu'une variété d'*odontoglossum crispum* a atteint récemment, à Londres, le prix de £ 1.150! On voit donc quel fabuleux revenu la Colombie peut tirer de ses forêts².

Dans la zone chaude comme dans la zone tempérée et même dans la zone froide, on rencontre une variété infinie de palmiers, qui ne sont pas seulement d'une beauté remarquable, mais sont aussi de la plus grande utilité. Sans passer en revue toutes les différentes essences, nous nous bornerons à citer celles qui présentent un intérêt économique.

En première ligne vient le palmier à cire (*ceroxylon andicola*) de la Cordillère centrale. On le rencontre dans les Andes de Quindío jusqu'à plus de 3.000 mètres, à près de 2.000 mètres plus haut que la plupart des autres palmiers, et seulement à 800 mètres au-dessous de la limite des neiges persistantes. La zone où cette essence est commune n'embrasse guère que la haute région comprise entre le Herveo et le Quindío, dans la Cordillère centrale. Tel céroxylon a 60 mètres de longueur, aussi droit et élégant qu'un jonc. Chaque fût, semblable à une colonne d'ivoire, peut fournir de

1. Loraine Petre, *op. cit.*

2. En 1908, l'exportation a été insignifiante: 3.834 kilos, 739 piastres.

8 à 12 kilogrammes d'une cire blanche ou jaunâtre, soit pour une valeur de 20 à 30 francs sur le marché d'Ibagué, où on l'achète pour la fabrication des allumettes-bougies¹.

Parmi les palmiers de la Cordillère orientale, sur le versant des llanos, un des plus remarquables est le corneto (*deckeria*); ses fruits, baies de la grosseur et de l'apparence des prunes, sont disposés en régimes qui pèsent de 50 à 80 kilogrammes. Enfin nombre d'autres palmiers livrent au commerce leurs fibres et leurs feuilles : la pandanée dite *carludovica palmata*, et désignée sous divers noms par les indigènes, donne des « pailles », c'est-à-dire les nervures de ses feuilles en éventail, qui servent à la fabrication des chapeaux dits de « Panama »; les *figues* et autres plantes du genre *fourcroya*, analogues au maguey du Mexique, sont autant d'ateliers vivants où les habitants prennent fils et cordelettes pour leurs cordes, sacs, toiles, sandales et hamacs².

Le *Bulletin de statistique* porte un chiffre très bas pour l'exportation des « *pajas* » (pailles), mais cela n'a rien d'étonnant, car les chapeaux de Panama sont exportés tout fabriqués. Voici les chiffres pour 1908 :

Paja	Kilos	Piastres
Pour l'Allemagne.	723	220
Pour les autres pays	4.815	4.876

1. Reclus, *Géographie*, *op. cit.*

2. Reclus, *op. cit.*

Zone tempérée. — La zone tempérée est celle qui part de 1.000 mètres au-dessus du niveau de la mer pour aller jusqu'à 2.600 mètres. La température moyenne de l'année oscille entre 17 et 22 degrés centigrades. Le climat y est non seulement très agréable, mais très sain; le sol y est remarquablement fertile. Les principales villes de Colombie qui se trouvent dans cette région sont :

Medellin, capitale du département d'Antioquia, altitude 1.540 mètres, température moyenne 20 degrés et demi.

Marinilla et *Rionegro* dans le même département, dont la température moyenne est de 17 degrés.

Chiquinquirá dans le département de Boyacá, altitude 2.614 mètres, température moyenne 17°8, et *Soatá* (même département) 2.044 mètres, 20 degrés.

Manizales, capitale du département de Caldas, altitude 2.140 mètres, température moyenne 17 degrés.

Popayán, capitale du Cauca, altitude 1.776 mètres, température moyenne 18°7, *Almaguer*, même département, 2.266 mètres, 17 degrés.

Pamplona, dans le département Norte de Santander, altitude 2.303 mètres, température moyenne 17 degrés, et *Ocaña*, même département, 1.165 mètres, 22 degrés.

Bucaramanga, capitale du département de Santander, altitude 925 mètres, température 22°5 et *Piedecuesta*, même département, 1.009 mètres, 22 degrés.

Ibagué, capitale du département de Tolima, altitude 1.299 mètres, température moyenne 20 degrés.

Ce n'est pas sans raison que nous venons d'énumérer toutes ces villes : c'est pour montrer qu'elles et les campagnes qui les environnent, sont des plus habitables par les Européens et qu'il n'y a pas besoin d'une acclimatation spéciale pour y vivre, quand on vient de nos régions.

Beaucoup de cultures de la zone chaude se retrouvent dans la zone tempérée ; nous n'avons donc pas à les répéter. Ce sont celles qui n'ont pas absolument besoin des chaleurs tropicales. Mais la zone tempérée a aussi ses cultures qui lui sont propres, parmi lesquelles il faut citer en première ligne le *café*, le *quinquina*, les *fougères arborescentes*, l'*agave*, etc., etc.

Le *café* est un des principaux éléments de richesse de la Colombie. On cultive le caféier sur presque tous les points du territoire de la République, et le sort de la fortune publique est lié aux bonnes ou aux mauvaises récoltes. Le change dans les Républiques sud-américaines subit très fortement le contre-coup des bonnes et des mauvaises années¹. Le blé dans l'Argentine, le café au Brésil, en Colombie, dans le Centre Amérique sont les sources qui font affluer l'or, et quand les récoltes sont manquées ou ont été détruites par la sauterelle, la terrible *langosta*, plaie de l'Amérique du

1. Voir *infra*.

Sud, la misère est générale et le change prend des proportions fantastiques.

Le café de Colombie est de première qualité; malheureusement la dernière révolution a causé beaucoup de tort à l'industrie caféière. Pour prendre un exemple, il suffit de citer l'exportation par le port de Barranquilla avant et pendant la Révolution. En 1899, année qui précéda la révolution, le nombre de sacs exportés attint le chiffre de 254.410; en 1900, première année de la révolution, ce chiffre tomba à 86.917! Mais comme nous le verrons plus loin, grâce aux années de paix que la Colombie vient enfin de traverser, l'industrie caféière s'est relevée, et si elle est convenablement menée, elle pourra dans l'avenir contribuer puissamment à la richesse du pays.

On peut dire qu'il n'y a pas de départements en Colombie où la culture du café soit impossible, mais il y en a où elle est particulièrement facile :

Dans l'ANTIOQUIA, on cultive aujourd'hui le café sur une grande échelle, principalement à *San Luis*, province de Oriente, à *San Agustín* et à *Santa Bárbara*, province de Aures, à *Nedonia*, province du même nom, à *Ituango*, province du Norte, à *Jericó*, *Concordia*, *Támesis*, province du Suroeste et à *Frontino*, province de Urabá. En 1911, la production a été de 6.178.618 kilos. Dans l'ATLÁNTICO, le café figure parmi les industries du département. BOLIVAR n'est pas très favorable à la culture du café, parce que ses plaines sont très peu

au-dessus du niveau de la mer. L'industrie agricole, et principalement celle du café, domine dans le département de CALDAS. Dans le CAUCA les caféiers se développent beaucoup. La fertilité du sol et l'introduction de machines et semences étrangères, ont amené un grand développement de l'agriculture dans le CUNDINAMARCA, spécialement dans les vallées du *Rio Negro*¹, du *Funza* et du *Fusagasugá*, où l'on cultive abondamment le café, le blé, le maïs, etc. C'est par *Girardot*, port très important du Haut-Magdalena², que se fait le trafic du café de cette région, trafic que l'on peut évaluer à 40.000 sacs par an. On cultive le café sur une grande échelle dans le département de HUILA. Le département de MAGDALENA mérite une mention spéciale. Les coteaux de la *Sierra Nevada de Santa Marta* sont très propices à la culture du café : cette industrie y est d'ailleurs en pleine prospérité et la qualité du produit est excellente. En raison de sa proximité de la mer, le café de la région de Santa Marta présente un grand avantage sur celui de l'intérieur du pays. Voici quelle a été en 1911 l'exportation du café de la Sierra Nevada par le port de Santa-Marta³ :

1. Plus bas que *Pacho*, ville située près des sources du Rio Negro, s'étendent les vastes cafeteries de la Palma (Reclus).

2. Voir *supra*.

3. *Boletín del ministerio de Relaciones exteriores*, 1912, *op. cit.*

	Kilos	Dollars
Pour l'Allemagne	79.523	21.145
Pour les États-Unis	438.557	28.975.40
Pour l'Angleterre	189.852	59.468
Soit au total	407.932	109.588.40

Dans la zone tempérée du département de NARIÑO, le café, d'excellente qualité, est cultivé sur une grande étendue. Il en est de même dans le département NORTE DE SANTANDER, principalement à San José de Cúcuta, capitale du département. Les cafétérias qui ont fait la fortune de cette ville, entrepôt de leurs produits, sont situées sur les pentes des montagnes. « En proportion du nombre des habitants et de l'aire qu'ils occupent, dit Reclus¹, les vallées de Cúcuta sont la région la plus industrielle et la plus importante de la République. On n'y compte pas moins de 80.000 personnes, et d'après Roldan, la valeur de la production, comprenant 50.000 tonnes de café, représente plus de 6 millions de francs. C'est grâce à sa voie ferrée, aboutissant au village fiévreux de Puerto-Villamizar, sur le cours navigable du Zulia, que Cúcuta a pu se relever ; mais tout son commerce extérieur se porte vers le Vénézuéla, et les échanges profitent surtout au port de Maracaïbo. Aussi des ingénieurs colombiens ont-ils souvent proposé la construction de routes ou de chemins de fer qui relieraient le district de Cúcuta et ses riches plantations

1. Reclus, *Géographie*, *op. cit.*

aux rives du Magdalena en franchissant la Cordillère orientale¹. »

En 1911, la province de Cúcuta a produit 80.000 charges² de café, et la province d'Ocaña, 20.000 charges³. La province de Pamplona produit aussi d'énormes quantités de café.

Dans le département de SANTANDER, situé au sud du précédent, c'est principalement aux environs de *Bucaramanga*, province de Soto, et de *Piedecuesta*, province de Los Santos, que se cultive le caféier. Dans la municipalité de *Ríonegro*⁴, province de Bucaramanga, on compte 4.000 hectares de cet arbuste.

En 1912⁵ on prévoyait une récolte de 80.000 sacs, chiffre que le gouverneur du département compte doubler en deux ans, en raison des plantations nouvelles faites dans la municipalité.

Il y a beaucoup de plantations de café dans la région montagneuse du département de TOLIMA. Certaines municipalités produisent vingt mille charges de café par an, de bonne qualité, qui atteignent des prix élevés

1. Voir *supra*.

2. *Censo general de la Republica de Colombia*, 1912, *op. cit.*

3. Nous avons traduit littéralement le mot espagnol *Carga* par charge, car nous ne pouvons savoir si le *Censo general*, etc., a voulu désigner simplement par ce mot un fardeau, c'est-à-dire, un sac, ou la charge d'une mule, ce qui serait alors deux sacs, chacun d'environ 75 kilos (80 kilos maximum), soit en tout 150 kilos.

4. Il faut éviter de confondre la municipalité de Ríonegro, dans le département de Santander, avec celle du même nom située dans le département d'Antioquia.

5. *Censo general de la República de Colombia*, 1912, *op. cit.*

sur les marchés étrangers. Enfin, le café est avec le cacao, le tabac, le maïs, la canne à sucre, etc., une des principales productions du département de EL VALLE. On le cultive surtout à Cartago.

Voici quels ont été les chiffres d'exportation du café en 1908 par les différents ports de Colombie¹ :

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne	1.849.516	297.800
Pour l'Espagne	175.847	28.474
Pour les États-Unis . . .	26.231.525	4.137.562 60
Pour la France	379.920	61.163
Pour la Grande-Bretagne.	3.680.341	569.613
Pour les autres pays. . .	5.810.703 500	730.948 30
Pour Panama.	31.892	5 712
Soit au total. . . .	38.159.744 500	5.831.272 90

En comptant la piastre à cinq francs, nous arrivons à un chiffre de plus de 29 millions pour l'exportation du café en 1908, chiffre qui n'a pu que croître depuis, grâce aux années de calme politique qui viennent de s'écouler. Comme il faut ajouter aux chiffres ci-dessus la consommation nationale, qui est très importante, on voit que la culture du café est une des branches les plus importantes de l'agriculture colombienne.

Quinquina. Le quinquina se trouve dans la plupart des forêts de Colombie, principalement dans le département de NARIÑO. Étant donné l'usage si général qu'on fait dans le monde entier de l'écorce de cet arbre, on

1. *Boletín de Estadística de la Rep. de Colombia*, 1912, op. cit.

est étonné qu'un pays qui a l'heureuse chance de pouvoir le cultiver, ne le fasse pas d'une façon intensive. Les chiffres d'exportation en 1908¹ ne valent la peine d'être cités que pour appuyer ce que nous venons de dire :

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne . . .	150	150
Pour la France	24	50

soit 174 kilos et 200 piastres, ce qui est dérisoire !

Agave. L'agave d'Amérique est certainement, parmi les plantes de la zone tempérée, une des plus utiles. D'abord elle sert de clôture; ensuite, son tronc donne le *maguey*, sorte d'étoffe ou de liège; les feuilles fournissent le *barbasco* employé pour la pêche; la partie fibreuse des feuilles fournit le *heniquen*, sorte de chanvre qu'on emploie pour la confection des sacs, des espadrilles, des cordes. Le heniquen ou hennequin, très répandu dans certaines régions du Mexique, y apporte une source fabuleuse de revenus. Les propriétaires de terrains produisant l'hennequin, n'ont qu'à laisser pousser la plante. Au moment des récoltes, on vient leur acheter sur pied la production de l'année : tous les frais de récolte, transport, etc., sont à la charge de l'acheteur qui par-dessus le marché paye comptant. Puisque cette plante est si recherchée, pourquoi les propriétaires colombiens ne s'occupent-ils pas d'en

1. *Boletín de Estadística*, 1912, *op. cit.*

ensemencer leurs terres comme leurs confrères du Mexique? Nous l'ignorons, ou plutôt ce sont eux qui ignorent sans doute tout ce qu'ils peuvent tirer de l'agave d'Amérique. Ses fruits sont aussi utilisés : on en fait de précieux condiments, et dans certaines régions, ils servent à préparer une boisson fermentée, le *pulque* des Mexicains¹. Cette plante, à la tige très droite, pousse avec une rapidité étonnante.

Voici les chiffres d'exportation pour 1908, bien inférieurs à ce qu'ils devraient être² :

	Kilos.	Dollars.
Pour l'Allemagne.	55	5
Pour les autres pays	20	5
Pour la Grande-Bretagne . .	1.500	240
Soit au total	1.575	250

Fougères arborescentes. Les *macanas* ou fougères arborescentes, rapporte Reclus³, sont à peine moins nombreuses que les palmiers dans les forêts colombiennes. Linding en a compté trente-deux espèces dans la partie des Andes située au Nord de l'Équateur. La zone de croissance où l'on trouve ces fougères, est beaucoup plus étendue qu'on ne le croyait jadis. On rencontre ces plantes non seulement dans la zone tempérée, mais aussi d'une part à 200 mètres d'altitude

1. R. S. Peireira, *Les États-Unis de Colombie*, 1899.

2. *Boletín de Estadística*, etc., 1912, *op. cit.*

3. Reclus, *Géographie*, *op. cit.*

seulement et d'autre part jusqu'à 3.500 mètres. Cependant elles sont la caractéristique de la zone tempérée. Les planches formées avec les troncs de ces fougères sont très résistantes, et on les emploie, dans certaines régions de Colombie, notamment à *Fusagasugá* pour planchéier les routes par trop boueuses où l'on risquerait de s'enliser.

Bambou. Le bambou (*bambusa gradua*) qui, comme on le sait, sert à une foule d'usages et est si recherché à cause de sa légèreté qui n'exclut pas la solidité, n'est pas, comme on le croit souvent, une plante essentiellement tropicale. Sa véritable zone est entre 1.000 et 1.800 mètres, bien qu'on le rencontre parfois à des altitudes de plus de 4.000 mètres.

Zone froide. Elle commence à 2.600 mètres¹, et sa température moyenne ne dépasse pas 15 degrés. Les principales villes de cette zone sont : *Bogotá*, capitale de la République, altitude 2.640 mètres, température moyenne, 15 degrés ; *Tunja*, capitale du département de Boyaca, altitude 2.793 mètres, température moyenne 13°2 ; *Santa Rosa de Viterbo*, dans le même département, altitude 2.591 mètres², température moyenne 14°6 ; *Zipaquirá*, département de Cundinamarca, altitude 2.650 mètres, température moyenne 14°5 ; *Facata-*

1. Diaz Lemos (*op. cit.*) la fait commencer à 3.000 mètres ; nous ne croyons pas cette opinion exacte.

2. Bien que n'atteignant pas tout à fait 2.600 mètres, Santa Rosa doit être classée dans la zone froide. Cette délimitation n'a d'ailleurs rien de rigoureux.

tiva, 2.600 mètres, température 13°1 ; *Choconta*, 2.660 mètres, température 14° ; ces deux villes dans le Cundinamarca ; *Pasto*, capitale du département de Nariño, 2.638 mètres, température 14°7, etc.

On peut dire d'une façon générale que les cultures de la zone froide colombienne sont les mêmes que celles d'une partie de la France et de l'Europe centrale. On y cultive le maïs comme dans la zone tempérée, et comme dans cette zone, on rencontre le quinquina (jusqu'à 3.000 mètres seulement) et le palmier à cire (jusqu'à 3.300 mètres), mais ce qui caractérise la zone froide, c'est l'abondance des légumes (pommes de terre, asperges, lentilles, laitues, fèves, panais, persil, pois chiches, oignons, etc.) ; des céréales (blé, seigle, avoine, orge, riz, maïs), des prairies (luzerne, trèfle, etc.) ; des fleurs (rose, dahlia, lilas, camélia, violette, géranium, etc.) et des fruits qui mûrissent sans avoir besoin de culture (pommes, prunes, poires, etc.). Les forêts donnent des essences de la plus grande utilité, comme le noyer et le pin. Suivant Caldas, les limites des terrains boisés en Colombie sont à 3.365 mètres et celles de la végétation à 4.328 mètres.

On a une idée de la variété de récoltes que l'on peut faire dans la zone froide, en parcourant le plateau de Tuquerres. Ce plateau, situé à 3.100 mètres, renferme une infinité de cultures ; on peut dire qu'il est cultivé pouce par pouce et le terrain paraît indéfini. Au delà du rio *Sapuyes*, c'est la même profusion de

terres ensemencées, et quand la vue s'égare à travers la province de *Obando*, l'imagination perd la notion du nombre d'Indiens agriculteurs qui, à raison de 2.000 par lieue carrée, doivent occuper cette vaste plaine¹.

Cette fécondité des plateaux de la zone froide colombienne est connue depuis longtemps. Déjà en 1823, Mollien² écrivait à propos de la plaine de Bogotá : « ... Les céréales viennent avec une rare abondance : toutes les campagnes sont couvertes d'orge, de froment, d'avoine et de pâturages excellents. Spectacle merveilleux, que celui de campagnes aussi riches que la Beauce, à une hauteur où en Europe on ne trouve que des neiges et où l'homme a peine à vivre !

... Il faut convenir que le plateau de Bogotá surpasse par son élévation, son étendue et sa fécondité prodigieuse, ce que l'esprit de l'homme peut imaginer de plus beau... »

Pour faciliter l'introduction de nouvelles espèces, et inciter davantage à la culture, le gouvernement colombien a fort intelligemment décrété que les plantes et graines importées par les passagers jusqu'à 5 kilos, ne seraient pas réputées comprises dans le poids des bagages et seraient admises en franchise³.

Nous n'allons pas étudier successivement chaque espèce de céréales, puisqu'elles poussent toutes dans les

1. Miguel Triana, *Por el sur de Colombia*, déc. 1907. Paris.

2. Mollien. Tome I, pages 83, 84.

3. *Diario oficial de la Republica de Colombia*, 10 janvier 1909.

mêmes régions. Nous allons simplement passer en revue les départements qui les cultivent, puis, pour terminer ce chapitre, nous parlerons des prairies et de l'élevé du bétail, qui sont déjà et doivent être encore bien davantage une source de richesses pour la Colombie.

Céréales. Dans le département de BOYACÁ, on récolte une grande quantité de céréales et tous les fruits des différents climats. Dans le département de CALDAS, on produit tous les fruits propres aux climats froid et chaud de la zone intertropicale colombienne. Dans les hautes terres des Cordillères, on cultive le blé, l'orge, le maïs et autres céréales. L'agriculture est très développée dans le CUNDINAMARCA, spécialement dans les vallées du *Rionegro*, du *Funza* et du *Fusagasugá*, où on cultive beaucoup de blé ; dans les départements de HUILA, de MAGDALENA et de NARIÑO, où les céréales sont florissantes. Dans ce dernier département, la culture du blé occupe le quart des terrains laissés à l'agriculture dans la zone froide. On produit aussi en abondance l'orge, qu'on utilise comme aliment à la fois sain et nutritif. Avec les pommes de terre et autres produits du même genre, l'orge constitue la base de l'alimentation de la race indigène qui habite les plateaux de *Trúquerres* et *Obando*. Tous ces aliments, en grande abondance, arrivent jusqu'aux populations de la côte, évitant ainsi la concurrence des produits agricoles des États-Unis

d'Amérique, qui jusqu'à présent n'ont pas été consommés dans les villes du littoral. Dans le NORTE DE SANTANDER la production du blé en 1911 a donné 15.000 charges ; enfin, dans le SANTANDER, on le récolte en abondance, ainsi que le maïs, l'orge, etc.

Prairies. Éleve du bétail. Parmi les richesses de la Colombie, l'élevage du bétail n'est pas une des moindres. Déjà les plaines du Nord en font un commerce considérable ; selon M. Loraine Petre¹, elles exporteraient annuellement à Cuba 6.000 têtes de bétail. Il est certain que les pâturages sont illimités en Colombie et que le bétail est bon, mais ne le serait-il pas, qu'il mériterait quand même de l'intérêt en raison du commerce des peaux.

Les principaux centres de l'industrie du bétail dans les zones froides des départements de CUNDINAMARCA et BOYACÁ, se trouvent dans les riches et immenses savanes de *Bogotá*, *Ubaté*, *Chiquinquirá* et *Sogamoso*.

La superficie de ces terres, grasses et abondantes prairies pour l'élevage et l'engraissement du bétail à cornes et à laine, et où se trouvent les fermes les plus renommées des hauts plateaux, est d'une contenance d'environ cent vingt lieues carrées.

Les systèmes employés pour le développement de l'industrie de l'élevage dans ces régions de la Colombie ont été ceux de la tradition coloniale, sans aucun pro-

1. Loraine Petre, *op. cit.*

grès, jusqu'au jour où, grâce au stimulant des expositions industrielles de 1871 et 1872, les éleveurs commencèrent à se convaincre des avantages que l'on pouvait obtenir par les études scientifiques et pratiques pour l'amélioration des races, tantôt par le croisement avec des produits étrangers, tantôt par l'acclimatation et culture de nouvelles variétés accréditées en Europe et Amérique.

Les races de Hereford, de Hollande et de Durham ont été acclimatées en Colombie. L'exposition de 1910 a dépassé en heureux résultats les précédentes et est venue confirmer que l'industrie du bétail est appelée à prendre un développement considérable dans la République.

Des études que des personnes compétentes ont faites, au sujet des différentes races, on peut déduire les conclusions suivantes, de nature à rendre service à ceux qui voudraient se consacrer, à l'industrie de l'élevage en Colombie :

1° La race *Durham* est supérieure à toutes celles qui ont été exposées pour sa précocité, l'abondance et la qualité de sa viande, résultat d'une rapide et parfaite assimilation des fourrages.

2° La race *Suffolk*, d'origine anglaise et dont la caractéristique est l'absence de cornes, vient après la Durham pour la précocité et la production de viande et de lait. Elle est reconnue comme plus rustique.

3° La race *Hereford*, d'origine germanique, est celle

qui possède au plus haut degré cette inestimable qualité de rusticité, qui lui a permis de s'acclimater dans la Savane de Bogotá il y a plus de vingt-cinq ans. Elle est remarquable pour son rendement en viande et ses qualités de trait.

4° La race *normande* manque de précocité, mais est très appréciée pour le lait, la viande et l'attelage. Une vache de cette race n'est pas considérée comme laitière si elle donne moins de vingt litres de lait par jour.

5° La race *hollandaise*, qui a la même origine que la Durham, est la meilleure productrice de lait, qu'elle fournit en abondance, riche et épais. Elle a en outre l'avantage de la rusticité.

6° La vieille race *irlandaise*, variété South Devon, donne de magnifiques vaches laitières et produit des bœufs de premier ordre. Elle se recommande aussi par sa rusticité.

En ce qui concerne le bétail à laine, les premiers types metis, de race anglaise, ont été présentés à l'Exposition de 1870 et 1871. En 1880 et 1881 les reproducteurs des races Southdown, Costvold et Mérinos de Saxe ont été exposés en Colombie; et en 1899 et 1907, en outre des races antérieures, des types très intéressants des races d'*Oxfordshire* et *Shropshire* ont figuré aux expositions.

L'industrie de l'élevage est également florissante dans la vallée du Magdalena, dans le département de Cundinamarca.

La riche vallée du Cauca, qui a formé en grande partie le nouveau département de EL VALLE, s'étend sur 200 kilomètres du Nord au Sud et 15 de l'Est à l'Ouest, en moyenne, car en certains endroits elle est plus large, mais en d'autres, elle n'a guère que 7 ou 8 kilomètres. La température moyenne est de 26 degrés centigrades, mais aux mois de juillet et août, janvier et février, elle atteint 30 et 32 degrés. La vallée du Cauca est traversée dans toute sa longueur par des rivières plus ou moins importantes, en général d'eau potable, entre autres les rios de *Bugalagrande*, *Tuluá* et *Las Guabas* dont les eaux sont excellentes à boire.

Le fleuve qui donne son nom à la vallée est navigable pour des embarcations de faible tirant d'eau, sur une longueur de vingt-cinq à trente lieues. Grâce à ses crues dans la saison des pluies (avril, mai, octobre, novembre et décembre) il féconde ses rives, spécialement à droite, de façon très heureuse pour l'agriculture et les pâturages artificiels.

Les prairies naturelles sont nombreuses et bien appropriées à l'élevage de toutes sortes de troupeaux : l'espèce bovine, principalement, s'élève très bien et constitue la principale richesse des habitants, qui tantôt vendent leurs bêtes âgées de 2 ou 3 ans, dans les départements voisins d'Antioquia et Tolima et tantôt les engraisent dans leurs prairies artificielles. En outre, le lait et le fromage se vendent à bons prix et constituent pour les propriétaires une rente journalière

qui leur permet de subvenir aux frais de conservation et d'amélioration de leurs fermes.

Si les éleveurs ont soin de ne pas exagérer le nombre des animaux sur un même pâturage, les prairies ne s'épuisent à aucune époque de l'année. Les terres de cette région offrent donc un avantage considérable pour l'industrie de l'élevage. En général chaque hectare de prairie naturelle nourrit trois têtes de bétail ; et dans certains endroits on pourrait aller jusqu'à quatre ou cinq. Dans les prairies artificielles, on engraisse en général deux bêtes par hectare.

Beaucoup de prairies sont propres naturellement, sans l'intervention de la main de l'homme, ce qui permet à leurs propriétaires d'obtenir de très bons résultats de l'élevage du bétail ; ils évitent en effet les frais que demande d'habitude le nettoyage des prairies embroussaillées. De même, dans certains herbages, on peut éviter de donner du sel au bétail pour sa reproduction et son développement, même s'il s'agit de l'engraisser dans des prairies artificielles.

En résumé on peut considérer les terres du Cauca comme particulièrement avantageuses pour la production et l'engraissement du bœuf et pour l'élevage du cheval et du mulet.

Les Cordillères centrales et occidentales des Andes, au milieu desquelles est située la vallée du Cauca, se prêtent beaucoup à l'élevage du mouton et de la chèvre, mais il y a peu de temps elles étaient presque désertes.

Le prix d'une fanègue de prairie naturelle est de \$ 20 à \$ 25 or, et celui d'une prairie artificielle de \$ 40 à 50.

L'absence de statistique ne permet pas d'indiquer avec exactitude le nombre de têtes de bétail qui se trouvent dans le département de El Valle, mais grâce à des renseignements particuliers, que nous avons pu obtenir, nous pouvons considérer comme assez près de la vérité le tableau suivant.

BÉTAIL ¹

Provinces.	Espèce bovine	Chevaux.	Porcs.	Moutons.	Chèvres.
Buga . . .	405.270	30 925	40.400	4.180	4.237
Roldanillo.	37.470	14.460	49.000	8.775	2.330
Cartago. .	20.000	8.000	9.000	3.500	2.800
Tuluá. . .	88.000	43.000	40.000	2.400	4.450
Palmira. .	150 000	45 000	5.200	3.000	2.500
Cali. . . .	60 000	25 000	2.200	2.500	4.300
Totaux.	460 740	166.385	115.500	21.355	41 617

On n'exporte pas, dans la vallée du Cauca, de bétail à l'étranger ; on se contente d'en envoyer dans les départements d'Antioquia et de Tolima, parfois en quantité énorme. En 1912 cette vente dans les départements voisins avait beaucoup diminué, les épidémies

1. *Boletín del Ministerio de Relaciones exteriores*, tome IV, avril à juin 1912, n° 3 et 4. Bogotá 1912.

ayant beaucoup affecté le bœuf et le cheval. Elle avait baissé aussi en raison de la forte consommation locale.

Les croisements des races créoles bovines du Cauca avec les races fines importées d'Europe, dans le Valle, par le Cundinamarca et l'Antioquia, n'ont pas donné de bons résultats, car on n'a pu les acclimater et les produits n'ont pas été bons. Le bétail de *Durham* principalement, souffre fréquemment d'une fièvre qui l'épuise et quelquefois le tue ; il n'est pas laitier, bien que sa viande soit très bonne et se prête à l'engraissement.

Les principaux centres d'élevage du bœuf et du cheval, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessus, se trouvent dans les provinces de Buga et Palmira, et les propriétaires qui s'emploient au développement de cette industrie sont fort nombreux. Malheureusement, il y a une dizaine d'années, le charbon a fait son apparition dans ces régions pour la première fois et a causé des pertes appréciables. La vaccination n'a pas donné les résultats qu'on espérait, bien qu'elle ait atténué un peu la mortalité. L'observation et l'expérience ont démontré que le sel et le citron lui étaient préférables en tant que médication prophylactique. Il n'a pas été fait jusqu'à présent d'étude scientifique de l'application du citron ; mais il est cependant hors de doute que c'est le meilleur antidote du charbon.

La formule empirique que l'on emploie pour préser-

ver du charbon la race bovine à l'âge de six à dix-huit mois est la suivante¹ :

R/.

Eau ordinaire	250	grammes
Sel (chlorure de sodium). . . .	60	—
Jus de citron.	50	—

Mélanger et donner en une seule dose.

On devra redonner cette préparation deux ou trois fois, pendant la période de lactation de l'animal, c'est-à-dire, à intervalles de deux ou trois mois, selon l'intensité de l'épidémie.

La tique (*garrapata*)² est une autre maladie terrible qui se présente sous la forme d'épizootie et décime les troupeaux. On la combat avec un mélange de sel et de cendre (dans la proportion de 4 pour 100 de cendre et 96 pour 100 de sel), par application interne, délayé dans l'eau et avec frictions de Mac Dougal. Ce traitement est si efficace que les cas où on n'obtient pas un bon résultat sont des plus rares.

Actuellement on ne pourrait pas établir dans la vallée du Cauca l'industrie de préparation et exportation des viandes, d'abord parce qu'il n'y a de bétail que pour la consommation du pays, ensuite parce que les moyens de transport à bas prix — condition indispen-

1. Boletín del ministerio de Relaciones exteriores, 1912, op. cit.

2. La *garrapata* est un insecte acarien qui s'attache au corps et surtout aux oreilles des bestiaux, principalement des bœufs, et leur communique une maladie à laquelle on a donné son nom.

sable pour entrer en concurrence avec les autres pays qui exportent des quantités considérables de cet article — font encore défaut.

L'achèvement du chemin de fer du Cauca¹ fera certainement surgir cette nouvelle industrie, dans laquelle le département de El Valle est appelé à figurer en première ligne.

La plus grande partie des habitants du département de TOLIMA se consacre également à l'élevage. Il y a dans les plaines et au nord du département des fermes importantes, avec quatre, huit et jusqu'à dix mille bêtes à cornes. On prête grande attention à l'amélioration des races; on élève des troupeaux de chevaux, de mulets, d'ânes et toutes sortes de bétail inférieur. La création de foires semestrielles à *Ibagué* a contribué puissamment à faciliter l'exportation des bœufs et des chevaux dans les départements voisins : tous les éleveurs s'y rendent. Aux dernières foires de juillet 1911 les transactions ont atteint douze millions de piastres papier-monnaie².

La vaste plaine qui s'étend à l'ouest vers le golfe de *Morosquillo*, rapporte Reclus³, et qui a pour centre la ville de *Corozal*⁴ (département de BOLÍVAR), contribue largement à la prospérité matérielle de la République.

1. Voir *supra*.

2. Cela représente environ, au change moyen de 10.000 pour 100, 600.000 francs de notre monnaie.

3. Reclus, *Géographie*, *op. cit.*

4. 7.600 habitants.

Dans les savanes environnantes, on compte plus de 500.000 têtes de bétail, troupeaux qui suffisent à l'alimentation des provinces colombiennes du Nord, et entretiennent un commerce d'exportation assez actif vers Panama, les Antilles et le Vénézuéla occidental. Les revenus annuels¹ des éleveurs de *Corozal* et de sa voisine *Sincelejo* sont évalués à 8 ou 10 millions de francs par année. Dans le même département, le grand bourg d'*Arjona* tire une certaine importance de l'élève du bétail². Quant à *Cartagena*, les immenses plaines qui l'entourent sont littéralement couvertes de troupeaux. Dans le BOLÍVAR, on élève bœufs, chevaux, mulets et ânes.

Dans le département d'ANTIOQUIA, *Sonsón*, ville très commerçante et très populeuse, située à 2.525 mètres d'altitude, d'une importance à peu près égale à celle de Manizales, est entourée d'immenses pâturages remplis de bétail. Comme sa rivale Manizales, elle possède une route qui la relie à *Honda*, sur le grand fleuve Magdalena. Près de l'embouchure de ce fleuve, dans le département de l'ATLÁNTICO, il faut signaler sur la rive gauche, *Soledad* et *Sabana-Grande*, avec leurs pâturages à perte de vue.

A *Manizales*, département de CALDAS, il y a de su-

1. Il ne faut pas oublier que Reclus écrivait en 1893, c'est-à-dire il y a vingt ans, et que depuis les chiffres ont sans doute beaucoup augmenté.

2. Serret, *Voyage en Colombie*, op. cit.

perbes prairies. Les éleveurs y engraisent du bétail qu'ils envoient ensuite dans la vallée haute du Cauca, vers le centre relativement très peuplé de la vallée d'Antioquia. Manizales occupe une situation très avantageuse : elle se trouve à la fusion de deux chemins qui traversent la grande crête. C'est ce qui lui a permis de devenir le centre commercial de la région méridionale de l'Antioquia.

L'élevage constitue la plus grande richesse du département du CAUCA, et c'est cette industrie qui, parmi toutes celles de la région, a pris le plus grand développement.

Dans le département de MAGDALENA, au pied de la Sierra Nevada, se trouvent les vastes savanes de la vallée, prairies merveilleuses où l'on engraisse des troupeaux. Le bétail est ensuite expédié à *Rio-Hacha*, sur la mer des Antilles, d'où il est exporté à Cuba.

Les pâturages de la savane du NARIÑO constituent de vastes centres d'élevage du bétail. On en consomme sur place la plus grande partie; le reste est exporté dans la République de l'Équateur.

La partie inférieure de la vallée du César s'est peuplée peu à peu, grâce à l'élève du bétail. Enfin, c'est par lui seul qu'on peut exploiter avec profit l'immense territoire du META. L'application industrielle qu'on doit donner à la plaine (*llano*)¹, dit M. Miguel

1. Ce mot *llano* indique de vastes pâturages, des plaines immenses ou des plateaux à perte de vue. C'est la même idée que nous

Triana¹, est l'élevage. Les autres genres de culture, dans le Meta, seront d'un petit revenu en comparaison des rendements du bétail. L'élevage rudimentaire, c'est tout ce qu'on trouve dans la plaine; mais c'est aussi la base de l'avenir économique du Meta.

Dans les seize millions d'hectares de savanes que comporte le Territoire de Meta, il n'y a pas plus de cinq millions de têtes de bétail en raison de l'infériorité des prairies naturelles converties en pâturages. Dans des prairies artificielles, on pourrait élever trente-deux millions de bêtes à cornes. Actuellement voici quelle est la situation :

	Bêtes.
Troupeau de <i>Boca del Monte</i>	150
— <i>La Vigía</i>	300
— <i>Los Pavitos</i>	300
— <i>La Esperanza</i>	200
— <i>El Paradero</i>	350
— <i>Pachaquiario</i>	300
— <i>Barrancas</i>	4.000
Savanes de <i>Cumaral</i>	4.000
— <i>Yacuana</i>	1.000
— <i>San Martín</i>	12.000
Deux pour 100 non comptés.	400
Total.	20.000 ²

voulons exprimer quand nous disons la plaine de la Beauce ou plus simplement, la *Beauce*, la *Sologne*, etc.

1. Miguel Triana, *Al Meta*. Bogotá 1913.

2. Miguel Triana, *Al Meta*, op. cit.

Le bétail des savanes du Territoire du Meta, grâce à l'influence du sel d'*Upin*, est beau, de belle stature, de poil brillant, prolifique et doux. L'élevage du bétail, avec le sel comme auxiliaire, est facile et largement rémunératrice. Une demi-arrobe de sel, quel que soit son prix, que l'on administre par an à chaque animal, est largement compensée par les multiples économies que l'on peut faire sur tous les autres frais, par l'amélioration de la race et par l'excellente qualité de la viande.

Une chose curieuse est l'immunité de la race bovine contre les pestes qui d'habitude attaquent les chevaux. Non seulement elle est réfractaire, mais elle purifie pour les chevaux les campagnes qu'elle occupe. Ainsi la vallée du Mississipi fut insalubre comme l'est aujourd'hui le *Llano*, et ce n'est que sous l'influence de l'élevage qu'elle est devenue le centre tranquille et sûr de la grande civilisation agricole et manufacturière des États-Unis.

Il y a donc, dans le Meta seulement, pour la Colombie un champ assez vaste pour élever d'innombrables bêtes à cornes. Sur beaucoup d'autres points, d'ailleurs, on élève un nombre bien inférieur de bêtes à celui que l'on pourrait nourrir. Reclus¹ prétendait que, d'après des évaluations approximatives, les *Ulanos* colombiens nourrissaient cinquante fois moins de bétail qu'une

1. Reclus, *Géographie*, *op. cit.*

superficie à peu près égale dans les llanos vénézoïans. Ils étaient beaucoup plus riches autrefois, avant que les blancs n'eussent volé les troupeaux des indigènes. Souvent encore les Indiens crient de loin aux Colombiens qui passent : « Ah ! brigands, vous avez pris nos taureaux et nos vaches ! »¹.

Il n'y a pas que dans la zone froide que l'élevage est possible. Peu importe la chaleur du climat pourvu qu'il y ait de l'eau dans le sous-sol, par les pluies, par irrigations, ou par des sources souterraines. Au contraire, les prairies qui jouissent à la fois de la chaleur et de l'humidité sont d'une richesse surprenante. La Colombie dispose d'un grand nombre de fleuves, rivières et ruisseaux : le jour où elle pourra et voudra faire de l'irrigation, elle choisira l'emplacement de ses herbages à proximité de faciles moyens de transport ; elle installera dans ses ports des établissements frigorifiques et elle exportera en Europe autant de millions de bœufs et de moutons qu'elle voudra, faisant une concurrence terrible à la République Argentine, qui n'a pas de raisons de lui être préférée, la durée de la navigation pour l'Europe étant à peu près la même de Buenos-Aires ou de Puerto-Colombia.

A l'heure actuelle, en Colombie, l'exportation du bétail n'existe pour ainsi dire pas. Pour le montrer, nous terminerons ce chapitre en donnant quelques

1. Arboleda, *Consideraciones acerca del invierno y del verano en la ciudad de Bogotá*.

chiffres, datant comme toujours de 1908¹. Mais il ne faudrait pas beaucoup d'années pour que ces nombres fussent centuplés, si tel était le désir de la République et qu'on voulût bien lui prêter des hommes et de l'argent pour achever ses routes et ses voies ferrées :

Bétail espèce bovine (femelles).

	Kilos.	Dollars.
Pour divers pays . . .	12.800	2.953
Pour Panama		4.390

Bétail espèce bovine (femelles avec petits).

Pour Panama	198.450	9.785
---------------------	---------	-------

Bétail espèce bovine (mâles).

Pour divers pays . . .	249.990	66.867 50
Pour Panamá		11.500

Bétail espèce bovine (bouvillons).

Pour divers pays . . .	1.407.300	95.640
Pour Panamá	684.440	40.678

L'exportation des cuirs et peaux a été plus intéressante :

Cuirs de veau.

Pour les États-Unis. . .	806	292 36
--------------------------	-----	--------

Cuirs de chèvre.

Pour l'Allemagne. . . .	6.694	1.086
Pour les États-Unis. . .	86.087 500	57.695 32
Pour la France	253	200
Pour la Grande-Bretagne.	561	460
Pour divers pays . . .	57.242 500	22.256 67

1. Boletín de Estadística de la Rep. de Colombia, 1912, op. cit.

Cuirs de mouton.

Pour les États-Unis. . .	5.953	2.808 44
Pour divers pays . . .	26.068	7.002 40

Cuirs de bête (res) ¹.

Pour l'Allemagne . . .	571.131 800	191.215
Pour l'Espagne . . .	82.465 500	21.979
Pour les États-Unis. . .	2.842.890 160	852.584 58
Pour la France . . .	8.799 820	3.174 40
Pour la Grande-Bretagne.	135.912 940	48.804 65
Pour divers pays . . .	407.772 500	95.189 38

Etc., etc.

1. *Res* en espagnol veut dire *bête*. Nous supposons qu'ici il s'agit du bœuf.

CHAPITRE VII

**Commerce. — Industrie. — Banques. — Douanes.
Ports. — Lignes de navigation. — Postes et
télégraphes.**

Le commerce et l'industrie sont loin d'avoir atteint en Colombie leur complet développement. La guerre civile d'abord, la crise du change ensuite, ont paralysé les affaires et découragé les initiatives.

Pays neuf, la Colombie aurait eu besoin, depuis l'Indépendance, de longues années de tranquillité pour se créer une vie commerciale et industrielle, comme elle avait su se donner une existence propre et prendre place au rang des nations. Malheureusement pour elle, la jeune République a eu à subir de nombreuses révolutions et sa vie économique en a été cruellement éprouvée. Depuis quelques années le calme semble revenu ; le commerce et l'industrie, un peu rassurés,

commencent à s'enhardir et on voit de différents côtés s'établir des usines et s'ouvrir des bureaux.

En 1893, Reclus¹ constatait que le commerce extérieur de la Colombie, deux fois plus peuplée que le Vénézuéla, n'avait cependant pas une importance égale à celui de cette dernière nation. « Ce n'est pas, écrivait-il, que l'ensemble des échanges soit moindre dans l'ensemble du territoire, mais la situation géographique du Vénézuéla, plus rapproché que la Colombie des États-Unis et de l'Europe, et qui a ses grandes villes près de la mer (Caracas, Valencia), le favorise au point de vue du commerce extérieur. La cessation de tout commerce d'outre-mer entre la Colombie et l'Europe n'aurait pas de grands inconvénients au point de vue matériel.... L'importance de son commerce intérieur donne à ses relations grandissantes avec l'étranger des assises d'une remarquable solidité. »

Bien savoir faire le commerce, à l'intérieur même du pays ou avec l'étranger, est d'ailleurs une véritable science. M. Henri Avenel prétendait que nous autres Français, ne savions pas commercer. « Le Français, a-t-il écrit, il y a quelques années, plein d'idées spéculatives et théoriques, net et précis, élégant même, hésite et s'embarrase dès qu'il s'agit de mettre en pratique ; il lui manque le génie commercial qui caractérise les lourdes et patientes races du Nord ; il lui

1. Reclus, *Géographie*, op. cit.

manque de savoir commercer. Savoir commercer, c'est-à-dire, tirer parti de toutes les ressources qu'offre une région en appliquant à ce but les efforts continus de l'intelligence et de la volonté, sans négligence et en dehors de la routine, avec l'unique appui de l'initiative personnelle, secondée par une connaissance approfondie du centre des opérations, tel est en peu de mots le secret de la méthode que nous préconisons¹... » Le Colombien sait assez bien commercer : en outre, d'une façon générale, il est honnête et aimable. Malheureusement, dans ces dernières années, la situation anormale du change a empêché bien des commerçants de tenir leurs engagements : ou ils n'ont pas pu vendre leurs marchandises importées d'Europe, le prix de vente devenant inabordable pour l'acheteur, ou les ayant vendus à un change modéré, ils se sont trouvés, au moment de régler leurs fournisseurs, en présence d'une hausse du change qui les a ruinés. Depuis quelque temps² le change est stable à 10.000 pour 100 : le vendeur sait donc d'avance le prix auquel il devra mettre sa marchandise, pour réaliser un bénéfice et dans quelle condition il devra régler ses fournisseurs. L'aléa étant à peu près disparu, le commerce redevient possible.

Le commerce de la Colombie a lieu principalement entre les départements et avec les pays voisins, mais

1. Henri Avenel, *L'Amérique latine*. Paris 1892.

2. Voir *infra*.

elle est aussi en affaires suivies d'exportation et d'importation avec l'Europe (Angleterre, Allemagne, France, Espagne, Belgique), avec les États-Unis et les Antilles.

Il est intéressant de comparer à cent ans de distance les **exportations** de la Colombie. Voici quelles étaient avant 1810, c'est-à-dire avant le commencement de la lutte pour l'Indépendance, les exportations de la Nouvelle-Grenade¹ :

	Piastres.
10.000 fanègues de cacao des vallées de Cucuta	200.000
6.000 quintas (?) de café ²	60.000
6.000 quintas (?) de coton.	90.000
12.000 charges de bois de couleur par Rio Hacha.	84.000
3.000 charges de bois de couleur par Santa- Marta.	15.000
30.000 quintaux de coton par Carthagène . .	600.000
20.000 quintaux de bois de couleur par Car- thagène.	15.000
100.000 charges de cacao par Guayaquil . .	600.000
10.000 charges de Kina de Loxa.	100.000
20.000 charges de Kina par Carthagène . .	120.000
6.000 livres de platine par le Choco	36.000
Divers produits.	80.000
Métaux	2.000.000
Total.	<u>4.000.000</u>

1. Mollien, *Voyage dans la République de Colombia en 1823*. Paris 1824, tome II, page 310. Notes.

2. *Quinta*, mot à mot, cinquième. Nous croyons qu'on a plutôt voulu désigner ce que nous appelons *quintal*.

Voici d'autre part quels sont les chiffres officiels depuis 1870¹ :

Exportation.	Piastres.
1870	8,247.817
1875	12,722.811
1880	15,836.943
1885	14,171.241
1895	15,088.316
1905	12,314.916
1907	13,791.442
1908	14,913.304
1910	17,786.806
1911	22,375.899

Les principaux articles qu'exporte la Colombie sont les suivants :

Animaux vivants : poules, coqs, perroquets, colombes, dindons, chevaux, boucs, vaches, taureaux, bouvillons, bétail en général.

Produits animaux : écaille, crin, cornes, cuirs, graisse, os, œufs, perles, plumage d'oiseaux, plumage de hérons, peaux de cerf, etc.

Produits minéraux : asphalte, émeraude, minerai, or, argent, platine, etc.

1. Jusqu'à 1907 inclus, nous avons reproduit les chiffres donnés par M. Jalhay (*op. cit.*) sans les contrôler, n'ayant pas les documents en notre possession. Le chiffre donné pour 1908 est extrait du *Boletín de Estadística* de la República de Colombia (1912) et ceux indiqués pour 1910 et 1911 proviennent de l'*Informe del ministro de Hacienda* de 1912.

Produits végétaux : avocats, coton, baume de copahu, baume de tolu, bananes, patates, lianes, cacao, café, acajou, caoutchouc, noix de coco, corozo, dividivi, dormants, fibre végétale, hennequin, laine végétale, bois divers, maïs, cabosses, oranges, ignames, oxalides tubéreuses, orchidées, pailles, bois de mure, pommes de terre, platanes, plantes vivantes, quinquina, ipecacuanha, résines variées, semences de coton, tabac, etc.

Produits manufacturés : sucre, platille (étouffe), corde, charbon végétal, cigares, cigarettes, cuivre vieux¹, curarine², douves de tonneaux, faïences, pannelle³, fromages, chapeaux⁴, sandales, etc.

Des chambres de commerce nommées par le gouvernement ont été créées à Bogotá, Medellin et Barranquilla, ainsi que des comités de commerce dans d'autres villes importantes.

Pour favoriser l'industrie nationale, un décret n° 335 du 23 mars 1908 avait supprimé à partir du 1^{er} mai de

1. On veut sans doute dire par là d'anciens objets en cuivre vendus comme cuivre au poids.

2. Substance noire, résineuse et amère extraite d'une plante (poisson).

3. Sorte de sucre.

4. La fabrication des chapeaux est une industrie nationale très importante en Colombie. Les chapeaux connus en Europe sous le nom de *Panamas*, ne viennent pas de cette ville, mais de Colombie (région de Santa-Helena) et de l'Équateur (région de Cuenca et de Manabí). Ils sont principalement fabriqués par les Indiens, avec les feuilles tendres du palmier *Carludovica*, communément désigné en Colombie sous le nom d'*iraca*, son lieu d'origine, ou de *jipijapa*.

la même année, l'impôt sur le tonnage et l'inscription des marchandises frappant les produits nationaux destinés à la consommation intérieure ou à l'exportation. On avait supprimé également l'impôt d'inscription et de tonnage sur les machines importées et destinées à l'industrie nationale et dont le poids excédait 1.000 kilos en une seule importation ; il en était de même pour les matériaux en fer, acier, cuivre ou plomb importés aux mêmes fins.

Malheureusement on est légèrement revenu sur cette mesure si propre à développer l'industrie de la République, et un décret du 9 novembre 1908 a rétabli à partir du 1^{er} janvier 1909 cette taxe, au taux assez réduit de 3 francs par tonne (0.60 centavos de piastre). Il a été décidé en même temps que les vivres destinés à la consommation intérieure ne payeraient pas de droit de tonnage.

Il est également regrettable que le ministre des Finances ait cru devoir présenter au Congrès de 1912 un projet d'impôt nouveau sur les exportations. Se réclamant de l'exemple des nations voisines, du Brésil, du Pérou, du Guatemala, de l'Équateur et autres pays qui grèvent de droits leurs exportations, le ministre a cru suffisamment justifier ainsi sa demande d'impôts nouveaux. Nous ne l'approuverons pas : tout impôt mis sur l'exportation peut avoir des conséquences très graves et des répercussions funestes sur le commerce, l'agriculture et l'industrie. Que d'autres l'aient fait,

c'est possible, mais ce n'est pas une justification ; s'ils ont eu tort de le faire, non seulement il ne faut pas les imiter, mais au contraire il faut profiter de la situation désavantageuse qu'ils se sont créée pour essayer de les concurrencer et de les supplanter dans leur clientèle. Si le budget réclame des impôts nouveaux, il y a possibilité de les trouver ailleurs, dans des cotes personnelles ou foncières, atteignant tous ceux qui possèdent, mais ne frappant pas l'agriculture au cœur. Les droits de douane, s'ils ne sont pas exagérés et s'ils portent sur des objets qui n'existent pas dans le pays qui les a établis, donnent un bon rendement au trésor, sans nuire à l'activité commerciale, industrielle et agricole de la nation. Mais au contraire, l'impôt d'exportation, grevant nécessairement le produit exporté lui-même, vient s'ajouter mathématiquement au prix de revient et non moins mathématiquement augmenter le prix de vente, laquelle ne peut se trouver que diminuée. Au contraire l'agriculteur ne modifiera pas les conditions auxquelles il cède ses produits, parce que ses charges fiscales, comme d'ailleurs celles de tous ses concitoyens, auront été légèrement augmentées.

Les **importations** ont donné les chiffres suivants depuis 1870¹ :

1. Pour les années 1870 à 1908 inclus, nous avons donné les chiffres officiels d'après M. Jalhay, sans pouvoir les vérifier nous-mêmes. Pour 1910 et 1911, nous les avons extraits de l'*Informe del ministro de Hacienda*, 1912.

	Dollars.
1870	5.749.018
1875	6.734.713
1880	12.121.480
1885	6.879.531
1895	11.523.222
1905	12.281.720
1907	12.088.563
1908	13.513.891
1910	17.385.039
1911	18.108.863

Pour certaines années, on n'a pas compris dans les chiffres des importations les marchandises arrivées par colis postaux ; ils ne peuvent donc donner qu'une idée générale des importations, mais n'ont pas de réelle valeur documentaire.

Ces importations ont porté principalement sur les articles suivants :

Aliments et condiments : viandes, végétaux, céréales, légumes, condiments, féculs, farines, pâtes, fruits, substances pour infusions et boissons, sel, etc.

Animaux vivants. (La Colombie ne devrait importer que des animaux reproducteurs et plus du tout de céréales, légumes, fruits, sel, etc.).

Armes, accessoires et munitions.

Matériel pour l'agriculture et les mines.

Objets pour l'éclairage et accessoires.

Arts et métiers.

Vernis, couleurs et encres.

Boissons, liqueurs, vins et autres liquides.

Céramique et pierre : cristal et verre, faïence et terre cuite, pierre, sable et terre, etc.

Caoutchouc, etc. : caoutchouc, celluloïd, gutta-percha, corozo, etc.

Écaille, etc. : écaille, corne, os, ivoire, plumes, etc.

Cuir et peaux.

Drogues et pharmacie.

Électricité.

Explosifs et inflammables.

Instruments de musique.

Articles de locomotion.

Bois : substances ligneuses, etc.

*Métaux*¹ : acier, fer et ses composés, aluminium, bronze et cuivre, étain, mercuré, nickel, or, argent, plomb, zinc, métaux divers.

Papier et carton.

Parfumerie, savons, etc.

Textiles : coton (dans de très fortes proportions), chanvre, soie de porc, fourrure, laine, lin, soie, toiles et fils de différentes espèces, etc., etc.

Nous verrons plus loin², dans le chapitre consacré au budget, quels sont les revenus donnés par les douanes de Colombie. Ce qu'il est intéressant de signa-

1. Bien que ce soit en petite quantité, c'est un comble que d'importer des métaux dans le pays qui devrait en être, par excellence, le grand producteur.

2. Voir *infra*.

ler ici, c'est le nouvel esprit qui va présider à l'élaboration des tarifs. Avant la loi 5 de 1910, de nombreuses exemptions de droits étaient accordées; d'où il résultait une double inégalité : d'abord une faveur pour les entreprises jouissant de l'exemption, ensuite un surcroît de charges pour les autres contribuables, car il faut bien que le budget s'équilibre. Aujourd'hui le Congrès seul peut accorder des exemptions et il y a tout lieu d'espérer qu'il le fera avec modération. Il est mieux d'accorder des subventions en argent, parce qu'ainsi on peut évaluer ce que coûtera au trésor la faveur accordée.

Une refonte du tarif douanier était à l'étude en 1912. Ce n'est pas encore l'application du tarif *ad valorem*, mais on s'y achemine.

On fixe les droits d'après la valeur des articles, mais sur la base du poids brut. La nomenclature des articles qui doivent payer est beaucoup plus complète; ils sont classés rationnellement et les charges sont réparties avec plus de justice. D'autre part, le nouveau tarif ne perd pas de vue la légitime protection que doit l'Etat aux industries dont il convient de favoriser le développement dans l'intérêt général du pays. Mais il ne faut pas faire de protectionnisme à outrance et maladroitement. S'il est bon de favoriser le développement des industries qui travaillent soit avec des matières premières du pays même, soit avec des matières premières étrangères, il n'y a pas grand intérêt à protéger

les manufactures qui se servent de matériaux déjà transformés à l'étranger. Telles sont, par exemple, les fabriques de tissus, employant des fils de coton ou de laine venant tout faits de l'étranger. Le fil équivalant à 75 pour 100 de l'étoffe, les fabriques de tissus contribuent seulement pour 25 pour 100 à la confection des étoffes. Il n'est donc ni intéressant ni juste de mettre des droits énormes sur les étoffes et de dégrever les fils à tisser. Au contraire, en élevant les droits sur les fils de l'étranger, on obligera les fabriques de tissus à filer elles-mêmes leur matière première, et par suite, à employer le coton et la laine du pays, pour le plus grand bien de l'agriculture et de l'élevage.

Dans cette matière très délicate de la protection à accorder à l'industrie, il ne faut avancer qu'avec une extrême prudence. La protection ne doit être accordée sous une forme modérée et juste qu'aux industries qui ont réellement une raison d'être dans le pays et qui pourront plus tard vivre sans elle. En Colombie, on doit tenir compte que les moyens de communication faciles et à bon marché manquent dans beaucoup de régions et que des objets fabriqués dans certaines parties de la République peuvent difficilement pénétrer dans d'autres. En grevant de droits très lourds les objets étrangers, en concurrence avec ceux du pays ne pouvant aller partout, on écrase injustement le consommateur, obligé par la force des choses d'acheter l'article provenant du dehors. Le moyen de résoudre

cette difficulté est d'établir un tarif douanier différent selon les ports d'entrée : très bas, là où l'objet national ne peut pas pénétrer, élevé là où il est fabriqué ou peut pénétrer facilement. D'ailleurs, en Colombie les tarifs ne sont pas uniformes dans toutes les douanes ; le précédent existe donc.

Les principales douanes de Colombie sont les suivantes, non par ordre d'importance, mais par simple ordre alphabétique :

Arauca, Barranquilla, Buenaventura, Cartagena, Cúcuta, Ipiales, Orocué, Riohacha, Santa Marta, Tumaco.

En étudiant à la fin de ce chapitre les principaux ports de mer de la République, nous aurons l'occasion de voir l'importance commerciale de ces douanes.

Il n'y a pas en Colombie d'industries qui priment de beaucoup les autres au point de mériter d'être étudiées séparément, comme nous l'avons fait pour les produits du sol et du sous-sol. Nous allons donc prendre une autre méthode et voir successivement, dans chaque département, les initiatives qu'il est intéressant de signaler :

DÉPARTEMENT D'ANTIOQUIA. — Nous ne parlerons pas de l'industrie minière et agricole de ce département qui a été traitée dans des chapitres spéciaux, mais seulement de l'industrie manufacturière qui a pris beaucoup de développement depuis quelques années, notamment à Medellin. Qu'il nous suffise de citer les fabriques de chapeaux de paille, de verrerie, de faïence, de machines

et objets de fer, de meubles de bois, d'objets de cuivre et de corne, de corde, de chocolat, de produits pharmaceutiques, d'huiles, de bougies, de bière, de savons, de chaussures, etc.

Les villes les plus favorisées par le commerce et l'industrie sont *Medellin*, la capitale du département, *Caldas*, *Itagüí*, *Puerto Berrío*, *Santo Domingo*, dans la province du centre; *Carmen*, *Ríonegro*, *Santuario*, province d'orient; *Amalfi*, *Remedios*, *Segovia*, *Zaragoza*, province du nord-est; *Sopetrán*, *Sucre*, province de Sopetrán; *Sonsón*, province de Aures; *Buriticá Urrao*, province d'occident; *Tredonia*, province du même nom; *Yarumal*, *Cáceres*, province du nord; *Jericó*, province du sud-ouest, etc., etc.

En dehors de plusieurs banques très honorables, il existe, dans le département d'Antioquia, deux banques principales à *Medellin* : *El Sucre* et *El Republicano*, qui possèdent l'une et l'autre un capital de soixante millions de pèsos (§ 60.000.000) papier-monnaie¹. La première est divisée en actions de § 10.000, qui sont cotées à 120 pour 100 de prime. La seconde a des dépôts pour une valeur de § 2.500.000 et ses actions sont cotées à 60 pour 100 de prime. Il y a également une banque dans la ville de *Ríonegro* et une autre à *Sonsón*, toutes deux de moindre importance que celles établies dans la capitale.

1. C'est-à-dire, en or, 600.000 piastres ou 3 millions de francs.

Il y a un établissement pour la frappe des monnaies qui doit fonctionner maintenant.

DÉPARTEMENT DE L'ATLÁNTICO. — Dans ces dernières années, les industries de tissus et de distillation de liqueurs ont pris un grand développement. Il faut mentionner aussi les fabriques de parfums, de bougies, de dentelles, de chaussures, de sandales, de chapeaux, de bière, de glace, de pâtes alimentaires, de confitures, de cigarettes, de verre, de chocolat, d'eaux gazeuses, de mosaïques, de gravures, de meubles, d'articles de poteries, d'huiles, de poudre, de hamacs, d'allumettes, d'éventails et d'objets en fil métallique.

A l'heure actuelle, il y a deux banques, qui jouissent d'un très bon crédit, toutes deux situées à *Barranquilla*, capitale du département : le Banco comercial et la banque V. Dugand e hijo.

Les villes qu'il convient de citer dans ce département pour leur développement industriel ou commercial sont :

Barranquilla, *Puerto Colombia*, province de *Barranquilla*, *Sabanalarga* et *Baranoa*, province de *Sabanalarga*.

DÉPARTEMENT DE BOLIVAR. — Parmi les principales industries il faut mentionner la distillation des liqueurs, la fabrication des chaussures, des sandales, des bas, du savon, des allumettes, des tissus de coton, du tricot ; le raffinage de pétrole, les chapeaux de paille, les hamacs, les produits chimiques, les paniers de paille,

les meubles en bois, la parfumerie, la glace, la dentelle, la poterie dans toutes ses branches et les moulins à blé.

Les villes les plus commerçantes ou industrielles sont : *Cartagena*, capitale de la province du même nom et du département, qui, entre autres industries, possède une fabrique de tissus de coton occupant plus de 150 ouvriers et une banque : *Martinez et C^{ia}* ; *Corozal*, capitale de la province de Corozal, ville riche et très commerçante ; *Mompós*, capitale de la province de Mompós ; *Lorica*, capitale de la province de Sinú ; *El Carmen*, province du même nom ; *Magangué*, capitale de la province de Magangué, cité très commerçante, principalement à l'époque de ses grandes foires ; enfin plusieurs îles de la province de Providencia, dont le commerce est principalement le trafic des noix de coco.

DÉPARTEMENT DE BOYACÁ. — Parmi les principales industries, il faut mentionner la fabrication des tissus de laine et de coton, au moyen de procédés encore assez antiques. Les villes qui se font remarquer par leur commerce en ce genre d'étoffes sont : *Garagoa*, *Ramiriquí*, *Paipa*, *Soatá*, *El Cocuy*, *Tunja* et *Güicán*. Dans d'autres localités, on se livre de préférence à la fabrication d'engins de toutes sortes, à la préparation des cuirs, etc. La seule fabrique qui possède un bon outillage est celle de fils et de tissus de *Samacá* (province du Centre) ; elle prend chaque jour une plus

grande extension, grâce à l'excellence de ses produits. On compte aussi différents moulins à farine mus par la vapeur.

Tunja, province du Centre, possède une fabrique de chocolat, différentes manufactures et deux banques principales : Banco de Occidente et Banco de San Lazaro ; — *Chiquinquirá*, province d'Occident, est une ville très commerçante, qui possède aussi plusieurs fabriques et une banque, le Banco de Occidente ; — *Moniquirá*, province de Ricaurte, fabrique d'excellentes confitures ; — enfin *Garagoa*, province de Neira, fait un commerce important de ses produits, notamment de ses troupeaux.

DÉPARTEMENT DE CALDAS. — Il y a dans ce département des fabriques d'objets de première nécessité, comme les bougies, le savon et autres ; on transforme la fibre de l'agavé en sacs d'emballage et en cordes ; la paille d'iraca en chapeaux, industrie qui constitue une véritable source de richesse pour quelques municipalités, comme *Aguadas* et *Santa Rosa de Cabal*. On rencontre aussi un certain nombre d'établissements industriels, où se fabriquent des boissons, comme bière, kola, cidre et autres, de grande consommation, et toutes sortes de liqueurs distillées dont la base est l'alcool. Le monopole des liqueurs constitue le revenu le plus appréciable du département.

Manizales, capitale de la province de Manizales et du département, possède une fabrique de chocolat, trois

usines pour décortiquer le café, dont une mue par l'électricité et les deux autres par l'eau, et une fabrique où l'on tisse les étoffes de laine.

Il y a à Manizales quatre banques de change et d'escompte : Banco de Deposito, Banco de los Andes, Banco industrial, Banco de Manizales. La moyenne de l'intérêt de l'argent est le 2 pour 100 mensuel.

Aguadas, province de Manizales, est célèbre par ses chapeaux de paille ; *Pereira*, province de Robledo, a, tous les six mois, une foire industrielle, qui est en son genre la plus riche de celles qui ont lieu dans le pays ; enfin, *Riosucio*, province de Marmato, soutient un commerce des plus actifs.

DÉPARTEMENT DE CAUCA. — Il existe des manufactures de tissus de laine et de coton et des fabriques de chapeaux de paille dans ce département.

A *Popayán*, capitale de la province du même nom et du département, on remarque une fabrique de cigares, cinq fabriques de cigarettes, quatre fabriques de feux d'artifice, deux fabriques de guitares, une fabrique de formes pour chaussures, huit fabriques de briques, une fabrique de bas, etc. Il y a aussi à Popayan trois sociétés d'épargne et trois banques principales : Banco del Estado, Banco comercial, Muñoz y C^{ia}.

En dehors de la capitale, nous pouvons encore citer comme villes où le commerce et l'industrie sont assez développés : *Caloto*, capitale de la province de Camilo Torres, grand centre industriel et manufacturier, et

Santander, capitale de la province du même nom.

DÉPARTEMENT DE CUNDINAMARCA. — L'industrie manufacturière se développe dans ce département. A Bogotá, se sont établies des fabriques de tissus de laine et de coton ; dans la province d'Ubaté, ce sont des fabriques de faïence et autres articles. Le commerce d'importation a son centre à Bogota et est considérable ; celui d'exportation consiste en café, cuir, caoutchouc, tabac, chapeaux de panama et autres articles.

Le commerce d'exportation et d'importation se fait par les ports de *Girardot* et de *Honda*.

Il y a dans le département huit banques principales : la Banque de Colombie, la Banque de Bogotá, la Banque centrale, la Banque hypothécaire, la Banque des agriculteurs, la Banque des exportateurs, la Banque de location (*Inquilinato*) et la Banque d'économie mutuelle.

Selon les renseignements donnés par le conseil d'administration, pour le premier semestre de 1912, la *Banque de Colombie* possédait à cette époque un actif en or de \$ 3.998.391,46.

Elle avait en comptes courants, \$ 1.006.839,03.

— en dépôts à vue, \$ 306.007,87.

— en dépôts à terme, \$ 1.428.237,54.

Les actions représentant le capital de la Banque sont au nombre de 12.000. Dans le premier semestre¹

1. Ce dividende ne représente certainement pas celui de l'année entière, mais de six mois seulement. Il équivaut donc à 10 pour 100 environ de la valeur en bourse des actions.

de 1912, il a été réparti un dividende de \$ 3 or anglais par action. Les actions sont cotées sur le marché \$ 65 or anglais.

La Banque centrale est au capital de \$ 2.300.000; le nombre de ses actions est de 30.824.

Du bilan présenté à l'assemblée générale des actionnaires par le conseil directeur de la *Banque hypothécaire*, nous extrayons les renseignements suivants :

Sommes versées (60 pour 100) pour les 5.000 actions émises et souscrites, \$ 300.000.

Obligations hypothécaires, \$ 635.980,78.

Obligations à recouvrer, \$ 46.300.

Intérêts pendants, \$ 28.836,75.

Fonds de réserve, \$ 90.300.

Comptes courants, \$ 97.263,64.

Dépôts, \$ 116.937,70.

Dans le premier semestre de 1912, la Banque a réparti un dividende de \$ 3,60 par action, soit 12 pour 100 par an du capital versé.

La Banque de Bogotá, d'après la balance générale de comptes au 30 juin 1912, possède un actif de \$ 1.475.411,57. Elle a \$ 752.606,02 en comptes courants et \$ 206.308,23 en dépôts.

Les actions sont en banque au prix de \$ 3¹, mais sur

1. Nous reproduisons le chiffre donné par le *Censo general de la República de Colombia 1912*, mais nous craignons qu'il n'y ait eu une erreur d'impression, un zéro d'oublié, car une action de \$ 3 ne peut pas rapporter \$ 2 par semestre !

le marché, elles valent un peu plus. Le dividende réparti dans le premier semestre 1912 a été de \$ 2 or par action.

À l'exception de la Banque de Colombie, les banques donnent, pour les comptes courants, 3 pour 100 d'intérêts par an, sur le solde minimum mensuel. Pour les dépôts, dans toutes les banques, les intérêts sont de 3 pour 100 par an à 3 mois de préavis, de 4 pour 100 par an à 6 mois, et de 6 pour 100 par an à un an de préavis.

Il y a une banque de crédit à Fusagasugá.

Dans le département de Cundinamarca, fonctionnent plusieurs compagnies d'assurances : en premier lieu, la *Compagnie générale d'assurances*, avec un capital de \$ 2.000.000 or, puis la *Compagnie colombienne d'assurances de toutes sortes*. Cette dernière possède un capital de \$ 300.000 or, divisé en 100 actions de \$ 3, payables intégralement au porteur¹. Elle répartit un dividende qui varie entre 10 et 11 pour 100 annuels par action. Ces compagnies sont colombiennes. *L'Équitable des États-Unis* d'Amérique et *Le Soleil* du Canada ont établi des succursales qui ont bien réussi.

Le département de Cundinamarca a pour capitale *Bogotá*, capitale de la République, dont le commerce est très actif et où se développent différentes industries.

1. Il y a certainement une erreur de chiffre, car un capital de \$ 300.000 ne peut pas être représenté par 100 actions de \$ 3. Ce doit être 100 actions de \$ 3.000.

Dans ces derniers temps deux fabriques de ciment se sont installées, dont une se consacre spécialement aux carreaux et l'autre au ciment en poudre et aux blocs compacts pour la construction. Elle est arrivée, grâce au bon marché de ses produits et leur excellente qualité, à empêcher l'importation de ciments étrangers. Il'y a beaucoup de fabriques de bière et plusieurs fabriques de faïence, des fabriques de chocolat, une verrerie. On doit signaler aussi tout particulièrement la *Fabrique nationale de tissus*, qui produit des draps de laine, noirs et de couleurs, des couvertures de lit, des couvertures de voyage, des étoffes de laine et des tissus pour robes de dames, le tout de très bonne qualité.

C'est de ses grands ateliers que sont sortis les premiers draps de laine fabriqués en Colombie.

Au collège de Sainte-Gertrude, au monastère du Bon-Pasteur, et dans beaucoup d'autres établissements, fonctionnent de très bons ateliers; on y fabrique de magnifiques articles tissés en laine, soie et coton; les meilleurs que l'on connaisse parmi ces produits sont ceux des ateliers de la Sainte-Famille, fondés en décembre 1911 par le docteur Pedro Pablo Garcia.

Bogotá renferme encore beaucoup d'autres fabriques, parmi lesquelles il convient de citer celles de cigarettes, de vermicelles, de macaronis et pâtes à potages, de mosaïques, d'allumettes, de cordes pour instruments de musique, de tissus de fibre d'agave (*fique*), de tapis pour

planchers, de cordes, de café moulu, de malles, de liqueurs fines et de biscuits.

L'Institut salésien, l'École des arts et métiers, les ateliers du chemin de fer de la Savane et ceux de la fabrique Chaves et Equitativa travaillent admirablement le fer et produisent de beaux travaux : lits en cuivre, grilles de parcs, moteurs à vapeur, etc. L'Institut salésien fabrique des caractères d'imprimerie et édite des livres.

Il y a beaucoup d'imprimeries à Bogotá, dont plusieurs sont mues par l'énergie électrique. Le blé de la Savane est réduit en farine par plusieurs moulins, qui non seulement approvisionnent le département de Cundinamarca, mais encore d'autres départements.

Parmi les villes importantes du Cundinamarca, il nous faut citer :

Facatativá, capitale de la province du même nom, qui renferme plusieurs établissements industriels. C'est en outre un centre actif de commerce et le point de relâche des marchandises à destination de Bogotá. *Guaduas*, capitale de la province de Guaduas, population riche et commerçante. *Girardot*, capitale de la province du même nom, le port fluvial le plus important du Haut-Magdalena. *Caqueza*, capitale de la province d'Orient, qui fabrique des étoffes de laine, des couvertures de lit et des objets en fibre d'agave. Son commerce est très actif, parce qu'il sert de lieu d'escale entre les grandes plaines (*Llanos*) et le plateau de

Bogotá. *La Mesa*, capitale de la province de Tequendama, marché très important dû à la riche agriculture de la région et principal centre du commerce établi avec les villes du Tolima. Elle prend un grand développement en raison de sa situation sur la ligne de chemin de fer qui va de Girardot à Bogotá. Enfin, *Fusagasugá*, capitale de la province de Sumapaz, dont nous avons déjà signalé la banque de crédit et qui jouit en outre d'un commerce très florissant.

DÉPARTEMENT DE HUILA. — En dehors de l'agriculture et de l'élevage du bétail, une des principales sources de richesses de ce département vient de sa fabrication de chapeaux de paille de jipijapa, connus à l'étranger sous le nom de *panamas*. Non seulement elle représente pour cette contrée des bénéfices énormes, mais elle a en outre l'avantage de donner du travail à d'innombrables bras.

L'industrie des tissus de laine et de coton commence à se généraliser dans le département. Mais ce qui caractérise surtout le département de Huila, c'est le commerce important d'importation et d'exportation qu'il soutient par le Magdalena. A l'étranger, il envoie de l'or, de l'argent, du café, du cacao, des chapeaux, des cuirs et du tabac; mais il commerce aussi avec le Tolima et le Cundinamarca; et avec le Cauca par les voies directes de Guanacas et las Delicias.

La capitale du département est *Neiva*, qui possède, entre autres industries, une fabrique de cigares en

pleine prospérité. Neiva entretient d'importantes relations commerciales avec l'étranger et avec les départements voisins, grâce à sa situation sur la route de Bogotá à Popayán, et aux vapeurs et embarcations qui, naviguant dans le Haut-Magdalena, remontent jusqu'à son port.

DÉPARTEMENT DU MAGDALENA. — C'est l'élevage du bétail qui constitue la principale richesse de ce département. Néanmoins l'agriculture et le commerce y tiennent aussi un bon rang et il y a quelques manufactures. Parmi celles-ci il convient de citer les fabriques de chapeaux de paille, de serviettes, de conserves, de liqueurs, d'objets d'écaille, de fibre d'agave et de bois.

Le trafic commercial entre *Barranquilla*, *Puebloviejo* et la *Ciénaga* est très important, et le commerce du département de Magdalena avec l'étranger et les Antilles est considérable. Il exporte toutes sortes de produits, notamment du café, des bananes, des perles, de la houille, des cuirs, du dividivi, de l'écaille, du corozo, des résines, du caoutchouc, des noix de coco et des troupeaux.

Parmi les villes intéressantes à signaler, il y en a deux principales : *Santa Marta*, capitale du département, une des plus grandes baies de l'Atlantique et une des villes les plus fameuses avant l'Émancipation. — Son commerce va se développer de jour en jour, grâce au chemin de fer qui la mettra en communication avec le rio Magdalena et qui est déjà complètement terminé jusqu'à

Aracataca ; — et *Río Hacha*, capitale de la province de Padilla, port très important par son commerce actif avec l'étranger. Il s'y fait, avec les Indiens, un gros trafic de corozo, caoutchouc, dividivi et autres produits à destination de l'Europe.

DÉPARTEMENT DE NARIÑO. — Parmi les manufactures du Nariño, la fabrique de chapeaux en paille de *toquilla*¹ mérite une mention spéciale. Elle constitue le plus beau joyau du commerce du département, et c'est par le produit de cet article de valeur que le Nariño paye la plus grande partie de ses importations. A la confection des chapeaux sont occupées des populations entières et même des provinces, comme celles de *Guanambú* et *La Cruz del Mayo*, qui, par contre, ont délaissé l'agriculture, base positive de leur prospérité.

Les fabriques, et spécialement celles d'ébénisterie, de sellerie et de cordonnerie, ont pris un grand développement. Il est à remarquer qu'à l'exposition industrielle de Quito, à laquelle prirent part différentes nations, les deux tiers des premiers prix ont été décernés à des exposants du Nariño.

Le développement des industries textiles n'est pas encore au point dans ce département; cependant, la plupart des indigènes qui habitent les savanes de *Túquerres* et *Obando*, font des tissus de laine avec les-

1. Toquilla, plante américaine.

quels ils s'habillent. Dans les provinces de la Cruz et de la Unión, on fabrique des étoffes de laine et de coton, assez fines.

Quant à la culture de la fibre d'agave (*fique*) elle s'étend de plus en plus dans le Nariño. On s'en sert pour faire des sacs, qu'on expédie dans les départements du Cauca et de Valle ; on la transforme aussi en tissus qui servent à tapisser les habitations.

L'industrie manufacturière est celle qui a donné le plus de renommée aux provinces du Sud et spécialement à *Pasto*. Elle s'est développée sous l'empire de la nécessité, car les habitants de ces régions, étant emprisonnés entre de hautes montagnes et séparés du commerce général, par le manque de moyens de communication, ont dû se procurer eux-mêmes, depuis les temps les plus reculés, à force d'ingéniosité et de travail, tout ce qui leur était nécessaire pour l'existence. On trouve à *Pasto* et dans beaucoup d'autres endroits, des moulins à blé, dont l'excellente farine est envoyée dans le *Cauca* et à *Barbacoas*. Orfèvrerie, serrurerie, cordonnerie, sellerie, charpenterie, ébénisterie, sont autant d'industries du département. La curieuse préparation du vernis de *Pasto* est une des caractéristiques de l'industrie de cette ville. Grâce aux produits agricoles et manufacturés, le département de Nariño soutient un commerce actif aussi bien à l'intérieur de ses limites qu'avec le Cauca, l'Équateur et la côte du Pacifique. De l'Équateur, il importe surtout des toiles,

des bayettes¹ et des mèches ; il y exporte de la cire d'olive, de l'anis, du tabac, etc. Le commerce que le Nariño fait avec l'Europe, Panama et les États-Unis est très important : de ces pays, il fait venir toutes sortes de marchandises et de machines pour ses fabriques : en échange, il y envoie de l'or, du caoutchouc, des chapeaux de paille toquilla, des cuirs, du café, du corozo, de la cire de laurier, etc.

Les villes les plus intéressantes à signaler sont :

Pasto, capitale du département, dont nous venons de parler et qui renferme des fabriques de draps, de bayettes, (bien que le département en importe aussi), d'étoffes de laine, de couvertures de lit, d'étoffes de coton, de chapeaux de laine et de paille, d'articles de ménage, de harnais et du fameux vernis, dit de *Pasto*. Il y a aussi dans cette ville des imprimeries, des moulins à blé, des ateliers d'ébénisterie, de serrurerie, de cordonnerie, des filatures, etc., et une banque, le Banco de *Pasto*. — *Túquerres*, capitale de la province du même nom, où se trouvent une bonne tannerie et d'autres manufactures. — *Ipiales*, capitale de la province d'Obando, port commercial important situé à la frontière de l'Équateur et siège d'une douane nationale. — *La Unión*, capitale de la province de Juanambú, dont nous avons parlé plus haut, célèbre par ses fabriques de chapeaux. — *Barbacoas*, capitale de la province du même nom, port

1. Sorte d'étoffe de laine.

fluvial très important, qui, grâce au rio Patía, fait un commerce actif avec le Pérou, l'Équateur et Panama. De bonnes routes la mettent en communication avec Pasto, Túquerres et Ipiales. — *Tumaco*, capitale de la province de Núñez, située sur une île de l'Océan Pacifique, proche de la côte, port de commerce important, où abordent tous les vapeurs qui naviguent dans le Pacifique. Dans cette ville fonctionne une des principales douanes de la République. — Enfin, *La Cruz*, capitale de la province du même nom, dont nous avons déjà parlé à propos des fabriques de chapeaux.

DÉPARTEMENT DU NORTE DE SANTANDER. — On peut signaler dans ce département plusieurs fabriques montées avec les progrès modernes : une de bière, deux de bougies, deux de savon, cinq de cigarettes, une de tabac, deux de vermicelles et une d'allumettes.

La capitale est *San José de Cúcuta*, dont l'industrie se développe chaque jour. On compte dans cette ville quatre moulins, deux fabriques de pâtes alimentaires, une de glace, une de bougies, deux de savon, quatre de cigarettes, une d'eaux gazeuses et plusieurs de sirops ; deux bons ateliers de charpenterie, deux de mécanique, quatre de gravure sur marbres, métaux et bois, une verrerie, une raffinerie de pétrole, etc. Une société au capital de \$ 20.000 or vient de se constituer pour exploiter une fabrique de bière ; son outillage sera moderne. En outre dans l'asile Andresen, tenu

par les sœurs de la charité, on apprend aux orphelines la fabrication des étoffes de laine et de coton.

Cucuta est un centre commercial de grande importance et est appelée à un grand avenir le jour où un arrangement définitif des questions de frontières sera conclu avec le Vénézuéla, pacte qui garantira à perpétuité le droit de navigation sur le río *Zulia*, artère naturelle pour communiquer avec l'étranger. Sans qu'il soit besoin d'attendre cette convention, Cucuta se développera beaucoup, quand sera construit le chemin de fer de *Tamalameque*¹, qui doit la mettre en communication avec le Bas-Magdalena, facilitant ainsi son commerce avec les ports de l'Atlantique.

Dans le Norte de Santander, il convient de signaler aussi *Ocaña*, capitale de la province du même nom, célèbre par ses importantes exportations de café, cacao, anis, chapeaux et autres articles ; et *Pamplona*, capitale de la province de Pamplona, où se rencontrent plusieurs entreprises industrielles.

DÉPARTEMENT DE SANTANDER. — Dans les villes de *Bucaramanga* et *Piedecuesta*, il y a des fabriques de cigares et de cigarettes ; dans cette dernière ville, il y a aussi des fabriques de mosaïques pour dallage et des manufactures de tissus.

Dans la province de San Gil, on fabrique des sacs de *fique* et des platilles² ; dans la province de Zapa-

1. Voir *supra*.

2. Sorte d'étoffe.

toca, on fait des chapeaux; dans la province de Socorro, on fabrique des couvertures ordinaires et des espadrilles de *fique*.

Il y a également dans ce département des fabriques d'étoffes de laine et de coton, de liqueurs, de savons et de hamacs.

Bucaramanga, capitale du département et de la province de Soto, est en communication facile avec le fleuve Magdalena, par *Puerto Santo*, par où se fait tout le commerce d'exportation et d'importation de la province. Quand sera terminé le chemin de fer de Bucaramanga à Puerto Wilches², la capitale du Santander verra s'accroître son développement économique. M. M. Volkmann et Ogliastri tiennent la principale banque de cette ville. Citons encore dans ce département :

San-Andrés, capitale de la province de Fortoul, ville riche et prospère; — *Mdlaga*, capitale de la province de García Rovira, centre d'un commerce très actif, principalement en produits de l'agriculture. Elle est au centre de six routes conduisant à des territoires bien peuplés; c'est la cause du développement de son commerce. Elle possède aussi quelques fabriques d'étoffes de laine. — *Piedecuesta*, capitale de la province de Los Santos, que nous avons déjà signalée comme une des plus importantes du département. —

1. Voir *supra*.

Enfin, *El Carmen*, capitale de la province de Rio de Oro, et *Socorro*, qui possède une banque, le Banco del Socorro.

DÉPARTEMENT DE TOLIMA. — Il y a dans ce département plusieurs manufactures d'étoffes de laine et de coton, des fabriques de cigares, de bière, de kola, de boissons gazeuses, d'eau-de-vie, de chapeaux de paille, de tapis de laine, de dentelles de coton, de hamacs, etc. Les Pères Salésiens y ont fondé une école d'arts et de métiers.

La capitale du département est *Ibagué*, située dans la vallée du *Combeima*. On en exporte beaucoup de café pour les marchés de l'étranger, où il atteint de bons prix. L'industrie sucrière vient ensuite. On y fabrique de la panelle qui approvisionne largement la municipalité et celles de *El guamo*, *Coello*, *Espinal*, *Purificación* et *Girardot*. Enfin, *Ibagué* possède des brasseries et des fabriques de poteries, de savons, de bougies, de kola, de boissons gazeuses, etc. Le commerce du bétail s'est considérablement développé dans la capitale du Tolima, par suite de la création de foires semestrielles, qui facilitent et stimulent les transactions. Elles ont lieu en juin et novembre. La principale banque est le Banco commercial del Tolima.

Signalons aussi à *Ibagué* une école d'arts manuels de la femme, où l'on enseigne la fabrication des chapeaux de paille et d'autres métiers et une Banque de crédit.

Parmi les autres villes importantes du département de Tolima, au point de vue économique, nous mentionnerons : *Ambalema*, capitale de la province du même nom, particulièrement bien placée aux confluents des fleuves Magdalena et Recio. On y compte trois grandes fabriques de tabac, dont nous avons déjà parlé¹. Quand le grand chemin de fer de l'Ouest de la Colombie, dont le point de départ est La Dorada et qui est achevé jusqu'à Ambalema², sera terminé, toute cette région prendra un grand développement commercial; — *El Fresno*, capitale de la province de Herveo, en relations commerciales continues avec Honda et Manizales; — *Honda*, capitale de la province du même nom, au confluent des fleuves Magdalena et Gualí. Cette ville tire une importance considérable de sa situation sur le Magdalena, où elle est point terminus de la navigation du Bas et du Haut-Magdalena. La presque totalité du commerce d'exportation et d'importation du centre de la Colombie, se fait par Honda. Son commerce actif ne l'empêche pas de se consacrer aussi à l'industrie et on y remarque des fabriques de bière, de kola et de boissons gazeuses; — *Purificación*, province de Saldaña, où l'on construit une école d'arts et métiers et qui, comme Honda, possède des fabriques de kola, de bière et de boissons gazeuses.

DÉPARTEMENT D'EL VALLE. — En raison de la

1. Voir *supra*.

2. Voir *supra*.

grande fertilité de ce territoire, les habitants se sont plus consacrés à l'élevé du bétail, qu'à l'industrie. Cependant, il y a dans ce département des fabriques de cigares, de cigarettes, allumettes, bougies, savons, boissons gazeuses, chocolat, glace, pâtes alimentaires, faïence transparente, chapeaux de paille et bière. Des écoles pour l'enseignement de la fabrication des chapeaux ont été créées à *Cali* et à la *Unión*, et pour la fabrication des tissus de *fique*, à Palmira. Le gouvernement du département qui a établi ces écoles, prête aussi son appui à l'École des arts et métiers de Cali, fondée par la Société de Saint-Vincent-de-Paul.

Quant au commerce, il est considérable grâce à l'abondance des produits du sol : il s'exerce entre les différentes villes du département, avec les départements voisins et avec l'étranger.

La capitale d'El Valle est *Cali*. Depuis 1884, des vapeurs sillonnent le fleuve Cauca et facilitent les communications avec le Nord du pays et le transport du café, cacao, caoutchouc et autres articles et produits, ce qui donne déjà un grand développement au commerce de cette région, mais avec l'achèvement du chemin de fer de Buenaventura à Cali¹, la capitale d'El Valle va devenir le vaste entrepôt des marchandises qui s'exportent ou s'importent par le port de Buenaventura. Il y a à Cali deux banques de crédit;

1. Voir *supra*.

une école d'arts et métiers; de grands ateliers d'orfèvrerie, de serrurerie, d'ébénisterie; des fabriques de glace, de bougies et de savons, et un commerce très actif sous toutes ses formes.

Les autres villes importantes du département sont : *Buga*, capitale de la province du même nom, centre d'un commerce actif et riche; — *Buenaventura*, capitale de la province de Buenaventura, le premier port de la Colombie, sur le Pacifique. C'est à Buenaventura que viennent converger toutes les lignes télégraphiques du pays qui veulent profiter du cable sous-marin du Pacifique. Buenaventura n'est pas complètement absorbée par son grand trafic maritime et commercial : on y rencontre en effet un certain nombre de fabriques; — *Cartago*, capitale de la province du même nom (ancienne province de Quindío), à l'extrémité Nord de la vallée du Cauca. C'est une ville très commerçante et un marché très important, où se vend presque tout le cacao qui se consomme dans les départements voisins et même dans d'autres plus éloignés. Grâce à sa situation, au croisement des routes qui conduisent à Caldas, Antioquia, Buenaventura, Chocó et Tolima et à la richesse de ses productions agricoles, elle est appelée à devenir une des villes les plus importantes de la République; — *Palmira*, capitale de la province de Palmira, située au milieu de campagnes d'une fertilité extraordinaire. Le mouvement commercial de Palmira, d'une importance toute spéciale, est

dû en bonne partie à sa grande foire semestrielle, comparable seulement à celle de Pereira (département de Caldas). Il y a à Palmira deux banques de crédit, le Banco de Palmira et le Banco del comercio; — enfin, *Tuluá*, capitale de la province du même nom, qui doit à ses foires périodiques un grand mouvement commercial.

INTENDANCE NATIONALE DU CHOCÓ. — Par sa situation topographique et ses grandes richesses naturelles, le territoire de Choco, est un de ceux qui, dans le développement industriel de la Colombie, possèdent le plus grand avenir. Il est baigné par les deux océans, l'Atlantique et le Pacifique, qui, d'après l'avis d'ingénieurs distingués, ayant étudié la région, pourraient être réunis au moyen d'un canal de facile et économique exécution. Ce canal couperait la bande de terrain qui sépare les fleuves San Juan et Atrato et est relativement assez étroite. Ce serait une bonne concurrence pour Panama et la plus belle réponse que l'on puisse faire au coup de force américain d'il y a quelques années¹.

La capitale de ce territoire et la seule ville vraiment intéressante que nous ayons à signaler ici, est *Quibdó*. Situé sur la rive droite de l'Atrato, son port reçoit en partie son importance de tout l'or et le platine du commerce du Chocó, qui vient y affluer. Les grands vapeurs

1. Nous en reparlerons plus loin dans un chapitre spécial.

remontent jusqu'à Quibdó et la mettent ainsi en relations commerciales avec Cartagena et les autres villes de la côte.

Tels sont les principaux centres commerciaux et industriels de Colombie. Nous dirons maintenant quelques mots, avant de terminer ce chapitre, des ports maritimes, des lignes de navigation qui les desservent et des services postaux et télégraphiques.

Ports maritimes sur l'Atlantique. — Les ports maritimes qui servent au commerce et où se trouvent des douanes ¹ sont :

*Sabanilla et Puerto Colombia*². Il n'y a pas très longtemps que Sabanilla n'est plus le grand port de la Colombie sur l'Atlantique. Il y a quelques années, on a jugé que Puerto Colombia, tout proche et un peu à l'Ouest de Sabanilla, conviendrait mieux aux transatlantiques. Des travaux très importants ont été exécutés dans ce nouveau port, et c'est lui maintenant qui abrite les navires de haute mer. C'est la Compagnie du chemin de fer de Barranquilla qui a fait construire Puerto Colombia en 1893; les navigateurs, en raison de ses qualités d'exécution et de ses larges dimensions, le regardent comme le meilleur en son genre, de toute l'Amérique du Sud : c'est bien à lui que Barranquilla

1. Les Colombiens désignent sous le nom d'*habilitados* les ports de commerce accompagnés de douanes.

2. Nous ne suivons pas la côte du Nord au Sud, mais l'ordre d'importance des ports.

doit une bonne part de sa prospérité. Construit par l'ingénieur Francisco J. Cisneros, il mesure 5.000 pieds de longueur, ce qui permet le déchargement simultané de quatre steamers, et a coûté un million et demi de francs¹.

Pendant l'année 1906, 326 steamers ont pénétré à Puerto Colombia, représentant ensemble un tonnage de 691.004 tonnes, en augmentation de 150.677 tonnes sur 1905. Voici comment a été réparti le tonnage d'après la nationalité des navires :

Allemagne.	274.141
Angleterre.	245.170
Espagne	99.274
Italie	25.985 ²

De France, il n'est pas question, et pourtant la Compagnie Générale Transatlantique touche à Puerto Colombia; c'est là une omission des plus regrettables.

D'accord avec les dispositions de la loi 77 de 1912, le ministre des Finances s'est occupé activement de

1. Ces renseignements sont donnés par M. Jalhay, *op. cit.* Nous avons entendu dire que la jetée de Puerto Colombia n'était que de 4.052 pieds. La différence entre les deux chiffres, qui paraît assez forte, n'est peut-être qu'apparente; elle peut provenir seulement des dimensions attribuées de part et d'autre au pied. Le pied colombien mesure 27,8 centimètres. D'ailleurs le même auteur, dans le même ouvrage, attribue à la jetée de Puerto Colombia une longueur de 1.220 mètres et une profondeur de 72 mètres à la tête, au lieu de 1.390 mètres que donneraient les 5.000 pieds ci-dessus.

2. *Bulletin of American Republics*, Washington.

faire face aux nécessités urgentes du port de Barranquilla ¹. Il étudie un projet de contrat avec la Compagnie du chemin de fer de Barranquilla, en vue de l'exécution des travaux suivants réputés les plus urgents :

1° Prolongation de la jetée de Puerto Colombia.

2° Destruction du groupe des roches Lafayette dans le même port.

3° Construction d'édifices pour le service des bureaux de la douane à Barranquilla, de magasins pour la même douane et d'un dépôt pour les explosifs ².

Il est à souhaiter pour l'avenir de la Colombie que ces travaux soient faits le plus tôt possible et que rien ne soit négligé, à la veille de l'ouverture du canal de Panama, pour mettre le port de Puerto Colombia en état de recevoir les flottes du monde entier. La distance de Puerto Colombia à Colon, à l'entrée du canal, n'est que d'environ 336 milles. C'est donc avec Cartagena une escale presque obligatoire pour les navires qui vont au Pacifique ou qui en viennent.

Il est intéressant maintenant de voir quel a été le

1. La douane étant à Barranquilla, ainsi que la tête de ligne des vapeurs qui remontent le Magdalena, on a pris l'habitude en Colombie de dire indistinctement Puerto Colombia ou Barranquilla pour désigner le grand port de l'Atlantique, ces deux villes ayant leur trafic si étroitement mêlé qu'elles n'en font qu'une en quelque sorte. Nous avons quelque chose d'analogue en France pour Bordeaux et Pauillac : marchandises et passagers embarquent généralement à Pauillac, et c'est toujours Bordeaux qu'on indique sur les feuilles de navigation, sur la correspondance, etc.

2. *Memoria del ministro de obras publicas al congreso de 1913*, primera Parte, Exposicion. Bogotá 1913.

mouvement commercial de Barranquilla depuis une trentaine d'années.

En 1884, on a exporté du port de Barranquilla pour une valeur de 40 millions de francs environ (café, coton, peaux, minéraux, métaux, tabac, cacao¹, etc.).

En 1889, le mouvement des échanges avec l'extérieur a été le suivant :

Importations : \$ 7.378.364, soit 20 millions de francs.

Exportations : \$ 9.862.003, soit 25 millions de francs².

En 1907, on note les chiffres suivants :

Pour l'exportation³ :

	Kilos.	Dollars.
Animaux vivants . . .	9.006	27.860 80
Produits animaux. . .	2.475.944 280	766.524 27
Produits minéraux . .	1.213.600 196	1.664.076 15
Produits végétaux. . .	25.614.030	3.841.267 10
Produits manufacturés .	1.107.824 370	286.699 50
Argent ⁴	653 788	4.001 10
Total. . .	30.421.058 634	6.590.498 92

Pour l'importation :

Matières premières et objets manufacturés 33.130.894 kilos.

1. Prof. Ernst Röthlisberger. *El Dorado, Reise-und Kulturbilder aus dem südamerikanischen Columbien*. Bern 1898.

2. Reclus, *op. cit.* Dans cette même année, selon cet auteur, le mouvement de la navigation a été à l'entrée de 25 voiliers et 215 vapeurs, représentant 368.072 tonnes, et à la sortie de 18 voiliers et 213 vapeurs, représentant 364.386 tonnes.

3. *Boletín de estadística de la República de Colombia*, año 1, abril de 1912. N° 1. Bogotá, Imprenta Nacional, 1912.

4. Argent est pris ici dans le sens d'espèces monétaires.

La valeur, pourtant beaucoup plus facile à connaître en raison des documents consulaires, à l'importation qu'à l'exportation, ne figure malheureusement pas dans le *Boletín de Estadística* pour 1907.

En 1908, la Colombie a exporté par Barranquilla ¹ :

	Kilos.	Dollars.
Animaux vivants . . .	970	26.491 65
Produits animaux . . .	2.780.420 660	842.855 99
Produits minéraux . .	4.083.183 025	2.358.502
Produits végétaux. . .	24.707.861 500	3.429.843
Produits manufacturés .	81.085	245.273 30
Argent.	28 250	4.050
Total. . .	28.653.548 435	6.904.015 94

Elle a importé par ce même port :

Matières premières et objets manufacturés 38.830.926 kilos ².

Nous n'avons pas, de même que pour 1907, la valeur des importations, mais M. Jalhay ³ nous donne pour le mouvement commercial de Barranquilla en 1908, le chiffre de \$ 15.124.089,02, ce qui, après déduction du total des exportations, soit : \$ 6.904.015,94, laisserait pour les importations un chiffre de : \$ 8.220.073,08.

Pour 1911 nous avons les chiffres suivants :

1. *Boletín de Estadística*, etc., año 1, mayo de 1912. N° 2.

2. *Boletín de Estadística*, etc., año 1, junio de 1912. N° 3.

3. Jalhay, *op. cit.*

Exportations :

	Kilos.	Dollars.
Animaux vivants . . .	6.310	1.406
Produits animaux. . .	1.716.966	641.863 20
Produits végétaux. . .	21.863.317 387	4.662.378 27
Produits manufacturés .	481.877	475.622 15
Produits minéraux . .	1.683.403 056	2.382.477 12
Argent.	408 703	80.745 25
Total.	25.752.282 146	8.244.491 99

Importations :

Matières premières et objets manu-
facturés . . kilos 46.306.565,748. \$ 9.613.555,27¹.

Enfin voici les chiffres de 1912 :

Exportations :

	Kilos.	Dollars.
Animaux vivants . . .	11.959	792
Produits animaux. . .	2.644.608	1.021.691 90
Produits minéraux . .	1.296.523 298	1.140.418 78
Produits végétaux. . .	34.208.172 297	9.557.021 40
Produits divers. . . .	10.615	2.915
Produits manufacturés .	295.712	503.459
Argent	109.550	5.311
Total ²	38.467.699 145	12.231.609 08

Importations :

Matières premières et objets manu-
facturés . . kilos 57.002.249,320. \$ 12.445.532,38.

1. *Informe del ministro de Hacienda al Congreso*, 1912. Bogotá.

2. L'or et l'argent envoyés par la voie des postes sans indication de la douane de sortie ne figurent pas dans cette statistique.

Comme on vient de le voir, exportations et importations par Buenaventura atteignent un chiffre relativement important. C'est d'ailleurs par Puerto Colombia que se fait la moitié des transactions du pays entier.,

Cartagena. — Ce port, situé sur la mer des Antilles, au sud de Puerto Colombia, possède une des plus belles rades du monde : toutes les flottes de l'Europe pourraient s'y abriter ensemble.

« Cartagena, écrivait Reclus en 1893, possède un ensemble de ports très vastes et des plus sûrs..... Le bras maritime enfermé n'a pas moins de 40 kilomètres carrés, avec une profondeur moyenne de 20 à 30 mètres. De grandes flottes pourraient y jeter l'ancre, mais les entrées sont difficiles..... Il ne tient qu'à la cité de Cartagena de reconquérir, et bien au delà, la fortune qu'elle eut jadis et qu'elle se laissa ravir par Barranquilla sur le grand fleuve voisin. Dès que les navires du plus fort tonnage pourront accoster ses quais et que le chemin de fer commencé¹, en l'absence d'une profondeur d'eau suffisante dans le canal de Calamar, portera directement les marchandises au Magdalena, le commerce ne manquera pas de reprendre ²... »

Comme le dit très justement M. Serret³ qui a voyagé dans tous les pays du monde, Cartagena est appelée par

1. Ce chemin de fer est terminé. Voir *supra*.

2. Reclus, *Géographie universelle*, *op. cit.*

3. Serret, *Voyage en Colombie*, *op. cit.*

sa belle situation géographique, les avantages exceptionnels de son admirable baie, ses communications faciles et rapides avec le Magdalena, et sa proximité des fleuves Sinu et Atrato, qui sont les meilleures voies de pénétration dans les plus riches contrées de la République, à devenir l'un des ports les plus actifs et les plus florissants non seulement d'Amérique, mais du monde entier; et cela dès le jour où le canal de Panama sera ouvert à la navigation universelle¹.

Le gouvernement colombien s'occupe d'ailleurs avec sollicitude de l'aménagement de ses ports. La loi 77 du 13 novembre 1912² vise spécialement les ports de Cartagena, Buenaventura, et la baie de l'île de San Andrés. Elle décide que le gouvernement passera avec une Compagnie européenne un contrat pour l'étude des travaux ayant pour but de mettre les ports de Cartagena, Buenaventura et la baie de l'île de San Andrés en état d'offrir aux navires la sécurité et tous les avantages et commodités possibles pour le trafic maritime. L'étude terminée, le gouvernement passera contrat pour l'exécution des travaux. Ces travaux doivent comprendre : la canalisation de l'entrée des ports, le creusage des ports pour qu'il y ait un fond suffisant pour les bateaux à fort calage, l'établissement de phares, bouées ou signaux, la création d'hôpitaux de quarantaine, l'achat de grues, la construction de magasins, de bâtiments

1. Cartagena est à 270 milles de Colon.

2. *Diario oficial*, 23 novembre 1912.

pour la douane, l'aménagement de conduites d'eau, l'assainissement, l'achat de remorqueurs, etc.

Pour la réalisation de ces travaux, on affectera à leur exécution les droits de port de Cartagena et Buenaventura. Il a été décidé par le Congrès que les dispositions de la loi 77 seraient étendues à Puerto Colombia, avec affectation aux travaux des droits de port qui sont perçus par la douane de Barranquilla¹.

Cartagena exporte à peu près les mêmes produits que Puerto Colombia, mais en moins grande quantité. Cependant elle l'exporte sur Barranquilla pour l'exportation du caoutchouc, de l'ivoire végétal (*tagua*), du bétail, des noix de coco et des bois d'ébénisterie.

Reclus² signale pour l'année 1889 un mouvement commercial de 470 navires portant 603.346 tonnes, et les échanges suivants :

Importations : \$ 2.037.451, soit 6 millions.

Exportations : \$ 1.836.759, soit 5 millions.

Le même écrivain rapporte que la navigation sur le canal de Calamar³ en 1891 a été de 177 bateaux ayant transporté 2.389 voyageurs et 4.563 tonnes de marchandises.

En 1907, les **exportations** par Cartagena ont été :

1. Nous avons vu plus haut que le gouvernement, en conformité avec cette loi, s'occupait des travaux du port de Barranquilla.

2. Reclus, *Géographie*, *op. cit.*

3. Le canal qui fait communiquer Cartagena avec le Magdalena est connu sous le nom de *Digue*.

	Kilos.	Dollars.
Animaux vivants. . . .	2.033.130	151.664
Produits animaux . . .	448.798	154.740
Produits minéraux . . .	433.967 625	1.681.475
Produits végétaux . . .	25.227.134	2.216 692
Produits manufacturés. .	75.400	141 907
Divers	57.070 150	6 217
Argent	329	7.640
Total	28.275.828 775	4.360.335

Les importations ont donné :

Matières premières et objets divers,
kilos : 24.612.314.

Exportations en 1908 :

	Kilos.	Dollars.
Animaux vivants. . . .	2.310.640	149.188 50
Produits animaux . . .	793.245	276.762 40
Produits minéraux . . .	282.033 805	1.600.221 71
Produits végétaux . . .	49.042.038	2.105 355
Produits manufacturés.	44.046 852	133.946 95
Divers	14.790 025	6.770 50
Argent	96 400	8 253
Total.	22.486.890 082	4.280.498 06

Importations en 1908 :

Matières premières et objets divers, 22.600.881 kilos.

Exportations en 1911 :

	Kilos.	Dollars.
Animaux vivants. . . .	107.420 500	12.430 64
Produits animaux . . .	1.922.186 500	750.191 54
<i>A reporter.</i>	2.029.607 000	762.622 18

<i>Report.</i> . . .	2.029.607 000	762.622 18
Produits végétaux . .	26.024.829 250	3.552.460 94
Produits manufacturés.	2.105.357	308.763 38
Produits minéraux . .	46.045 285	1.302.431 80
Divers	1 430	481
Argent	500	400
Total. . .	30.207.269 035	5 927.159 30

Importations en 1911 :

Matières premières et objets divers :

Kilos, 35.890.524,915; \$ 4.335.805,75.

Exportations en 1912 :

	Kilos.	Dollars.
Animaux vivants . . .	178.187	22.040
Produits animaux . . .	1.772.790 938	788.135
Produits minéraux. . .	69.553 601	980.592 04
Produits végétaux . . .	24.151.102 613	4.589.240 86
Divers	111.038	11.141 50
Produits manufacturés .	186.691 500	272.680 80
Sel	20.459	1.329
Total . . .	26.489.822 652	6.665.159

Importations en 1912 :

Matières premières et objets divers :

Kilos 38.052.345,120; \$ 5.084.306,89.

Cette énumération de chiffres, un peu fastidieuse, ne manque cependant pas d'intérêt, car elle permet d'une part de suivre le mouvement commercial des deux plus grands ports de la République pendant ces dernières années, et d'autre part de les comparer entre eux. Pour

les ports qui vont suivre, nous nous contenterons de donner les chiffres sans entrer dans les détails.

Santa Marta. Située à l'embouchure du Manzanares, à 53 milles de Puerto Colombia, Santa Marta est un des meilleurs ports de l'Atlantique. Elle est reliée à Barranquilla par une ligne spéciale de vapeurs et elle sera mise en communication directe avec le Magdalena, quand le chemin de fer en construction sera terminé¹. Ce qui fait la fortune du port de Santa Marta, c'est l'exportation des bananes : des navires des États-Unis, spécialement aménagés pour ce genre de transports, viennent y prendre chargement complet de ces fruits. En outre Santa Marta exporte des bois, du café, du cacao, des peaux, etc.

Voici ce qu'elle a exporté aux États-Unis seulement en 1906².

	Dollars.
Bananes	498 142
Cuir secs.	13 999
Peaux de crocodile.	10 674
Café.	4.541
Peaux de chèvres	4.148
Cuivre	2.927
Cacao	491 etc., etc.
Soit au total.	534.922

1. Voir *supra*.

2. *Bulletin of American Republics*, juin 1907.

L'ensemble des **exportations** de Santa Marta a été de :

	Kilos.	Dollars.
En 1907	57.271.195	841.080 11
En 1908	52.815.119 250	923.305 81
En 1911	110 327.247	2.303.223 33
En 1912	103.937.227	2.453.630 69

Un simple coup d'œil jeté sur ce tableau rend compte du mouvement ascendant très marqué des exportations depuis quelques années.

Quant aux **importations**, elles ont été de :

	Kilos.	Dollars.
En 1907.	3.678.159	
En 1908.	5.630.750	
En 1911.	12.256.245 539	378.751 88
En 1912.	12.491.158 411	444.035 95

Rio Hacha. Ce port, situé à 87 milles à l'Est de Santa Marta et légèrement plus au Nord, voit son importance augmenter de jour en jour. Son sort est lié en grande partie à celui de la péninsule de la *Goajira*, dont le développement entraînera fatalement le sien. Il existe un service direct de vapeurs entre les États-Unis et Rio Hacha. Cette ville a aussi chaque semaine une foire importante où les Indiens du Goajira viennent apporter leurs produits, principalement le caoutchouc, le tagua, les peaux de bœuf, les bois et le dividivi. Tous ces produits sont exportés par le port de Rio Hacha.

Voici les chiffres des **exportations** de Rio Hacha :

	Kilos.	Dollars.
1907.	5.795.195	197.574 93
1908.	2.710.567	145.696 02
1911.	6.352.514 700	234.460 60
1912.	4.967.216 422	4.861.511 70

Cette grosse augmentation de valeur avec les années précédentes, en regard d'une diminution importante des poids exportés, peut paraître extraordinaire. Elle provient uniquement de ce qu'on a acheminé par Rio Hacha de l'or expédié, par poste ou postaux recommandés, sans indication de la douane de sortie, pour une valeur de \$ 4.610.073,39 et de l'argent pour \$ 123.254,33. Ces sommes déduites, le chiffre d'exportation se trouve sensiblement en baisse sur les années précédentes, ce que nous nous expliquons difficilement, car le port de Rio Hacha n'est nullement en décadence; tout au contraire, comme nous le disions plus haut, il prospère de jour en jour.

Voici maintenant les chiffres des **importations** :

	Kilos.	Dollars.
1907	819.192	
1908	990.939	
1911	722.257 250	83.969 80
1912	964.863	68.689 89

Il y a encore d'autres ports sur l'Atlantique, mais ils ne sont pas pourvus de douanes; il ne peut donc s'y

faire de trafic commercial avec l'extérieur qu'à l'exportation et pour des marchandises qui ne payent pas de droits de sortie. Ce sont : *Bahiahonda*, dans l'Intendance de la Goajira, *Tolu*, dans le département de Bolívar, *Turbo*, dans le département d'Antioquia, *El Portete*, *Cispata* et *Puerto Cesar en Uraba*. Turbo et Uraba sont les deux ports les plus proches de Colon. Quant à Cispata, Reclus croyait à son succès croissant. « Le golfe de Morosquillo, écrivait-il, et son anse sud-occidentale, le Puerto Cispata, acquièrent depuis quelques années une importance commerciale croissante. Là vient déboucher le rio *Sinu*, ce Pactole de la Colombie, traversant des campagnes plus riches par leurs cultures que par les trésors miniers du sol... » Reclus avait remarqué aussi la situation exceptionnelle de *Bahia Honda*, malheureusement presque inexploitée : « Quant aux ports qui s'ouvrent dans le littoral, lisons-nous un peu plus loin, à l'extrémité de la péninsule *Goajira*, *El Portete* accessible aux goélettes et *Bahia Honda*, où pourraient ancrer des flottes de grands vaisseaux, ils sont encore presque inutiles, à cause de leur situation en pays indien ; cependant les traitants en exportent pour les Antilles, des chevaux, des bois de teinture et des bêtes à cornes¹... »

Ports maritimes sur le Pacifique. Les ports ma-

1. Reclus, *Géographie*, op. cit.

ritimes de la Colombie sur le Pacifique sont *Buenaventura* et *Tumaco*, tous deux pauvres de douanes (*habilitados*), *Nuquí* possédant aussi une petite douane dépendant de Buenaventura, *Guapí*, département du Cauca, *Charambira* et *Cupica*. Nous ne parlerons que des deux premiers, les seuls ayant une réelle importance commerciale.

Buenaventura. Buenaventura se trouve située dans une échancrure de la côte, à l'embouchure du rio Dagua, rivière partiellement navigable¹. Grâce à sa proximité du Cauca, avec lequel il est relié maintenant par le chemin de fer de Cali², ce port est le point nécessaire où viennent s'embarquer ou débarquer les marchandises en provenance ou à destination de toute une région de la Colombie, et non des moins fertiles. Buenaventura est bâtie sur une île, l'île de *Cascajal*; sa baie, d'une très grande étendue, est en même temps très sûre.

La valeur des échanges effectués par ce port a été :

En 1889, de \$ 639.798, soit 1.650.000 francs à l'importation et de \$ 501.177 à l'exportation, soit 1.250.000 francs³.

En 1907, de 2.315.775 kilos 714, représentant \$ 834.125,62 à l'exportation et de 6.581.485 kilos à l'importation.

1. Voir *supra*.

2. Voir *supra*.

3. Reclus, *op. cit.*

En 1908, de 2.436.781 kilos 352 représentant \$ 752.409 à l'exportation et de 9.165.726 à l'importation.

En 1911, de 4.414.482 kil. 426, valeur \$ 1.780.742,04 à l'exportation et de 11.660.738 kilos 625, valeur \$ 1.853.537,45 à l'importation.

En 1912, de 3.451.056 kil. 699, valeur \$ 1.342.966,69 à l'exportation et de 17.278.568 kilos 536, valeur \$ 3.839.770,51 à l'importation.

On voit par les chiffres ci-dessus que les importations ont toujours dépassé dans ce port les exportations. Cela s'explique facilement : d'abord parce que le Magdalena et le Cauca entraînent vers les ports de l'Atlantique la plus grande partie des marchandises à destination de New-York ou de l'Europe, ensuite parce que les exportateurs, toutes les fois qu'ils le peuvent, préfèrent acheminer leur marchandise vers Puerto Colombia, où ils chargent directement sur les steamers à destination de l'Europe, que vers Buenaventura où il faut transborder à Panama. Pour l'importation, pour éviter les complications de l'acheminement d'une marchandise que personne ne peut surveiller, puisque le destinataire ignore exactement quand elle a quitté le port d'arrivée, on juge plus simple d'expédier au port le plus proche de l'importateur, qui se trouve souvent être Buenaventura. Mais il est probable qu'avec le chemin de fer de Cali, les exportations par ce port vont augmenter d'une façon constante.

Pour faciliter la navigation dans la baie de Buenaventura, le gouvernement a mis récemment en adjudication la construction d'un phare de grand modèle¹. Il vient également de passer un contrat avec l'agent d'une compagnie étrangère, pour faire établir les études, plans, devis des travaux suivants :

1° Canal d'accès au port de Buenaventura, d'une profondeur minima de 9 m. 60 à marée moyenne et d'une largeur minima de 200 mètres à la base.

2° Etablissement d'un port intérieur de mouillage de 2.000 mètres de long sur 700 de large.

3° Projet complet de jetée sur pilotis de *concrétion*² ou poteaux de fer ou de bois, parallèle à l'axe longitudinal du port dragué. Dans le devis on comprendra la valeur des grues électriques et des voies de chemin de fer nécessaires pour le bon service de la jetée.

4° Bouées lumineuses ou à cloches dans le canal et dans le port et phares nécessaires.

5° Plans, profils, coupes transversales et longitudinales et devis des édifices nécessaires à l'administration du port et à la douane, aux établissements sanitaires, etc.

6° Plan de la ville de Buenaventura, systèmes d'égouts, etc. Étude d'un projet d'approvisionnement d'eau potable, d'assèchement et de drainage.

7° Plan des lagunes et puits proche de la ville; étude et devis du pavage le mieux approprié.

1. *Diario oficial*, 27 mars 1912. Numéro 14555.

2. C'est certainement le béton armé qu'on veut ainsi désigner.

8° Étude et devis d'installation d'éclairage électrique de la ville et du port.

9° Plan du futur agrandissement de la ville et de son embellissement¹.

Tumaco. Ancienne capitale du département de Tumaco, aujourd'hui ville principale du Nariño, Tumaco est située vis-à-vis la côte colombienne, dans une île qui porte son nom. C'est un port de grande importance où le commerce est très actif. Cependant ce commerce a perdu d'une façon sensible depuis que le *tagua*, son principal article d'exportation, a baissé de valeur sur les marchés allemands.

Afin de développer son port, le conseil municipal de Tumaco a demandé l'autorisation de faire de grands travaux. La loi 78 du 13 novembre 1912 lui a accordé la permission de construire un mole, de nettoyer et draguer la baie. Le conseil municipal pourra y affecter la part qu'il jugera nécessaire de l'impôt perçu pour l'exploitation des forêts de corozo.

Voici quel a été le mouvement commercial de Tumaco :

1888 \$ 387.172, soit 1.000.000 de francs.

1889 \$ 219.447, soit 550.000 francs³.

1. *Memoria del ministro de obras publicas al Congreso de 1913.*

2. *Diario oficial*, 23 novembre 1912.

3. Reclus, *op. cit.* Nous ne voyons pas sur quelle base il convertit les piastres en francs. Il s'agit sans doute de piastres-papier évaluées au change de l'époque.

1907	kilos 2.132.266	\$ 874.535, 63 à l'exportation.
—	— 4.046.345	à l'importation.
1908	— 3.191.097, 590;	\$ 1.064.812, 53 à l'exportation.
—	— 4.361.748	à l'importation.
1911	— 4.247.011, 520;	\$ 1.573.340, 16 à l'exportation.
—	— 5.047.696, 110;	\$ 1.052.494, 22 à l'importation.
1912¹	— 4.010.283, 923;	\$ 1.417.153, 19 à l'exportation.
—	— 5.800.208, 830;	\$ 1.171.372, 83 à l'importation.

On peut remarquer que bien qu'inférieures en poids, les exportations de Tumaco dépassent en valeur ses importations. C'est le port le plus proche de l'Équateur et ses échanges avec cette République sont assez actifs.

Il est intéressant, maintenant que nous avons vu quel est le trafic de chacun des principaux ports, de rechercher quels sont les principaux États fournisseurs de la Colombie et dans quel rang ils arrivent, entre eux, comme importateurs, dans ces dernières années.

Voici les différents tableaux des importations en Colombie, par importance et par pays de provenance, pour toutes les douanes réunies :

1. Pour les échanges de ce port et de tous les précédents, les chiffres donnés pour 1907 (exportation et importation) ont été extraits du *Boletín de Estadística de la República de Colombia*, año 1. Avril de 1912, n° 1; pour 1908 du même bulletin, mayo de 1912, n° 2 (exportation) et junio de 1912, n° 3 (importation); pour 1911, de l'*Informe de ministro de Hacienda al Congreso*, 1912; pour 1912, de l'*Informe del ministro de Hacienda*, 1913.

1907 :

	Kilos.
Grande-Bretagne	23.085.407
États-Unis.	21.147.316
Allemagne.	14.649.805
France	2.903.574
Espagne	1.908.874
Panama	202.750
Pays divers	8.391.599
Total	<u>73.963.958 ¹</u>

1908 :

	Kilos.
États-Unis.	28.505.506
Grande-Bretagne	21.926.020
Allemagne.	17.167.222
France	3.297.374
Espagne	1.100.341
Panama	203.500
Pays divers	10.608.350
Total	<u>82.808.313</u>

1911 :

	Kilos.	Dollars.
États-Unis	56.285.711 327	5.404.975 96
Grande-Bretagne	23.460.419 082	5.838.789 69
Allemagne	18.801.808 644	3.242.634 90
France	2.434.440 827	1.718.747 80
Espagne	1.870.835 529	397.733 47
Panama	148.188 395	31.790 68
Pays divers	13.086.407 244	1.474.190 86
Total.	<u>116.087.811 048</u>	<u>18.108.863 36</u>

1. Les références sont les mêmes que pour les tableaux précédents.

1912 :

	Kilos.	Dollars.
Grande-Bretagne. . .	22.772.462 301	7.838.878 65
États-Unis	71.234.657 051	7.612.037 33
Allemagne	24.187.126 236	4.201.125 43
France	3.232.008 009	2.011 886 16
Italie.	4.172.847 231	596.880 48
Belgique	3.838.285 907	570.918 91
Espagne	2.225.210 721	476 968 86
Vénézuéla	564.904	82.621 84
Antilles hollandaises .	4.165.859 600	60.723 81
Panama.	217.351 135	53.264 20
Pays divers	208.949 584	459.317 33
Total.	135.819.361 775	23.964.623

Les tableaux qui précèdent, permettent de faire une constatation, peu consolante pour nous d'ailleurs : c'est que la France arrive au quatrième rang seulement, et avec un grand écart de valeur, parmi les grandes puissances qui exportent leurs produits en Colombie. Qu'on n'objecte pas que c'est en raison de sa superficie ou de sa population : l'Angleterre, qui arrive au premier rang, a une étendue moindre que la France et n'est guère plus peuplée ; l'Allemagne, qui exporte en valeur en Colombie le double de ce que nous y expédions, a une superficie égale à la nôtre et une population qui, malgré son accroissement (ralenti d'ailleurs), est loin de nous avoir doublés. La véritable raison de notre infériorité, c'est que nous commençons à peine à nous occuper sérieusement de l'Amérique du

Sud. Nos yeux sont obstinément tournés vers l'Afrique, qui nous a cependant réservé déjà, et nous réservera encore bien des déboires, et c'est là que nous entendons commercer.

D'autres raisons cependant qu'une certaine indifférence nous ont fait supplanter dans l'Amérique du Sud, car il y a tout de même un bon nombre d'industriels et de commerçants qui désireraient y faire des affaires. Ce n'est certes pas parce que nos produits sont inférieurs à ceux des autres nations. Tout au contraire, ils sont réputés de première qualité. Cela tient d'abord à ce que l'augmentation excessive des salaires, les impôts et les lois ouvrières, particulièrement lourds chez nous, surtout eu égard à une main-d'œuvre qui produit peu, nous empêchent de fabriquer bon marché; cela tient aussi à l'esprit routinier de la plupart des industriels français, mais cela vient surtout de ce que nos nationaux ne vont pas en Amérique pour y fonder des comptoirs et se faire ensuite les agents importateurs de marchandises de leur pays d'origine. Ils préfèrent de beaucoup le Congo, au risque d'être obligés d'en partir grâce aux compromissions d'un ministre!

.

Nous allons voir maintenant quelles sont les principales lignes de navigation qui desservent la Colombie. Ce sont :

La Compagnie générale transatlantique, avec un service tous les quatorze jours alternativement de Saint-

Nazaire et de Bordeaux. La ligne de Saint-Nazaire touche à *Puerto-Colombia*, *Cartagena* et *Colon*, et assure, par correspondance, le service des ports du Pacifique, pour lesquels elle donne des connaissements directs. La ligne de Bordeaux prend également du fret du Havre, qu'elle quitte trois jours avant la date fixée pour le départ de Bordeaux. Elle touche à *Puerto-Colombia* et à *Colon*, et assure, par correspondance, le service des ports du Pacifique, pour lesquels elle donne, comme à Saint-Nazaire, des connaissements directs.

La Compagnie générale transatlantique prévoit un service direct de Saint-Nazaire à San-Francisco pour l'époque de l'ouverture du canal de Panama¹. Cette ligne ne pourra naturellement faire autrement que de toucher à Colon, mais il est très probable qu'elle desservira aussi Puerto Colombia.

La Royal Mail St. Packet Company, avec un service tous les quatorze jours de Southampton. Elle touche à *Colon*, *Sabanilla*, *Cartagena* et transborde pour le Pacifique. Elle donne aussi des connaissements directs pour les ports de cet Océan. La Royal Mail vient de fusionner avec la *Pacific Steam Navigation Company*², compagnie qui fait le service des principaux ports du Brésil, de l'Argentine, du Chili, du Pérou et, dans cer-

1. François Mange, *le Canal de Panama et le Tonnage maritime. Revue de Paris*, 1^{er} juillet 1912.

2. Renseignement donné par M. Mange, *op. cit.*

ains voyages, de l'Équateur¹, et d'acheter la *Union Castle Line*.

La Veloce. Départ de Gênes, une fois par mois. Cette compagnie italienne touche à *Sabanilla*, *Cartagena*, *Port Limon*, *Colon*, et dessert le Pacifique par transbordement.

La Compañia Trasatlantica de Barcelone. Départ une fois par mois, escales à *Colon*, *Sabanilla*, *Barranquilla*², *Cartagena*.

La Hamburg American Linie d'Hambourg. Départs tous les quatorze jours. Cette compagnie prend la plus grande partie de son fret à Anvers, et dessert Colon et les ports environnants. Elle a racheté, en 1912, la *Kosmos Linie*, ligne du Pacifique (Sud et Amérique Centrale).

La Leyland and Harrisson Line, dont le port d'attache est Liverpool, qui dessert deux fois par mois *Puerto-Colombia* et *Cartagena*³.

La Kosmos Linie (fondue avec la *Hambourg American Linie*), compagnie allemande d'Hambourg, qui

1. Pour ce service, elle a fusionné avec la Compagnie Lamport et Holt.

2. Bien que les itinéraires de cette compagnie indiquent Barranquilla, ce ne peut être que par transbordement, car les navires de haute mer ne peuvent franchir l'embouchure du Magdalena.

3. Cette ligne est citée par M. Jahay comme desservant la Colombie. Nous reproduisons ce renseignement sous toutes réserves, car si nous connaissions bien les services de la *Harrisson line* sur le Brésil et l'Argentine, nous n'aurions jamais entendu parler de son service sur Colon.

prend la plus grande partie de son fret à Anvers. Départs deux fois par mois. Cette ligne passe par Magellan, et dessert tous les ports du Pacifique, parmi lesquels *Buenaventura* en Colombie.

En dehors de ces lignes directes avec l'Europe, la Colombie est reliée avec ce continent par New-York. *Puerto-Colombia* et *Cartagena* communiquent avec New-York par :

1° *La Royal Mail St. Packet Company*, de Southampton ;

2° *L'Atlas Line*, service combiné de la Hamburg American Linie ;

3° *La Leyland and Harrisson Line* de Liverpool.

Nous avons vu¹ que l'*United fruit Company* avait un service de vapeurs entre *Santa-Marta* et la *Nouvelle-Orléans* ; la capitale du Magdalena est aussi reliée à New-York directement par l'*Atlas Line*.

Les ports de Colombie sur le Pacifique sont visités par les vapeurs de la *Kosmos Linie*, qui leur apportent non seulement les marchandises d'Europe, mais celles des Républiques voisines du Chili, du Pérou, de l'Équateur et de l'Amérique centrale ; par la *Pacific Steam Navigation Company* et par des lignes de navigation sud-américaines (*lignes chiliennes*).

A l'ouverture du canal de Panama, la Compagnie chilienne, jadis protégée de la *Pacific Steam Naviga-*

1. Voir *supra*, chapitre v.

tion, établira une ligne de Valparaiso à New-York¹ en passant par le canal, bien entendu. Cette nouvelle ligne, qui desservira certainement Tumaco et Buenaventura, sera très utile à la Colombie, car elle lui permettra d'expédier rapidement aux États-Unis les produits de ses départements du Pacifique et d'introduire, sans transbordement, les machines dont elle a besoin pour perfectionner ses cultures et exploiter ses mines.

Postes et Télégraphes. — Le service des postes a été organisé en Colombie aux premiers temps de l'Indépendance. Depuis le 1^{er} juillet 1891, la Colombie fait partie de l'Union postale universelle.

Le service des postes est régulièrement organisé en Colombie. De Bogotá, on expédie des correspondances et des colis postaux par dix voies différentes; on y reçoit les courriers d'outre-mer, venant des ports de l'Atlantique, tous les six jours.

Les journaux jouissent de la franchise de port dans l'intérieur du pays. Quant aux lettres ordinaires, elles paient 2 centimes or pour l'intérieur du pays et 5 centimes² pour Panama et l'étranger par 15 grammes³.

Toutes les villes importantes de Colombie sont

1. Mange, *op. cit.*

2. Un centime de peso or valant 0 fr. 05 de notre monnaie, les 5 centimes de peso représentent 0 fr. 25, soit l'affranchissement habituel.

3. Probablement maintenant par 20 grammes, tout au moins pour l'Union postale.

reliées entre elles par le télégraphe. De Bogotá, partent 15 lignes télégraphiques, qui la mettent en communication avec tous les départements de la République et avec l'étranger et vont jusqu'aux limites extrêmes du pays.

Cette branche de service public a pris en Colombie un développement considérable pendant les dernières années, comme le prouvent les chiffres suivants :

Mouvement intérieur de correspondance :

1911. Pièces postales ayant circulé sur les différentes lignes.	4.882.888
1912. Pièces postales ayant circulé sur les différentes lignes.	5.936.779
Augmentation en faveur de 1912.	<u>1.053.891</u>

Mouvement international de correspondance :

1911. Pièces postales sorties de la République à destination de différents pays en 1911	672.313
1912. Pièces, etc., sorties en 1912.	<u>1.044.256</u>
Augmentation en faveur de 1912.	371.943

De l'étranger, il est entré en Colombie :

1911. Pendant l'année 1911 : pièces postales.	2.337.659
1912. Pendant l'année 1912 : — — .	<u>3.180.998</u>
Augmentation en faveur de 1912.	843.339

600 bureaux télégraphiques fonctionnent en Colom-

bie, dont 44 ont été créés en 1912¹. Les lignes télégraphiques ne mesuraient en 1875, dix ans après la pose de la première ligne, que 2.190 kilomètres. En 1880, elles en mesuraient 3.120; en 1890, 8.049; en 1894, 11.000². En 1908, le réseau télégraphique de Colombie était de 17.500 kilomètres³.

Nous donnons ci-dessous la liste des villes de la République, desservies par le télégraphe. Bien que ce soit là une énumération un peu longue, nous avons cru cependant ne pas devoir l'omettre, car elle peut rendre les plus grands services aux négociants exportateurs qui nous feront l'honneur de nous lire.

Abejorral.	Albán.	Amparo.
Achí.	Alejandría.	Anapoima.
Agrado.	Alpujarra.	Andes.
Aguachica.	Altamira.	Andorra.
Aguadas.	Alto de Palomino.	Anfora.
Agua de Dios.	Amagá.	Angelópolis.
Agualarga.	Amalfi.	Angostura.
Agupoa.	Ambalema.	Anolaima.

1. *Boletín del Ministerio de Relaciones exteriores*, tomo V, abril a julio de 1913, números 1 y 2. Bogotá 1913. Imprenta Nacional.

La Colombie a pris l'initiative d'une convention télégraphique sud-américaine afin de faciliter l'échange des télégrammes entre les différentes nations. A la suite de la note du gouvernement colombien, le directeur général des télégraphes de Bolivie a demandé, par sa lettre du 7 février 1913, au ministre d'État, de réunir un congrès international pour arriver à une entente.

2. Jalhay, *op. cit.*

3. Carte des lignes télégraphiques de la République de Colombie, levée sur l'ordre du général Reyes, président de la République, par Francisco-J. Fernández, administrateur général des Télégraphes et Téléphones. Paris, Roger et Chernoviz, éditeurs.

Anorí.	Buenavista.	Cereté.
Anserma.	Cácota.	Cerrito.
Antioquia.	Cáceres.	Cerro de San Antonio.
Apía.	Cáchira.	Ciénaga.
Aracataca.	Cachiri.	Ciénaga de Oro.
Aranzazu.	Caimito.	Circasia.
Arauca.	Cajibío.	Cisneros.
Arbeláez.	Cajicá.	Cocorná.
Arboledas.	Calabazo.	Cocuy.
Arjona.	Calamar.	Coello.
Armenia (<i>Antioquia</i>).	Calarcá.	Cogua.
Armenia (<i>Cauca</i>).	Caldas.	Colombia.
Aspasica.	Calera.	Concepción.
Ayapel.	Cali.	Concepción.
Banco.	Caloto.	Concordia.
Baranoa.	Camarones.	Concordia.
Baraya.	Cambao.	Contratación.
Barbacoas.	Campamento.	Convención.
Barberí.	Camperucho.	Copacabana.
Barbosa.	Campoalegre.	Corinto.
Barichara.	Candelaria.	Corozal.
Barrancas.	Candelaria (<i>El Valle</i>).	Corozal.
Barranquilla.	Cañasgordas.	Carrales.
Balalcázar.	Caparrapi.	Cotopriz.
Belén.	Capitanejo.	Cúcuta.
Betulia.	Cáqueza.	Cucutilla.
Boavita.	Caracoli.	Cucunubá.
Bochalema.	Caramanta.	Cunday.
Bogotá.	Carare.	Curiti.
Bolívar (<i>Santander</i>).	Carmen (<i>Antioquia</i>).	Chaparral.
Bolívar.	Carmen (<i>Bolívar</i>).	Chapinero.
Bolívar (<i>Antioquia</i>).	Carmen (<i>Chocó</i>).	Charalá.
Bolívar (<i>Cauca</i>).	Carmen (<i>Cundinamarca</i>).	Chía.
Bordo.	Carmen de Yacopí.	Chimá (<i>Bolívar</i>).
Brotaré (<i>Santander</i>).	Carmen de Ocaña.	Chimá.
Bucaramanga.	Carmen de Viboral.	Chinácota.
Buenaventura.	Carmen de Apicalá.	Chinú.
Buenavista.	Carnicerías.	Chipaque.
Buenos Aires.	Carolina (<i>Antioquia</i>).	Chiquinquira.
Buga.	Cartagena.	Chiriguaná.
Bugalagrande.	Cartago.	Chiscas.
Buriticá.	Casabianca.	Chita.

Chitagá.	Girardot.	Jericó (<i>Antioquia</i>).
Choachí.	Girardota.	Jericó (<i>Tundama</i>).
Chocontá.	Girón.	Jerusalén.
Dagua.	Gómez Plata.	Jesús del Río.
Dibulla.	Gonzales.	Jordán.
Dolores.	Gramalote.	Jordán.
Don Diego.	Guacamayas.	Junín.
Don Matias.	Guaca.	Juntas de Apulo.
Duitama.	Guacarí.	Jesús Maria.
El Cedro (<i>Antioquia</i>).	Guachetá.	Labateca.
El Colegio.	Guadalupe.	Labranzagrande.
El Tigre.	Guadalupe (<i>Huila</i>).	La Ceja.
El Hospicio.	Guaduas.	La Cruz (<i>Nariño</i>).
Encino.	Guáimaro.	La Cruz (<i>Santander</i>).
Enciso.	Guamal.	La Dorada.
Entrerrios.	Guamo (<i>Bolivar</i>).	La Gloria.
Envigado.	Guamo (<i>Tolima</i>).	La Mesa.
Espinal.	Guapotá.	La Paila.
Estrella.	Guarne.	La Paz.
Facativá.	Guasca.	La Paz.
Filadelfia.	Guataquí.	La Plata.
Filandia.	Guatavita.	La Unión.
Floresta.	Guatapé.	La Unión.
Florida.	Guateque.	Landázuri.
Fómeque.	Guayabal.	La Uvita.
Fonseca.	Güicán.	La Vega.
Fredonia.	Hato (<i>Huila</i>).	La Victoria (<i>Cauca</i>).
Fresno.	Hatoviejo (<i>Bolivar</i>).	La Palma.
Frias.	Heliconia.	Lebrija.
Frontino.	Heredia.	Leiva.
Funza.	Hobo.	Lenguazaque.
Fusagasugá.	Honda.	Lérída.
Gachalá.	Ibagué.	Libano.
Gachancipá.	Icononzo.	Liborina (<i>Antioquia</i>).
Gachetá.	Inzá.	Loma de Corredor.
Galán.	Ipiales.	Lorica.
Galeras.	Iquira.	Los Negritos.
Gamarra.	Itagüí.	Los Santos.
Gámeza.	Ituango.	Macanal.
Garagoa.	Jamundí.	Machetá.
Garzón.	Jardín.	Madrid.
Gigante.	Jenesano.	Magangué.

Mahates.	Ortega.	Puerto Berrio.
Majagual.	Ovejas.	Puerto Colombia.
Málaga.	Pácora.	Puerto Niño.
Manatí.	Pacho.	Puerto Santos.
Manizales.	Padua.	Pulí.
Manzanares.	Paicol.	Purificación.
Margento.	Paipa.	Quetame.
Marinilla.	Pajarito.	Quibdó.
Mariquita.	Palermo.	Quipile.
Marmato.	Palmira.	Ramiriquí.
Marulanda.	Palomino.	Ráquira.
Marroquin.	Palomino.	Ráudal.
Matanza.	Pamplona.	Remedios.
Medellín.	Pandi.	Remolino.
Medialuna.	Paso.	Retiro.
Medina.	Pasto.	Ricaurte.
Melgar.	Pedraza.	Ricaurte (<i>Nariño</i>).
Mercaderes.	Pensilvania.	Río de Oro.
Miraflores.	Peñol.	Riofrío.
Mogotes.	Pereira.	Riohacha.
Molagavita.	Pesca.	Rionegro.
Molino.	Piedecuesta.	Rionegro.
Mompós.	Piedrancha.	Riosucio (<i>Caldas</i>).
Moniquirá.	Piedras.	Roldanillo.
Mongua.	Pinto.	Rosario de Cúcuta.
Montería.	Piñón.	Rosario (<i>Nariño</i>).
Morales.	Pital.	Sabanalarga.
Moreno.	Pitalito.	Saboyá.
Mosquera.	Pivijay.	Sahagún.
Mutiscua.	Plato (<i>Magdalena</i>).	Salamina (<i>Caldas</i>).
Muzo.	Popayán.	Salamina.
Nariño.	Pore.	Salazar.
Natagaima.	Pradera.	Salento.
Neira.	Prado.	Salgar (<i>Antioquia</i>).
Neiva.	Prado.	Salina de Chita.
Nemocón.	Providencia.	Saloa.
Nocaima.	Puebloviejo.	Saltillo.
Nunchía.	Maripi.	Samacá.
Ocaña.	Pueblonuevo.	Sampués.
Oiba.	Puente del Común.	San Antonio.
Onzaga.	Puente Nacional.	San Antonio.
Orocué.	Puerto Aquileo.	San Antonio de California.

San Andrés.	Santa Rosa de Viterbo.	Sutamarchán.
San Andrés.	Santa Sofia.	Tabio.
San Andrés.	Santander.	Talaigua.
San Benito.	Santana.	Tamalameque.
San Cayetano.	Santana.	Támara.
San Carlos.	Santuario.	Tame.
San Clemente.	Sasaima.	Tambo.
San Estanislao.	Sátivanorte.	Támesis.
San Fernando.	Segovia (<i>Antioquia</i>).	Tasco.
San Fernando.	Segovia (<i>Caldas</i>).	Tausa.
San Francisco.	Sesquilé.	Tena.
San Francisco.	Sevilla.	Tenerife.
San Gil.	Silos.	Tenjo.
San Jacinto.	Silvia.	Tenza.
San Jerónimo.	Simacota.	Teorama.
San Joaquin.	Simaña.	Tibaná.
San José (<i>Nariño</i>).	Simijaca.	Tibirita.
San Juan de Cesar.	Sincé.	Timaná.
San Juan.	Sincelejo.	Timbío.
San Juan.	Sincerín.	Titiribí.
San Luis.	Sitionuevo.	Toca.
San Luis.	Soacha.	Tocaima.
San Lorenzo.	Socha.	Tocancipá.
San Marcos.	Soatá.	Toledo.
San Pablo.	Socha (<i>Tundama</i>).	Tolú.
San Pedro.	Socorro.	Tomarrazón.
San Pedro (<i>Cauca</i>).	Socotá (<i>Tundama</i>).	Tona.
San Pedro.	Sogamoso.	Toro.
San Rafael.	Soledad (<i>Tolima</i>).	Trinidad.
San Roque.	Sonsón.	Tuluá.
San Salvador.	Sopetrán.	Tunia.
San Vicente.	Sopó.	Tunja.
San Vicente.	Sotaquirá.	Túquerres.
San Vicente (<i>Cauca</i>).	Suaita.	Tumaco.
Santo Domingo.	Subachoque.	Turbaco.
Santa Bárbara.	Sucre (<i>Bolívar</i>).	Turmequé.
Santa Isabel.	Suesca.	Tuta.
Santa Librada.	Supía.	Tutunendo.
Santa Marta.	Suratá.	Ubalá.
Santa Rosa de Cabal.	Susa.	Ubaque.
Santa Rosa de Osos.	Susacón.	Ubaté.
Santa Rosa.	Susumuco.	Une.

Unión.	Vetas.	Viotá.
Uribe.	Vianí.	Yacopi.
Urrao.	Victoria.	Yaguará.
Usiacurí.	Villahermosa.	Yarumal.
Útica.	Villamaría.	Yolombó.
Vahos.	Villanaria.	Zambrano.
Valencia.	Villanueva.	Zapatoca.
Valdivia.	Villanueva.	Zapatoza.
Valparaiso.	Villapinzón.	Zaragoza.
Valledupar.	Villavieja.	Zipaquirá.
Vélez.	Villavicencio.	
Venadillo.	Villeta.	

Buenaventura est reliée au câble sous-marin du Pacifique, qui touche à Panama et s'unit à celui de l'Atlantique.

Par cette voie, la Colombie peut communiquer avec l'Amérique du Nord et l'Europe. De *Buenaventura*, par le câble sous-marin, elle est également reliée à *Guayaquil* (Équateur). De *Cucuta* (Norte de Santander) part une ligne télégraphique qui va à *Caracas* (capitale du Vénézuéla) en passant par *Merida* et *Trujillo* (Vénézuéla). Par la voie du Vénézuéla et La Guayra, port de Caracas, la Colombie peut donc aussi établir des relations télégraphiques avec les autres pays.

Un câble sous-marin relie les ports de *Cartagena*, *Barranquilla*, *Santa Marta* et *Rio Hacha*. Enfin un câble sous-marin est projeté, qui unira *Puerto-Colombia* à *Kingston*.

La Colombie possède deux stations radiotélégraphiques : *Santa Marta* et *Cartagena*. D'après le contrat passé avec la Compagnie allemande *Gesellschaft für*

*Drahtlose télégraphie M B II*¹, chargée de l'établissement du poste de Cartagena, ce port doit pouvoir communiquer avec l'île de *Cuba* et recevoir pendant la nuit des communications directes de *New-York*. Le poste de *Cartagena* a été inauguré en août 1913 et à peu près à la même époque, on a envoyé d'Europe les appareils nécessaires pour la station de télégraphie sans fil des îles de *San-Andrés de Providencia*, département de Bolivar².

1. *Diario oficial*, 4 juin 1912, n° 14609.

2. *Le Figaro*, 15 août 1913.

CHAPITRE VIII

Change et situation monétaire. — Dette nationale. — Budget. — Impôts. — Banque d'émission à monopole. — Banque hypothécaire.

Les difficultés économiques dans lesquelles la Colombie se débat depuis de nombreuses années, proviennent du *change*.

Les causes qui rompent l'équilibre des valeurs monétaires entre une nation et d'autres nations et créent un change à son détriment peuvent être nombreuses, mais elles se ramèneront presque toujours aux types suivants :

Baisse de la valeur du métal argent.

Rareté des traites sur l'étranger.

Émission exagérée de papier-monnaie et

Discrédit qui en est fatalement la conséquence.

Quand le papier-monnaie est émis, soit par une

banque d'État, obéissant aux ordres du gouvernement, soit par l'État lui-même, il n'a d'autre valeur que la confiance des nationaux dans leur gouvernement; ce n'est plus une véritable monnaie comme le billet de banque, monnaie dont il existe une contre-partie, soit en métal précieux, soit en créance à date fixe généralement garantie par plusieurs signatures de premier ordre, et toujours remboursable en or, mais un simple titre contre l'État, dont ni l'échéance, ni la conversion en espèces ne sont garanties. On comprend que dans ces conditions, la confiance seule dans la bonne administration du gouvernement, dans sa moralité et sa solvabilité, donne une valeur d'échange au papier-monnaie. Quand un État n'a émis de billets que très modérément par rapport à la richesse que représentent son domaine privé et ses ressources budgétaires, ce papier, en raison de la grande confiance qui règne aussi bien dans le pays émetteur qu'à l'étranger, ne subit aucune dépréciation. Mais si un État, pour régler ses dépenses, auxquelles les impôts ne suffisent plus, émet du papier-monnaie en quantité excessive, la défaveur s'attache immédiatement à ce papier, qui n'est plus accepté pour la valeur en or qu'il représente, mais seulement pour celle qu'on lui attribue, en raison des risques que l'on pense courir en l'acceptant. C'est là ce qui est arrivé en Colombie.

Voici brièvement quelle a été l'évolution du change dans cette République depuis cinquante ans :

Jusqu'en 1863, on peut dire que la monnaie d'or a circulé abondamment. Mais les importations étant bien supérieures aux exportations, l'émigration de l'or commença. Quand le nombre des lettres de change sur l'étranger est insuffisant, il faut bien que le métal jaune s'en aille. La monnaie d'argent commença également à sortir de Colombie vers 1875. Mais les difficultés économiques de la République commencèrent réellement avec la création de la *Banque nationale*. Fondée en 1880 par la loi 39, elle eut, dès le début, un caractère absolument officiel, car les actions émises dans le public ne furent jamais souscrites. De 1881 à 1884, tout alla bien : les billets émis par cette banque d'État furent échangés contre de l'argent à vue et au pair ; on pouvait donc les considérer comme équivalents aux pièces d'argent. Mais pendant la guerre civile de 1884, il y eut une véritable panique. Tout le monde courant à la Banque nationale pour échanger ses billets, le gouvernement prit la mesure radicale de suspendre les paiements en espèces¹. Un autre désastre suivit cette décision : ce fut la loi du 20 décembre 1886 (loi 87), qui déclarait les billets de la Banque nationale non convertibles et de cours forcé, et décidait qu'ils constitueraient la seule monnaie légale en Colombie et que toute convention ne pourrait être conclue en une autre monnaie. C'était la voie ouverte aux émissions exagérées, la tentation pour le

1. Décret n° 1104 de 1885.

gouvernement de chercher ses ressources non dans l'impôt ou l'emprunt, chose qui n'est pas toujours facile, mais dans le moyen si simple d'un tirage d'imprimerie ! Quand nos bons rois de France, souvent eux aussi à court de ressources, frappaient monnaie à cœur joie, ils donnaient au moins du métal ; imitant la Révolution française, là où elle n'était pas à copier, le gouvernement colombien n'a donné que du papier. Comme l'a dit très justement un ancien ministre d'État de Colombie, M. Quijano Wallis¹, « si l'on ne se persuade pas que la pierre lithographique n'est pas une pierre philosophale, et que les billets inconvertibles et de cours forcé ne sont pas une monnaie mais des titres de dette publique représentatifs d'un emprunt chronique, forcé et progressif ; si on n'essaye pas de fermer pour toujours les caisses d'émission ; si on n'adopte pas un plan fiscal pour l'amortissement graduel du papier et le rétablissement de la circulation métallique, en créant de nouveaux impôts portant sur la richesse, ... la République arrivera par une pente rapide à la ruine complète et la misère frappera à la porte de tous les foyers... »

Elle n'y est pas arrivée heureusement. M. Wallis écrivait en 1894 et des mesures énergiques ont été prises depuis pour enrayer le mal ; mais revenons en 1886.

Quelque temps après la promulgation de la loi 87

1. Quijano Wallis, *Estudios, discursos y escritos varios*. Paris 1908. Roger et Chernoviz. (Articles publiés dans *El Herald* en 1894.)

qui instituait le cours forcé, les besoins augmentant sans cesse, une loi fut votée (loi 124) qui portait à 12 millions de piastres le maximum des billets que pouvait émettre la Banque nationale. Tant que ces 12 millions de piastres circulèrent, il n'y eut pas grand mal ; le change variait peu chaque jour : un, deux ou trois points, selon le mouvement d'achat ou de vente des lettres de change sur l'extérieur, mais il était fatal que, la porte étant ouverte aux émissions, le gouvernement ne s'en tiendrait pas là, et que chaque besoin d'argent nouveau serait suivi d'une visite à la *pierre lithographique*. C'est effectivement ce qui eut lieu : chaque budget présentant un déficit, le ministère, pour y parer, fit émettre de nouveaux billets.

Quand arriva la terrible révolution de 1899 qui dura trois ans, le gouvernement, pour faire face aux dépenses de la guerre civile, dut émettre du papier-monnaie d'une façon ininterrompue. Le papier manquant, on alla jusqu'à tirer les billets sur des feuilles de cahiers d'école ! Inutile de dire que le change suivait la progression des tirages. En 1874, il était de 2,55 (soit 2 1/2) pour 100 ; en 1884, de 26,66 pour 100 ; en 1894, de 165,33 ; en 1897, de 148,50 ; en 1898, de 180 ; en 1900, de 962,16 ; en 1901, de 2.640 et en 1902 de 9.616¹ Au plus fort de la guerre, le change atteint le chiffre fantastique de 18.900 pour 100 en octobre 1902² !

1. *Estadística anual de Colombia*, 1903.

2. Jalhay, *op. cit.*

Pendant que le change montait dans ces proportions phénoménales à Bogotá et dans l'intérieur de la Colombie, il arriva, rapporte M. Aubert¹ que, par suite de l'impossibilité de communiquer avec l'intérieur du pays, les villes principales de la côte se trouvèrent manquer de moyens financiers. Le gouverneur de Barranquilla procéda à une émission de papier-monnaie d'environ 20 millions de piastres et prit sur lui de garantir que ce papier-monnaie aurait cours forcé et qu'il serait remboursé par le gouvernement national à la fin des hostilités. Mais cette émission de papier fit monter le change d'une façon plus considérable encore dans les départements de la côte. Le commerce ne voulut pas les recevoir à moins d'une forte dépréciation sur le cours du papier national, parce qu'il craignait que le gouvernement central ne remplaçât pas ces 20 millions de billets, émis par le gouverneur, par des billets de la Banque nationale... Ce fut un deuxième change qui s'ajoutait au premier!

D'après des renseignements que M. Aubert a recueillis sur place, au mois de janvier 1901, le total des émissions de billets de banque aurait atteint environ 110 millions de piastres². Nous avons vu que la loi 87

1. Georges Aubert, *Les nouvelles Amériques*. Paris, sans date (probablement 1900-1901).

2. M. Loraine Petre, dans l'ouvrage que nous avons déjà cité, parle d'un rapport officiel du gouvernement colombien, évaluant le chiffre du papier-monnaie émis par le gouvernement central à 600 millions de piastres et celui des provinces à 100 millions, soit

avait fixé le chiffre maximum du papier-monnaie à 12 millions de piastres. En quinze ans le gouvernement colombien aurait donc émis près de 100 millions de piastres, chiffre absolument déraisonnable, nullement en rapport avec la richesse publique et avec les ressources de l'État. Qui pourrait s'étonner dans ces conditions de la hausse croissante du change dans l'infortunée République, pendant cette période troublée? Nous avons vu qu'au plus fort de la guerre il avait atteint 18.900 pour 100; peu après, en 1903, il redescendit à 9.616; en 1904, il fut de 9.841 et en 1905 de 10.091¹. Depuis il s'est maintenu à 10.000 pour 100.

Il est évident que la monnaie fiduciaire, qui rend de précieux services quand son émission est astreinte à des règles intangibles et sa conversion en or absolument garantie, est un fléau pour un pays quand elle n'est soumise qu'au bon plaisir de gouvernements qui l'émettent sans contrôle ou avec l'approbation de chambres trop complaisantes.

Il est intéressant de reproduire ici, venant de la plume d'un Colombien de talent, M. le général Holguin, la critique de ces émissions exagérées : « La monnaie fiduciaire rend de précieux services, écrit M. Holguin², lorsque son émission est limitée par la loi. Mais du

au total 700 millions ! Il ajoute d'ailleurs que peu de gens croient à l'exactitude de ce rapport.

1. *Estadística anual de Colombia*, 1905.

2. Jorge Holguin, *Desde cerca (Asuntos Colombianos)*. Paris 1908.

moment où, légalement ou illégalement, cette limite est dépassée, le papier-monnaie perd son caractère de monnaie pour devenir un objet d'agiotage, parce qu'il n'est plus en rapport avec les recettes de l'État, ni avec les importations, ni avec la richesse publique. A l'époque où les émissions atteignirent le chiffre de près de mille millions de piastres¹, il était incontesteable qu'elles n'étaient plus en harmonie avec les forces productives du pays, et le papier-monnaie devint, dès lors, une valeur d'agiotage, au cours capricieux, aux fluctuations incompréhensibles, aux hausses et baisses inexplicables, déconcertantes, qui furent la cause de grandes richesses et de plus nombreuses ruines encore. »

Il est certain que la Colombie, malgré ses précieuses richesses naturelles, l'intelligence et l'activité de ses nationaux, serait arrivée à la ruine pour peut-être ne s'en relever jamais ou, ce qui eût été pire pour sa dignité, serait devenue la proie de quelque grande puissance avide de colonies nouvelles, si gouvernement et Congrès n'avaient pris enfin plusieurs mesures énergiques. Ce furent la loi de 1903, la suppression de la Banque nationale et la loi de 1905. Enfin, tout récemment, un projet de contrat avec une grande banque française, a été soumis par le ministre des Finances à l'approbation des Chambres. Autant que nous pouvons

1. Voilà un troisième chiffre pour le quantum de papier-monnaie émis en Colombie ! Il est difficile de savoir quel est le vrai.

nous en rendre compte, par les documents que nous avons en main, ce serait le relèvement complet de la situation financière de la Colombie. Nous en reparlerons un peu plus loin.

La loi de 1903 a eu pour but le règlement du système monétaire et le rachat du papier-monnaie. En voici les points principaux :

« L'unité monétaire du pays est le dollar or de 1.672 milligrammes de poids total, dont 900 milligrammes d'or fin, c'est-à-dire, le dollar or des États-Unis. Les pièces d'or des autres pays pourront circuler librement aussi bien que les pièces en argent de 835 et 900 millièmes.

« *Les émissions futures de papier-monnaie, qu'elles émanent du gouvernement central ou des gouvernements départementaux, sont absolument prohibées, en temps de guerre comme en temps de paix.*

« Le papier-monnaie légalement émis jusqu'ici par les gouvernements national et départementaux conservera son caractère de cours forcé, mais sous les conditions suivantes : a). Dans les transactions publiques ou privées, les parties pourront à leur volonté stipuler leurs contrats payables en or ou en papier-monnaie. b) Lorsque le paiement aura été mentionné en or dans le contrat, il pourra cependant être effectué en papier-monnaie, mais au cours du change du jour du paiement. c) Dans les départements et provinces où l'argent a eu cours jusqu'à présent, cette monnaie

gardera son caractère de moyen intermédiaire en relation avec l'unité or, suivant le prix de l'argent au marché¹. On pourra faire des contrats payables en monnaie d'argent. *d*) Les obligations déjà contractées ou qui pourront être contractées avec des maisons ou des personnes étrangères, devront être exécutées conformément aux prescriptions de l'article 203 du Code de commerce². *e*) Les obligations contractées en *monnaie courante*, dans lesquelles on n'a pas spécifié quelle serait cette monnaie, doivent s'entendre en papier-monnaie.

« Il est créé un nouveau conseil, sous le nom de *Consejo de amortización nacional*³, composé de 5 membres dont 2 nommés par le Sénat, 2 par la Chambre des députés et 1 par le pouvoir exécutif : *a*) L'or amassé par le conseil doit être vendu par lots de 1.000 dollars (ou pesos) aux enchères pour du papier-monnaie. *b*) Le papier-monnaie que le conseil amas-

1. Cette formule n'est pas claire. Elle semble dire cependant que l'argent sera pris pour sa valeur de lingot et non sa valeur théorique, indiquée sur les pièces.

2. Article 203 du Code de commerce : « Si dans les contrats dont il est fait mention dans la première partie de l'article 202, on a déclaré obligatoires les monnaies ou mesures légales du lieu où ils ont été célébrés, celles-ci seront converties, par convention des parties, ou au jugement des experts, en monnaies et mesures légales de Colombie, à l'époque de l'accomplissement. La même règle sera applicable quand, dans les contrats célébrés dans l'État de Panama, il aura été stipulé que la livraison ou le paiement doivent se faire en monnaies ou mesures étrangères. (L'article 48 de la loi de 1907 confirme cette doctrine.)

3. Conseil d'amortissement national.

sera au moyen de la vente ci-dessus et des contributions, doit être brûlé publiquement. *d)* Le conseil doit fixer jour pour jour le taux du change¹ basé sur les transactions effectuées dans le marché, et ce taux comptera dans les affaires judiciaires.

« Le conseil fondera d'autres conseils dans le pays pour l'échange des billets détériorés : il les achètera et les brûlera.

« Les sources de revenus suivantes seront à la disposition du conseil pour l'amortissement du papier-monnaie : le revenu des mines d'émeraudes de *Muzo* et *Casquez*, des mines de *Santa Ana*, *La Manta*, *Supia* et *Marmato*, de la pêche des perles ; le produit de l'exploitation des forêts nationales, les droits de phare et

1. Le gouvernement d'un pays ne doit pas et ne peut pas fixer le taux du change officiellement. Les décisions du pouvoir exécutif prétendant régler le change nous ont toujours paru aussi bizarres que celles qui voudraient dicter le cours des blés. Les lettres de change, payables en or dans le pays de leurs bénéficiaires, sont une sorte de marchandise pour le banquier, que celui-ci entend naturellement ne pas vendre à perte. L'établissement du change à un taux fixe, comme l'a fait également il y a quelques années la République Argentine, n'est autre chose qu'une sorte de cours forcé. Si le change fixé par le gouvernement pour la conversion du papier-monnaie en or ne semble pas pour le banquier correspondre à la réalité, et ne représente pas pour lui la certitude de récupérer en or la somme exprimée sur la traite qu'il a vendue, il n'acceptera pas d'être payé en papier-monnaie au change officiel, mais seulement au change réel, basé sur les transactions journalières et la situation économique du pays, le seul qui représente pour lui l'ensemble de probabilités et de quasi-certitudes dont il veut être entouré pour se dessaisir de son or. Tout ce que l'on peut admettre, c'est que le gouvernement colombien fixe *officieusement* le taux du change par le prix auquel il rachète le papier-monnaie, ce prix servant d'indication sur le marché.

de port, de tonnage, etc., les droits d'exportation y compris ceux du *tagua*. Le conseil est autorisé à affermer les mines de Muzo et Casquez pour une période de dix ans.

« Les droits de douane devront être perçus en or ou en papier-monnaie au change du jour ; les revenus des propriétés nationales, telles que les mines de Muzo, etc., seront perçus en or exclusivement. Les revenus non mentionnés ci-dessus comme devant être payés en or, pourront l'être en papier, par périodes de trois mois. Pour établir le taux du change pour les périodes de trois mois, le prix du conseil national d'amortissement servira de règle, mais pour la période des trois premiers mois, les liquidations se feront à 10.000 pour 100.

« Les membres du conseil national d'amortissement seront nommés tous les quatre ans ; exceptionnellement ceux qui ont été nommés en 1903 conserveront leurs fonctions jusqu'au 30 septembre 1908.

« Le conseil national fera une nouvelle émission de billets pour remplacer ceux qui sont détériorés (et qu'il ne rachète pas pour les détruire). Pour subvenir à ces frais, il prendra dans les fonds reçus pour l'amortissement... »

La deuxième mesure importante prise par le gouvernement colombien pour essayer de conjurer la crise économique, a été la suppression de la Banque nationale. L'histoire est là pour témoigner que les essais de banque d'État, dans la dépendance absolue du pouvoir,

n'ont jamais eu la confiance du public et ont abouti à des catastrophes et à des ruines. La Banque de *Law*, qui avait rendu au commerce de réels services, malgré le peu d'importance de son capital, a été perdue du jour¹ où elle est devenue Banque Royale. La *Caisse d'escompte*, fondée en 1776 avec des capitaux privés et jouissant d'une direction indépendante, a sombré, quand l'État ayant absorbé la plus grande partie de son capital, le gouvernement en fit une banque officielle avec cours forcé de ses billets. La Convention Nationale s'est faite l'interprète du sentiment général de la France, en décidant la suppression et la liquidation de la Caisse d'escompte.

« La Révolution, a dit Courcelle-Seneuil, avait laissé la France sous le régime de la liberté des banques, et aucune disposition n'a empêché jusqu'à la fin du siècle dernier² l'émission de billets à vue ou au porteur. Quand se fut terminée la catastrophe des assignats et des mandats territoriaux, *quand le gouvernement eut cessé d'émettre du papier-monnaie*, le crédit réapparut... Dans cette courte mais difficile période des dernières années du XVIII^e siècle, les banques libres rendirent de grands services au commerce, sans donner lieu à aucun abus, sans provoquer aucune plainte... »

Quand fut fondée la *Banque de France*, malgré son

1. 4 décembre 1718.

[3] 2. Courcelle-Seneuil écrivant au XIX^e siècle, il s'agit de la fin du XVIII^e siècle.

caractère commercial et non officiel, les négociants, encore sous l'impression du désastre de la Caisse d'es-compte, eurent peur en voyant les relations étroites de cette banque avec le gouvernement. Les actions ne se souscrivant pas, le président du conseil d'administra-tion, pour dissiper cette méfiance, dut faire publique-ment un exposé des statuts de la Banque, d'où nous extrayons ce qui suit :

« La Banque n'est gouvernementale à aucun point de vue ; elle est indépendante par sa fondation même qui est le fait de particuliers ; elle est indépendante par ses statuts ; elle est affranchie des obligations qu'aurait pu lui imposer un contrat avec le gouvernement ou un acte législatif. La Banque existe sous la protection des lois générales et seulement par la volonté collective de ses actionnaires ¹. »

Nous croyons que, de ce qui précède, se dégage une conclusion bien nette : la banque d'État, entre les mains du pouvoir, est un instrument dangereux pour la fortune publique. Sans vouloir faire ici de politique ni de digressions, il ne faut pas être grand prophète pour voir comment notre trop célèbre ministre des Finances, qui ne veut pas d'emprunts, bouclerait son budget s'il était maître absolu des destinées de la Banque de France ! Heureusement qu'elle est indépen-dante et qu'elle peut opposer une barrière infranchis-

1. Rapporté par Quijano Wallis, *op. cit.*

sable aux prétentions criminelles de l'homme néfaste dont le nom est synonyme de ruine pour le commerce et l'industrie françaises, sans quoi à notre tour nous pourrions, d'une façon pratique et dans notre propre pays, étudier la question du change.

Quand il s'est décidé à supprimer la Banque nationale, le gouvernement colombien a donc sagement agi. Pour la remplacer, l'ex-président *Rafael Reyes* créa la Banque centrale dont nous avons déjà parlé au chapitre précédent¹.

La plus grosse partie du capital du *Banco central* est entre les mains des particuliers et est répartie dans l'ensemble du pays. Ce fait a son importance, car il constitue une garantie pour la paix intérieure, les intérêts des hommes qui ont de l'influence étant engagés dans cette banque qui commercialement doit désirer avant tout le maintien du gouvernement central.

La Banque centrale reçoit les revenus de l'État et en contrôle en grande partie l'administration financière. Elle est chargée du service de la dette extérieure et doit émettre les nouveaux billets de banque, en échange des vieux billets retirés de la circulation et brûlés ; elle est également chargée de concourir aux opérations nécessitées par la conversion du papier en métal.

Telle qu'elle fonctionne actuellement, la Banque centrale constitue un grand progrès sur la Banque

1. Voir *supra*, chapitre VI.

nationale, mais nous verrons un peu plus loin, afin de ne pas rompre l'ordre chronologique des événements, la nouvelle institution de crédit proposée à l'acceptation du Congrès, et dont le fonctionnement constituerait certainement une amélioration considérable de la situation financière de la République¹.

En dehors des mesures précédentes — loi de 1903 et suppression de la Banque nationale — le Congrès de 1905, pour mettre un frein à la spéculation, a voté une loi, dont nous extrayons les principaux passages² :

« Les billets de banque créés légalement par l'ancienne Banque nationale, par le gouvernement et par les départements conservent leur caractère de monnaie de cours forcé. L'indication, dans les actes civils, officiels et commerciaux, de l'espèce de monnaie, or, papier ou monnaie étrangère, est facultative.

« Dans les parties de la République où la monnaie d'argent seule circule, celle-ci conserve sa valeur, est maintenue et est reçue dans les caisses de l'État au cours du jour comparativement à l'or.

« Les engagements contractés en monnaie colombienne, et dont l'espèce n'est pas indiquée, s'entendent en or ou en leur équivalent en papier-monnaie, au cours de cent piastres papier pour une piastre or.

1. Nous n'avons pas parlé de la Banque nationale et de cette nouvelle banque au chapitre précédent, parce que leur histoire est trop intimement liée à celle du change en Colombie pour pouvoir en être séparée.

2. *Diario oficial*, 18 mai 1905.

« Le gouvernement perçoit tous ses revenus, effectue tous ses paiements en or et donne ou reçoit le papier dans la proportion d'un centavo or pour une piastre papier.

« Un fonds spécial est créé pour la conversion du papier-monnaie en métal; cette conversion sera effectuée dans la proportion de cent piastres papier pour une piastre or ¹. »

La suppression du papier-monnaie est l'objet des sollicitudes du gouvernement colombien, qui dans chaque budget réserve une somme importante pour le rachat des billets en circulation ou l'annulation d'une partie de ceux reçus en paiement des impôts ou autres redevances, ce qui revient au même.

La nécessité de doter la Colombie d'une banque établie sur le modèle de la Banque de France, se fait sentir d'une façon indubitable, non seulement par la nécessité de régulariser la circulation de la monnaie fiduciaire, mais encore pour faciliter l'importation de capitaux, venant suppléer à l'insuffisance du *fonds de roulement* du pays. Malgré les efforts des établissements de

1. Pour la loi de 1903, nous n'avons pas pu consulter le *Diario oficial* de cette même année et l'avons reproduite d'après M. Loraine Petre, auteur très sérieux et digne de confiance. Néanmoins il y a tant d'analogie entre les lois de 1903 et 1905 que nous nous demandons si ces deux lois n'en feraient pas une seule. Cependant le paragraphe où il est dit que les membres nommés en 1903 conserveront exceptionnellement leurs fonctions jusqu'en 1908, implique que la première loi est bien de 1903, et d'autre part le *Journal officiel* du 18 mai 1905, certifie la date de 1905 pour la deuxième loi.

crédit de la capitale et des départements, il est certain qu'ils ne peuvent arriver à satisfaire toutes les demandes de capitaux, de plus en plus nombreuses, en raison du développement de la République. D'autre part, les banques nationales, formées avec des capitaux du pays, habitués à une forte rémunération, sont obligées, pour donner un bon dividende, de prêter à un intérêt élevé, ce qui empêche et retarde le développement naturel du commerce, de l'agriculture et autres industries, et ne facilite pas la modification rapide de la situation économique de la Colombie.

C'est pour arriver à satisfaire toutes ces nécessités primordiales que le gouvernement colombien vient de passer un contrat avec une banque française, la Banque Dreyfus et C^{ie} de Paris, qu'il a soumis à l'approbation du Congrès de 1913¹. Si ce contrat est approuvé, la Colombie sera dotée, dit-on, en un temps très court de ressources nouvelles qui ne seront pas inférieures à \$ 20.000.000.

La maison Dreyfus et C^{ie} s'est assuré, pour la préparation des contrats, le concours d'une haute capacité financière de Paris, M. Pallain, gouverneur de la Banque de France, de telle sorte qu'il a été tenu compte à la fois des intérêts des capitalistes français et

1. Nous ne connaissons cette Banque que de nom, et n'entendons nullement ici lui faire réclame ou publicité, mais nous avons trouvé sa combinaison avec le gouvernement colombien intéressante et avons cru devoir la rapporter ici.

de ceux de la Colombie. MM. Dreyfus et C^{ie} non seulement apporteront leurs capitaux pour la formation de leurs banques dans la République, mais encore, grâce à leur crédit et à leurs relations étendues, seront en tous temps en mesure de prêter une aide précieuse aux banques colombiennes.

En présence de la gravité et de la fréquence des crises financières modernes; devant la nécessité de défendre le stock métallique, exposé à disparaître dans quelque circonstance imprévue économique ou financière, presque toutes les nations ont adopté le monopole d'émission; elles ont organisé des institutions puissantes, capables de donner à l'État et à la communauté commerciale, l'aide précieuse que certaines circonstances demandent et que des banques dispersées, sans lien de solidarité les rattachant, disséminées à de longues distances, ne sont pas en état de prêter. Toute l'Europe a adopté le monopole d'émission.

Lors de la dernière crise américaine en 1907, sans l'aide de la France et de l'Angleterre, les États-Unis, où la liberté d'émission existe, ne se fussent pas sauvés d'un formidable désastre financier. Une banque unique d'émission, indépendante de l'État, bien que sous sa surveillance, est le type qu'il faut adopter. Cela n'empêche pas l'existence et l'utilité d'autres banques : dans tous les pays du monde, en France notamment, la banque d'émission et les autres banques vivent en

parfaite harmonie. La nouvelle banque, dont la création est soumise à l'approbation du Congrès, sera donc investie du monopole d'émission. Le contrat passé avec elle par le ministre des Finances¹, impose à la Colombie l'obligation de retirer de la circulation tout le papier-monnaie émis, dans un délai qui ne pourra pas dépasser le 1^{er} janvier 1919. Les contractants estiment, avec raison, que l'organisation d'une banque d'émission est incompatible avec la circulation permanente du papier à cours forcé. Le gouvernement de la République pense, comme les nouveaux banquiers, qu'il est urgent d'activer l'amortissement du papier et qu'un change de 10.000 pour 100 détourne les capitaux étrangers et empêche presque complètement le développement du crédit de la Colombie à l'extérieur. Dans le cas où le gouvernement rencontrerait des obstacles pour remplir son obligation de retirer le papier dans le délai stipulé, les banquiers s'obligent à l'avance à lui prêter leur concours pour faciliter l'accomplissement de cet engagement.

Le gouvernement de la République, convaincu de l'importance de la cession du droit d'émission, s'est proposé, en le concédant, d'obtenir pour la nation les plus grands avantages possibles, c'est-à-dire non seulement la participation de l'État aux bénéfices de la Banque et à d'autres avantages, mais encore une aide

1. *Informe del ministro de Hacienda al Congreso*, 1913. Bogotá.

précieuse pour la solution d'un autre problème économique de la plus grande importance : l'importation de capitaux pour développer le crédit hypothécaire avec prêts à longues échéances et intérêt modéré. En présence de la demande formelle du gouvernement¹, et comme compensation du privilège d'émission, MM. Dreyfus et C^{ie} se sont engagés à organiser en Colombie une grande banque hypothécaire qui rendra d'incalculables services à l'agriculture nationale. Grâce à leurs efforts joints à ceux de la nation, les banquiers pourront faire des émissions de cédules hypothécaires² pour une valeur de \$ 50.000.000 et seront obligés pour commencer d'en prendre ferme pour \$ 5.000.000, dont le produit sera consacré intégralement à des prêts hypothécaires. Les obligations qui seront émises à Paris porteront la garantie du gouvernement colombien, garantie indispensable pour le facile placement des cédules, mais qui sera inutile en fait, parce que ces obligations seront garanties par le capital même de la banque et par la totalité des hypothèques constituées en sa faveur.

Il y a tout lieu de croire que la nouvelle banque, en raison des énormes demandes d'argent que vont lui faire les propriétaires de terres, ne tardera pas à

1. *Informe del ministro de Hacienda al Congreso*, 1913. Bogotá.

2. La *cedule hypothécaire* est le mot généralement employé dans l'Amérique du Sud pour désigner le titre remis en échange d'un prêt d'argent dont la contre-partie est un prêt hypothécaire. C'est l'équivalent de nos obligations du Crédit Foncier.

émettre les \$ 50.000.000 de cédules. Une fois les prêts effectués, il se produira certainement en Colombie une immense transformation et une mise en valeur de toutes ses richesses naturelles jusque dans les points les plus reculés du territoire. Cette double institution d'une banque libre d'émission et d'une banque hypothécaire semble donc arriver à son heure.

En même temps que le change, la dette extérieure a été, selon l'expression de Reclus, « une des plaies de la République colombienne ». Voici brièvement son histoire¹ :

Les premières négociations eurent lieu en 1820, alors que la grande République fondée par Bolivar existait encore, c'est-à-dire alors que Colombie, Vénézuéla et Équateur étaient encore unis. Des bons transférables furent donnés aux créiteurs de la République, portant un intérêt de 10 pour 100, payables à Londres ou 12 pour 100 payables en Colombie. Aucun intérêt ne fut payé en 1821, mais seulement en 1822, sur £ 1.759, pour un an.

En 1822, MM. Herring, Graham et Powles contractèrent (pour le compte du gouvernement) un emprunt de £ 2.000.000 à 6 pour 100, à 80, et, avant même que l'argent ne fût touché par le gouvernement, les bons

1. Nous avons pris ces renseignements dans F. Lorraine Petre, *The Republic of Colombia*, très bien renseigné, car l'Angleterre a joué un grand rôle dans les emprunts de la Colombie, et dans Henao y Arrubla, *Historia de Colombia*, tome II. Bogotá 1912.

de 1820 étaient payés d'Angleterre, avec les intérêts.

Un autre emprunt de £ 4.750.000 à 88 et demi fut fait ensuite par les soins de R. A. Goldschmidt et C^{ie}. Le gouvernement ne put pas tenir ses engagements pour ces deux emprunts.

Peu après, en 1832, la grande République fut divisée. Il fallut répartir la dette entre les trois nouvelles Républiques de Nouvelle-Grenade, Équateur et Vénézuéla. Les conférences commencèrent au début de 1833. Le Vénézuéla envoya un ministre plénipotentiaire, *Santos Michelena*, à Bogotá, et la Colombie se fit représenter par son secrétaire des Affaires étrangères, *Liño de Pombo*. Les négociations traînèrent parce qu'on attendait le représentant de l'Équateur, qui d'ailleurs ne vint pas. A la fin, les délégués Michelena et de Pombo signèrent, en décembre 1834, un traité par lequel la Nouvelle-Grenade prenait la moitié de la dette, le Vénézuéla un quart et l'Équateur le dernier quart. De la même façon devait se partager l'actif de la « grande République de Colombie. » C'est le chiffre de population, selon le recensement de 1825, qui avait servi de base à cette répartition. Le Vénézuéla approuva le traité, mais le Congrès de la Nouvelle-Grenade de 1836 le repoussa, parce qu'on n'avait pas tenu compte de la richesse des États débiteurs et que le Vénézuéla, avec moins d'habitants, était plus riche que la Nouvelle-Grenade. Mais, en 1837, un des premiers actes du nouveau président de la Nouvelle-Grenade, *José Ignacio de*

Marques, fut de demander au Congrès la révision du pacte passé avec le Vénézuéla sur la division de la dette colombienne, pendant la présidence de *Santander*. Le Congrès approuva cette proposition et une nouvelle conférence eut lieu à Bogotà en avril 1838, entre *Francisco Marcos*, représentant de l'Équateur, *Santos Michelena*, délégué du Vénézuéla et *Rufino Cuervo*, mandataire de la Nouvelle-Grenade. La conférence termina ses travaux, en parfaite harmonie, en mai 1839. La part de la Nouvelle-Grenade pour capital et intérêts fut de \$ 51.699.143,34, soit la moitié de la quantité à répartir¹. Les trois Républiques n'avaient payé qu'une très faible partie de leur dette; la Nouvelle-Grenade avait amorti environ quatre millions de piastres.

Aucun intérêt ne fut payé dans les années qui suivirent cette répartition de la dette. En 1845, un nouvel arrangement fut conclu entre les créanciers de la dette et le gouvernement, par lequel celui-ci devait donner pendant quelque temps un intérêt plus bas, pour revenir ensuite au taux convenu. En réalité, jusqu'à 1861, rien ne fut payé en tant qu'intérêt, exception faite du coupon de 1850.

En 1861, sous la présidence du docteur *Ospina*, un nouvel arrangement reconnu aux créanciers, pour

1. Le chiffre est celui de M. Henao y Arrubla, auteur de l'*Histoire de Colombie*; celui de M. Lorraine Petre est le suivant, qui équivalait à la moitié du précédent : £ 4.903.150.

capital et intérêts, une quantité légèrement supérieure à 33 millions de piastres.

Un autre emprunt de £ 200.000, contracté en 1863, par les soins de la *London and County Bank*, garanti par 15 pour 100 du revenu des mines de sel, ne fut liquidé qu'en 1881 au lieu de 1874.

Pendant la seconde présidence du docteur *Murillo Toro*, le gouvernement obtint un rabais considérable de sa dette étrangère. En 1873, la dette fut réduite à dix millions de piastres¹ moyennant l'accord appelé *Perez-O'Leary*, qui fut conclu à Bogotá entre le docteur *Felipe Pérez*, secrétaire du Trésor et *Carlos O'Leary*, ministre d'Angleterre et agent du Comité de détenteurs de bons étrangers. Cette convention fut fidèlement exécutée par la Colombie jusqu'en 1879, époque où le gouvernement du général *Trujillo* suspendit les paiements en raison de la pénurie du trésor.

En 1886, l'État devint une fois de plus « la République de Colombie », sous la constitution de la même année. En 1889, on essaya d'un nouvel arrangement avec les porteurs de bons, que ceux-ci déclarèrent injuste et ne voulurent pas accepter. Enfin, en 1896, sous la vice-présidence de *Miguel Antonio Caro*, un

1. C'est le chiffre de Henao y Arrubla. M. Loraine Petre dit « qu'en 1873, la dette extérieure s'élevait à plus de 6 millions et demi de £ et qu'un nouvel arrangement fut décidé pour sa conversion », ce qui laisse supposer qu'après la conversion le chiffre fut moindre. Nous avons donc là encore une différence très sensible entre les deux auteurs.

arrangement fut conclu dans les termes suivants :

1° Émission de nouveaux bons pour £ 2.700.000, à un intérêt (payable à Londres en or) de 1 et demi pour 100 à partir du 1^{er} janvier 1897, avec augmentation d'un demi pour 100 tous les trois ans jusqu'à arriver à 3 pour 100 par an.

2° Conversion au pair du plus grand nombre possible des bons de 1873 et des intérêts arriérés à 43 pour 100 de leur valeur nominale.

3° Accumulation d'un fond d'un demi pour 100 par an, à partir du 1^{er} janvier 1900, en l'augmentant d'un demi pour 100 par an tous les ans jusqu'à arriver à 1 et demi pour 100 par an, en vue de tout un système de compensations qu'il serait trop long d'exposer ici.

4° Obligation de faire des paiements mensuels à l'agent des possesseurs de bons, à Bogotá.

5° Obligation d'admettre pour la conversion, en ce qui concerne les nouveaux bons, les anciennes garanties laissées de côté dans la convention de 1873.

Malgré tout, la situation de la République ne s'améliora pas. Pendant les années 1897 et 1898, les dépenses, y compris le service de la dette nationale, excédèrent les revenus de 3.540.000 piastres. Il était clair que l'État, ne pouvant faire face aux dépenses ordinaires, laisserait de côté les dépenses extraordinaires et que les porteurs de bons n'auraient rien. Le paiement des intérêts des £2.500.000, émises en 1879, cessa avec l'avènement de la Révolution qui désorga-

nisa le pays de 1900 à 1903. En 1903 vint s'ajouter l'insurrection de Panama, dont l'indépendance, grâce à la lâcheté des grandes puissances, fut proclamée partout et suivie de reconnaissance officielle.

Après la conclusion du traité *Hay-Harran* relatif à Panama, les porteurs de bons reprirent confiance, mais le Sénat colombien ne voulut pas ratifier l'accord¹. Le département en révolte de Panama fut invité à prendre à son compte une part de la dette, ainsi que l'avait fait la Colombie, lors de la division de la Grande République. Mais celui-ci consentait seulement à prendre à sa charge une part proportionnelle à sa population, sans tenir compte de toutes les sommes qu'il recevait ou allait recevoir pour la cession de la zone du canal et son exploitation future. Il exigeait même, avant tout compromis, que son indépendance fût reconnue par la Colombie. La dignité de la Colombie s'opposait à ce qu'elle ratifiât, pour une question d'argent, un acte de révolte, et son refus de soumettre la question à un arbitrage, fut chose naturelle. D'ailleurs le président des États-Unis, qui avait été mis en avant, comme arbitre, par les porteurs de titres, refusa de se mêler de cette affaire.

Des négociations entre l'agent des porteurs étrangers et la Colombie recommencèrent dès que *Rafael Reyes* eut été nommé président, mais elles n'about-

1. Voir *infra*, chapitre IX.

tirent pas en raison de l'obstruction faite par la Chambre.

Après la réunion de l'Assemblée nationale, les progrès furent rapides et finirent par une convention, suivant laquelle le montant de la dette extérieure devait être, conformément à l'accord de 1896, de £ 2.700.000 pour le capital et de £ 351.000 pour les intérêts, en tout £ 3.051.000. De nouveau, le gouvernement de la Colombie entreprit d'effectuer le paiement de sa dette, par un coupon de 2 et demi pour 100 au 1^{er} janvier 1906 et de 3 pour 100 pour l'avenir. Quant à l'amortissement, il fut différé, à la demande du gouvernement, jusqu'en janvier 1910. Comme garantie donnée aux porteurs de bons, il fut convenu qu'un pourcentage des douanes, variant suivant les recettes de 12 à 15 pour 100, serait payé régulièrement à la Banque centrale de Bogotá, pour le service de la dette. La moitié de la somme due pour les intérêts jusqu'en juillet 1905, devait être payée en juin 1907, au moyen d'une affectation de 15 pour 100 des douanes. Pour le solde, c'est-à-dire £ 175.500, le paiement était réglé selon les résultats du litige en cours et des négociations : £ 70.200 devaient être payés, si le gouvernement colombien réussissait à obtenir le montant de ses actions dans la seconde Compagnie du canal de Panama, et le reste, soit £ 105.300, devait être payé si le gouvernement touchait une indemnité pour l'affaire de Panama, dans ses négociations avec les États-Unis.

Tels sont les points les plus importants de ce nouvel accord, reconnu par l'agent des porteurs de bons comme aussi favorable que possible. L'accord *Holguín-Avebury* (c'est le nom sous lequel on le désigne) est en effet le premier où ne furent pas demandés de rabais de capital et d'intérêts.

De l'aveu même du ministre des Finances de Colombie¹, le résultat de toutes ces opérations et de la gestion financière de la République a été désastreux pour le pays, lequel, rayé en Europe de la liste des peuples « *ponctuels* », n'a pas pu, depuis l'Indépendance, lever un seul impôt pour subvenir aux exigences de son développement et de son progrès.

Depuis 1911, les ministres des Finances et du Trésor étudient un projet pour unifier les dettes extérieures de la République, libérer de leurs hypothèques les chemins de fer de Girardot et de la Savane et acquérir la propriété du premier, au moyen d'un nouvel emprunt de £ 500.000 remplaçant tous les précédents. Les négociations se poursuivent avec l'agent du *Colombian Banking Syndicate*² de Londres, et déjà un contrat provisoire a été signé.

L'unification projetée n'est pas basée sur l'obtention

1. *Informe del ministro de Hacienda al Congreso*, 1912.

2. Ce syndicat comprend les Banques suivantes : Speyer Brothers, Émile Erlanger and Co, London Bank of Mexico et South America Ltd et The Ethelburga Syndicate Ltd de Londres; Spitzer et Cie et Banque française pour le commerce et l'industrie de Paris; Speyer et Co de New-York.

de rabais sur le montant des dettes et leurs intérêts¹. La Colombie désire asseoir définitivement son crédit et a renoncé à ces pratiques du passé. D'ailleurs elle paye régulièrement ses coupons maintenant, et chaque budget prévoit un crédit pour le règlement des intérêts de la dette. Grâce à l'unification, le gouvernement se propose :

1° L'uniformité du taux de l'intérêt, le titre colombien passant de 6 pour 100 à 5 pour 100 par an.

2° La conversion de la dette consolidée 3 pour 100, résultat des malheurs du passé et dont le revenu insuffisant, que seules peuvent se permettre les nations à crédit de premier ordre, fait que les valeurs manquent de marché effectif, en titres de 5 pour 100 au voisinage du pair. La Colombie serait ainsi sur un certain pied d'égalité avec le Chili et le Brésil, dont la position financière est très bonne dans l'Amérique du Sud².

1. Il s'agit certainement des intérêts échus à payer intégralement selon le dernier arrangement, car s'il était question du taux de l'intérêt, il y aurait contradiction avec ce qui suit.

2. Voici quelle était, d'après M. Jalhay, en 1908, la dette extérieure des républiques latino-américaines :

Nations.	Population.	Dette en livres sterling.	Dette par habitant.
Argentine.	5.022.000	84.610.167	16/16/16
Colombie.	4.000.000	2.983.500	0/14/11
Costa Rica	322.618	2.500.000	7/15/ 0
Équateur	1.270.000	693.600	0/15/ 6
Guatemala	1.154.000	1.838.672	1/ 2/ 4
Honduras.	774.000	20 151.711	26/ 0/ 1
Mexique	13.545.000	21.993.440	1/12/ 5
Nicaragua.	428.000	259.000	0/12/ 1
Paraguay.	635.000	5.897.050	9/ 8/ 5
Uruguay	974.870	20.671.330	21/ 8/ 6
Vénézuéla.	2.328.500	2.618.000	2/ 8/ 4

Il résulte du tableau ci-dessus, et en acceptant comme exacts les chiffres de M. Jalhay, qu'à l'exception du Nicaragua, la Colombie

3° L'affranchissement et l'acquisition définitive du chemin de fer de Girardot ¹, entreprise superbe, qui, bien montée, doit donner un bon revenu au Trésor.

4° L'affranchissement pour le chemin de fer de la Savane de la charge actuelle de £ 300.000 qui pèse sur lui.

5° L'obtention de £ 672.000 en espèces, avec lesquelles on pourra équiper complètement le chemin de fer de Girardot, et construire, par exemple, les tronçons de Girardot à Beltrán et de Girardot à Ibagué ².

6° La fin de l'anarchie que produisent diverses obligations avec des intérêts et des garanties divers. Les dettes étant unifiées par des banquiers d'Europe de premier ordre, ceux-ci auront intérêt à défendre le crédit de la République et sa situation sur les marchés étrangers.

7° Une augmentation annuelle au budget de seulement £ 35.000, laquelle correspond d'ailleurs à l'avance effective de £ 672.000, pour le service des intérêts et de l'amortissement, la garantie donnée sur les douanes restant la même.

Il est certain que si les résultats de l'unification de la dette sont tels que le gouvernement les prévoit, on ne peut que s'en féliciter. Mais il est un autre danger

était en 1908 le pays où la dette extérieure pesait le moins lourdement sur l'habitant. Il n'en sera probablement plus ainsi si le nouvel emprunt de £ 500.000 dont nous parlons ci-dessus est voté.

1. Voir *supra*, chapitre III.

2. Voir *supra*, chapitre III.

pour les finances d'un pays que des emprunts trop lourds, amortissables ou perpétuels, c'est le danger de la dette flottante. L'émission de bons du trésor, qui ne devraient être qu'une simple avance de caisse, est devenue un expédient pour boucler les budgets en déficit, et

La garde qui veille aux barrières du Louvre

n'en défend point nos ministres, surtout quand ceux-ci se refusent à un emprunt, chose loyale et claire pour tout le monde, mais peut-être impopulaire, pour se servir de moyens de trésorerie qui passent inaperçus aux yeux des contribuables. Aussi ne pouvons-nous que louer le ministre des Finances de Colombie, M. F. Restrepo Plata, de vouloir que les bons du trésor ne puissent pas dépasser l'échéance d'un an et excéder 6 à 7 pour 100 du budget total¹. C'est une très sage mesure, car par l'émission exagérée de bons du trésor, à échéance lointaine, la Colombie pourrait retomber dans la situation où l'a mise le papier-monnaie, et dont elle fait de si louables efforts pour sortir.

Pour faire face à des dépenses que l'on peut qualifier d'extraordinaires, mais qui n'en sont pas moins indispensables pour l'avenir économique du pays, M. Restrepo Plata a demandé dernièrement aux Chambres de voter une loi autorisant un emprunt de \$ 22.000.000

1. *Informe del ministro de Hacienda al Congreso*, 1913. Bogotá.

pour les grands travaux suivants, dont une partie devient de toute urgence, en raison de l'ouverture prochaine du canal de Panama. Voici comment le ministre des Finances de Colombie voudrait que fût faite la répartition du produit de l'emprunt :

	Dollars.
Pour l'assainissement et l'aménagement des ports	4.000.000
Pour le chemin de fer de Tamalameque . . .	5.000.000
Pour le chemin de fer de Nariño	5.000.000
Pour le chemin de fer de Villavicencio . . .	2.000.000
Pour la défense nationale	3.000.000
Pour le développement de l'instruction publique et de l'agriculture	1.000.000
Pour divers travaux	1.500.000
Total	<u>20.500.000</u>

Il est certain qu'on voit toujours avec peine un pays déjà lourdement chargé par rapport à sa vitalité financière, contracter de nouveaux emprunts, mais d'autre part, si la Colombie comptait sur ses revenus annuels pour exécuter les grands travaux, qui lui sont indispensables, elle ne les terminerait jamais. Il y a là une sorte de cercle vicieux : les emprunts obéreront évidemment sa situation financière, mais d'autre part, pour exploiter ses richesses et par suite améliorer cette situation, il faut exécuter des œuvres qui les mettent en valeur. Le gouvernement a donc pris peut-être la meilleure solution en demandant à contracter un em-

prunt, mais s'il est décidé et placé, il faudra éviter que l'argent n'aille à d'autres fins que celles auxquelles il est destiné, car dans les pays, où l'initiative parlementaire existe en matière de dépenses, on peut s'attendre à tout.

Nous venons de dire que les revenus annuels de la Colombie ne pouvaient suffire à des dépenses extraordinaires : examinons donc comment ont été établis les budgets de ces dernières années.

Il y a plus d'un siècle, avant 1810, les revenus de la Nouvelle-Grenade étaient de \$ 1.550.000, répartis ainsi ¹ :

	Dollars.
Douanes.	600.000
Alcabala.	100.000
Ferme ou tabac	300.000
400.000 bulles ²	100.000
Papier timbré	150.000
Tribut des Indiens	50.000
Licences.	100.000
Total	1.550.000

Laissons de côté tous les budgets qui ont suivi l'Indépendance et arrivons aux temps modernes. C'est à Reclus ³ que nous devons les chiffres suivants pour 1891-1892 (budget biennal) :

1. Mollien, *Voyage dans la République de Colombie en 1823*, tome II, p. 310, notes.

2. Le gouvernement de la Colombie défendit ensuite la vente des bulles jusqu'à ce que le pape se déterminât à reconnaître la République.

3. Reclus, *Géographie universelle*, op. cit.

	Dollars.
Estimation des revenus.	26.831.657
Estimation des dépenses	29.178.463

Quant au budget biennal des départements, il a été pendant cette période de \$ 12.080.165 pour les recettes et de \$ 14.746.675 pour les dépenses.

Quoique la population ait au moins quadruplé, fait remarquer Reclus, depuis la proclamation de l'Indépendance nationale et que la fortune publique ait plus que décuplé, l'ensemble des impôts est loin d'avoir grandi en proportion.

Voici, d'après Regel¹, quel a été le budget biennal de la Colombie pour la période 1897-1898 :

Recettes, 28.244.000 pesos, répartis comme suit :

Douanes	19.500.000
Sel	3.200.000
Impôts sur les abattoirs.	2.000.000
Monopole du tabac	1.300.000
Marchés	900.000
Postes	140.000
Télégraphes	500.000
Droits consulaires.	250.000
Chemin de fer de Panama	40.000
Impôt sur les mines.	43.000
Bail des mines de Muzo et Coscuez .	60.000

1. Professor Dr Fritz Regel, *Kolumbien*. Bibliothek der Länderkunde herausgegeben von Prof. Dr. A. Kirchhoff und Dr R. Fitzner. Berlin, pas de date, probablement 1899 ou 1900.

Bail des mines de Santa Ana, La	
Manta, Supia, Marmato	8.000
Charbon de San-Jorge	40.000
Péage du chemin de Buenaventura .	40.000
Phares.	14.000
Amendes.	2.000
Eclairage de Bogotá.	80.000
Biens nationaux	11.000
Divers	96.000

Quant aux dépenses, elles ont été évaluées également à 28.244.000 piastres, réparties entre les différents ministères.

Nous empruntons à M. Loraine Petre¹ les chiffres de la période biennale 1905-1906 :

RECETTES

	Livres.
Douanes	1.700.000
Sel	400.000
Postes (timbres).	350.000
Postes et télégraphes.	44.000
Droits consulaires	60.000
Propriété nationale.	20.000
Mines d'émeraude	200.000
Phares	24.000
Liqueurs (revenu des)	300.000
Cigarettes	206.774
Allumettes	104.107
Tabac.	173.441

1. Loraine Petre, *op. cit.*

Peaux (cuirs)	300.000
Essences minérales.	10.000
Monopole des essences	259.781
Divers	15.720
Total.	<u>4.167.823</u>

ou environ \$ 20.839.115. Les dépenses réparties entre les différents ministères, ont été évaluées à £ 4.203.823, soit à peu près \$ 21.019.115.

Voici quels ont été, depuis 1905, les produits des impôts et les frais de perception :

1905

	Pesos.
Produit des impôts	9.149.012 20
Frais de perception	1.551.441 97

Pourcentage des frais : 16,90 pour 100.

1906

Produit des impôts	13.935.674 22
Frais de perception	2.521.472 39

Pourcentage des frais : 18,10 pour 100.

1907

Produit des impôts	15.829.655 59
Frais de perception	3.508.117 42

Pourcentage des frais : 22,17 pour 100.

1908

Produit des impôts	16.138.444 48
Frais de perception	4.960.896 05

Pourcentage des frais : 30,90 pour 100.

1909

Produit des impôts 14.437.100 04

Frais de perception 3.376.576 22

Pourcentage des frais : 23,40 pour 100.

1910

Produit des impôts 12.220.760 44

Frais de perception 1.082.258 60

Pourcentage des frais : 8,86 pour 100¹.

L'écart entre le rendement net des impôts de 1909 et 1910, est beaucoup plus sensible qu'il ne paraît à première vue. En effet il n'est pas en réalité de \$ 78.078,02 mais d'une somme bien supérieure, car jusqu'à la fin du premier semestre 1909, l'État percevait l'impôt des liqueurs, des abattoirs, du tabac et de l'enregistrement, que le Congrès de cette même année a attribué aux départements.

Le rendement des impôts pendant l'année 1911 a été le suivant :

	Pesos.
Douanes (droits d'importation, 2 pour 100 pour la conversion du papier-monnaie, tonnage, phares, droits de pratique ² , lest, droits sanitaires et revenus divers) . .	9.072.099 32
Droits consulaires	451.273 70
Postes	119.799 92

1. *Informe del ministro de Hacienda al Congreso*, 1913. Bogotá, Imprenta nacional.

2. On entend par là les droits de pilotage.

Télégraphes	336.031 44
Droits de successions et donations. . . .	85.285 13
Chemin de fer de la Savane ¹	28.573 65
Biens nationaux.	10.323 29
Droits pour patentes de privilège et mar- ques de fabrique et de commerce. . . .	486 80
Salines maritimes	598.716 87
Salines terrestres et charbon en dépendant.	795.958 04
Mines de Santa Ana et La Manta	10.000
Mines de Supía et Marmato	16.000
Mines de Muzo et Coscuez	
Impôt sur les mines	23.158 02
Papier timbré et droits de timbre. . . .	476.680 32
Impôt sur la fabrication des cigarettes . .	26.545 59
Impôt sur la fabrication des allumettes . .	30.514 35
Revenu de l'Intendance nationale du Meta .	17.704 62
Revenu de l'Intendance de Chocó. . . .	41.317 54
Impôt sur la navigation fluviale	116.918 03
Revenus divers.	191.102 83
Total.	12.450.489 46 ²

Le montant des frais de perception a été de 837.582,25, soit un pourcentage de 6,70 pour 100.

La différence entre les revenus de 1911 et ceux de 1910, a donc été de \$ 464.359,22, soit une augmenta-

1. On devrait réellement ajouter aux revenus de 1911 la somme de \$ 234.630,22, représentant la différence entre le produit brut du chemin de fer de la Savane et la somme de \$ 28.573,65 portée au tableau ci-dessus. On n'a pas mentionné cette somme aux recettes parce qu'on la destinait à l'achat de matériel. En bonne comptabilité elle devrait y figurer.

2. *Informe del ministro de Hacienda al Congreso*, 1912.

tion de 4 pour 100 ne correspondant certainement pas à ce qui devrait avoir lieu dans un pays neuf et en plein développement social et économique. La richesse publique en Colombie suit une marche lente et peu progressive, et cela tient en grande partie, comme nous l'exposons au début de cet ouvrage, à l'insuffisance des moyens de communication.

Le produit des impôts pendant l'année 1912 a été le suivant :

	Pesos.
Droits de douane.	10,054,897 53
2 pour 100 pour la conversion	202,072 86
Droits de port (tonnages, phares, lest, jetée, pilotages)	254,419 41
Droits d'exportation	
Droits de santé	9,620
Droits consulaires	612,211 70
Postes	168,680 93
Télégraphes	381,730 53
Droits sur les successions et donations .	127,449 42
Produit des chemins de fer	
Biens nationaux y compris le produit de l'exploitation des forêts.	18,277 58
Patentes de privilège, marques de commerce, etc	578 60
Salines terrestres et charbon en dépendant	870,906 11
Salines maritimes	160,735 45
Mines d'émeraude de Muzo y Coscuez. .	
Mines de Supia et Marmato	16,000
Mines de Santa Ana et La Manta . . .	

Droits sur les mines	23.392 69
Timbre national	445.513 64
Fabrication des cigarettes.	38.104 43
Fabrication des allumettes	39.402 56
Impôts de canalisation, matricule et patente sur les embarcations (fleuves navigables).	257.682 05
Revenus de l'Intendance du Chocó. . .	46.655 01
Revenus de l'Intendance du Meta . . .	7.425 55
Revenus du commissariat d'Arauca . .	10.000
Revenus divers (contrebande et amendes, ventes de volumes de lois et autres publications, intérêts de retard, etc.) . .	116.561 32
Total	13.862.317 37 ¹

Le montant des frais de perception a été de 852.577², soit un pourcentage de 6,15 pour 100.

La différence des revenus entre 1912 et 1911 a donc été de \$ 1.411.827,91 en faveur de 1912³. Ce résultat

1. *Informe del ministro de Hacienda*, 1913.

2. C'est le montant des frais parvenus au ministère des Finances le 31 mai 1913. Il est probable qu'ils étaient à peu près complets.

3. Il y a plusieurs articles dans le produit des impôts de 1912 dont le rendement est laissé en blanc. Les causes ne sont pas les mêmes pour tous. Pour les *droits d'exportation*, en établissant le budget de 1912 on avait inscrit cet article en songeant au produit de l'exploitation des bois nationaux; or celui-ci s'est trouvé figurer au chapitre des biens domaniaux. Le produit net des *chemins de fer*, pour une raison analogue à celle de 1911 et également critiquable, n'a pas été versé au Trésor (amélioration du matériel et des services). Les *mines d'émeraude* de Muzo et de Coscuez, n'ont pas pu être exploitées en raison de l'insuffisance du crédit affecté. En outre, un procès qui est en instance à Londres depuis plusieurs années, paralyse la vente des émeraudes. Enfin, à la suite d'un différend entre le gouvernement et

est assez satisfaisant, car au lieu d'une augmentation de 4 pour 100, comme entre 1910 et 1911, nous enregistrons une plus-value sur 1911 de 11,30 pour 100. Ce résultat favorable (bien que, comme nous le disions plus haut, le rendement des impôts soit encore loin d'être en rapport avec les ressources naturelles du pays) est dû à la paix intérieure du pays, au développement des affaires qui en a été la conséquence, amenant avec lui une plus grande consommation générale et par suite une augmentation des revenus de l'État, et enfin à la bonne administration du gouvernement, qui a fidèlement rempli ses engagements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Malheureusement les dépenses se sont élevées à un chiffre supérieur aux recettes ; elles ont atteint \$ 14.060.713,54. Il a fallu payer cet excédent avec les revenus de 1913.

Le budget de 1913 a estimé revenus et dépenses au chiffre de \$ 12.500.000. Les renseignements recueillis pendant les cinq premiers mois de 1913 font espérer que le produit total des recettes ne sera pas inférieur à \$ 15.600.000, en augmentation de 12 et demi pour 100 sur l'année précédente.

Pour 1914, le ministre des Finances a prévu \$ 16.500.000 de recettes et \$ 16.115.000 de dépenses,

le représentant de la Compagnie des mines de *Santa Ana et La Manta*, le ministre des Finances a dû déclarer la caducité du contrat et en aviser le procureur général de la Nation. Aucune redevance n'a donc été versée.

laissant un excédent de recettes de \$ 385.000 qu'il a proposé d'affecter à certains travaux de caractère urgent. Étant donné qu'on pouvait évaluer les recettes de 1913 à \$ 15.600.000 et que la progression est supérieure à 10 pour 100, le ministre ne s'est pas montré imprudent en évaluant les recettes de 1914 à 16 millions et demi.

Bien que très sensible, l'amélioration de ces derniers temps est encore insuffisante, en raison de tout ce que demande la Colombie pour arriver à tenir dans le monde le rôle qui lui est assigné par sa situation géographique, ses richesses naturelles et les qualités intellectuelles de ses habitants. Elle a perdu trop de temps avec ses révolutions incessantes, elle a trop négligé pour la politique son développement économique, pour pouvoir d'un seul bond se mettre au niveau qu'elle devrait occuper. Il est évident qu'avec ses ressources annuelles, elle n'arrivera jamais à exécuter tous les travaux urgents qu'elle doit faire et que l'emprunt, dont nous parlions plus haut, si elle arrive à le placer dans de bonnes conditions, est peut-être le seul moyen pour elle de sortir complètement et définitivement de la crise économique et financière qui a failli la ruiner pour toujours.

En dehors du budget national, la Colombie a ses budgets départementaux et communaux. Voici, par départements, quel a été le budget de 1912¹ :

1. *Informe del ministro de Hacienda al Congreso*, 1913.

Départements.	Budget des recettes en pesos.	Budget des dépenses en pesos.
Antioquia	1.498.741	1.498.741
Atlántico	222.116 80	214.509 50
Bolívar	526.580	526.580
Boyacá	649.535 20	649.535 20
Caldas	507 241 29	495.077 55
Cauca	191 650 20	191.650 20
Cundinamarca	903 000	903 000
Huila	128.000	128 000
Magdalena	320.911 80	320 740 50
Nariño	147 665 10	147.665 10
Santander	312 940	429 664
Norte de Santander . . .	279.500	279 315 60
Tolima	395 843 82	409 712 02
Valle	607.804	607.804

Si on ajoute à la somme totale des budgets de recettes départementaux, soit \$ 6.691.529,21, le montant des revenus de l'État, soit \$ 13.862.317,37, il en résulte que, sans compter les budgets municipaux dont le ministère ne possède pas les chiffres, la charge qui pèse sur la nation s'élève à \$ 20.553.846,58¹.

Pour terminer ce chapitre, nous donnons ci-dessous le produit des douanes, par bureau, en 1911 et 1912, afin qu'on puisse se rendre compte où le mouvement commercial est le plus actif et quelles sont les grandes voies d'entrée et de sortie de la République de Colombie² :

1. Il y aurait cependant lieu de déduire les revenus des biens domaniaux qui ne pèsent pas sur le contribuable.

2. Nous avons déjà parlé des ports, mais ceci ne fait pas double emploi, car il n'a pas été question des douanes terrestres.

DOUANES	Recettes en 1911 en pesos.	Frais en pesos.	Recettes en 1912 en pesos.	Frais en pesos.
Arauca.	7.447 02	6.664 44	10.546 58	7.707 50
Barranquilla.	4.757.760 44	87.234 59	5.469.892 68	78.849 43
Buenaventura	911.182 79	45.077 10	1.361.582 37	44.800 83
Cartagena.	2.273.215 43	108.751 73	2.361.644 68	94.861 23
Cúcuta.	382.729 76	27.513 01	438.771 44	26.943 25
Ipiiales.	259 04	3.886 29	556 58	4.249 91
Orocúé.	9.687 81	6.586 03	9.254 01	6.498 14
Riohacha.	65.481 41	33.446 77	44.081 08	27.679 43
Santa Marta	109.945 69	23.765 41	170.655 46	22.311 03
Tumaco	259.825 13	24.855 33	278.909 75	24.599 98
Colis postaux	293.598 93	»	418.963 79	»
Droits différentiels.	965 87	»	1.229 29	»
Guapi	»	»	2.872 95	2.851 03
Puerto Cesar.	»	»	3.623 00	12.290 84
Total.	»	»	10.592.580 66	353.642 30
A déduire pour remboursements.	»	»	8.835 73	»
Total effectif.	9.072.099 32	367.480 70	10.583.744 93	353.642 30

CHAPITRE IX

Instruction publique. — Colonisation.

Il n'est pas strictement obligatoire de parler de l'instruction publique dans un ouvrage économique, car ce n'est pas à proprement parler une source de richesses ; c'est même uniquement une source de dépenses, mais indirectement l'instruction concourt à la prospérité d'un pays, car une nation instruite est plus apte à produire et sait mieux diriger et perfectionner sa production.

Suivant l'historien Restrepo, le plus grand nombre des Colombiens resta plongé dans la plus complète ignorance tant que dura la domination espagnole, c'est-à-dire pendant trois cents ans. La plupart des habitants n'apprenaient pas à lire en raison de la rareté des écoles primaires ; le gouvernement ne les subventionnait pas ; elles subsistaient grâce aux communes ou

à la bonne volonté des particuliers. Les fonctionnaires, quelques commerçants, les jeunes gens de la haute société seuls avaient quelque instruction. A Santa-Fé, il y avait deux collèges dont le but était de former des prêtres et des avocats, et, répartis sur l'ensemble du territoire, cinq séminaires. L'instruction publique n'était alors qu'à l'état d'embryon. Mais depuis les progrès accomplis ont été considérables, et on peut dire que l'instruction, aussi bien primaire que supérieure, est une des choses qui tiennent le plus au cœur du Colombien, par-dessus tout épris de belles-lettres. Le temps que lui laissent ses affaires... et la politique, le Colombien l'emploie fort intelligemment à se cultiver davantage : l'homme de lettres n'est pas un spécialiste comme chez nous ; les fils de la Nouvelle-Grenade mènent concurremment leur industrie et les belles-lettres ou les sciences, et parmi les plus illustres Colombiens, nous pourrions citer le brasseur philologue, le libraire juriste et diplomate, le consul poète, etc.

Ce fut en mars 1826 que les Chambres colombiennes décidèrent la réorganisation de l'instruction publique ; certaines dispositions de la loi votée par le Congrès à cette époque subsistent encore aujourd'hui¹. D'après cette loi, l'enseignement primaire devait être donné dans les écoles primaires des communes et chefs-lieux de canton, et celui des sciences dans les collèges et les

1. Nous empruntons à M. Jalhay (*op. cit.*) ce rapide historique de l'instruction publique en Colombie.

universités. L'instruction était donnée, selon le même programme, pour tout le pays et absolument gratuite.

Dans chaque commune il devait exister au moins une école primaire, dont le maître devait être diplômé. Dans les chefs-lieux de canton, on créa des lycées ou collèges, et dans la capitale de chaque département, une université avec bibliothèque publique, cabinet d'histoire naturelle, laboratoire de chimie, jardin botanique et imprimerie. Les séminaires étaient à la charge du clergé, mais sous le contrôle du Congrès. Une université centrale existait dans la capitale du Cundinamarca.

En 1836 une chaire d'art militaire fut créée dans chacune des universités de la République.

La loi du 26 juin 1842 ordonna la fondation d'une école normale d'enseignement primaire dans chaque chef-lieu de province et obligea les pères de famille à envoyer à l'école publique au moins une partie de leurs enfants.

Peu de temps après la loi du 8 mai 1848 déclara l'enseignement libre dans toutes ses branches.

En 1867, les différents États formant la République s'entendirent pour fonder à Bogotá une Université nationale. Il en existait déjà à Cartagena, à Medellin, à Popayan et à Tunja. En 1879 on créa à Bogotá une école nationale d'agriculture avec bourses, et, en 1890 (12 juin), une loi fonda plusieurs écoles professionnelles. Enfin, une autre loi du 31 octobre 1896 pres-

crivit la création à Bogotá d'une école pratique de fonte et de travail des métaux.

L'instruction publique peut être divisée en différentes branches dont nous étudierons successivement et aussi rapidement que possible le développement actuel en Colombie. Ce sont : l'instruction primaire, l'instruction secondaire, l'instruction pédagogique normale, l'instruction professionnelle, l'instruction artistique et industrielle, les instituts scientifiques et enfin l'instruction des tribus sauvages.

Instruction primaire. — On mesure, avec raison, la puissance d'un État au nombre d'écoles qu'il soutient et à la quantité d'enfants qui les fréquentent. La Colombie ne l'ignore pas et les efforts qu'elle a faits malgré la modicité de ses budgets, pour créer et soutenir des écoles, sont des plus louables.

A part les *territoires scolaires*¹, l'instruction primaire est, en Colombie, à la charge des départements et des municipalités, mais le gouvernement a sur elle le droit de contrôle le plus absolu et lui fournit ses textes et son matériel scolaire.

Dernièrement la presse a signalé la nécessité d'augmenter les efforts qui doivent être faits pour répandre et améliorer l'instruction publique primaire. Le mou-

1. Les territoires scolaires (*territorios escolares*) comprennent les vastes intendances et les commissariats, peu peuplés en raison de leur étendue, et en grande partie occupés par des tribus sauvages, où des missions se sont établies pour catéchiser et instruire les populations. (Voir *infra*.)

vement en faveur de l'instruction se développe visiblement, mais il est indubitable que la Colombie doit encore perfectionner son système scolaire, en obligeant les départements et les municipalités à faire de suprêmes efforts en faveur de l'école primaire. Il est juste de reconnaître que certains départements vont jusqu'à lui consacrer le tiers de leurs revenus, mais cela n'est pas général et devrait l'être¹.

D'après les renseignements donnés par les directeurs généraux de l'instruction publique des départements et les notes envoyées au ministère intéressé, on peut constater que l'instruction publique continue à se développer, ainsi qu'en témoigne le tableau statistique suivant² :

Le tableau ci-dessous, qui se réfère uniquement à l'enseignement primaire officiel à la charge des départements et des municipalités, donne un total de 3.656 écoles et de 229.422 élèves, soit 200 écoles et 27.741 enfants de plus qu'en 1911. Dans ce chiffre ne sont pas compris les élèves des écoles primaires à la charge de la nation qui fonctionnent dans les territoires scolaires et sur différents points de la République, sous le nom d'écoles *primaires nationales*, et les élèves des écoles ouvrières du soir.

1. *Mensaje del Presidente de Colombia al Congreso de 1912*. Bogotá, Imprenta Nacional.

2. *Memoria del ministro de Instrucción pública al Congreso de 1912*. Bogotá, Imprenta Nacional, 1912.

DÉPARTEMENTS	Nombre d'habitants selon le dernier recensement.	Nombre d'écoles primaires en 1912.	Différence du nombre d'écoles par rapport à 1911.		Nombre des élèves dans les écoles primaires en 1912.	Différence du nombre d'élèves par rapport à 1911.		Pourcentage des élèves par rapport à la population.
			En plus.			En moins.		
			En moins.			En plus.		
Antioquia.	741.816	649	85	»	54.263	3.445	»	7,31
Atlántico	114.887	67	4	»	4.273	205	»	3,74
Bolívar.	425.975	208	33	»	11.871	2.161	»	2,77
Boyacá.	595.599	346	»	7	17.577	»	871	2,95
Caldas	223.619	248	47	»	24.566	3.986	»	7,59
Cauca	211.756	138	32	»	9.382	4.621	»	4,43
Cundinamarca	721.615	563	»	14	27.027	2.698	»	3,75
Huila	158.191	124	27	»	7.589	1.047	»	4,77
Magdalena	127.806	104	»	11	4.614	625	»	3,61
Nariño.	285.304	176	24	»	15.103	4.474	»	5,33
Norte de Santander	204.381	153	34	»	10.566	5.068	»	5,16
Santander.	400.084	389	»	44	14.614	3.475	»	3,65
Tolima.	283.333	206	18	»	9.062	»	655	3,19
Valle	231.764	225	52	»	18.915	3.462	»	8,16

Malheureusement tous les départements n'ont pas mis une ardeur égale au développement de l'enseignement primaire. Dans le Boyacá, il y a eu, en 1912, 7 écoles et 871 élèves de moins qu'en 1911 ; dans le Tolima, malgré 18 écoles de plus, l'assistance scolaire compte 655 enfants de moins qu'en 1911. Enfin, dans les territoires scolaires, où l'instruction est si importante au point de vue de la colonisation, l'instruction est restée stationnaire, en raison de l'insuffisance des crédits.

Dans certains départements, comme le Cundinamarca, le Magdalena et le Santander, le nombre des écoles a diminué, mais, par contre, le chiffre des élèves a augmenté considérablement. L'assistance scolaire est en relation directe avec les crédits que chaque département consacre à l'instruction primaire. Il est regrettable que cette branche si importante de la vie d'une nation ne soit pas comprise dans le budget général de l'État. Si on ne change pas cette organisation, l'instruction se trouvera très inégalement répartie en Colombie, car elle dépendra uniquement du bon vouloir des départements et des municipalités. Le tableau suivant, où sont indiqués le budget total du département, et en regard les crédits affectés à l'instruction publique, montrera d'une façon très claire l'intérêt très différent que prennent à l'instruction primaire les différents départements de la République¹ :

1. *Memoria del ministro de Instrucción publica al Congreso de 1912. Op. cit.*

DÉPARTEMENTS		Budget des dépenses votées par les assemblées départementales pour toutes les branches du service public en 1912.	Budgets départementaux pour les frais de l'Instruction publique en 1912.	Total des budgets municipaux en or pour les dépenses de l'Instruction publique.
Antioquia		\$ 1.455.763	433.320	83.610 54
Atlántico		217.560	33.830	46.072 »
Bolívar		548.728	191.218	»
Boyacá		640.331	113.285	67.602 20
Caldas		466.312	132.764	30.359 20
Cauca		155.295	41.312	16.053 74
Cundinamarca		776.950	136.612	104.850 34
Huila.		152.400	41.020	»
Magdalena.		195.194	39.210	»
Nariño		Argent. 738.325	Argent. 226.742	43.972 80
Norte de Santander		218.340	61.464	28.855 21
Santander		429.664	122.594	40.822 93
Tolima		395.843	82.764	22.961 65
Valle.		607.804	153.483	30.467 70

Il nous suffit maintenant de comparer le budget général de chaque département avec son budget spécial d'enseignement primaire pour voir la part de revenus qu'il consacre à cette branche si importante de la civilisation. Voici, classés d'après le pourcentage, quel est l'ordre des différents départements :

Bolivar.	34,84	pour 100
Nariño.	30,71	—
Antioquia.	29,77	—
Santander.	28,55	—
Caldas	28,47	—
Norte de Santander .	28,15	—
Huila	26,91	—
Cauca	26,60	—
Valle	25,23	—
Tolima.	20,90	—
Magdalena	20,08	—
Boyacá.	17,69	—
Cundinamarca	17,58	—
Atlántico	15,54	—

Les trois premiers départements de cette liste méritent d'être remarqués pour l'intérêt qu'ils témoignent à l'industrie publique.

En 1906, il a été établi, pour la première fois en Colombie, des écoles du soir ou d'adultes, destinées à l'instruction de la classe ouvrière ; elles étaient, à la fin de 1908, au nombre de 300 avec 40.000 élèves. Le programme d'enseignement comprend l'écriture, la lecture, l'histoire, la géographie, la religion, l'arithmé-

tique, le dessin et autres matières d'application pratique aux professions industrielles¹.

Nous avons dit qu'en dehors des écoles primaires entretenues par les départements et les municipalités, il y avait d'autres écoles à la charge de la nation. Ce sont celles qui fonctionnent dans les territoires scolaires et celles que l'État, sans motif spécial, a prises à sa charge sous le nom d'*écoles nationales*. Nous reparlerons des premières à propos de l'instruction des tribus sauvages; quant aux autres, à part celle établie à *Colo-rados* sur la frontière du Vénézuéla, dans la région de San Faustino, elles ne devraient pas logiquement être à la charge de l'État. Au nombre de 14 sur 15, elles sont installées à Bogotá, c'est-à-dire dans une ville où la municipalité mieux que partout ailleurs serait en état de les entretenir. Ces 15 écoles coûtent à la nation \$ 840 par mois; selon l'avis de l'honorable ministre de l'Instruction publique, M. C. Cuervo Marquez², il serait préférable d'employer ces fonds à la création d'une quarantaine d'écoles dans le Chocó et la péninsule du Goajira, ou dans les régions de Vichada, du Vaupes, du Caqueta et du Putumayo.

1. Jalhay, *op. cit.* Nous craignons que ce chiffre ne soit excessif, car d'après le ministre de l'Instruction publique il n'en a jamais fonctionné que 30 ou 40 à Bogotá, ce qui permet difficilement d'en compter 300 pour toute la Colombie. Cette institution n'a malheureusement pas bien réussi. En 1912, à Bogotá, il n'y avait plus que 10 écoles du soir et 899 élèves. Une de ces écoles a même été affectée aux petits vagabonds qui couraient les rues pendant la nuit sans pain et sans gîte.

2. *Memoria del ministro de Instrucción publica, op. cit.*, 1912.

Instruction publique secondaire. — L'instruction publique secondaire, conformément à la loi 39 de 1903, se divise en technique et en classique. La première comprend les notions de culture générale, les langues vivantes et les matières nécessaires pour suivre la carrière professionnelle. Elle se donne de préférence dans les instituts officiels, qu'ils soient subventionnés par des fonds nationaux, départementaux ou municipaux, ou dans des centres d'enseignement, qui, bien que de caractère privé, sont autorisés à décerner des titres et diplômes reconnus officiellement.

Les seuls instituts d'enseignement secondaire qui aient un caractère national sont : le Collège national de San-Bartolomé et l'École de commerce. *Le Collège de San-Bartolomé*, fondé en 1604, où près de 700 jeunes gens reçoivent l'instruction, est dirigé par les Pères Jésuites et fonctionne dans l'édifice national de San-Bartolomé. Les petits enfants y reçoivent gratuitement l'éducation¹, et il y a autant d'internes que le permet le local. Le gouvernement dispose de 38 bourses d'internat qu'il répartit entre les différents départements selon leur population. Ce collège ne coûte à la nation que l'usufruit du local. L'École nationale de commerce, où, en dehors de l'enseignement technique secondaire spécial du baccalauréat, se donne également l'en-

1. Le collège est payant pour tout le monde sauf les 38 boursiers, mais ce qui est gratuit, c'est la classe primaire pour les petits enfants de Bogotà où est installé cet établissement.

seignement commercial, est dirigé par un recteur et un groupe de professeurs, qui se consacrent complètement à la bonne marche de cet établissement où près de 600 jeunes gens reçoivent l'instruction. Il n'y a pas d'internat, ce qui fait grand défaut, en raison de l'affluence des jeunes gens qui viennent de tous les points de la République chercher dans cet institut l'instruction commerciale. Les deux établissements d'ailleurs ont à l'heure actuelle des locaux qui ne sont plus en rapport avec le développement de l'instruction, et c'est par centaines qu'ils doivent refuser des élèves.

Dans le célèbre collège de Notre-Dame du Rosaire, fondé à Bogotá en 1652, on poursuit les études conduisant au baccalauréat, conformément aux dispositions du décret 229 du 28 février 1905. Il compte 330 élèves et peut décerner lui-même des diplômes de bachelier.

Les autres collèges officiels¹ où se donne l'enseignement secondaire, sont des collèges départementaux. Parmi eux il convient de citer, comme étant les plus importants, ceux de *Boyacá* à Tunja; de *San Simón* à Ibagué; de *Santa Librada* à Cali et à Neiva; de *San Pedro Claver* à Bucaramanga et à Cartagena; de *San José*, à Pamplona et à San Gil; de *Pinillos* à Mompós, etc.

1. Ils sont *officiels* en ce sens que les diplômes qu'ils accordent sont reconnus par l'État, et qu'ils sont sous son contrôle direct, mais ils ne sont pas *nationaux* comme les deux premiers, parce qu'ils ne sont pas ou plus soutenus par la nation.

Tous ces vénérables établissements, dont beaucoup ont été fondés à l'époque même de la création de la République, se sont maintenus avec honneur à travers les vicissitudes de la politique du pays, bien que les capitaux et rentes, dont ils étaient dotés autrefois, leur aient été supprimés.

Afin de faciliter à tous les jeunes gens de la République l'entrée aux facultés universitaires où se font des études professionnelles supérieures, le gouvernement reconnaît les diplômes de bachelier décernés par les collèges officiels, comme ceux dont nous venons de parler, ou par les établissements privés, quand ceux-ci possèdent un personnel approprié et règlent la marche de leurs études sur celle des collèges nationaux. Le programme de ces établissements comporte : l'espagnol, l'anglais, le français, le latin, la comptabilité, les mathématiques, la géographie universelle, la cosmographie, la physique, l'histoire générale et universelle, la rhétorique, la philosophie, la religion, le dessin, la musique, etc.

Le gouvernement s'efforce d'uniformiser l'enseignement secondaire officiel dans tout le pays, et, d'accord avec le Conseil universitaire, le ministre étudie actuellement les réformes nécessaires pour lui donner plus de solidité et en même temps le rendre plus pratique et plus efficace.

Voici, par départements, la statistique des établissements d'enseignement secondaire officiel et privé ainsi

que le nombre d'élèves de chaque établissement, relevée en 1912¹ :

DÉPARTEMENTS	Nombre de collèges.	Nombre d'élèves.
Antioquia	31	3.329
Atlántico	4	375
Bolívar	13	1.225
Boyacá	26	1.418
Caldas	20	1.195
Cauca	3	254
Cundinamarca	41	5.308
Huila	9	385
Magdalena	3	222
Nariño	17	1.132
Norte de Santander	12	1.154
Santander	18	986
Tolima	9	605
Valle	23	1.314
Totaux.	229	18.802

Instruction pédagogique normale. — L'instruction pédagogique normale est aussi importante que l'instruction primaire, car c'est elle qui forme les maîtres destinés à instruire l'enfance dans les écoles primaires. C'est à l'École normale que se forme le caractère du futur professeur et qu'il acquiert les connaissances

1. *Memoria del ministro de Instrucción pública al Congreso de 1912.* Bogotá, Imprenta Nacional, 1912.

nécessaires à l'exercice de sa profession. On ne prêterait donc jamais trop d'attention à ces établissements, dont l'action, si elle est bonne, se reflétera plus tard dans les écoles primaires, et, par suite, dans le pays tout entier. Malheureusement en Colombie, il y a pénurie de maîtres diplômés, et les écoles sont, en grande partie, dirigées par des professeurs qui ont bien la pratique, mais n'ont pas fait d'études pédagogiques. Cette insuffisance de maîtres diplômés provient en grande partie de la condition déplorable dans laquelle se trouve le personnel enseignant. En effet, dit M. le président Restrepo¹, le maître d'école qui passe la meilleure partie de sa vie dans un travail ardu, toujours pauvrement rémunéré, se trouve, quand vient la vieillesse ou quand l'arrêtent les infirmités, soumis à la misère et à l'abandon. Il est nécessaire d'élever le niveau de cette classe pleine d'abnégation et en même temps si méritoire de serviteurs publics. Pour y parvenir, il faut avant tout chercher de quelle façon les départements et les municipalités peuvent améliorer les traitements des instituteurs et les mettre à l'abri de la misère quand l'âge ou les infirmités les obligent à renoncer à l'enseignement. Un projet de loi, basé sur cette idée primordiale, vient d'être déposé par le ministre de l'Instruction publique.

La loi 39 de 1903 dispose que dans la capitale de

1. Mensaje del Presidente de Colombia al Congreso de 1912. Bogotá, Imprenta Nacional.

chaque département, doivent fonctionner deux écoles normales, l'une d'hommes et l'autre de femmes ; mais cette disposition, destinée à assurer dans chaque département l'éducation des maîtres nécessaires au service scolaire, est restée sans application pendant beaucoup de temps, en raison de la dernière guerre civile, qui a paralysé l'instruction publique comme d'ailleurs toutes les branches de l'administration. Cependant, malgré les difficultés permanentes du Trésor, le gouvernement a cherché, autant qu'il l'a pu, à se mettre en règle avec cette disposition légale, et on peut dire qu'aujourd'hui, dans presque toutes les capitales des départements, fonctionne au moins une école normale d'instituteurs ou d'institutrices. On comptait en 1912¹, 9 écoles normales d'hommes et 12 de femmes, recevant un personnel de 1.184 élèves, représentant pour le Trésor national une dépense annuelle de \$ 174.932.

Quant à l'enseignement des écoles normales, il est, à l'heure actuelle, conformément au décret n° 670 du 25 juin 1911, uniformisé dans tout le pays.

*Instruction professionnelle*². — L'instruction professionnelle se donne dans les facultés de l'Université nationale, dans les universités départementales de Cartagena, Medellin, Popayán et Pasto, dans le Collège supérieur de Notre-Dame-du-Rosaire et à l'École des mines de Medellin. L'Université nationale de Bogotá com-

1. *Memoria del ministro de Instrucción pública, etc.*, 1912. *Op. cit.*

2. C'est ce que nous appelons ; l'enseignement supérieur.

prend la Faculté de sciences naturelles et médecine, la Faculté de mathématiques et du génie¹, la Faculté de droit et sciences politiques et le Collège dentaire.

L'Université nationale de Bogotá est, sans aucun doute, l'établissement d'enseignement le plus important de toute la Colombie. On y afflue de tous les points du pays, et c'est là que se forme la jeunesse qui doit plus tard développer l'activité des différents départements et resserrer les liens qui les unissent entre eux, renforçant ainsi l'unité nationale et l'amour de la patrie.

Le prestige dont jouit cette Université fait que chaque année le nombre des étudiants augmente d'une façon considérable. Ainsi, par exemple, à la Faculté de droit, le chiffre des élèves, qui n'était que de 77 en 1906, est monté en 1912 à 232. A la Faculté de médecine on en comptait 254 en 1912. Mais il faut dire que sur ce nombre, 20 ou 25 pour 100 seulement terminent leurs études et obtiennent les diplômes.

Il n'y a pas, à proprement parler, de Faculté des sciences naturelles. Il y a des cours de botanique, de zoologie et de chimie à la Faculté de médecine, et un cours de minéralogie à la Faculté de mathématiques; mais outre que cet enseignement se trouve ainsi réparti entre deux Facultés, il n'est pas assez complet. Aussi le gouvernement a-t-il réclamé des Chambres la

1. C'est la réunion de nos Faculté des sciences, École centrale et École polytechnique.

création d'une Faculté des sciences, avec une chaire d'agronomie, dont l'enseignement si important pour un pays de cultures comme la Colombie, a été malheureusement suspendu depuis plusieurs années.

L'École des mines de Medellin, qui faisait autrefois partie de l'Université du département d'Antioquia, vient d'être réorganisée par les décrets n^{os} 178 et 359 de 1912 et jouit d'un crédit annuel de \$ 20.000. Grâce à ces ressources et à une autre somme de \$ 5.000 votée par l'assemblée départementale de l'Antioquia, grâce aussi à son corps de professeurs éminents, cette École des mines est en état de répondre à une impérieuse nécessité, la Colombie étant, comme nous l'avons vu, un pays essentiellement minier. On peut espérer que, dans un temps très court, elle sera un des établissements de premier ordre de l'Amérique du Sud.

Voici quel était en 1912 le nombre de Facultés et d'élèves dans chaque département de la République :

Antioquia : 2 facultés, 218 élèves.

Bolivar : 1 faculté, 243 élèves.

Caldas : 1 faculté, 56 élèves.

Cauca : 1 faculté, 202 élèves.

Cundinamarca : 8 facultés, 958 élèves.

Nariño : 1 faculté, 120 élèves,

soit au total, 14 facultés et 1.797 élèves.

Enseignement industriel et artistique. — L'enseignement industriel, dont l'importance est si grande au point de vue du développement économique du pays,

est donné aux frais du gouvernement national dans l'École centrale des arts et métiers et dans l'Atelier national de tissus, qui fonctionnent à Bogotá; aux frais du département d'Antioquia, dans l'École d'arts et mécanique de Medellin, et aux frais de l'État, dans l'École d'agronomie de Popayán. A Bogotá, il existe aussi une institution de caractère privé, le Collège de Léon XIII, fondé et dirigé par les Salésiens, qui donne cet enseignement.

La statistique fournit les chiffres suivants pour l'instruction industrielle officielle en 1912 :

Antioquia. . . .	1 école. .	47 élèves.
Cundinamarca . .	3 — . .	399 —
Santander	9 — . .	337 —
Soit ensemble. 13 écoles et		783 élèves.

L'enseignement artistique de caractère officiel est limité à l'École nationale des Beaux-Arts et au Conservatoire national de Musique, tous deux établis à Bogotá.

Instituts scientifiques. Il y a lieu de signaler dans cette subdivision de l'Instruction publique l'Observatoire astronomique, le Musée et la Bibliothèque nationale.

L'Observatoire vient d'être doté en 1912 de plusieurs instruments et appareils indispensables pour son service, mais il aurait encore besoin d'être enrichi davantage, surtout étant donné que par son altitude, Bogotá

est un point où peuvent se faire des observations astronomiques très intéressantes.

Le Musée national vient d'être réorganisé par son éminent directeur, le général Restrepo Tirado, qui a notamment dressé un catalogue de tous les échantillons de minéraux qu'il renferme et classé les pièces d'anatomie et de paléontologie colombiennes.

La Bibliothèque nationale se développe de jour en jour. Dans le cours de 1912, elle a reçu 22.000 périodiques et 2.200 ouvrages ou brochures, sans parler de la riche donation faite par l'illustre philologue Don Rufino J. Cuervo ¹.

Évangélisation et instruction des tribus sauvages. Ces deux choses marchent de front en Colombie, car ce sont les missionnaires qui sont chargés par le gouvernement d'instruire et de civiliser les tribus sauvages.

Ce n'est pas dans ce siècle seulement qu'on s'est occupé de cette grave question de la civilisation, si importante pour l'avenir de la Colombie, car sa population d'origine européenne est insuffisante pour lui fournir la main-d'œuvre dont elle a besoin pour son développement économique. D'immenses territoires sont à peu près abandonnés, malgré leur fertilité, parce que les Indiens seuls y vivent ou peuvent y vivre, et

1. Rufino J. Cuervo, mort récemment à Paris, était le premier philologue de l'Amérique du Sud. Il était le *Littre* de la langue espagnole. Il a laissé une œuvre considérable publiée pour la plus grande partie à Paris, dont un grand Dictionnaire de la langue espagnole, malheureusement inachevé.

qu'il a été très difficile jusqu'à présent de s'en faire des auxiliaires. L'Indien a toujours considéré le Colombien ou l'Européen comme l'ennemi, et il sera difficile de lui faire perdre cette idée transmise de père en fils. Il faut reconnaître qu'il n'a pas tout à fait tort, car il a été malheureusement exploité, volé et massacré, soit par des conquérants sans pitié, soit par des étrangers, avides de richesses et désireux beaucoup plus de s'emparer de la fortune acquise que de l'acquérir eux-mêmes. Quand on l'a bien traité, comme faisait *Vasco Nuñez de Balboa*, il a été humain et hospitalier ; mais il a été cruel (et qui pourrait le lui reprocher ?) quand les conquérants, après lui avoir volé tout l'or qu'il possédait, s'attaquaient même à ses femmes. Après la conquête violente des troupes organisées, les Indiens ont eu à subir constamment, depuis les premiers temps de la colonie, les attaques sournoises et souvent violentes des « *colonisateurs* » sans scrupule. Il ne faut pas se méprendre sur le sens de nos paroles. Jamais l'ordre de se comporter ainsi avec la population indienne n'est venu d'en haut ; jamais les classes honorables de la Colombie n'y ont prêté la main. Ce sont des entreprises individuelles, étrangères pour la plupart, qui ont fait de l'Indien, par la terreur, leur humble sujet *taillable et corvéable à merci*. On a lu dernièrement dans la Presse du monde entier les scandales qui se sont passés au Pérou, où une grande compagnie exploitait indignement les indigènes. Même quand il

n'a pas un but de lucre, le « *colonial* » se croit roi sur une terre où il n'est en réalité qu'un intrus et traite volontiers en esclave, souvent même en bête de somme, celui auquel il devrait seulement demander l'hospitalité. Nous avons eu de tristes exemples de cette mentalité dégradante dans nos propres colonies. Qu'on pense donc à ce que peuvent être les procédés de négociants sans scrupules, quand ils arrivent, avides de gain, dans des pays neufs où ni gendarmes, ni juges, ni prisons ne sont là pour garantir la propriété ! Aussi est-ce un grand honneur pour le gouvernement colombien que d'avoir fait tous ses efforts depuis quelques années pour que l'Indien soit catéchisé, instruit et protégé.

Le général *Rafael Uribe-Urbe*, dans une très intéressante brochure appelée *Conversion des Sauvages*, s'exprime ainsi : « Malheureusement les tribus que nous devons craindre le plus se trouvent à la frontière des pays voisins : les *Cunas* sont près de Panamá ; les *Goajiros* et *Motilones* habitent aux frontières du Vénézuéla ; enfin les tribus du *Caquetá* occupent le territoire que nous disputent le Brésil, l'Équateur et le Pérou. Cette circonstance doit nous faire redoubler d'attention. Ces Indiens étant colombiens, nous sommes obligés de les protéger, et, nous devons empêcher que des étrangers inhumains les tuent, les exploitent et les oppriment, ainsi que cela se passe actuellement. »

Le gouvernement national, convaincu de la nécessité de convertir les nombreux Indiens qui mènent la vie

sauvage, a résolu de leur envoyer des missionnaires pour les amener à la civilisation et grossir de centaines de milliers d'individus le capital de la République ; mais le système actuel de conversion ne répond pas aux efforts du gouvernement et des missionnaires. Le gouvernement a dépensé chaque année, pour atteindre ce noble but, plus de quarante mille piastres, depuis vingt-cinq ans, et cela malheureusement sans que les missions de Colombie aient obtenu des résultats appréciables et sans que la civilisation des Indiens ait fait de réels progrès. L'évêque de Dibona a attribué la cause de cet insuccès, en grande partie, aux *civilisés* eux-mêmes : « Mon appréciation, a-t-il déclaré, paraîtra peut-être un peu excessive, mais cependant j'en ai la preuve dans le fait des Indiens qui, en plus d'une occasion, sont venus dans cette ville (Bogotá) demander protection, ne pouvant plus supporter ce qui se passe... ; on les tourmente tellement avec le recouvrement des impôts qu'on leur fait détester la vie civilisée, etc..... Souvent les Indiens sont malmenés, de façon tout à fait inhumaine, par les *civilisés*, et il est de toute urgence de nommer un protecteur des indigènes¹ qui puisse réclamer contre tous les excès dont les Indiens sont victimes². »

1. Nous avons en France un *Comité de protection et de défense des indigènes*, composé, sans distinction d'opinions politiques ou religieuses, de tous les hommes de cœur qui désirent voir la fin des abus qui se commettent aux colonies contre les indigènes.

2. *Tribus que poblaron la costa y modo de civilizarlas*. Bogotá, 1912.

Le préfet du Territoire de Goajira, dans son compte rendu de l'année 1878, n'a pas craint de dire : « Les civilisés se *goajirisent* et sont pires que les indigènes dans leurs procédés. On peut affirmer que presque toujours ils sont responsables des mauvais procédés des Indiens¹. »

Les archives colombiennes sont remplies de ces plaintes contre les *civilisés* qui trafiquent avec les Indiens, les trompent et leur inspirent des sentiments indignes. Ce sont malheureusement des faits très répandus. Ainsi, les Hollandais et les Français des Guyanes avaient si bien dressé les Indiens Caribes au pillage contre les Indiens de l'Orénoque, que souvent, après s'être tâtoués et dévêtus comme eux, ils les commandaient et les conduisaient eux-mêmes aux horribles massacres de malheureux indigènes² !

A des degrés différents, la *méthode forte* c'est-à-dire inhumaine, compte de trop nombreux adeptes. C'est ainsi que le général colombien Francisco Vergara y Velasco est d'avis, en raison des efforts stériles des missions et de l'attention insuffisante (selon lui) que le gouvernement prête à cette question, qu'on agisse avec les Indiens d'une façon très sommaire, comme ont fait les Américains avec les Peaux-Rouges. Ce n'est pas une méthode à recommander et ce n'est pas sur les Américains qu'il faut prendre modèle en matière d'humana-

1. *Tribus que poblaron*, etc., *op. cit.*

2. *Tribus que poblaron la costa*, etc., *op. cit.*

nité. Il n'y en a qu'une seule, plus raisonnable et plus chrétienne, qui puisse conduire au résultat désiré. C'est un homme peu suspect de parti pris en faveur des missions, le leader du parti libéral¹, le *général Uribe Uribe* qui la préconise². Écoutons-le :

« Pour que la machine à réduire les Indigènes soit efficace, il faut qu'elle se compose de trois pièces qui, agissant séparément, ne donnent aucun résultat : colonie militaire, corps d'interprètes, missionnaires.

« La première est nécessaire pour la sécurité des deux autres et pour inspirer le respect et la confiance qui pour les sauvages dérivent naturellement de la force qu'ils apprécient beaucoup.....

« Les détachements devraient se composer de volontaires mariés, emmenant avec eux leurs familles et recevant une gratification raisonnable. Les soldats de ces expéditions élèveraient eux-mêmes leurs maisons et recevraient quelque bétail et des lots de terre d'une superficie suffisante pour pouvoir les cultiver eux-mêmes, en toute propriété ; ils ouvriraient des routes, et près des rivières, devraient disposer d'embarcations.

« La direction de ces colonies serait confiée à des officiers distingués, énergiques et judicieux, capables de pratiquer des explorations et de s'appliquer au déve-

1. Le parti *libéral* de Colombie correspond à ce que nous appelons en France le parti anticlérical. Il y a cependant une différence en ce sens que, contrairement à ce qui a lieu chez nous, les anticléricaux de Colombie sont souvent des catholiques.

2. *Tribus que poblaron*, etc., *op. cit.*

loppement des voies de communication, à la reconnaissance des richesses végétales et minérales, à la protection des frontières et à des opérations de topographie et d'arpentage destinées à préparer le terrain pour fixer les tribus et l'immigration étrangère. L'emplacement de la colonie serait choisi en un lieu sain capable de devenir plus tard une ville. A la colonie, on pourrait ajouter un médecin et un inspecteur chargé de surveiller le commerce avec les Indiens et leur emploi comme journaliers, *afin de les protéger contre les tromperies et les abus...*

« Le corps d'interprètes, sous la direction du missionnaire et de maîtres civils leur enseignant des métiers, se recruterait parmi les enfants de la tribu qu'on obtiendrait par des largesses, soit en les achetant, soit en demandant à leurs parents de les confier à la mission.

« Peut-être ai-je des illusions, mais j'estime qu'il suffirait de quinze années de pratique assidue et intelligente de ce système pour enrôler dans l'existence sociale et économique du pays tous nos indigènes et les vastes contrées qu'ils habitent; et si cela n'est pas un triomphe pour nos hommes d'Etat civils et ecclésiastiques, je déclare ne pas connaître d'objets plus nobles auxquels ils puissent employer les facultés qu'ils tiennent de la Providence et du Peuple. »

Le plan de civilisation des indigènes doit être réglé selon leurs différentes conditions. Il ne faut pas opérer de la même façon avec les *Arhuacos* et les *Tunebos*, races

douces, agriculteurs et sédentaires avec tendance à se grouper en des points déterminés, qu'avec les *Cunas*, les *Goajiros*, les *Motilones* et les tribus du *Casanare* et du *Caqueta*, essentiellement nomades, qu'il est difficile d'amener à habiter les villes. On doit laisser chacun où il se trouve. A ceux qui sont établis à résidence fixe et savent cultiver la terre, il faut procurer des semences, des outils, des animaux et leur apprendre les nouvelles méthodes de culture. La civilisation des *Arhuacos*, par exemple, serait chose facile si le gouvernement appuyait l'idée¹ d'une colonie agricole formée de vingt-cinq familles de militaires, de deux missionnaires et d'un orphelinat où les enfants apprendraient l'espagnol et les premières notions d'agriculture et où on les obligerait à aller jusqu'à l'âge de douze ans. Les boissons alcooliques seraient interdites aux indigènes et on expulserait ceux qui les introduiraient ou les vendraient.

La civilisation des *Goajiros*, étant donné la situation de la péninsule qu'ils habitent est moins facile. Ils se trouvent entre des populations colombiennes et vénézuéliennes qui rivalisent à les corrompre par l'alcool et la dissolution des mœurs, qui leur vendent des armes et des munitions et provoquent des guerres entre eux. Colombiens et Vénézuéliens recherchent les *Goajiros* pour les aider à la contrebande, et, comme

1. Tribus que poblaron la costa, etc.

l'affirme le général Uribe, ni les uns ni les autres n'ont apporté dans cette région le moindre élément moralisateur.

Au temps de la colonie espagnole, lorsque les missions du *Caroní* furent fondées, leur chef était revêtu de l'autorité civile et judiciaire pour régler tous les incidents qui pouvaient survenir chez les indigènes soumis. Le résultat dépassa les espérances des fondateurs. Pendant le laps de temps relativement assez court de vingt et quelques années qui s'étendit depuis la fondation de la mission jusqu'à l'époque de l'Indépendance, vingt-neuf peuplades d'indigènes furent groupées sous l'autorité de son chef. Malheureusement toutes se dispersèrent quand furent massacrés, par les troupes du général Piar, les trente-six Pères capucins catalans qui composaient la mission.

Le gouvernement de la Bolivie emploie cette méthode du missionnaire juge et administrateur pour arriver à la prompte civilisation de ses Indiens. Au début le missionnaire est en même temps juge, gouverneur, vice-roi, arbitre et législateur, puisqu'il groupe en lui toutes les facultés du pouvoir public; puis quand les Indiens se sont habitués à l'obéissance, le missionnaire constitue une municipalité, avec les autorités locales correspondantes, et termine patriotiquement sa mission en la plaçant dans la dépendance du gouvernement républicain¹.

1. *Tribus que poblaron la costa*, etc., *op. cit.*

Il existe à Bogotá¹ un « Conseil national de l'œuvre des missions de Colombie », qui, sous l'impulsion ardente, patriotique et éclairée de son illustre archevêque, Monseigneur *Bernardo Herrera Restrepo*, cherche à réunir le plus de fonds possible, pour venir en aide au gouvernement et au Congrès. Ses efforts constants tendent à ce que « la colonisation et l'évangélisation commencées, tant dans le Caqueta et le Putumayo, que dans les plaines de San Martin et Casanare, le Goajira, le Chocó, la Tierra Adentro et certaines régions du Magdalena, ne soient pas paralysées. C'est en effet l'unique moyen de conserver, en même temps que l'intégrité du territoire de la patrie, *la vie et l'honneur des indigènes, soumis, dans des cas nombreux, à des outrages inouïs de la part de trafiquants indignes, dépourvus de tout sentiment d'humanité, et qu'ont dénoncés la presse nationale et de l'étranger*². »

La loi 14 du 18 septembre 1912³ a accordé à la Junta arquidiocesana nacional de las misiones, une subvention annuelle de 100.000 piastres or, payable par douzièmes à la fin de chaque mois à partir du 1^{er} janvier 1913. On ne peut faire mieux pour l'instruction et la civilisation des indigènes et en même temps, on ne

1. Junta arquidiocesana nacional de la obra de las misiones en Colombia.

2. Extrait de la circulaire de propagande rédigée par Monseigneur Herrera R. et le bureau de la Junta de las misiones. (*Las misiones en Colombia, Caqueta y Putumayo*. Bogotá, Imprenta de la Cruzada, 1912.)

3. Rapportée dans le même ouvrage.

peut employer de meilleurs moyens pour arriver au développement économique de riches contrées insuffisamment exploitées.

Le service d'instruction publique des missions est divisé en six sections correspondant aux territoires où elles fonctionnent et qui sont les suivants :

Goajira et Sierra Nevada, Casanare, San Martín, Caquetá et Putumayo, Tierradentro et Chocó.

Le tableau ci-dessous permettra de se rendre compte du nombre d'écoles et d'élèves de ces « territoires scolaires » et permettra en même temps la comparaison entre les années 1911 et 1912¹ :

TERRITOIRES SCOLAIRES	Nombre d'écoles primaires en 1912.	Différence du nombre d'écoles par rapport à l'année 1911.		Nombre d'élèves dans les écoles de : territoires.	Différence du nombre d'élèves par rapport à l'année 1911.	
		En plus.	En moins.		En plus.	En moins.
Goajira et Sierra Nevada.	45	2	»	565	173	»
Casanare	23	»	»	604	»	48
Caquetá et Putumayo. .	25	1	»	1.171	58	»
Chocó	46	»	3	1.084	4	»
San Martín	41	»	1	395	»	37
Tierradentro.	46	»	»	788	5	»
Totaux.	406	3	4	4.607	240	55

L'enseignement officiel n'est pas le seul qui existe en Colombie. Dans tous les départements il y a des

1. *Memoria del ministro de Instrucción pública al Congreso de 1912.*

écoles et des collèges privés, où se donne l'instruction primaire, secondaire et professionnelle. Dans beaucoup de départements, l'instruction primaire privée n'existe pour ainsi dire pas ; tous les enfants, quel que soit leur rang social, vont à la même école, à l'école officielle. A Bogotá au contraire, il y a autant d'enfants qui fréquentent les écoles privées que d'enfants suivant les cours des écoles publiques. Si pour la statistique on se bornait aux chiffres des écoles officielles on aurait donc un résultat erroné. Voici d'ailleurs par départements, quelle a été en 1912 la fréquentation scolaire libre¹ :

DÉPARTEMENTS	Nombre d'écoles.	Nombre d'élèves.
Antioquia.	66	2.836
Atlántico	12	926
Bolívar.	6	342
Boyacá.	10	167
Caldas	50	2.194
Cauca	18	483
Cundinamarca	71	2.888
Magdalena	26	679
Nariño.	54	1.772
Norte de Santander	3	222
Santander.	9	234
Tolima.	10	395
Valle	19	446
Totaux.	354	13.584

1. *Memoria del ministro de Instrucción pública, 1912, op. cit.*

En groupant dans une même statistique les écoles publiques et privées et le total de leurs élèves, on obtient pour 1912 les chiffres suivants :

Enseignement primaire : 4.082 écoles, 249.579 élèves.

Enseignement secondaire : 231 écoles, 18.866 élèves.

Enseignement primaire, secondaire, pédagogique, industriel, professionnel et artistique réunis : 4.371 écoles, 272.873 élèves.

Et en comparant à 1911 :

1911		1912	
Écoles.	. . . 4.070	Écoles.	. . . 4.371
Élèves.	. . . 245.839	Élèves.	. . . 272.873

Différence en faveur de 1912 :

Écoles		301
Élèves		27.034

CHAPITRE X

**Panama et le canal de Panama. — Son histoire.
— Son influence au point de vue économique
et de l'avenir de la Colombie.**

Bien que Panama, aux yeux des nations qui l'ont reconnu comme État, ne fasse plus partie de la Colombie, il convient d'en parler ici. D'abord parce qu'en droit, cette soi-disant République n'est autre chose qu'un département révolté, ensuite parce que l'ouverture de son canal doit amener nécessairement une augmentation du trafic commercial de la Colombie et faciliter l'écoulement des produits des départements du Pacifique.

L'émancipation de Panama est une de ces iniquités dont l'Histoire n'a malheureusement eu à enregistrer que trop d'exemples. Ce n'est pas ici qu'il convient de les énumérer, bien que certains rapprochements s'im-

posent, notamment entre l'intervention de la Prusse en 1864, qui enleva au Danemark les duchés révoltés de Schleswig et Holstein, et celle des États-Unis qui prêtèrent main forte aux révolutionnaires de Panama, après avoir provoqué leur insurrection. La Colombie a été victime de menées rapides, que le président Roosevelt n'a pas cherché à dissimuler. Au cours d'une allocution prononcée à l'Université de Californie, il s'est exprimé en ces termes : « Le canal de Panama m'intéresse pour la raison que c'est moi qui l'ai mis en marche. Si j'avais suivi les méthodes traditionnelles et conservatrices, j'aurais envoyé au Congrès un document d'État plein de dignité, constituant probablement 200 pages, et le Congrès serait encore à en faire le sujet de ses débats ; *mais je m'emparai de la zone du canal*, laissant au Congrès le soin de faire des discours ; les discours continuent à marcher et le canal marche de compagnie¹. »

Il serait trop long de reprendre dès l'origine l'histoire des négociations dont le canal de Panama fut l'objet. Rappelons seulement qu'après la déconfiture de la Compagnie créée par de Lesseps victime des politiciens et d'une publicité ruineuse, beaucoup plus que des difficultés de la tâche entreprise — une nouvelle compagnie française fut constituée, qui obtint le prolongement de la concession jusqu'en 1914. Mais les travaux

1. Leander E. Chamberlain, *Un chapitre de déshonneur national*, traduit avec l'autorisation de la *North American Review*, février 1912.

n'avançant pas, et l'expiration de la concession approchant, les actionnaires, plutôt que de tout perdre, acceptèrent de céder leurs droits aux États Unis pour 200 millions, si ceux-ci, qui hésitaient entre le canal de Nicaragua et le canal de Panama, optaient pour ce dernier. Le Sénat, en votant la loi qui décidait la construction d'un canal interocéanique, avait laissé au président le choix de la voie qu'il jugerait la meilleure. Le 28 juin 1902, le président Roosevelt contresigna la loi et adopta Panama. Mais tout n'était pas fini : restait la Colombie.

La Colombie était toute disposée à traiter avec les États-Unis, comme elle avait traité jadis avec la France, pourvu qu'on ne sortît pas du terrain commercial et que sa souveraineté fût intégralement maintenue. Dans la première note que les deux pays élaborèrent, la Colombie ratifiait le transfert de tous les droits de la Compagnie française aux États-Unis, et accordait une zone de 5 kilomètres de large, administrée par la République américaine, mais *relevant toujours de la souveraineté de la Colombie*, bien qu'elle dût rester neutre à perpétuité. Évidemment il pouvait y avoir là une source de difficultés, car un territoire neutre, placé sous le gouvernement d'un pays quelconque, n'est pas neutre au sens absolu du mot, par ce fait seul qu'il est dans la dépendance d'un État à l'exclusion des autres. Mais sur le moment cela paraissait tout simple, et avec l'indemnité de 30 millions comptant, et l'annuité de

1.250.000 francs accordés à la Colombie au bout de quatorze ans, il semblait que tout s'arrangerait sans difficultés. Il n'en fut pas ainsi : aux États-Unis on trouva le projet de traité trop libéral, en Colombie on le jugea insuffisant.

Un journaliste anglais, M. J.-F. Fraser, dans un ouvrage paru récemment¹, qualifie d'insensée l'attitude du gouvernement colombien : « Un plan, dit-il, se dissimulait derrière cette folie. Le canal ne pouvait se construire sans sa ratification ; d'autre part, les États-Unis allaient bientôt rembourser 200 millions à la Société française ; si donc le canal ne se bâtissait pas, la concession expirant en 1904, tout reviendrait à la Colombie. Voilà quelle était sa trouvaille. Les États-Unis devraient lui verser les 200 millions, plus la prime de 30 millions, et plus tard l'annuité de 1.250.000 francs. Le gouvernement colombien n'avait donc qu'à faire le mort et au bout de deux ans, l'or tomberait en plein dans ses caisses. La manœuvre était évidemment très habile, mais la Colombie se mêlait de ce qui ne la regardait pas en spéculant sur les intérêts des capitalistes français et les ambitions américaines. La construction du canal resta donc en suspens... »

En admettant que la Colombie ait eu les intentions que lui prête M. Fraser, nous ne voyons pas en quoi elle se serait mêlée de ce qui ne la regardait pas. C'était

1. John Foster Fraser, *Panama. L'œuvre gigantesque*, adapté de l'anglais par Georges Feuillet. Paris (sans date).

son rôle et son devoir de chercher à tirer le meilleur parti possible de son territoire de Panama, et personne ne saurait l'en blâmer. Mais ce qui est beaucoup plus vraisemblable, c'est que la Colombie craignait que l'*Administration* des États-Unis ne dégénérât en une véritable prise de possession et redoutait de voir ce puissant voisin, sous prétexte d'administrer, s'installer en maître sur son propre territoire. Si c'était là son véritable motif, elle voyait clairement l'avenir, car les événements ont déjà prouvé, et prouveront encore chaque jour d'avantage, que les États-Unis entendent être les maîtres absolus du canal, tant au point de vue commercial qu'au point de vue stratégique.

Les négociations furent reprises et on prépara une nouvelle convention par laquelle les États-Unis pourraient construire le canal et administrer comme ils l'entendraient une bande de 50 kilomètres de large, dont cependant la Colombie conserverait la souveraineté. Celle-ci toucherait, en échange, une indemnité de 40 millions comptant et 625.000 francs au bout de neuf ans, comme annuité. Ce fut la *Hay-Herran Convention*, signée entre les mandataires des deux gouvernements le 22 janvier 1903. La convention confirmait l'article xxxv du traité de 1846, entre les États-Unis et la Colombie, traité qui a été la base de toutes les réclamations ultérieures de cette dernière nation¹. Mais

1. Article xxxv. — Les États-Unis d'Amérique et le République de Nouvelle-Grenade, désirant rendre aussi durables que possible les rela-

ce n'était qu'un accord entre des plénipotentiaires et il fallait évidemment qu'il fût ratifié par les Chambres des deux pays. D'ailleurs, il était stipulé à la fin de la convention, en termes précis, que « lorsqu'elle aurait été revêtue de la signature des parties contractantes, elle serait ratifiée conformément aux lois des deux pays. »

Or, sans attendre que le Sénat colombien ratifiât le traité, et afin d'exercer une pression sur lui, le gouvernement des États-Unis fit notifier au ministre des Affaires étrangères de Colombie que, « dans le cas où la Colombie viendrait maintenant à répudier le traité

tions qui doivent être établies entre les deux parties en vertu du traité actuel, il a été déclaré solennellement et convenu les points suivants :

« Premièrement (suit une liste d'avantages pour les États-Unis.)

« Afin de se garantir mutuellement la jouissance paisible et continue de ces avantages, et comme compensation spéciale pour les dits avantages et pour les faveurs acquises par les articles iv, v et vi de ce traité (articles assurant aux États-Unis des privilèges réciproques d'importation et de jaugeage, ainsi que des droits de douane égaux), *les États-Unis garantissent positivement et efficacement à la Nouvelle-Grenade, en vertu de la présente stipulation, la neutralité absolue de l'isthme* préalablement mentionné, à l'effet que le libre passage d'une mer à l'autre ne soit pas interrompu ou entravé dans l'avenir, tant que demeurera en vigueur le présent traité; et en conséquence *les États-Unis garantissent pareillement les droits de souveraineté et de propriété que la Nouvelle-Grenade détient et possède sur ledit territoire...* » (Rapporté par Leander E. Chamberlain, *op. cit.*)

Le traité de 1846, fait pour vingt années, devait au-delà de ce délai continuer à lier les deux parties, si aucune d'elles n'avait manifesté l'intention d'y apporter des modifications. Or, au moment des incidents de Panama, aucun avertissement n'avait été donné; le traité était donc toujours en vigueur.

ou à en retarder indûment la ratification, les sentiments amicaux existant entre les deux pays seraient si sérieusement compromis que l'hiver prochain, le Congrès pourrait prendre des mesures que regretterait tout ami de la Colombie¹. »

Malgré ces mesures le Sénat colombien, à la date du 12 août 1903, refusa de ratifier le traité, que le Sénat américain avait au contraire approuvé le 17 mars 1903.

M. Fraser², voulant expliquer l'attitude du gouvernement colombien, écrit : « Pourquoi en effet ne pas attendre encore et toucher ainsi les 200 millions qui lui reviendraient de droit au cas où les Français n'auraient pas achevé le canal en 1904, et cela leur eût été matériellement impossible, etc. »

M. Fraser oublie ou ignore qu'en l'année 1900, le docteur Carlos Calderon³, ministre des Finances, avait conclu un arrangement avec le représentant de la Compagnie française, par lequel il accordait à cette Compagnie *une prolongation de six ans* moyennant une indemnité d'un million de piastres, et que cet accord avait été ratifié par un décret de caractère législatif. La raison que donne M. Fraser est sinon fausse, tout au moins prématurée. Il est beaucoup plus probable que le Sénat colombien craignait la mainmise des États-

1. Leander E. Chamberlain, *op. cit.*

2. Fraser, *op. cit.*

3. A. Vasquez Cobo, antiguo ministro de Estado, *Pro PATRIA. Cuestiones Internacionales*. Paris. Roger et Chernoviz, 1910.

Unis sur Panama et ne se reconnaissait pas, en outre, le droit de ratifier un acte aussi inconstitutionnel que celui qui obligeait la Colombie à abandonner une partie de son territoire. Il ne peut faire de doute pour personne que les États-Unis ont toujours recherché non seulement la possession commerciale du canal, mais aussi l'entière disposition de l'isthme, soumise à leur contrôle exclusif¹. Cela ressort clairement de leurs actes depuis nombre d'années :

Jusqu'en 1880, les États-Unis paraissaient vouloir rester neutres si un canal interocéanique étaient construit. Ils n'avaient pas fait de difficultés pour signer avec l'Angleterre le traité *Clayton-Bulwer*². Mais en 1880, le président *Hayes* commença à lancer une audacieuse et nouvelle théorie, dans laquelle il était déclaré que tout canal ouvert par des entreprises particulières devrait se soumettre au *contrôle américain*. Aux discours de M. de Lesseps, le président des États-Unis répondait en cette forme³ : « La politique des États-Unis veut un canal *sous le contrôle américain*. Les États-Unis ne peuvent admettre que ce contrôle soit fait par une ou plusieurs puissances européennes.....

1. L'acte Hay-Herran accordait notamment aux États-Unis, pour des périodes de cent années, renouvelables à leur gré, occupation et juridiction de la zone du canal.

2. Le traité *Clayton-Bulwer* obligeait les deux puissances contractantes (l'Angleterre et les États-Unis) à renoncer à obtenir le contrôle du futur canal interocéanique. Elles s'engageaient également à ne pas élever d'ouvrages militaires pouvant dominer ledit canal.

3. Vasquez Cobo, *Pro Patria*, op. cit.

Un canal interocéanique qui traversera l'isthme américain, modifiera radicalement les relations entre les côtes Atlantique et Pacifique des États-Unis, et entre les États-Unis et le monde entier. L'immense Océan s'étendra alors entre nos ports de l'Atlantique et du Pacifique, et *ce canal formera virtuellement partie des côtes des États-Unis*. Notre intérêt commercial, à lui seul, est plus grand que celui de toutes les autres nations; les effets du canal en ce qui touche notre puissance et notre prospérité comme nation, et en ce qui concerne nos moyens de défense, notre unité, notre pays, notre sûreté, sont d'un intérêt vital et primordial pour les États-Unis. Aucune grande puissance, dans des circonstances semblables, ne manquerait d'établir son contrôle sur une entreprise touchant de si près ses intérêts et sa propriété. C'est le droit, le devoir des États-Unis, d'acquérir et de maintenir ce contrôle ainsi que son autorité supérieure sur tout canal interocéanique, quel qu'il soit, qui traversera l'isthme américain, parce que c'est l'unique moyen de protéger réellement nos intérêts nationaux. »

Si après ce discours on pouvait avoir encore des doutes sur les intentions des États-Unis, l'intervention du ministre américain *Blaine* en 1881 auprès de tous les gouvernements européens, n'aurait pu faire autrement que de les dissiper. M. Blaine, dans sa note aux ministres accrédités auprès des États de l'Europe, après avoir déclaré que les États-Unis ne s'opposeraient pas

à l'organisation de l'entreprise du canal, en tant qu'entreprise purement commerciale, ajoutait « qu'en ce qui concernait le *contrôle politique de ce canal*, considéré séparément de son administration et de son aspect commercial, le président des États-Unis se faisait un devoir de parler avec franchise et précision. Il déclarait aussi inadmissible, en cas de guerre où les États-Unis auraient à intervenir, le passage de navires de guerre ennemis par le canal de Panama, que le passage de troupes armées d'une nation ennemie par les voies ferrées qui unissent les ports de l'Atlantique à ceux du Pacifique, dans les États-Unis. Il ajoutait que les États-Unis *devaient insister sur leur droit de prendre toutes les précautions nécessaires contre la possibilité d'un transit isthmique, pouvant être utilisé d'une manière offensive contre leurs intérêts sur mer et sur terre*, etc.¹. »

Il est inutile d'en dire d'avantage ; les intentions formelles des États-Unis sur le canal sont suffisamment prouvées par ces textes. Une seule chose les arrêta malgré tout : le traité Clayton-Bulwer. Aussi, profitant de ce que l'attention de l'Angleterre était tournée vers l'Afrique du Sud, en obtinrent-ils l'annulation en 1901, en lui faisant signer le nouveau traité *Hay-Pauncefote*. Ils se sentaient donc bien libres au moment de leurs négociations avec la Colombie.

1. Vasquez Cobo, *Pro Patria*, op. cit.

Aussi, à la suite du refus par le Sénat colombien de ratifier l'acte *Hay-Herran*, les événements ne tardaient-ils pas à se précipiter.

Depuis longtemps déjà, les États-Unis exploitaient certains mécontentements de la province de Panama et préparaient l'insurrection pour le cas où, la Colombie refusant de traiter à leur gré, elle deviendrait nécessaire à leurs intérêts. Le président de l'Union a avoué qu'il savait dès le mois d'août 1903 que la sécession de la province de Panama était secrètement fomentée¹. Il a déclaré ouvertement que, vers la fin d'octobre, la tentative « paraissait être d'une probabilité imminente. » Dans son message du 4 janvier 1904 au Congrès, il disait déjà : « Par suite de ces faits j'ai chargé le département de la Marine de donner des ordres à l'effet d'assurer que nos navires de guerre fussent à proche portée de l'isthme, au cas où cela pourrait devenir nécessaire... » Le 2 novembre, les ordres suivants étaient transmis aux commandants du *Boston*, du *Nashville* et du *Dixie* : « Maintenez le passage libre... Empêchez le débarquement de toute force armée, soit de la part du gouvernement, soit de celle de l'insurrection, dans un rayon de cinquante milles à la ronde (80 k. 466) de Panama. » Ainsi, à un moment où subsistait toujours le traité de 1846, c'est-à-dire où la neutralité et la souveraineté de la Colombie étaient toujours garanties,

1. Rapporté, ainsi que la suite, par Leander E. Chamberlain, *op. cit.*

la force fut employée par les États-Unis pour empêcher une nation amie de débarquer ses propres troupes là où elles étaient le plus nécessaires ! En d'autres termes, comme le dit fort bien M. Chamberlain, *sujet américain* non suspect de partialité, la réussite de l'insurrection, n'importe à quel moment elle aurait lieu, était fatalement décrétée. Le 3 novembre 1903, les États-Unis allèrent plus loin encore. Le commandant du *Nashville* à Colon reçut l'ordre suivant : « Dans l'intérêt de la paix, faites tout effort possible afin d'empêcher les troupes en ce moment à Colon de se rendre à Panama. Le libre passage de l'isthme doit être assuré et l'ordre maintenu. » Ainsi la Colombie se trouvait dans l'impossibilité de faire marcher ses propres troupes, par son propre chemin de fer, d'une ville lui appartenant à une autre ville lui appartenant ! Et la raison du libre passage de l'isthme n'était qu'un prétexte hypocrite, car, pas un seul instant le transit n'avait été interrompu.

Le docteur Amador, chef des mécontents, ou plus exactement des ambitieux de Panama, de retour de New-York où il avait été négocier avec M. Hay, secrétaire d'État, choisit le 4 novembre 1903 pour donner le signal de l'insurrection, qu'il agrémenta d'un acte de fourberie. Nouveau Judas, il accueillit à bras ouverts le général *Tovar*, de l'armée colombienne, et son état-major, fit semblant d'avoir banni de sa pensée toute idée de révolte et convia à un banquet ses camarades de

l'armée nationale. Mais pendant le repas, il donna des ordres secrets, et quand, le festin terminé, le général Tovar et son état-major se rendirent aux fortifications de Panama pour les inspecter, ils trouvèrent une centaine de soldats qui les couchaient en joue, pendant qu'on les faisait prisonniers, pour leur enlever toute idée de résistance. Quant aux soldats colombiens, que leur général avait eu l'imprudence de laisser à Colon, ils voulurent partir en hâte pour étouffer la révolution. Mais ils n'avaient pas d'argent et la Compagnie de chemin de fer refusa de faire chauffer un train¹. Les troupes du gouvernement se disposaient à passer outre, quand le *Nashville*, fort à propos comme toujours, crut le moment venu d'intervenir et débarqua des fusiliers américains. Les Anglais ayant voulu faire débarquer des troupes à l'autre extrémité, à Colon (par imitation et par crainte de troubles, et non pour venir en aide aux insurgés), les États-Unis leur déclarèrent que c'était inutile, qu'ils « veilleraient à ce qu'il ne se produise pas d'accident² ». Trois navires américains surgirent comme par hasard à Panama, quatre autres à Colon. Quant au *Nashville*, il croisait sans répit devant la côte pour empêcher tout débarquement de soldats colombiens. Les troupes du gouvernement qui se trou-

1. Il ne faut pas oublier, car cela explique mieux le refus que la question d'argent qui pouvait se régler ultérieurement, que le chemin de fer de Panama appartient à une société américaine.

2. Fraser, *op. cit.*

vaient encore à Colon, furent embarquées sur un navire anglais et reconduites à Cartagena, tandis que le général Tovar et ses officiers étaient expulsés du territoire de la nouvelle République de Panama qui venait d'être proclamée le 4 novembre 1903.

Le 6 novembre, la dépêche suivante fut envoyée par le gouvernement américain à son consul à Panama : « Le peuple de Panama a, par un mouvement ayant une apparence d'unanimité, rompu ses relations avec la République de la Colombie et repris son indépendance. Quand vous vous serez convaincu qu'un gouvernement *de facto*, républicain quant à la forme et exempt d'opposition substantielle de la part de ses propres concitoyens, aura été établi dans l'Etat de Panama, vous entrerez en relations avec lui, comme constituant le gouvernement responsable du territoire¹. »

Ainsi les États-Unis, qui avaient tant protesté en 1861, lors de la guerre de Sécession, contre la reconnaissance prématurée des États du Sud, comme belligérants, qui avaient tant réclamé pour l'affaire de l'*Alabama* parce que ce navire avait été construit en Angleterre, ont, moins de cinquante ans après, reconnu comme État un département en révolte quarante-huit heures après sa proclamation d'indépendance et ont appuyé cette reconnaissance de la présence de leur

1. Leander E. Chamberlain, *op. cit.*

flotte. Bien mieux encore — et ceci est un chef-d'œuvre de dialectique — ils ont empêché dans la suite la Colombie d'envoyer des troupes dans l'isthme pour étouffer la révolte, en invoquant ce fameux traité de 1846, qu'eux-mêmes venaient de violer, comme nous l'avons vu, avec tant de sans-gêne : « Ils prirent le monde à témoin, dit M. Fraser ¹, qu'en intimant à la Colombie l'ordre de ne pas bouger, ils n'obéissaient qu'aux considérations les plus nobles et les plus élevées ; que le traité de 1846 garantissait la complète neutralité de l'isthme, et qu'en traitant avec la Colombie, c'est *la région même qu'ils avaient en vue et non le gouvernement*. Puisque la République de Panama existait maintenant, c'est avec elle qu'ils avaient affaire et non plus avec la Colombie. Quant à la question de neutralité, ils envisageaient la neutralité complète par rapport à une agression étrangère, et la Colombie était maintenant pays étranger. »

Pour terminer cet historique de la révolution de Panama, qui a placé l'isthme dans la dépendance absolue des États-Unis et aura peut-être pour l'avenir du monde plus de conséquences qu'on ne pense, nous croyons intéressant de donner la conclusion que porte sur ces faits un livre publié ² récemment par les soins

1. Fraser, *op. cit.*

2. *The Democratic Text-Book*, 1912. (Rapporté dans le *Boletín del ministerio de Relaciones exteriores*, tomo V, abril a julio de 1913. Numéros 1 et 2.)

de deux grands comités de l'Amérique du Nord : le Comité démocrate national et le Comité démocrate du Congrès. La voici en quelques lignes :

« Ce fait (l'intervention des Etats-Unis) accepté et défendu par trois administrations républicaines successives, nous ont aliéné la sympathie et l'amitié de toute l'Amérique latine. Aujourd'hui tous les pays du Sud se méfient de nous, nous craignent, nous haïssent, nous appellent « el gran cerdo del Norte¹ », se moquent de notre présomption, se rient de nos protestations d'honnêteté, repoussent nos nationaux et leur refusent des droits qu'ils accordent à d'autres étrangers, recherchent de préférence pour leur commerce grandissant, les marchés européens malgré leur éloignement. Et pendant ce temps-là nous autres, qui, en creusant un canal à l'usage du monde entier, faisons traite sur l'avenir, aurons à payer très cher cet acte de mauvaise foi internationale.

« Nous nous posons en champions de l'arbitrage, et cependant nos administrations républicaines se refusent à faire arbitrer les réclamations de la Colombie pour le préjudice énorme que *notre violation du traité lui a causé*, violation que nous avons portée à son maximum, en intervenant par la force contre une *souveraineté que le traité de 1846 nous obligeait à protéger*.

« Nos secrétaires d'Etat ont rendu visite à nos voi-

1. « Le grand porc du Nord ». Nous atténuons.

sins du Sud et ont prétendu remédier au dommage sans faire disparaître la cause. Tout cela est vain : l'idée qui domine aujourd'hui dans toute l'Amérique latine est que, tant que l'outrage de Panama n'aura pas été réparé comme il convient, ce canal qui nous coûte \$ 350.000.000 servira uniquement au commerce européen. »

Cette hypothèse, qui serait la juste punition de l'acte déloyal des Américains du Nord, n'est malheureusement pas vraisemblable. Les intérêts commerciaux priment les rancunes patriotiques, et les Républiques sud-américaines, la Colombie comme les autres, continuent et continueront à commercer avec leur puissant voisin, comme nous-mêmes d'ailleurs l'avons fait avec l'Allemagne, après qu'elle nous eut dépouillés de deux provinces.

Bien que n'étant plus en fait souveraine de l'isthme, la Colombie n'en demeure pas moins la mieux placée de toutes les Républiques américaines, au point de vue du trafic futur qui doit s'opérer par le nouveau canal. Nous avons vu, dans un chapitre précédent, quelle était la distance de ses principaux ports de l'Atlantique à Colon et du Pacifique à Panama et nous avons énuméré les lignes de navigation, qui desservent actuellement la Colombie¹. Avec l'ouverture du canal, il s'en créera certainement d'autres, dont les navires ne

1. Voir *supra*, chapitre VI.

pourront manquer de faire relâche dans les ports de la Colombie. Nous avons déjà vu que la Compagnie Générale Transatlantique prévoyait un service direct de Saint-Nazaire à San-Francisco et que la Compagnie chilienne établirait une ligne de Valparaiso à New-York via Panama. Il est probable que la *Pacific Mail*, qui doit desservir les côtes américaine et asiatique du Pacifique, prolongera son service jusqu'aux côtes de l'Atlantique, en traversant l'isthme. Le Japon envoie vers l'Amérique Centrale et du Sud, des navires qui continueront plus tard sur New-York. La *Hawaiian Steamship Cy* a la faculté de dénoncer son contrat avec la Compagnie du chemin de fer de Tehuantepec, dès l'ouverture du canal. Ses 20 navires répartis actuellement entre les deux océans desserviraient alors la route directe du Pacifique, par Panama, vers la Nouvelle-Orléans et New-York. Enfin toutes les Compagnies ont de nombreux navires en construction, spécialement étudiés pour les nouveaux besoins¹.

Tous les navires qui passeront par le canal de Panama auront naturellement des droits à acquitter ; cependant, le gouvernement de l'Union a voulu soit en dispenser le pavillon américain, soit le faire jouir d'un tarif réduit. Malgré les protestations de l'Angleterre invoquant le traité *Hay-Pauncefote* de 1904 qui établissait l'égalité future de toutes les nations à Panama, les

1. François Mange, *Le canal de Panama et le tonnage maritime*, *op. cit.*

États-Unis n'ont pas craint de promulguer une loi, dite loi *Adamson* qui exempte des taxes du canal les navires côtiers battant pavillon américain. Il semble cependant que le président Wilson n'envisage pas les choses de la même façon, et suivant le *World*, au cours d'une conférence qui a eu lieu le 28 janvier 1914 à la Maison-Blanche, il a vivement conseillé de modifier la loi Adamson. « Il vaut mieux, a dit le président Wilson, résoudre ainsi cette question que de la laisser porter devant un tribunal d'arbitrage, et courir le risque que celui-ci se prononce en faveur de la Grande-Bretagne. » Le *World* ajoute que les vues du président Wilson ont été appuyées par M. Root, et qu'aucun membre de la commission n'y a fait opposition. On a donc lieu d'espérer que les droits de transit seront les mêmes pour tous. On pense qu'ils ne seront pas inférieurs à 50 cents ni supérieurs à 1 dollar 50 par tonne-registre¹ de jauge américaine.

Un avenir considérable est réservé au canal inter-océanique, ainsi que l'on peut s'en convaincre en constatant le développement qu'ont pris les régions occidentales de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale depuis le commencement de ce siècle. Leur commerce extérieur, en dix ans, a complètement doublé, ce qui n'a pas empêché le commerce intérieur de grandir

1. La tonne-registre est l'unité de capacité inscrite (enregistrée) sur les papiers du bord, suivant le mode de mesure adopté par le pays auquel le navire appartient (François Mange).

encore plus vite. C'est vers l'Amérique latine que l'attention du monde, attirée vers ce continent par l'ouverture à grand fracas du canal de Panama, va se porter maintenant. Les 70 millions d'habitants qui peuplent ces régions, lointaines pour nous, sont peu de chose par rapport au nombre d'hommes qu'elles pourraient nourrir. Nous avons vu que là Colombie avait une population très minime par rapport à l'étendue de son territoire; il faut espérer, et cela est très vraisemblable, que l'ouverture du canal supprimant les transbordements redoutés des voyageurs, dirigera vers elle le courant d'immigration qui maintenant descend vers l'Argentine.

« Quelque jour, dit M. Fraser¹, l'on s'attaquera sans doute aux forêts vierges de la Colombie, riches en essences précieuses, et un trône attend chez elle un futur roi du coton. On se rendra compte aussi des avantages évidents que comporterait la construction d'un chemin de fer à travers l'intérieur, permettant de faire bénéficier le monde des *trésors agricoles ou minéraux que recèle son sein*. »

Puisque l'ouverture du canal de Panama doit être pour la Colombie une source de richesses nouvelles, qu'elle se prépare donc à ce grand événement mondial, qu'elle assainisse ses ports et les mette en état de recevoir les flottes du monde entier. Le gouvernement de

1. Fraser, *op. cit.*

Colombie est trop avisé pour l'ignorer, et c'est par les propres paroles du ministre des Finances au Congrès de 1912 que nous terminerons ce chapitre et ce volume, dont elles forment une excellente conclusion¹ :

« ... Avec l'ouverture du canal de Panama, de graves problèmes, de solution immédiate, se présentent à nous. Le courant commercial du monde passera devant nous et viendra à nos ports. Il est donc nécessaire de mettre ceux-ci en état de répondre à une augmentation considérable de trafic. La nécessité et la convenance l'imposent, et *malheur à notre pays s'il ne se prépare pas sans délai à ces devoirs de trafic international.* »

1. Informe del ministro de Hacienda al Congreso de 1912. Bogotá, imprenta nacional.

TABLE

AVANT-PROPOS	VII
BIBLIOGRAPHIE	XIII
CHAPITRE PREMIER. — Aperçu historique.	1
CHAPITRE II. — Situation géographique et climatérique . .	21
CHAPITRE III. — Population. — Immigration.	39
CHAPITRE IV. — Voies de communication. — Chemins de fer. — Rivières. — Routes.	56
CHAPITRE V. — Le sous-sol de la Colombie.	126
CHAPITRE VI. — Produits du sol.	190
CHAPITRE VII. — Commerce. — Industrie. — Banques. — Douanes. — Ports. — Lignes de navigation. — Postes et télégraphes.	273
CHAPITRE VIII. — Change et situation monétaire. — Dette nationale. — Budget. — Impôts. — Banque d'émission à monopole. — Banque hypothécaire.	344
CHAPITRE IX. — Instruction publique. — Colonisation. . .	389
CHAPITRE X. — Panama et le canal de Panama. — Son histoire. — Son influence au point de vue économique et de l'avenir de la Colombie.	421

<i>Vu :</i> <i>Le Doyen,</i> F. LARNAUDE.	<i>Vu et permis d'imprimer :</i> <i>Le Vice-Recteur,</i> LIARD.	<i>Vu :</i> <i>Le président de thèse,</i> TRUCHY.
---	---	---

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY
